

NATIONS



UNIES

RAPPORT
DU
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
1er août 1959—5 août 1960

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : QUINZIEME SESSION
SUPPLEMENT No 3 (A/4415)

NEW YORK

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

1er août 1959 — 5 août 1960



ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : QUINZIEME SESSION
SUPPLEMENT No 3 (A/4415)

New York, 1960

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
NOTE DU SECRÉTARIAT	ix
ABRÉVIATIONS ET SIGLES	x
INTRODUCTION	xi

Chapitre premier

Questions constitutionnelles et organiques

Sections

I. — LE CONSEIL : COMPOSITION, SESSIONS, BUREAU	1
II. — ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL	
Comités du Conseil	1
Commissions et sous-commission techniques	2
Commissions économiques régionales	2
III. — FONDS SPÉCIAL	3
IV. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE	3
V. — COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIUM ET ORGANE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS	3
VI. — QUESTION DE LA REPRÉSENTATION DE LA CHINE AU CONSEIL ET DANS SES ORGANES SUBSIDIAIRES	3
VII. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL	
Organisation de réunions du Conseil à l'échelon ministériel	3
Question de l'inscription à l'ordre du jour de la trentième session d'un point portant sur l'étude des aspects économiques et sociaux du désarmement	4
Question de la compétence du Comité de coordination	4
Question des délais de distribution des documents	4
VIII. — PROGRAMME DE CONFÉRENCES POUR 1961	4
IX. — MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS RELATIVES À DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES	5

Chapitre II

Situation économique mondiale et développement économique des pays sous-développés

I. — RÉUNIONS DU CONSEIL À L'ÉCHELON MINISTÉRIEL	
Exposé du Secrétaire général	8
Débats du Conseil	9
Déclaration du Président	12
Décisions du Conseil	12
II. — SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE	
Rapports sur la situation économique mondiale	12

Commerce et paiements internationaux :

Renforcement et développement du marché mondial et amélioration des conditions d'échange pour les pays sous-développés	18
Problèmes internationaux relatifs aux produits de base	19
Rapport du Fonds monétaire international	21

III. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS^a

A

Coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle et autres nouveaux Etats indépendants ^b	22
Assistance économique internationale aux pays peu développés	24
Question de la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies ^c	25
Rapports de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale	25
Courant international des capitaux privés ^c	25
Industrialisation et productivité	26
Développement des ressources énergétiques :	
Ressources hydrauliques	28
Conférence sur les sources nouvelles d'énergie	29
Ressources pétrolières	30
Rapport de la Commission des Nations Unies pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles	30
Coopération internationale en matière de cartographie	31
Coopératives	31

B

Programme d'assistance technique des Nations Unies ^d	32
Assistance de l'Organisation des Nations Unies en matière d'administration publique ^e	33
Programme élargi d'assistance technique ^d	33
Examen des activités de 1959	33
Situation financière du Programme	34
Procédures d'élaboration des programmes à l'échelon national	35
Dispositions relatives aux dépenses locales	36
Répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre les budgets ordinaires des organisations participantes et le budget du Programme élargi	36
Examen de la possibilité de modifier l'appellation des programmes d'assistance technique	37
Fonds spécial ^e	37

<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	38
---	----

Chapitre III

Activités économiques régionales

I. — RAPPORT DES COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Commission économique pour l'Europe	40
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	43
Commission économique pour l'Amérique latine	46
Commission économique pour l'Afrique	48

II. — EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS PAR LE CONSEIL

<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	50
	52

^a Le développement économique, dans ses aspects généraux, est également traité dans les sections I et II.

^b Point distinct de l'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale.

^c Question faisant partie d'un point de l'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale.

^d L'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale contient le point suivant : "Programme d'assistance technique".

^e L'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale contient le point suivant : "Situation et opérations du Fonds spécial".

Chapitre IV**Autres questions économiques et questions connexes**

I. — PRINCIPES DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE	53
II. — QUESTIONS DE STATISTIQUE	53
Statistiques industrielles et connexes	53
Statistiques des prix de gros	54
Statistiques du commerce extérieur	54
Comptabilité nationale	54
Statistiques pour les programmes sociaux	54
Classification des comptes publics	55
Statistiques démographiques	55
Programme de travail	55
III. — TREMBLEMENTS DE TERRE AU MAROC ET AU CHILI	
Tremblements de terre au Maroc	55
Tremblements de terre au Chili	55
Collaboration internationale dans le domaine de la recherche sismologique ..	56
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	56

Chapitre V**Questions sociales**

I. — PROGRAMME À LONG TERME D'ACTION INTERNATIONALE CONCERTÉE DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION	57
II. — PEINE CAPITALE	57
III. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (FISE)	57
IV. — RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS ^f	59
V. — CONTRÔLE INTERNATIONAL DES STUPÉFIANTS	60
Mise en œuvre des traités et contrôle international	61
Extension de la participation internationale aux traités multilatéraux sur les stupéfiants	61
Contrôle des stupéfiants nouveaux	61
Trafic illicite	61
Emploi abusif des stupéfiants (toxicomanie)	62
Projet de convention unique sur les stupéfiants:	
Conférence de plénipotentiaires: observations	62
Préparations exemptées	62
Contrôle de la paille de pavot	63
Opium et opiacés:	
Recherches scientifiques	63
Transport de stupéfiants dans les troussees de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux	63
Assistance technique pour la lutte contre l'abus des stupéfiants	64
Rapport du Comité central permanent de l'opium	64
VI. — ENSEIGNEMENT DES BUTS ET DES PRINCIPES, DE LA STRUCTURE ET DES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DANS LES ÉCOLES ET DANS LES AUTRES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DES ÉTATS MEMBRES	65
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	66

^f Cette question fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour de la quinzième session de l'Assemblée générale.

Chapitre VI

Droits de l'homme

A

I. — LIBERTÉ DE L'INFORMATION	
Projet de déclaration sur la liberté de l'information ^f	67
Faits nouveaux intéressant la liberté de l'information	68
II. — PROJET DE DÉCLARATION SUR LE DROIT D'ASILE ^g	68
III. — COMITÉS CONSULTATIFS NATIONAUX DES DROITS DE L'HOMME	69
IV. — ESCLAVAGE	69
V. — ETUDE DU DROIT EN VERTU DUQUEL NUL NE PEUT ÊTRE ARBITRAIREMENT ARRÊTÉ, DÉTENU OU EXILÉ	69
VI. — LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITÉS	
Préparation de projets de recommandations et d'un projet de convention concernant les différents aspects des mesures discriminatoires dans l'enseignement	69
Etude sur les mesures discriminatoires	70
Manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de préjugés raciaux et d'intolérance religieuse	70
Deuxième Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination	70
VII. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME	70

B

VIII. — CONDITION DE LA FEMME	71
Droits politiques de la femme	71
Condition de la femme en droit privé	71
Accès de la femme à la vie économique	71
Accès de la femme à l'éducation	72
Assistance en vue d'améliorer la condition de la femme dans les pays sous-développés	72

C

IX. — PROGRAMME DE SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME	72
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	73

Chapitre VII

Questions de coordination et relations avec les institutions spécialisées

I. — EVALUATION DES PROGRAMMES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME	76
Programmes d'action concertée	77
Décentralisation des activités et opérations	78
Etude des répercussions de l'accroissement des opérations du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial	78
Coordination à l'échelon local	78
Examen des programmes relatifs à l'administration publique	78
Formation de personnel administratif et technique	79

^f L'Assemblée générale doit se prononcer à ce sujet.

II. — MÉTHODES ET PROCÉDURES DE COORDINATION	
Problèmes de coordination	79
Consultations avec les institutions spécialisées*	80
III. — CONCENTRATION DES ACTIVITÉS	80
IV. — RELATIONS ET ÉCHANGES INTERNATIONAUX DANS LES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA SCIENCE ET DE LA CULTURE	81
V. — RECHERCHE SCIENTIFIQUE ..	82
VI. — DEMANDE D'ADMISSION DU KOWEÏT À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE	82
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	82

Chapitre VIII

Organisations non gouvernementales

I. — LISTE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DOTÉES DU STATUT CONSULTATIF	83
II. — APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSULTATIONS	
Exposés écrits présentés par des organisations non gouvernementales	86
Auditions d'organisations non gouvernementales	86
<i>Annexe.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales	87

Chapitre IX

Incidences financières des mesures prises par le Conseil	88
---	----

*
* *

APPENDICES

<i>Appendice I.</i> — Ordres du jour de la reprise de la vingt-huitième session et des vingt- neuvième et trentième sessions du Conseil	91
<i>Appendice II.</i> — Composition et sessions du Conseil et de ses organes subsidiaires..	93
<i>Appendice III.</i> — Repartition des sièges au Conseil et dans ses commissions tech- niques	98

NOTE DU SECRETARIAT

COTES DES DOCUMENTS

Tous les documents de l'Organisation des Nations Unies sont désignés par une cote, formée de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote de ce genre signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Voici la cote qui sert à identifier les documents du Conseil et de ses comités:

E/	Conseil;
E/AC.6/	Comité économique;
E/AC.7/	Comité social;
E/AC.24/	Comité de coordination;
E/C.2/	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales;
E/C.4/	Comité intérimaire du calendrier des conférences;
E/TAC/	Comité de l'assistance technique.

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES

Les comptes rendus analytiques des débats qui ont eu lieu en séance plénière du Conseil sont imprimés sous forme de fascicules qui font partie des *Documents officiels du Conseil économique et social* de la session à laquelle ils se rapportent. Pour abrégé, les comptes rendus de ces séances sont, dans le présent rapport, simplement désignés par la cote E/SR.

Il paraît en outre, pour chaque session du Conseil, une brochure de documentation qui comprend la table des matières des comptes rendus analytiques imprimés des séances du Conseil, la liste complète des délégations au Conseil, l'ordre du jour que le Conseil a finalement adopté pour la session, et une liste récapitulative des documents relatifs à l'ordre du jour de la session qui indique où l'on peut trouver ces documents.

Les comptes rendus analytiques des débats des comités du Conseil, qui ne paraissent que sous forme mimeographiée, sont désignés par la cote du comité (voir plus haut) à laquelle s'ajoutent les lettres /SR.

ANNEXES

Les documents choisis pour figurer parmi les documents imprimés de la session du Conseil à laquelle ils se rapportent paraissent sous forme d'annexes aux *Documents officiels*. Ils sont imprimés en fascicules, à raison d'un fascicule pour chaque point de l'ordre du jour. La référence "*Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes*, point 6 de l'ordre du jour, document E/3328" indique que le document E/3328 se trouve dans le fascicule des annexes relatif au point 6 de l'ordre du jour.

RÉSOLUTIONS

Les cotes des résolutions du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale se composent d'un nombre en chiffres arabes qui est le numéro d'ordre de la résolution et, entre parenthèses, d'un nombre en chiffres romains qui indique à quelle session la résolution a été adoptée.

SUPPLÉMENTS

Parmi les *Documents officiels* figurent en outre des suppléments numérotés qui comprennent surtout les rapports des diverses commissions du Conseil. Voici la liste des suppléments

relatifs à la reprise de la vingt-huitième session, à la vingt-neuvième et à la trentième session:

Numéros des suppléments	Cotes des documents
<i>Reprise de la vingt-huitième session</i>	
1A. Résolutions adoptées lors de la reprise de la vingt-huitième session	E/3290/Add.1
<i>Vingt-neuvième session</i>	
1A. Résolutions adoptées pendant la vingt-neuvième session	E/3373
2. Rapport du Conseil d'administration du FISE (1er-11 septembre 1959)	E/3304
2A. Rapport du Conseil d'administration du FISE (14-22 mars 1960)	E/3336
Suppl. spéc. Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques: premier rapport biennal	E/3319
<i>Trentième session</i>	
1. Résolutions adoptées pendant la trentième session	E/3422
2. Rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (seizième session)	E/3340
3. Rapport de la Commission économique pour l'Europe (quinzième session)	E/3349
4. Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine	E/3333
4A. Rapport du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine (troisième session extraordinaire) [28-30 juin 1960]	E/3402
5. Douzième rapport du Bureau de l'assistance technique	E/3337 et Corr.1
6. Rapport de la Commission du commerce international des produits de base (huitième session)	E/3383
7. Rapport de la Commission de la condition de la femme (quatorzième session)	E/3360
8. Rapport de la Commission des droits de l'homme (seizième session)	E/3335
9. Rapport de la Commission des stupéfiants (quinzième session)	E/3385
10. Rapport de la Commission économique pour l'Afrique (deuxième session)	E/3320
11. Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial (troisième et quatrième sessions)	E/3398
12. Rapport de la Commission de statistique (onzième session)	E/3375

ABREVIATIONS ET SIGLES

AID	Association internationale de développement.
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
BAT	Bureau de l'assistance technique.
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
CAC	Comité administratif de coordination.
CAT	Comité de l'assistance technique.
CCPO	Comité central permanent de l'opium.
CEA	Commission économique pour l'Afrique.
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.
CEE	Commission économique pour l'Europe.
CEE	Communauté économique européenne.
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine.
CIM	Carte internationale du monde au millionième.
CTCI	Classification type pour le commerce international.
DOAT	Direction des opérations d'assistance technique.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
FMI	Fonds monétaire international.
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
ICCICA	Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base.
IMCO	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.
NTB	Nomenclature tarifaire de Bruxelles (Conseil de coopération douanière).
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
OEA	Organisation des Etats américains.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OMM	Organisation météorologique mondiale.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONG	Organisations non gouvernementales.
ONU	Organisation des Nations Unies.
OPEX	Programme relatif au personnel d'exécution, de direction et d'administration.
Programme élargi	Programme élargi d'assistance technique.
SFI	Société financière internationale.
UIT	Union internationale des télécommunications.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
UPU	Union postale universelle.
WAC	Carte aéronautique du monde.

INTRODUCTION

I

Le présent rapport du Conseil économique et social, que j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale, porte sur la période du 1er août 1959 au 5 août 1960.

Tandis que je présidais les réunions du Conseil pendant la période en question, j'ai été inévitablement amené à réfléchir sur les principales tendances qui commencent à devenir évidentes dans ses travaux, ainsi que sur la place qu'occupent le Conseil et ses activités dans le monde nouveau qui s'édifie autour de nous.

Naguère, la plupart de ceux qui essayaient de concevoir un avenir où la rivalité ferait place à la coopération et où le sens de l'unité et d'une communauté des responsabilités se substituerait à la poursuite de fins nationales étroites, croyaient — et beaucoup continuent de le croire — que la meilleure façon d'assurer un tel avenir était d'imposer d'en haut une structure constitutionnelle, une fédération mondiale par exemple. Cette structure, pensaient-ils, fournirait le cadre dans lequel l'esprit d'universalité parviendrait graduellement à dominer toutes les tendances au particularisme et à la séparation.

J'ai l'impression qu'en fait nous assistons à un processus d'évolution et d'édifications très différents. Pour une grande part, les progrès que nous avons réalisés sont dus en premier lieu à une action non préméditée, accomplie spontanément sous l'effet d'événements imprévus, action dont la logique pragmatique a fait appel au bon sens et aux sentiments des nations et des peuples. Cet appel demandait les efforts et les sacrifices qu'une situation donnée exigeait pour combler les lacunes qui apparaissaient dans le réseau des activités nationales et bilatérales. Ce n'est que lorsque ces impulsions se sont manifestées et qu'on en a vérifié et empiriquement mesuré les effets, que les principes qu'elles impliquent peuvent être formellement et statutairement consacrés. En d'autres termes, si l'on confectionne des cadres juridiques dans l'espoir que les actes de l'humanité les emprunteront de substance, ils risquent de rester vides; ce n'est que lorsque l'embryon de la coopération internationale a terminé sa croissance naturelle que le cadre constitutionnel doit être mis en place pour assurer sa protection définitive.

Quand nous constatons le mouvement de ces tendances universelles et participons à leur développement, il est souvent difficile de mesurer leur force et d'évaluer l'étendue du domaine où elles s'exercent. Dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et, en fait, dans l'aire d'activité du Conseil économique et social, nous assistons au développement régulier de la coopération internationale. Le système de commissions régionales créé par le Conseil illustre cette solidarité croissante qui s'exprime ainsi dans une communauté régionale d'intérêts, conforme aux principes universels de l'Organisation des Nations Unies.

Les événements de la vie internationale nous permettent parfois des constatations très intéressantes; c'est ce qui arrive par exemple lorsque des événements soudains provoquent des réactions qui révèlent l'exis-

tence de possibilités latentes d'entreprise commune. Dans mon pays, le plan gigantesque du Delta, dont les digues nous protégeront efficacement contre les assauts des eaux tumultueuses, serait demeuré un rêve d'ingénieur si les inondations désastreuses de 1953 n'avaient pas donné l'impulsion nécessaire pour le mettre à exécution. Dans le domaine international, les défis que représentent les tremblements de terre du Maroc et du Chili ainsi que les événements récents de la République du Congo ont déclenché un mécanisme international dont peu imaginaient qu'il pût exister et donner des résultats efficaces.

La prompt réponse que la communauté internationale a été en mesure de donner dans ces cas est due à l'immense expérience, aux connaissances techniques et aux services dévoués que l'Organisation des Nations Unies ainsi que les institutions qui lui sont reliées ont accumulés au cours des années. Notre Organisation, les institutions spécialisées et leurs secrétariats sont les dépositaires de ces richesses. Ce sont l'ONU et ses organes qui doivent élaborer les méthodes et les procédures permettant de faire face aux situations critiques soudaines et de mobiliser l'enthousiasme nécessaire pour galvaniser toutes les organisations de la famille des Nations Unies dans une action concertée. Une action concertée et une coordination judicieuse de l'exécution des programmes orientés vers l'action sont, selon la Charte, la responsabilité principale du Conseil.

L'observateur superficiel des activités de l'Organisation des Nations Unies n'est que trop souvent tenté de considérer uniquement les conflits d'idéologie et d'intérêt qui semblent dominer les débats de l'ONU. Un fait, moins évident et moins sensationnel, lui échappe alors: en raison de la complexité croissante des rouages internationaux, il est devenu nécessaire d'examiner des questions techniques d'une très grande portée pour la coopération internationale et de les examiner objectivement et non pas en partant de postulats qui découlent uniquement de convictions politiques. Certaines des questions débattues par le Conseil au cours de l'année écoulée semblent avoir atteint le stade où il est possible de trouver des solutions rationnelles.

Lorsque nous recherchons des solutions de ce genre, nous devons toujours nous rappeler que le but final de toutes nos activités doit être l'amélioration du statut et de la condition des hommes et des femmes dans le monde entier et le relèvement des normes de leur bien-être. A ce point de vue, c'est la notion des droits de l'homme qui domine dans toutes les branches de notre activité: les droits de l'homme en tant qu'individu, et les droits de l'homme en tant que membre d'une collectivité, les droits de l'homme objet de protection et les droits de l'homme en tant qu'être qu'il faut aider à s'élever à un niveau supérieur.

Pour atteindre ces objectifs, il ne suffit pas de fixer des normes: il faut effectivement créer des conditions qui rendent leur application possible. Que l'on ait conscience de cette nécessité, c'est ce qu'ont nettement montré les débats du Conseil et de ses commissions et

comités; c'est ce qu'a montré surtout, je crois, le fait que l'on a reconnu que, sur le plan international, nos conceptions doivent être inspirées par trois idées précises: premièrement nous devons nous efforcer d'avoir des vues et des notions d'ensemble, ce qui implique qu'il nous faut nous habituer à l'idée d'une action de grande envergure — d'une envergure sans précédent; deuxièmement nous devons avoir conscience de l'interdépendance non seulement des diverses parties du monde, mais aussi des diverses disciplines scientifiques au moyen desquelles l'homme s'efforce de comprendre et de maîtriser son milieu; troisièmement nous devons nous tourner vers l'avenir, d'où l'urgence particulière et l'importance pratique des travaux du Conseil.

Dans un monde accoutumé depuis longtemps à l'idée de l'Etat nation, il n'est pas facile de rompre avec les vieilles habitudes intellectuelles, de s'habituer à voir les choses d'un point de vue régional ou général et de réexaminer les problèmes internationaux d'un point de vue général. Néanmoins, les débats et les documents du Conseil et de ses organes subsidiaires prouvent de façon heureuse que l'on adopte cette façon de penser et que l'on acquiert cette perspective. On reconnaît maintenant de manière générale que le Conseil est un lieu particulièrement désigné pour l'examen des objectifs économiques et sociaux de la communauté internationale; la preuve en a été fournie notamment à sa trentième session par l'organisation de réunions à l'échelon ministériel. Les réunions de ministres ont permis d'examiner utilement les principaux problèmes de politique économique. Elles ont également contribué au développement de cette conception d'ensemble des tâches du Conseil à laquelle j'ai fait allusion. Le fait qu'on ait, à ces réunions, réaffirmé que la croissance économique mondiale, et plus particulièrement le développement économique des pays sous-développés doit continuer d'être la préoccupation essentielle du Conseil témoigne par lui-même de l'évolution continue vers cette vue d'ensemble des questions économiques les plus importantes. Cette première série de réunions à l'échelon ministériel avait nécessairement un caractère expérimental, mais le Conseil a décidé à l'unanimité de prendre des mesures propres à rendre encore plus fructueuses à l'avenir ces réunions de ministres.

Cette conception d'ensemble a trouvé aussi son expression dans la déclaration que le Secrétaire général a faite lors des réunions à l'échelon ministériel et on la retrouve encore dans *l'Etude sur l'économie mondiale* de même que dans les études présentées par les commissions économiques régionales qui constituaient les éléments concrets et analytiques dont le Conseil s'est servi pour ses débats.

La recherche de conceptions d'ensemble et de perspectives générales s'est accompagnée d'une prise de conscience toujours plus grande de l'interdépendance économique des diverses régions et des diverses nations. En fait, ce sentiment d'interdépendance implique une bonne partie de l'œuvre du Conseil et apparaît, en particulier, dans le fait qu'on se rend de plus en plus compte qu'il incombe à la communauté internationale d'élever les niveaux de vie, surtout dans les régions en voie de développement. Je ne saurais choisir dans l'œuvre du Conseil de meilleur exemple concret que la résolution adoptée sur les possibilités de coopération internationale en faveur des nouveaux pays indépendants. Le Conseil a reconnu à l'unanimité l'importance spéciale de l'assistance des Nations Unies aux nouveaux pays indépendants, d'Afrique et d'ailleurs, et il s'est

déclaré persuadé de l'urgente nécessité d'une assistance dans tous les domaines pour aider ces pays dans leurs efforts visant à profiter des avantages de l'indépendance et à en assumer les responsabilités, ainsi qu'à réaliser de rapides progrès économiques et sociaux dans la stabilité.

Je dois également indiquer que le Conseil, à sa session de printemps, a créé le Comité du développement industriel pour répondre à la nécessité de diffuser dans le monde entier les techniques modernes de production. En créant ce comité, le Conseil a voulu combiner les activités pratiques exercées dans ce domaine par les commissions régionales, compte tenu des conditions locales, avec l'universalité de la science et de la technologie modernes.

Le Conseil a continué de montrer qu'il était parfaitement conscient de l'interdépendance des économies. Il a, cette année, accordé une très grande attention à l'importance que présente une expansion constante des échanges mondiaux pour le développement économique des pays sous-développés, ainsi qu'au problème des fluctuations du commerce des produits de base. Les conséquences que peut avoir l'organisation de groupements économiques régionaux en dehors de l'Organisation des Nations Unies pour les pays qui ne font pas partie de ces arrangements ont aussi préoccupé le Conseil, qui a exprimé l'opinion que les groupements de cette nature ne doivent pas fonctionner au préjudice des pays non membres. D'autre part, le Conseil a discuté la question des échanges entre pays ayant des régimes politiques et économiques différents et il a adopté une résolution dans laquelle il reconnaît qu'il importe de créer des conditions favorables au commerce international et prend acte avec satisfaction du rapport préliminaire du Secrétaire général sur les moyens propres à favoriser ce commerce.

Le Conseil a aussi indiqué qu'il est conscient de l'interdépendance des diverses disciplines scientifiques qui sont les instruments dont il se sert pour mener sa tâche à bien. Le progrès économique et social exige, si l'on veut exécuter un programme intégré de développement, que l'on combine les connaissances techniques et générales fournies par les diverses sciences sociales et la technologie. Une grande partie de l'œuvre accomplie sous l'égide du Conseil a ce caractère concerté. Il se manifeste dans la notion de développement économique et social équilibré, dans les programmes coordonnés de recherche économique et sociale et dans les opérations entreprises dans le cadre du Fonds spécial des Nations Unies, du programme ordinaire et du Programme élargi d'assistance technique et du programme d'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration.

Les travaux du Conseil ayant une portée très vaste et très générale, l'objet de ses préoccupations est moins la solution des difficultés momentanées ou quotidiennes que l'élaboration de méthodes constructives pour aborder les problèmes durables de l'avenir. Cette orientation vers le monde de demain est, à mon avis, le troisième trait dominant de l'action du Conseil. Ce n'est donc pas par hasard que le Conseil a manifesté un très grand intérêt pour l'établissement de projections économiques à moyen et à long terme qu'a entrepris le Secrétariat et qu'il a recommandé la poursuite et l'intensification de ces travaux tant à l'échelon régional qu'à l'échelon mondial.

Cette tendance s'exprime le plus nettement dans un travail remarquable qui a été soumis au Conseil à sa trentième session; je veux parler du rapport d'ensemble

sur l'évaluation des programmes de cinq années. Ce rapport, rédigé par une commission de cinq membres d'après les évaluations de diverses organisations, représente un effort sans précédent dans l'histoire des organisations internationales. Dans son très vaste examen, il réunit deux des tendances que j'ai mentionnées: le souci de parvenir à une conception d'ensemble et la préoccupation de regarder vers l'avenir. Il a permis au Conseil de remplir mieux que jamais auparavant sa tâche consistant à coordonner les activités économiques et sociales de l'ONU et des institutions spécialisées et d'adopter plusieurs résolutions destinées à guider désormais ces activités. La lecture de ce rapport, que le Conseil a transmis à l'Assemblée générale, donne une image très nette des besoins croissants du monde entier et démontre clairement que ces besoins amènent la création de fonctions dont l'efficacité est accrue grâce au recours de plus en plus fréquent à la méthode de l'action concertée sous l'égide de l'ONU.

L'action concertée qui vient d'être entreprise dans la République du Congo est un exemple frappant des possibilités qu'offre cette méthode. Elle montre de façon particulièrement convaincante l'importance que présente pour la communauté internationale tout entière l'exécution d'opérations conjuguées pour répondre à de brusques situations d'urgence.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, le Conseil, en exécution de son programme permanent dans le domaine des droits de l'homme, a, cette année, décidé de transmettre à l'Assemblée générale le projet de déclaration sur la liberté de l'information et le projet de déclaration sur le droit d'asile, l'un et l'autre très importants pour développer chez l'individu le sentiment qu'il appartient à la communauté mondiale.

Je ne saurais terminer ce bref exposé sans parler des ressources indispensables pour la poursuite et le développement de l'œuvre du Conseil.

Le Conseil n'est pas un organe budgétaire. Néanmoins, ses décisions ont des conséquences budgétaires. Il ne peut proposer, sans créer de nouvelles obligations financières, que l'ONU étende son champ d'action ou intensifie ses activités actuelles. Théoriquement, le coût de nouvelles activités pourrait être compensé par la fin d'activités existantes d'un coût égal. Mais cette possibilité est purement théorique. La vraie situation est, me semble-t-il, celle que la Commission chargée de l'évaluation des programmes a signalée, à savoir que la variété et l'ampleur des programmes de recherche et des programmes d'action des Nations Unies augmentent et continueront d'augmenter dans les années à venir. Eu égard à cet état de choses — eu égard à cette tendance très nette — il est indispensable d'accroître les fonds mis à la disposition du Secrétaire général. Je suis persuadé que l'Assemblée générale ne manquera pas de prendre les mesures voulues pour permettre à cette tendance de se développer.

Les grandes expériences de coopération internationale auxquelles nous assistons, et dans lesquelles le Conseil économique et social a l'honneur de jouer un modeste rôle, ont lieu dans un climat lourd et menaçant de dissensions politiques, idéologiques et raciales. Réussirons-nous à édifier en temps utile de solides digues constituées par des forces rationnelles et unificatrices, capables de résister à la violence des passions désorganisatrices? Nous ne le savons pas encore. Les moyens dont nous disposons pour cette grande entreprise sont modestes; notre foi et notre puissance d'imagination doivent donc être grandes. C'est ainsi seulement que

nous pourrions prouver une fois de plus que s'il est quelque chose de plus puissant que le destin inexorable, c'est l'homme qui en accepte l'épreuve courageusement.

II

D'une manière générale, la forme et la nature du présent rapport sont semblables à celles des précédents rapports du Conseil économique et social à l'Assemblée générale¹. Il comprend le présent volume et les volumes imprimés des résolutions adoptées à la reprise de la vingt-huitième session, à la vingt-neuvième session et à la trentième session². On y trouvera des renvois aux comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités, qui sont distribués à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. A la fin de chaque chapitre, une annexe donne la liste des exposés oraux et écrits présentés par des organisations non gouvernementales.

Chacun des neuf chapitres du présent volume est conçu de manière à pouvoir être renvoyé, si le Bureau de l'Assemblée générale le recommande, à l'une des grandes Commissions de l'Assemblée générale ou à toute commission mixte que l'Assemblée générale pourrait décider de constituer. Les chapitres II, III et IV traitent de questions qui sont de la compétence de la Deuxième Commission, les chapitres V et VI de questions de la compétence de la Troisième Commission et le chapitre IX de questions de la compétence de la Cinquième Commission. L'Assemblée générale pourrait examiner en séance plénière les chapitres Ier, VII et VIII. L'Assemblée voudra peut-être, cette fois, renvoyer à la Cinquième Commission la résolution 802 (XXX) du Conseil sur les délais de distribution des documents, dont il est question au paragraphe 42 du chapitre premier; et aux Deuxième et Troisième Commissions, qu'elle intéresse au premier chef, la résolution 800 (XXX) sur les consultations avec les institutions spécialisées, dont il est traité au paragraphe 645 du chapitre VII. En outre, la résolution 791 (XXX) sur l'évaluation des programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, qui est examinée dans la première section du chapitre VII, traite de questions de fond qui sont de la compétence des Deuxième et Troisième Commissions et pourrait être renvoyée, pour avis, à ces commissions (ou à l'une d'elles seulement si on le juge plus pratique) avant d'être renvoyée à la Cinquième Commission. Enfin, l'Assemblée générale voudra peut-être renvoyer à la Troisième Commission la résolution 804 (XXX) sur la coordination des résultats de la recherche scientifique, dont il est question dans la section V du chapitre VII. Les résolutions 803 (XXX), sur les relations et échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, et 804 (XXX), sur la coordination des résultats de la recherche scientifique, dont il est question aux paragraphes 652 et 654 respectivement du chapitre VII, intéresseront également la Troisième Commission, puisqu'elles contiennent des références à de précédentes résolutions de l'Assemblée générale que cette commission a examinées.

Un certain nombre de questions traitées dans le présent rapport font aussi l'objet de points distincts de

¹ Voir E/L.870 et E/SR.1133.

² Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la vingt-huitième session, Supplément No 1A; vingt-neuvième session, Supplément No 1; trentième session, Supplément No 1.

l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale. Ces points sont indiqués dans les notes de bas de page. D'autres questions sur lesquelles le Conseil appelle l'attention de l'Assemblée générale ou au sujet desquelles elle doit prendre une décision sont indiquées dans le texte même du rapport ou dans des notes de bas de page.

On trouvera dans des appendices au présent rapport l'ordre du jour des sessions du Conseil et des renseignements concernant la composition du Conseil et de ses organes subsidiaires, et les dates de leurs réunions.

Pour conclure, je tiens à dire combien ma tâche de Président du Conseil économique et social a été facilitée — et rendue agréable — par la collaboration dévouée et le concours compétent que j'ai reçus de tous côtés. Mes remerciements s'adressent en particulier aux vice-présidents du Conseil et aux autres présidents de

comités. Ils s'adressent aussi au Secrétariat pour l'assistance qu'il a prêtée aux membres du bureau et à moi-même dans le courant de l'année et pour la préparation du présent rapport.

*Le Président du Conseil
économique et social,*



Carl W. A. SCHÜRMANN

Genève, août 1960.

Chapitre premier

QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET ORGANIQUES

Section I. — Le Conseil: composition, sessions, bureau

1. A sa quatorzième session¹, l'Assemblée générale a élu le Brésil, le Danemark, le Japon, la Pologne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour remplacer les six membres sortants du Conseil économique et social: la Finlande, le Mexique, le Pakistan, la Pologne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La composition du Conseil était donc la suivante pour l'année 1960: Afghanistan, Brésil, Bulgarie, Chili*, Chine*, Costa Rica*, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France*, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas*, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan*, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

2. La deuxième partie de la vingt-huitième session du Conseil s'est tenue les 14 et 15 décembre 1959 à New York. La 29ème session s'est tenue à New York du 5 au 21 avril 1960. La trentième session s'est ouverte à Genève le 5 juillet 1960. Le Conseil a terminé le 3 août les travaux prévus à l'ordre du jour de la session. Comme suite à la décision prise par les chefs de délégation à la réunion qui s'est tenue le 29 juillet 1960, le Conseil s'est réuni à nouveau le 5 août pour entendre M. João Goulart, vice-président des Etats-Unis du Brésil, qui avait été empêché d'assister aux réunions du Conseil tenues à l'échelon ministériel². On trouvera à l'appendice II des renseignements sur le nombre des séances plénières et des séances de comité qui ont eu lieu au cours de ces sessions.

3. A la première séance de sa vingt-neuvième session³, le Conseil a élu M. C. W. A. Schürmann (Pays-Bas) président, M. Daniel Schweitzer (Chili) premier vice-président et M. Omar Abdel Hamid Adeel (Soudan) second vice-président pour l'année 1960.

4. A la demande d'une délégation, la 1116ème séance du Conseil, tenue le 8 juillet 1960, a été suspendue brièvement pendant que le Conseil se réunissait en séance privée.

Section II. — Organes subsidiaires du Conseil

COMITÉS DU CONSEIL

5. Les neuf comités du Conseil dont les noms suivent sont les comités composés de représentants des Etats membres qui se sont réunis pendant la période consi-

dérée⁴. La liste ne comprend pas les comités ou organes du Secrétariat, le Comité administratif de coordination et ses organes subsidiaires, le Bureau de l'assistance technique et les comités d'experts. Les dates des séances et la composition des comités énumérés dans la présente section sont indiquées dans l'appendice II.

i) *Comité économique*. — Comité plénier constitué à chaque session.

Président: M. Daniel Schweitzer (Chili), premier vice-président du Conseil.

ii) *Comité social*. — Comité plénier constitué à chaque session.

Président: M. Omar Abdel Hamid Adeel (Soudan), second vice-président du Conseil.

iii) *Comité de coordination*. — Comité plénier constitué à chaque session.

Président: M. Foss Shanahan (Nouvelle-Zélande).

iv) *Comité de l'assistance technique*. — Comité plénier permanent créé en vertu de la résolution 222 (IX) du Conseil. Le nombre des membres a été porté à 24 par la résolution 647 (XXIII).

Président pour 1959: M. Ernst Michanek (Suède);

Président par intérim: M. Per Lind (Suède);

Président pour 1960: M. Abdul Hakim Tabibi (Afghanistan).

v) *Comité chargé des questions relatives au Fonds spécial et au Programme élargi d'assistance technique*. — Comité plénier créé en vertu de la résolution 692 C (XXVI).

Président: M. Abdul Hakim Tabibi (Afghanistan).

vi) *Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales*. — Comité permanent composé de sept membres du Conseil élus chaque année conformément à l'article 82 du règlement intérieur.

Présidents: M. Raúl F. Trejos (Costa Rica)⁵; M. Gonzalo Ortiz (Costa Rica).

vii) *Comité intérimaire du calendrier des conférences*. — Comité permanent créé par la résolution 101 (V)⁶ du Conseil et composé de cinq membres du Conseil.

Président: M. J. M. Bouquin (France).

viii) *Comité chargé d'étudier les candidatures présentées en vue de l'élection au poste devenu vacant au Comité central permanent de l'opium*. — Comité

⁴ On trouvera des indications sur les comités nouvellement créés, qui ne se sont pas encore réunis, dans les sections du présent rapport qui traitent des questions de fond auxquelles s'intéressent ces comités.

⁵ M. Raúl F. Trejos a présidé la 180ème séance, le 29 février 1960.

⁶ Le mandat du Comité a été modifié par la résolution 174 (VII) du Conseil.

* Membres dont le mandat expire le 31 décembre 1960.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Séances plénières, 826ème séance.

² Voir par. 33 à 35 et 89 à 112.

³ E/SR.1094.

spécial créé conformément à la décision du Conseil du 5 juillet 1960⁷ et composé de cinq membres.

Président: M. Georges Nelson (Danemark).

- ix) *Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.* — Comité créé par la résolution 672 (XXV) du Conseil. Le nombre des membres a été porté de 24 à 25 Etats par la résolution 682 (XXVI) du Conseil.

Président pour 1959: M. M. Wershof (Canada);

Président pour 1960: M. J. de Rham (Suisse).

COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSION TECHNIQUES

6. Le Conseil économique et social est assisté par les sept commissions et la sous-commission suivantes:

- i) Commission de statistique*;
- ii) Commission de la population*;
- iii) Commission des questions sociales*;
- iv) Commission des droits de l'homme; Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;
- v) Commission de la condition de la femme;
- vi) Commission des stupéfiants;
- vii) Commission du commerce international des produits de base.

7. Cinq des commissions techniques (à savoir les commissions de statistique, de la population, des questions sociales, des droits de l'homme et de la condition de la femme) sont composées de représentants d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies désignés par le Conseil. Afin d'assurer une représentation équilibrée dans les domaines dont s'occupent les diverses commissions, le Secrétaire général procède à des échanges de vues avec les gouvernements des Etats désignés avant qu'ils ne nomment définitivement leurs représentants et que les nominations ne soient confirmées par le Conseil⁸. La Commission des stupéfiants⁹ et la Commission du commerce international des produits de base¹⁰ sont composées de représentants nommés directement par les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies désignés par le Conseil.

8. La durée du mandat des membres des commissions qui ne se réunissent que tous les deux ans est de quatre ans¹¹; la durée du mandat des membres de commissions qui se réunissent tous les ans est de trois ans. Toutefois, dans le cas de la Commission des stupéfiants, 10 membres ont été élus pour une période indéfinie; les cinq autres ont été élus pour une période de trois ans¹².

9. A sa vingt-neuvième session¹³, le Conseil a élu un tiers des membres des commissions techniques, à

⁷ E/SR.1112.

* Ces commissions se réunissent tous les deux ans. La Commission de la population et la Commission des questions sociales ne se sont pas réunies pendant la période considérée.

⁸ Voir résolutions 2/12 et 3 (III) du Conseil.

⁹ Voir résolution 1/9 du Conseil.

¹⁰ En ce qui concerne la Commission du commerce international des produits de base, le Conseil, dans sa résolution 557 F (XVIII), a recommandé que "les Etats membres de la Commission s'y fassent représenter par des spécialistes qualifiés possédant une connaissance approfondie des problèmes techniques et pratiques du commerce international des produits de base".

¹¹ Voir résolution 591 (XX) du Conseil.

¹² Voir résolution 199 (VIII) du Conseil.

¹³ E/SR.1111.

l'exception de la Commission des stupéfiants, conformément au système du renouvellement par roulement.

10. Conformément à sa résolution 728 E (XXVIII), le Conseil, à la reprise de sa vingt-huitième session, a élu deux membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

11. A la reprise de la vingt-huitième session et à la vingt-neuvième session, le Conseil a confirmé la nomination de membres des commissions techniques désignés par leurs gouvernements¹⁴.

12. Les dates des séances et la composition des commissions et de la Sous-Commission techniques sont indiquées dans l'appendice II du présent rapport. La répartition des sièges au Conseil et dans ses commissions techniques est donnée dans l'appendice III.

COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

13. La *Commission économique pour l'Europe* comprend les Membres européens de l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne. La Suisse participe aux travaux de la Commission à titre consultatif.

14. La *Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient* comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se trouvent dans la région géographique que définit le mandat de la Commission, ainsi que l'Australie, la République de Corée, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la République du Viet-Nam. Le Bornéo du Nord et le Sarawak, le Brunéi, Hong-kong et Singapour sont membres associés.

15. La *Commission économique pour l'Amérique latine* comprend les Etats d'Amérique latine qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La Guinée britannique et la Fédération des Indes occidentales sont membres associés.

16. La *Commission économique pour l'Afrique* comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se trouvent dans la région géographique à laquelle s'étend sa compétence ainsi que la Belgique, l'Espagne, la France, le Portugal et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La Fédération nigérienne, la Gambie, le Kenya et Zanzibar, l'Ouganda, le Ruanda-Urundi, le Sierra Leone et le Tanganyika sont membres associés. Le Congo belge, le protectorat de Somalie et la Somalie (territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne) étaient membres associés lors de la seconde session de la Commission; ils sont maintenant devenus indépendants. L'Italie, qui était membre de la Commission lors de la seconde session, a cessé d'en être membre étant donné qu'elle a cessé d'avoir la responsabilité de territoires en Afrique.

17. On trouvera à l'appendice II la composition de la CEE, de la CEAEO, de la CEPAL et de la CEA et les dates auxquelles elles se sont réunies.

¹⁴ Pour les noms des membres dont la nomination a été confirmée, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la vingt-huitième session, Supplément No 1A*, p. 3; et *ibid.*, vingt-neuvième session, Supplément No 1, p. 9 et 10.

Section III. — Fonds spécial

18. En conformité de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, le Conseil a élu, à la reprise de sa vingt-huitième session¹⁵, six membres du Conseil d'administration du Fonds spécial.

19. La composition et les dates des réunions du Conseil d'administration sont indiquées dans l'appendice II.

Section IV. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance

20. Conformément à la résolution 1038 (XI) de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration du FISE est composé de 30 Etats, Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées.

21. A sa vingt-neuvième session¹⁶, le Conseil a élu un tiers des membres du Conseil d'administration.

22. A sa 241ème séance, le 11 décembre 1959, le Conseil d'administration a élu M. F. Schnyder (Suisse) président pour 1960, et a institué pour 1960 un Comité du programme composé de 15 membres et un Comité du budget d'administration composé de 10 membres.

23. A la reprise de sa vingt-huitième session¹⁷, le Conseil a décidé de continuer à examiner les rapports du Conseil d'administration à sa session de printemps; toutefois, il sera alors saisi non seulement du rapport du Conseil d'administration sur la session tenue au mois de juin précédent, mais aussi d'un rapport annuel sur l'activité du Fonds pendant l'année civile écoulée.

24. On trouvera à l'appendice II la liste des membres du Conseil d'administration et les dates de ses réunions.

Section V. — Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants

25. Aux termes de la Convention internationale sur les stupéfiants du 19 février 1925, modifiée par le Protocole du 11 décembre 1946, le Comité central permanent de l'opium se compose de huit membres désignés à titre personnel par le Conseil économique et social pour une période de cinq ans.

26. Le 30 mai 1960, le Comité central permanent a réélu sir Harry Greenfield président et M. Paul Reuter vice-président; ils demeureront en fonctions jusqu'à la veille de la première réunion du Comité en 1961. A la même réunion, le Comité central permanent a renommé M. V. Kusević membre de l'Organe de contrôle des stupéfiants jusqu'au début de la première session du Comité en 1961.

27. M. Ibrahim El Tersawi a donné sa démission du Comité central permanent à partir du 25 janvier 1960. A sa 1131ème réunion, le 26 juillet 1960, le Conseil a élu M. E. S. Krishnamoorthy pour le remplacer.

28. L'Organe de contrôle des stupéfiants, créé par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, se compose de quatre membres, dont deux sont désignés par l'OMS, un par la Commission des stupéfiants et un par le CCPO.

29. Le président pour 1959 était M. Charles Vaillle et le vice-président M. G. Joachimoglu. Le 7 juin 1960,

l'Organe de contrôle des stupéfiants a réélu M. Charles Vaillle président et M. G. Joachimoglu vice-président; ils demeureront en fonctions jusqu'à la veille de la première réunion de l'Organe en 1961.

Section VI. — Question de la représentation de la Chine au Conseil et dans ses organes subsidiaires

30. A la vingt-neuvième session du Conseil, des déclarations ont été faites au sujet de la représentation de la Chine au Conseil¹⁸. Le représentant de l'URSS a dit regretter que la République populaire de Chine ne fût pas représentée et il a déclaré qu'à son avis seule la République populaire de Chine serait qualifiée pour représenter son pays aux réunions du Conseil et des autres organes de l'ONU. Il a été appuyé par les représentants de la Bulgarie et de la Pologne. Le représentant de la Chine a dit que son gouvernement était le seul gouvernement légitime de la Chine et le seul qualifié pour représenter le peuple chinois aux conférences internationales. Cette opinion a été appuyée par le représentant des Etats-Unis d'Amérique.

31. A la trentième session du Conseil les représentants de l'URSS et de la Chine ont maintenu leur point de vue à ce sujet au cours de la discussion des points 2 et 4 de l'ordre du jour du Conseil¹⁹.

32. La question de la représentation de la Chine a également été discutée à la Commission des droits de l'homme²⁰, à la Commission de la condition de la femme²¹ et à la Commission des stupéfiants²².

Section VII. — Organisation et fonctionnement du Conseil

ORGANISATION DE RÉUNIONS DU CONSEIL À L'ÉCHELON MINISTÉRIEL

33. Au cours de la vingt-huitième session, le Secrétaire général a suggéré au Conseil d'envisager la possibilité de convoquer de brèves réunions spéciales à l'échelon ministériel, tenues dans le cadre ou sous les auspices du Conseil. Ces réunions, selon lui, pourraient être extrêmement utiles à l'élaboration de politiques économiques internationales et aider ainsi l'Organisation des Nations Unies à jouer dans le domaine économique un rôle aussi important que celui qu'elle joue dans le domaine politique.

34. L'Assemblée générale à sa quatorzième session²³ et le Conseil à la reprise de sa vingt-huitième session²⁴ ont examiné cette suggestion; le Secrétaire général, à la reprise de la vingt-huitième session, a présenté une note (E/3311²⁵) dans laquelle il indiquait que les réunions ministérielles pourraient, à son avis, porter en premier lieu sur les grands problèmes de politique économique, en particulier sur les mesures propres à favoriser le développement économique des pays sous-développés — ce qui est la toute première question dont le Conseil lui-même doit s'occuper — ainsi qu'une meil-

¹⁸ E/SR.1094.

¹⁹ E/SR.1117 et 1118.

²⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 8, par. 5.

²¹ Ibid., Supplément No 7, par. 4-5.

²² Ibid., Supplément No 9, par. 6-7.

²³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Troisième Commission, 941ème séance.

²⁴ E/SR.1090, par. 1, 1091 à 1093.

²⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la vingt-huitième session, Annexes, point de l'ordre du jour No 25.

¹⁵ E/SR.1090.

¹⁶ E/SR.1111.

¹⁷ E/SR.1090.

leure intégration de l'économie mondiale. Le Secrétaire général a également suggéré que la première réunion de ce genre ait lieu au cours de la trentième session du Conseil. Dans sa résolution 745 (XXVIII), le Conseil a approuvé en principe la proposition du Secrétaire général et l'a prié de prendre les dispositions nécessaires pour organiser ces réunions.

35. A sa vingt-neuvième session²⁶, le Conseil a approuvé les propositions du Secrétaire général touchant l'organisation de réunions à l'échelon ministériel qui auraient lieu pendant la trentième session du Conseil. On trouvera au chapitre II des détails à ce sujet.

QUESTION DE L'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR DE LA TRENTIÈME SESSION D'UN POINT PORTANT SUR L'ÉTUDE DES ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DU DÉSARMEMENT

36. A sa vingt-neuvième session²⁷, le Conseil a examiné la proposition (E/L.861²⁸) tendant à inscrire à l'ordre du jour de la trentième session un point intitulé "Étude des aspects économiques et sociaux du désarmement général et complet". Conformément à cette proposition, le Conseil a prié le Secrétaire général de préparer et de lui soumettre, à sa trentième session, un rapport préliminaire contenant des observations et des recommandations sur les mesures pratiques qu'il serait opportun de prendre à l'Organisation des Nations Unies pour étudier la question mentionnée ci-dessus.

37. A l'appui de la proposition, certaines délégations ont fait valoir qu'il appartenait au Conseil d'aider la communauté internationale à se faire une idée plus précise des effets du désarmement. Il convient de déterminer l'ampleur des moyens et ressources qui seraient libérés si des mesures de désarmement partiel ou complet étaient appliquées. Les avantages concrets qui en résulteraient profiteraient aux pays sous-développés comme aux pays économiquement développés. Les études et les recherches sur cette question ne sauraient être entreprises par des organismes nationaux; seule l'ONU peut les effectuer, avec la coopération active de tous les États Membres.

38. D'autres délégations ont rappelé au Conseil les mesures concrètes qu'elles avaient prises pour aboutir à un désarmement sous contrôle international efficace et pour encourager une large assistance aux pays qui ont souffert de la guerre et aux pays sous-développés qui luttent pour développer leur niveau de vie. Néanmoins, ces délégations ont estimé que si le Conseil adoptait un projet de résolution liant les deux questions, il entraverait plutôt qu'il ne favoriserait le progrès vers l'un ou l'autre de ces objectifs. Un certain nombre de délégations ont jugé que ce ne serait pas faire preuve de réalisme que d'aborder maintenant l'étude envisagée et qu'il n'était pas opportun d'examiner la question à la trentième session du Conseil. Ces délégations ont estimé que le Conseil devrait s'attacher à résoudre les problèmes économiques de l'heure et laisser la question du désarmement aux conférences qui s'en occupent.

39. Au cours du débat, il a été présenté un autre projet de résolution (E/L.863²⁹) aux termes duquel le Conseil déciderait de ne pas examiner actuellement

le problème des aspects économiques et sociaux du désarmement.

40. A la 1111^{ème} séance du Conseil, le Président a annoncé que les auteurs des propositions contenues dans les documents E/L.861 et E/L.868 s'étaient mis d'accord pour ne pas demander que ces propositions soient mises aux voix. Cependant, ils souhaitaient que le Secrétaire général prit note des débats que le Conseil avait consacrés à sa vingt-neuvième session à la question de l'étude des aspects économiques et sociaux du désarmement général et complet.

QUESTION DE LA COMPÉTENCE DU COMITÉ DE COORDINATION

41. Au Comité de l'assistance technique, on a soulevé la question de savoir si le Comité de coordination était compétent pour recommander au Conseil des projets de résolution sur les questions d'assistance technique³⁰. En présentant le rapport du Comité au Conseil, le Président du Comité a attiré l'attention des membres du Conseil sur ce point³¹.

QUESTION DES DÉLAIS DE DISTRIBUTION DES DOCUMENTS

42. A sa trentième session³², le Conseil a adopté une résolution [802 (XXX)] dans laquelle il constatait que certains parmi les plus importants des documents relatifs à la session n'avaient pas été distribués dans toutes les langues de travail, six semaines avant le début de la session, délai minimum fixé à cette fin. Le Conseil a jugé nécessaire dans l'intérêt de ses travaux que les gouvernements aient la possibilité d'étudier les documents relatifs aux divers points de l'ordre du jour et les décisions d'ordre général prises à l'égard de ces points. Rappelant les mesures prises en vue d'assurer l'application de la résolution 1272 (XIII) de l'Assemblée générale, le Conseil a insisté une fois de plus sur le principe formulé dans la résolution 742 II (XXVIII) du Conseil, à savoir que "l'un des buts essentiels du contrôle et de la limitation de la documentation doit être d'assurer la distribution des documents, dans toutes les langues de travail du Conseil, dans le délai de six semaines avant les sessions". Le Conseil a estimé que, lorsque des rapports seraient demandés aux secrétariats de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions qui lui sont rattachées, des délais suffisants devraient être prévus pour leur préparation et a décidé qu'au cours des sessions que tiendra le Conseil à l'avenir, il sera sérieusement envisagé de différer l'étude des points de l'ordre du jour, lorsque les documents pertinents n'auront pas été reçus six semaines à l'avance, comme il est prescrit.

Section VIII. — Programme de conférences pour 1961

43. A sa trentième session³³, le Conseil a examiné un rapport du Secrétaire général (E/3415 et Corr.1) sur ses consultations avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences touchant le calendrier des conférences pour 1961. Le Conseil a approuvé le calendrier joint au rapport du Secrétaire général, après avoir décidé d'y inscrire une session du Groupe de

²⁶ E/SR.1111.

²⁷ E/SR.1109, 1110.

²⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, points 16 et 20 de l'ordre du jour.

²⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, points 16 et 20 de l'ordre du jour.

³⁰ E/TAC/SR.224.

³¹ E/SR.1132.

³² E/AC.24/SR.200; E/SR.1132.

³³ E/SR.1132.

travail spécial créé par la résolution 798 (XXX) du Conseil; cette session devrait en principe se tenir au Siège, mais il pourrait en être décidé autrement à la reprise de la trentième session³⁴.

44. En outre, le Conseil a décidé d'examiner à la reprise de sa trentième session la suggestion qui lui a été faite de tenir, à l'avenir, sa session de printemps un mois plus tôt qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

Section IX. — Mise en œuvre des recommandations relatives à des questions économiques et sociales

45. La présente section du rapport, rédigée conformément à la résolution 450 (XIV) du Conseil, indique les réponses reçues de gouvernements touchant la mise en œuvre des recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil relatives à des questions économiques et sociales. Elle ne contient pas de renseignements sur le fond desdites réponses, mais renvoie aux diverses sections du rapport, ainsi qu'aux autres documents où figurent les renseignements en question. Il n'est pas fait mention dans cette section des renseignements que des gouvernements communiquent, selon la procédure normale, pour être insérés dans les publications périodiques du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies.

46. Le questionnaire sur les tendances, problèmes et politiques économiques a été envoyé aux gouvernements en octobre 1959 conformément à la résolution 520 B (VI) de l'Assemblée générale et aux résolutions 221 E (IX), 290 (XI), 371 B (XIII) et 654 C (XXIV) du Conseil. La deuxième partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1959*, est fondée en partie sur les réponses à ce questionnaire³⁵.

47. En octobre 1959, le Secrétaire général a adressé, conformément à la résolution 726 I (XXVIII) du Conseil relative aux problèmes internationaux relatifs aux produits de base, un questionnaire aux gouvernements sur les mesures prises sur le plan national pour stabiliser les cours des produits ou les recettes de leurs producteurs, et leur demandant de présenter des suggestions concernant les mesures qui pourraient être prises à cette fin sur le plan international. Les réponses des gouvernements à ce questionnaire, et une analyse de ces réponses, figurent dans le document E/CN.31/L.69 et ses additifs.

48. En décembre 1959, conformément à la résolution 741 (XXVIII) du Conseil et à la résolution 1428 (XIV) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a adressé aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux commissions économiques régionales et à certaines organisations intergouvernementales un questionnaire leur demandant de rendre compte sommairement de leur programme de recherche en matière de prévision économique à long terme. On trouvera dans le document E/3379 et Add.1 à 4³⁶ une analyse des réponses reçues et les réponses mêmes dans des additifs à ce document³⁷.

49. L'analyse et les réponses des gouvernements reçues en application de la résolution 1316 (XIII) de l'Assemblée générale qui invitait les gouvernements des

pays développés à faire connaître les mesures qu'ils avaient prises pour aider au développement économique des pays sous-développés, et les gouvernements des pays peu développés à faire connaître les mesures qu'ils avaient prises pour hâter leur progrès économique et social, qui avaient été présentées à l'Assemblée à sa quatorzième session dans le document A/4220³⁸ et Add.1 à 6 ont été transmises au Conseil sous la cote E/3381. Trois gouvernements de plus ont envoyé des réponses depuis la quatorzième session de l'Assemblée générale.

50. Dans sa résolution 727 B (XXVIII), le Conseil priait le Secrétaire général de préparer pour le Conseil, à sa trentième session, un résumé analytique et comparatif de toutes les réponses qui lui seront parvenues des Etats Membres sur la question de l'opportunité de formuler un énoncé des objectifs économiques de l'ONU et des moyens de coopération internationale qui peuvent servir à atteindre lesdits objectifs. Ce résumé a été présenté au Conseil dans le document E/3396³⁹.

51. En vertu de la résolution 1318 (XIII) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a demandé à un certain nombre de gouvernements des déclarations concernant les domaines d'activité dans lesquels les pays sous-développés ont besoin d'investissements privés étrangers, le volume et la forme des investissements qu'ils pourraient accepter, ainsi que les mesures appliquées ou envisagées pour accroître le courant de ces investissements. Le Secrétaire général a tenu compte de ces déclarations lors de la rédaction de son rapport sur les moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés (E/3325 et Corr.1 et 2⁴⁰).

52. Depuis l'adoption des résolutions 226 D (IX) et 378 B II (XIII) du Conseil et de la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a périodiquement adressé aux gouvernements des circulaires et des lettres individuelles pour leur demander de lui communiquer les textes des conventions fiscales internationales ainsi que des renseignements sur l'état actuel desdites conventions. Le Secrétaire général a été informé que, depuis le 1er juin 1959, les gouvernements des Etats ci-après ont conclu des conventions fiscales au nom de leur pays ou des territoires dont ils assurent les relations internationales: République fédérale d'Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Irlande, Israël, Liechtenstein, Pakistan, Pays-Bas, République arabe unie, Suède et Suisse. Les textes des conventions et les renseignements ainsi recueillis sont publiés dans le *Recueil des conventions fiscales internationales*.

53. Pour ce qui est de la résolution 645 C (XXIII) du Conseil, relative à la ratification de la Convention de 1949 sur la circulation routière, le nombre des Etats contractants est à présent de 42.

54. En ce qui concerne la résolution 645 D (XXIII) du Conseil, il y a maintenant 32 Etats parties à la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés, 34 parties à la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme et 29 parties au Protocole additionnel à cette dernière Convention, relatif à l'importation de documents et de matériel de propagande touristique.

55. Dans sa résolution 713 (XXVII), le Conseil a invité les Etats Membres à communiquer au Secré-

³⁴ Pour le calendrier des conférences approuvé par le Conseil, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 1, "Autres décisions prises par le Conseil"*.

³⁵ Voir chap. II, par. 114 à 124.

³⁶ *Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes*, point 2 de l'ordre du jour.

³⁷ Voir chap. II, par. 156.

³⁸ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Annexes*, points 30 et 12 de l'ordre du jour.

³⁹ Voir chap. IV, sect. I.

⁴⁰ Voir chap. II, par. 212 à 215.

taire général une description des zones qu'ils désiraient voir figurer sur une liste internationale de parcs nationaux et réserves analogues. Des réponses ont été reçues de 38 gouvernements.

56. Dans sa résolution 731 C (XXVIII), le Conseil a prié le Secrétaire général de demander aux gouvernements des Etats Membres de faire figurer dans la documentation qu'ils lui fournissent en vue de la préparation des futurs rapports de la série *Etude internationale des programmes d'action sociale* des renseignements sur l'expérience acquise dans le domaine de l'action sociale qui pourraient aider les pays sous-développés. Dix-sept gouvernements ont répondu jusqu'à présent à la demande de renseignements qui leur avait été adressée par le Secrétaire général à ce sujet.

57. En ce qui concerne la résolution 731 (XXVIII) du Conseil, 25 gouvernements ont communiqué leurs observations sur le rapport du Groupe d'experts sur les programmes nationaux de service social et 15 gouvernements ont communiqué leurs observations sur la publication intitulée *Formation en vue du service social: troisième enquête internationale*.

58. Pour ce qui est de la résolution 317 (IV) de l'Assemblée générale, un Etat a adhéré au cours de la période considérée à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, ce qui porte à 26 le nombre des ratifications ou des adhésions à ladite convention.

59. Pendant la période considérée, sept gouvernements ont répondu au questionnaire sur la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, qui a été approuvé par le Conseil dans sa résolution 390 A (XIII).

60. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements, conformément à la résolution 609 (XXI) du Conseil relative à l'enseignement touchant l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres, figurent dans le document E/3322 et Add.1 à 3^{41, 42}.

61. En ce qui concerne le contrôle des stupéfiants⁴³, les documents E/CN.7/378 (chap. 1er) et E/CN.7/378/Add.1 (chap. 1er et annexe, par. 102 à 105) contiennent des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements conformément aux résolutions 211 A (III) de l'Assemblée générale et 159 I (VII), 436 G (XIV), 548 H I (XVIII), 588 D I (XX) et 730 C (XXVIII) du Conseil, relatives au Protocole du 19 novembre 1948, et aux résolutions 505 G (XVI) et 626 C II (XXII) du Conseil relatives au Protocole de 1953.

62. Les renseignements reçus des gouvernements en vertu des résolutions 159 II B (VII) et 505 B (XVI) du Conseil sur l'abolition de l'usage de l'opium à fumer sont résumés dans les documents E/NR.1958/SUMMARY et Add.1⁴⁴.

63. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en conformité des résolutions 159 II C (VII), 436 F (XIV) et 548 D (XVIII) du Conseil, relatives aux recherches scientifiques sur l'opium, figurent dans les documents E/CN.7/383 et Add.1.

64. Les documents E/NM.1959/4, E/NM.1960/1 et 2 reproduisent les renseignements fournis par les

gouvernements en application de la résolution 436 D (XIV) du Conseil, relative au trafic illicite des stupéfiants effectué par les équipages de navires marchands et d'aéronefs civils.

65. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en conformité des résolutions 588 B (XX), 626 C III (XXII) et 689 E (XXVI) du Conseil, relatives au contrôle international des stupéfiants et à la mise en œuvre des traités, et de la résolution 730 D (XXVIII) relative au contrôle provisoire des stupéfiants nouveaux, figurent dans les documents E/CN.7/378 (chap. III) et E/CN.7/378/Add.1 (chap. III et annexe, par. 17 à 20, 54 à 58 et 106 à 117).

66. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en conformité de la résolution 548 G (XVIII) du Conseil, relative à la question de la diacétylmorphine, figurent dans les documents E/CN.7/389 et E/CN.7/378/Add.1 (annexe, par. 43).

67. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en conformité de la résolution 689 D (XXVI) du Conseil, qui les a priés instamment de placer la norméthadone sous contrôle national, figurent dans le document E/CN.7/378/Add.1 (annexe, par. 48 à 53).

68. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements pour appliquer la recommandation figurant dans la résolution 548 E (XVIII) du Conseil au sujet de la question de la feuille de coca figurent dans le document E/CN.7/378/Add.1 (chap. IX).

69. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements pour donner suite à la résolution 689 C (XXVI) du Conseil, qui les a invités instamment à surveiller de très près la publicité relative aux nouveaux stupéfiants, figurent dans le document E/CN.7/378/Add.1 (annexe, par. 44 à 47).

70. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements pour donner suite à la résolution 689 F (XXVI) du Conseil, qui leur a recommandé de contrôler les stupéfiants se trouvant dans les trousseaux de premier secours des aéronefs qui effectuent des vols internationaux, figurent dans le document E/CN.7/378/Add.1 (annexe, par. 59 à 63).

71. Des renseignements sur les observations présentées par les gouvernements touchant le projet de convention unique sur les stupéfiants, qui leur a été communiqué par le Secrétaire général en conformité de la résolution 689 J (XXVI) du Conseil, figurent dans les documents E/CN.7/378 (chap. VI), E/CN.7/378/Add.1 (chap. VI) et E/CONF.34/1.

72. Des renseignements sur les demandes d'assistance technique pour la lutte contre les stupéfiants, présentés conformément aux résolutions 626 D et E (XXII) du Conseil, figurent dans les documents E/3367 et E/CN.7/391⁴⁵.

73. Dans le domaine des droits de l'homme⁴⁶, le nombre des Etats parties aux conventions conclues sous les auspices de l'Assemblée générale ou du Conseil a augmenté comme il est indiqué ci-dessous.

74. Dans sa résolution 928 (X), l'Assemblée générale a exprimé le ferme espoir que les gouvernements prendraient rapidement les mesures nécessaires aux fins de ratifier la Convention sur le statut des apatrides ou d'y adhérer dans le plus bref délai possible. Trois Etats

⁴¹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.

⁴² Voir chap. V, sect. VI.

⁴³ Voir chap. V, sect. V.

⁴⁴ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 60.XI.1, 1ère et 2ème parties.

⁴⁵ Voir chap. V, sect. V.

⁴⁶ Voir chap. VI.

y ont adhéré au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, ce qui porte à huit le nombre total d'adhésions reçues à fin juin 1960. La Convention est entrée en vigueur le 6 juin 1960, lorsqu'elle a été ratifiée par six Etats.

75. Par sa résolution 630 (VII), l'Assemblée générale a ouvert à la signature la Convention relative au droit international de ratification. Un Etat a signé la Convention au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport. Au mois de juin 1960, 10 Etats l'avaient signée et cinq Etats l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré. Il faut la ratification ou l'adhésion de six Etats pour que la Convention entre en vigueur.

76. Par sa résolution 795 (VIII), l'Assemblée générale avait fait de nouveau appel aux Etats pour qu'ils adhèrent le plus tôt possible à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Quatre Etats de plus ont ratifié la Convention ou y ont adhéré, ce qui a porté le nombre des adhésions ou des ratifications reçues à fin juin 1960 à 64.

77. Sept Etats de plus ont ratifié la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage ou y ont adhéré, ce qui a porté à 35 le nombre total des parties à ladite convention au mois de juin 1960.

78. Deux Etats de plus ont ratifié la Convention relative au statut des réfugiés pendant la période sur laquelle porte le présent rapport. Au mois de juin 1960, 24 Etats l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré.

79. On a également reçu des réponses relatives à la mise en œuvre d'autres recommandations intéressant les droits de l'homme, comme il est indiqué ci-dessous.

80. En application de la résolution 732 (XXVIII) du Conseil, 35 Etats Membres ont présenté des observations sur l'opportunité pour l'ONU d'adopter une déclaration sur la liberté de l'information et sur un projet de texte. Ces observations figurent dans les documents E/3323 et Add.1 à 5.

81. Dans sa résolution 718 (XXVII), le Conseil priait le Secrétaire général de préparer, en collaboration avec les gouvernements des Etats Membres, un rapport de fond qui devrait être soumis au Conseil en 1961 et qui porterait sur les faits nouveaux survenus depuis 1954 dans le domaine de la liberté de l'information. Au mois de juin 1960, 15 gouvernements avaient communiqué des renseignements pour ce rapport.

82. *L'Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, établi en application des résolutions 303 H (XI) et

683 D (XXVI) du Conseil, contient des renseignements relatifs aux faits nouveaux d'ordre constitutionnel, législatif et judiciaire survenus dans 66 Etats. Quarante-neuf gouvernements ont communiqué des informations destinées à l'Annuaire.

83. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ont été priés, en vertu de la résolution 624 B (XXII) du Conseil, de présenter des rapports triennaux sur l'évolution et les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme pour la période 1957-1959. En date du 29 juin 1960, 12 gouvernements avaient fait parvenir leur rapport.

84. En ce qui concerne la résolution 56 (I) de l'Assemblée générale relative aux droits politiques de la femme, un Etat Membre a accordé des droits politiques aux femmes pendant la période considérée.

85. Pour ce qui est des résolutions 640 (VII) et 793 (VIII) de l'Assemblée générale, deux Etats sont devenus parties à la Convention sur les droits politiques de la femme. Au mois de juin 1960, 42 Etats avaient signé la Convention et 34 l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré.

86. Quant à la résolution 1040 (XI) de l'Assemblée générale, au mois de juin 1960, la Convention sur la nationalité de la femme mariée avait été signée par 25 Etats tandis que 21 Etats l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré.

87. En ce qui concerne la résolution 652 D (XXIV) du Conseil, la Convention de 1951 de l'OIT (No 100) concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale avait, au 1er février 1960, été ratifiée par 32 Etats.

88. Au cours de l'année considérée, des gouvernements ont fait parvenir leurs réponses au questionnaire sur les possibilités qui sont offertes aux femmes comme juristes, architectes et ingénieurs, établi en application de la résolution 652 E (XXIV) du Conseil, au questionnaire relatif à l'âge du mariage, au libre consentement au mariage et à l'enregistrement des mariages, établi conformément à la résolution 680 B (XXVI) du Conseil, ainsi qu'aux parties I (sect. C), II et III (qui traitent respectivement de l'accès des femmes aux charges et fonctions publiques, des droits de la femme en matière de régime des biens et de la condition de la femme dans le droit de la famille) du questionnaire relatif à la condition juridique et au traitement de la femme, établi en application de la résolution 2/11 du Conseil.

Chapitre II

SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Section I. — Réunions du Conseil à l'échelon ministériel

EXPOSÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

89. Conformément à sa résolution 745 (XXVIII), le Conseil, à sa trentième session, a tenu des réunions à l'échelon ministériel, afin de discuter de la situation économique mondiale et du développement économique des pays sous-développés. Ces réunions ont commencé¹ par un discours inaugural du Secrétaire général qui a dit que, lorsqu'il avait suggéré une réunion du Conseil à l'échelon ministériel il avait l'impression que, dans les conditions actuelles, l'action du Conseil devait être renforcée afin qu'elle pût mieux satisfaire aux exigences de ce temps, dans un monde dont la règle est toujours plus clairement l'interdépendance. Dans l'exposé écrit qu'il avait présenté au Conseil, le Secrétaire général avait déjà indiqué les principaux problèmes qui, à son avis, devraient retenir l'attention de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social.

90. Dans son exposé (E/3394)², le Secrétaire général faisait observer que, malgré les tensions politiques, la coopération entre nations avait accompli sur le plan économique des progrès sans précédent au cours des années d'après guerre. Les structures institutionnelles pour la coopération internationale s'étaient quelque peu élargies à l'échelon régional, en dehors de l'ONU et, bien que les arrangements régionaux fussent appelés à exercer une influence considérable sur l'orientation des politiques économiques internationales, l'Organisation des Nations Unies demeurerait la seule institution universelle au sein de laquelle des pays de structure politique différente ou parvenus à des stades différents de développement pouvaient discuter et entreprendre une action collective. Si l'action menée au sein de l'ONU ne s'avérait pas plus efficace, le renforcement des institutions économiques régionales extérieures à l'Organisation risquait d'être un facteur de division autant que d'unité.

91. Bien que, sur le plan économique, les gouvernements se fussent surtout préoccupés depuis plus d'une génération des crises immédiates, leur attention s'était cependant portée de plus en plus sur les problèmes à long terme de l'expansion économique. Naturellement, c'était surtout dans les pays sous-développés que cette tendance s'était manifestée, mais, dans les pays industrialisés, on avait également noté une tendance grandissante chez les gouvernants à ne plus considérer les taux normaux de croissance comme un fait acquis. Dans les pays à économie planifiée, le problème se posait dans des termes tant

soit peu différents et la question était de savoir si la formation de capital n'avait pas progressé à un rythme trop rapide et si les ressources avaient toujours été réparties de façon satisfaisante.

92. Les politiques de croissance économique n'engageaient pas la seule responsabilité nationale des Etats. En fait, la Charte des Nations Unies avait posé le principe d'un minimum de responsabilité collective à cet égard. Il était donc naturel que la croissance économique équilibrée occupe une place de plus en plus grande dans les discussions et les activités de l'Organisation. Il était cependant probable qu'un effort plus intense et plus systématique se trouverait justifié. Lorsque des travaux préliminaires appropriés avaient été entrepris, on pouvait utilement organiser des consultations régulières et périodiques à l'échelon politique en vue d'harmoniser les buts et les politiques économiques des divers pays.

93. En ce qui concerne les échanges internationaux, la notion de division internationale du travail connaissait un regain de faveur, car les pays comprenaient qu'elle n'allait pas à l'encontre de leur industrialisation ou de la diversification de leurs économies. On s'efforçait d'accroître les gains provenant de la spécialisation internationale par différents moyens, tels que mouvements d'intégration régionale en Amérique latine et en Europe occidentale, négociations sous les auspices du GATT, activités du Fonds monétaire international et études de l'Organisation des Nations Unies sur les échanges entre l'Est et l'Ouest.

94. Le principal obstacle à une intégration harmonieuse de l'économie mondiale était peut-être actuellement le faible volume des échanges entre pays développés et pays insuffisamment développés, en particulier ceux qui exportent principalement des produits agricoles, et c'est de ce point de vue qu'il fallait réexaminer tout particulièrement les politiques gouvernementales en matière de commerce international. A l'heure actuelle, l'activité internationale avait tendance à s'orienter beaucoup plus vers les questions d'équité ou de réciprocité que vers la nécessité, pourtant plus impérieuse, de développer le commerce mondial au profit de la croissance économique. Les pays industriels pouvaient contribuer efficacement au développement des pays sous-développés en réexaminant leurs politiques, en vue de favoriser les exportations de ces pays.

95. Un problème connexe était celui que posaient les fortes fluctuations à court terme enregistrées dans le commerce international des produits de base. Tandis que la plupart des gouvernements estimaient que la méthode de "produit par produit" était la plus appropriée dans ce cas, un renouveau d'intérêt s'était toutefois manifesté pour des mesures de stabilisation plus générales ou pour l'utilisation de méthodes de compensation financière. Il était prévu que l'Organisation poursuivrait l'étude de ces questions.

¹ E/SR.1117.

² Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, points 2 et 4 de l'ordre du jour.

96. C'était dans le domaine de l'aide publique internationale que les politiques d'après guerre s'étaient avérées les plus dynamiques. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies avait joué un rôle important en étudiant ces questions et en lançant des programmes d'aide internationale. L'avantage particulier que présentait l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine était que, par suite de son caractère universel, la distinction entre donataire et bénéficiaire tendait à s'estomper. En effectuant ses travaux d'assistance technique et en se livrant à d'autres activités connexes, l'Organisation avait acquis une expérience considérable en tant qu'organisme d'exécution dans le domaine de l'assistance technique. Il était certain que l'ONU pouvait élargir ses activités dans le domaine du préinvestissement et même au-delà. Il était vraisemblable aussi que l'on ressentirait toujours davantage le besoin de rassembler des renseignements systématiques sur les diverses activités d'assistance qui se poursuivaient dans le monde si l'on voulait utiliser au mieux les ressources disponibles au titre de nombreux programmes sans lien entre eux; à cet égard, l'Organisation des Nations Unies serait particulièrement qualifiée pour remplir les fonctions d'un organe centralisateur. Dans son exposé, le Secrétaire général attirait l'attention sur le fait que les Nations Unies pourraient participer à tel ou tel projet en tant qu'agent ou intermédiaire; étant donné sa structure, l'Organisation des Nations Unies pourrait également remplir les fonctions d'organe centralisateur, particulièrement pour le continent africain, sous les auspices de la CEA.

97. Le succès des programmes d'investissements publics étrangers avait contribué à élargir les possibilités d'accroître le courant des capitaux privés. Il était encourageant de noter que les investissements privés étrangers avaient fait récemment preuve de plus de souplesse quant à leurs formes et à leurs objectifs. La question s'était naturellement posée de savoir si la propension des entreprises à investir à l'étranger ne pouvait être augmentée en limitant les risques non commerciaux. A cet égard, on avait manifesté un certain intérêt pour la création d'un organisme d'arbitrage international chargé de régler les différends; cet organisme pourrait éventuellement être institué sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

DÉBATS DU CONSEIL

98. Au cours des débats du Conseil³, ses membres ont fait observer que la trentième session prenait une importance particulière du fait de la présence de représentants ayant rang de ministres. Comme cela est indiqué plus loin à la section II, au nombre des documents dont le Conseil était saisi pour les réunions en question figuraient l'exposé du Secrétaire général (E/3394⁴), *l'Etude sur l'économie mondiale, 1959*⁵ (E/3361), et les réponses des gouvernements à un questionnaire sur les mesures prises pour favoriser le développement économique des pays sous-développés (A/4220 et Corr.1 et A/4220/Add.1 à 6).

99. Les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître que la croissance économique représentait un objectif fondamental pour la communauté internationale. On a fait observer qu'il était important, pour l'étude

et l'élaboration des politiques économiques à long terme, de fixer à l'échelon national des objectifs de croissance économique et que cela était tout aussi vrai pour les pays économiquement développés que pour les pays sous-développés. De tels objectifs pouvaient permettre d'orienter les progrès des économies nationales. On a cependant constaté que très peu des pays développés dont l'économie repose sur le système de l'entreprise privée avaient formulé des politiques détaillées de développement économique. Certains membres du Conseil ont indiqué que leur politique visait à créer des conditions favorables à une expansion économique en maintenant la demande à un niveau élevé, en appliquant des mesures fiscales propres à encourager les investissements et en entretenant un climat de confiance. D'autres membres du Conseil ont estimé que les programmes de développement économique, à condition qu'ils fussent pratiques et souples, étaient compatibles avec des conditions permettant à l'initiative privée de s'exercer en toute liberté. On a signalé à cet égard que presque tous les pays utilisaient des projections pour la planification par secteur; les différences qui existaient entre les pays en ce qui concerne l'utilisation des techniques de planification étaient une question de degré plutôt que de nature. Certains membres du Conseil ont décrit dans ses grandes lignes le fonctionnement de l'économie planifiée dans leur pays, et ses exigences en ce qui concerne les projections par secteur et autres.

100. Certains membres du Conseil ont souligné l'interdépendance des pays pour ce qui est de la croissance économique; les pays ne se développaient pas isolément, et le développement de chacun dépendait dans une certaine mesure des taux de croissance enregistrés ailleurs. Une croissance vigoureuse des pays développés pouvait beaucoup faciliter l'expansion économique des pays sous-développés en permettant un courant plus important d'assistance internationale et en fournissant des marchés d'exportation de plus en plus grands. Dans les pays sous-développés, la part des ressources totales consacrée aux investissements s'était sensiblement accrue au cours des dix dernières années, mais, bien qu'une utilisation plus complète des ressources disponibles, en particulier de la main-d'œuvre, pût permettre une nouvelle augmentation, la nécessité se faisait fortement sentir d'une assistance de l'extérieur pour appuyer les efforts des pays intéressés. Plusieurs membres du Conseil ont estimé que les institutions qui fournissaient actuellement une assistance aux pays sous-développés n'étaient pas outillées pour fournir toutes les formes d'aide voulues et ils ont parlé de la nécessité de créer un fonds d'équipement des Nations Unies. D'autres représentants ont souligné que le nombre des organisations qui s'occupaient de l'assistance aux pays en question était déjà considérable et qu'il fallait avant tout accroître le courant des capitaux. Si l'on multipliait les institutions de ce genre, on risquait de dissiper les ressources limitées dont on disposait en matière de connaissances et de services d'experts et qui étaient indispensables pour fournir une aide efficace. Plusieurs membres du Conseil ont souligné le lien existant entre le désarmement et l'assistance économique extérieure; des progrès dans le domaine du désarmement libéreraient des ressources et permettraient une expansion de l'aide extérieure. On a émis l'avis que, dans les années à venir, les difficultés que l'on rencontrait pour se procurer des capitaux étrangers en vue d'un développement économique sain ne seraient probablement pas le facteur limitatif le plus important.

³ E/SR.1117 à 1121 et 1134.

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, points 2 et 4 de l'ordre du jour.

⁵ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 60.II.C.1.

L'obstacle auquel on se heurtait découlait de la capacité restreinte des pays sous-développés à absorber des capitaux de plus en plus importants. Cela provenait des difficultés que l'on rencontrait notamment pour préparer et exécuter des projets de développement et aussi du fait du manque de personnel d'administration et de direction qualifié. Les Nations Unies avaient un rôle spécial à jouer dans ce domaine, grâce à leurs opérations d'assistance technique, aux activités de préinvestissement du Fonds spécial et au nouveau programme pour la fourniture de personnel d'exécution, de direction et d'administration. Un certain nombre de représentants ont préconisé l'établissement de liens plus étroits entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association internationale de développement, dont la création est envisagée. Certains membres ont dit que les pays sous-développés pourraient faire davantage pour attirer les capitaux privés à long terme. En même temps, on a fait observer que jusqu'ici les capitaux privés avaient eu tendance à s'orienter surtout vers les pays industrialisés ou en voie de développement rapide.

101. Les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître l'importance particulière de l'assistance que les Nations Unies fournissent aux peuples d'Afrique ou d'autres régions au cours de la période qui précède leur indépendance et leur pleine participation au concert des nations.

102. Certains membres du Conseil ont fait observer que l'assistance aux pays sous-développés ne devait pas consister exclusivement en prêts et en dons; des mesures propres à favoriser l'expansion des marchés d'exportation des pays sous-développés pouvaient aussi beaucoup contribuer à leur croissance économique. Un des principaux devoirs des pays industriels était d'assurer chez eux un niveau d'activité économique élevé et croissant afin de fournir aux autres pays des marchés d'exportation de plus en plus importants. On a cependant reconnu, d'une manière générale, que cela ne suffisait pas et qu'il fallait aussi prendre des mesures visant à abaisser les barrières qui entravent les échanges et qui gênent les pays sous-développés. Les mesures douanières n'étaient pas seules à décourager l'importation et la consommation de nombreux produits primaires dans les pays développés; les règlements fiscaux y contribuaient aussi; à cet égard, on a mentionné tout particulièrement la politique qu'appliquaient de très nombreux pays et qui consiste à protéger l'agriculture nationale. D'autres membres du Conseil ont estimé que les pays industriels devraient aussi adopter des politiques douanières propres à favoriser l'exportation de produits manufacturés par les pays sous-développés. En même temps, on a fait observer que pour apporter à leur politique commerciale les changements voulus, les pays industriels devaient procéder à certains ajustements dans leur économie nationale; il était vivement souhaitable que la charge de ces ajustements fût répartie entre les pays développés et ne fût pas supportée pour la plus grande part par un petit nombre de pays.

103. De nombreux membres du Conseil ont dit que le développement économique des pays sous-développés était considérablement entravé par les fluctuations importantes qui se produisaient dans le commerce des produits primaires. Ces fluctuations avaient pour effet d'empêcher l'exécution satisfaisante des programmes de développement économique, de décourager l'initiative et de compromettre la situation des réserves de devises étrangères. En fait, il était possible que les pertes résultant d'une évolution défavorable des termes de l'échange

soient supérieures aux gains procurés par une assistance économique extérieure. Bien qu'une diversification de l'économie offrit certainement la solution à long terme de ce problème, il était indispensable de prendre des mesures immédiates. Plusieurs membres ont estimé que les progrès réalisés en ce qui concerne la solution du problème de l'instabilité avaient été lents et qu'il fallait prendre d'urgence des mesures concrètes. L'armei les moyens qui pourraient être employés pour rendre le problème moins aigu, on a cité l'extension des accords relatifs à des produits particuliers, la création de stocks régulateurs et l'établissement d'un système de compensation financière.

104. Certains membres du Conseil ont noté que de nouveaux groupements économiques régionaux dans le domaine des échanges avaient été récemment créés. Bien que les arrangements régionaux, qui n'ont pas de caractère universel, permettent souvent d'entreprendre plus aisément des tâches économiques constructives, certains représentants ont exprimé la crainte que les groupements en question ne négligent les intérêts internationaux de caractère plus général. On a fait observer que le risque que l'on revienne à un régionalisme étroit serait plus grand en période de récession. Plusieurs membres du Conseil se sont cependant dits rassurés par les déclarations dans lesquelles les pays qui sont parties à ces arrangements régionaux ont affirmé leur intention de travailler à l'accélération de la croissance économique mondiale et à l'abaissement des barrières aux échanges multilatéraux. Ces arrangements régionaux n'avaient pas pour objet la formation de groupements commerciaux isolés; ils étaient plutôt destinés à favoriser l'expansion économique. On a dit qu'ils permettaient d'espérer une réévaluation des politiques commerciales traditionnelles; tandis qu'un pays isolé n'était peut-être pas toujours en mesure de faire face aux difficultés et aux tensions consécutives à un changement radical de toutes les politiques, une région tout entière était plus forte et plus résistante. Il était donc possible que ces arrangements régionaux facilitent l'élimination des barrières qui gênent les exportations des pays de production primaire. Les membres du Conseil ont en général estimé que les moyens choisis pour assurer la coopération économique régionale devaient être conformes aux principes multilatéraux généralement acceptés; certains ont souligné en particulier qu'il fallait demeurer fidèle au principe de la nation la plus favorisée. Plusieurs membres ont fait observer que l'on pouvait encore beaucoup faire pour encourager le commerce entre pays ayant des systèmes politiques et économiques différents et, à ce sujet, on a proposé de créer, dans le cadre de l'ONU, une organisation universelle du commerce.

105. Plusieurs membres du Conseil ont présenté des observations de caractère général sur le rôle des Nations Unies dans le domaine économique. On a rappelé que l'une des tâches les plus importantes des Nations Unies, énoncée dans la Charte, était d'établir et de développer la coopération économique internationale sur des bases saines et mutuellement avantageuses. A un moment où les problèmes que posaient les relations économiques entre les divers pays prenaient de plus en plus d'importance, les organes économiques des Nations Unies avaient un rôle plus important que jamais à jouer. Le Conseil était le seul centre de caractère universel où l'on pouvait examiner et, dans une certaine mesure, concilier les politiques et les problèmes économiques nationaux. Certains membres étaient d'avis que la com-

munauté internationale souffrait d'un manque de coordination des politiques économiques. La nécessité d'accélérer la croissance des pays sous-développés et celle de développer les échanges internationaux étaient des questions d'intérêt commun et qui pouvaient fournir la base d'une politique internationale commune. Des consultations visant à harmoniser les mesures nationales prises pour atteindre ces objectifs pouvaient faciliter l'élaboration de politiques communes.

106. Examinant la situation économique actuelle, certains membres ont estimé que l'on pouvait raisonnablement espérer que l'expansion de l'activité économique et des échanges mondiaux se poursuivrait, quoique à un rythme plus lent. D'autres ont fait observer que les pays de production primaire n'avaient pas pleinement participé au récent redressement économique. Alors que la reprise qui s'était produite dans les pays industriels avait entraîné un raffermissement des prix de nombreuses matières premières, le niveau des prix de certains produits primaires demeurait bas. Ce phénomène n'était dû qu'en partie seulement aux changements survenus dans la demande mondiale; une cause importante de faiblesse était la surproduction.

107. Un représentant a émis l'avis que le problème de l'expansion économique des pays sous-développés ne pouvait être résolu par l'application des mesures financières orthodoxes qui avaient été conçues surtout pour les pays déjà industrialisés et qui visaient à maintenir la stabilité intérieure. Ce qu'il fallait, c'était d'une part une coordination générale des politiques économiques à l'intérieur des pays sous-développés et d'autre part une action concertée de la communauté internationale. Les mesures internationales qui avaient déjà été prises étaient, bien que substantielles, loin d'être suffisantes. En particulier, on n'avait pas fait grand-chose pour limiter l'amplitude des fluctuations des prix et des quantités de produits primaires mises sur les marchés, que ce fût à court ou à long terme. Les pays sous-développés ne pouvaient pas toujours accepter la politique du Fonds monétaire qui les traitait de la même manière que les pays développés, ce qui ne correspondait pas toujours à un traitement juste et équitable.

108. On a parlé à plusieurs reprises de l'utilité des travaux des commissions économiques régionales qui facilitent le développement économique des pays de la région où elles opèrent. A ce sujet, un certain nombre de membres du Conseil ont souligné que la coopération des pays sous-développés à l'échelon régional était une condition nécessaire et préalable de l'expansion des marchés, notamment pour les produits industriels.

109. Le représentant du Fonds monétaire international⁶ a déclaré que le fait que tant de progrès avaient été accomplis dans le domaine des échanges et des paiements internationaux, à une époque fertile en difficultés politiques et autres, était une cause de grande satisfaction. Les échanges internationaux étaient presque entièrement effectués en monnaies convertibles, l'abolition de mesures discriminatoires s'était généralisée au cours des deux dernières années et de nombreux pays n'invoquaient plus la situation de leur balance des paiements pour justifier le maintien de restrictions quantitatives aux importations. Ces progrès n'auraient pu être accomplis si les pays n'avaient pas pris les dispositions nécessaires pour réaliser dans une mesure suffisante l'équilibre intérieur de leur économie. Le Fonds monétaire avait pu aider un certain nombre de pays à éla-

borer des programmes de stabilisation. On reprochait parfois à ces programmes de ralentir l'expansion économique, mais ce ralentissement n'était que passager; le retour à la stabilité avait pour but de permettre d'établir les bases solides d'une expansion économique. Les pays sous-développés étaient fortement tentés de faire appel au crédit pour financer leur développement mais un recours excessif à cette méthode créerait inévitablement de graves problèmes. Le représentant du Fonds monétaire a souligné que l'expansion économique pouvait se produire dans des conditions extrêmement variées et qu'elle s'était produite aussi bien à des moments où les prix baissaient ou demeuraient stables qu'à des moments où ils montaient.

110. Le représentant de l'OIT a appelé l'attention des membres du Conseil⁷ sur quatre problèmes liés au développement économique et auxquels son organisation s'intéresse particulièrement. En premier lieu, a-t-il dit, si le développement économique s'accompagnait assurément d'une augmentation du nombre des travailleurs, le chômage s'accroissait au moins aussi rapidement; les problèmes et les politiques concernant l'emploi faisaient l'objet d'études particulières de la part de l'OIT. En deuxième lieu, il y avait le problème du conflit existant entre des niveaux de consommation en voie de relèvement et les niveaux de l'investissement; mais des syndicats bien organisés pouvaient obtenir l'appui du public pour des programmes de développement économique. En troisième lieu, des problèmes d'évolution des hommes et des institutions accompagnaient nécessairement l'expansion économique et déterminaient en partie le rythme de cette expansion; il fallait mettre au point de nouvelles formes de sécurité sociale et l'effort éducatif devrait viser à donner une formation technique aux travailleurs et à faire mieux comprendre ce qu'est l'expansion économique et sociale. En quatrième lieu, il y avait le problème qui consistait à développer le commerce des pays en voie de développement et à en atténuer les fluctuations; à cet égard, il était nécessaire de prendre des mesures pratiques pour faciliter l'adaptation des travailleurs à des conditions économiques différentes.

111. Avant la clôture du débat, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a remercié le Conseil d'avoir répondu d'une manière positive à l'initiative qu'avait prise le Secrétaire général en organisant des réunions à l'échelon ministériel. Il a noté que l'Organisation des Nations Unies était de plus en plus invitée à établir des projections économiques à plus ou moins long terme. Au niveau international et en particulier dans les pays où le commerce international joue un rôle primordial, les décisions économiques se fondaient nécessairement sur les hypothèses concernant l'évolution du commerce international. C'était ici que la nécessité d'une coopération internationale se manifestait avec plus de force, bien que les projections ne puissent naturellement prétendre à une rigueur scientifique absolue. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a également constaté que plusieurs membres du Conseil s'étaient prononcés en faveur d'une action accrue de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'assistance technique et du préinvestissement. Les projets de préinvestissement avaient une importance vitale pour les pays sous-développés. Il en était de même de l'assistance technique, en ce qui concerne non seulement la transmission des connaissances, mais aussi l'adaptation des techniques à des conditions

⁶ E/SR.1119.

⁷ Ibid.

nouvelles. Il n'était pas toujours possible aux pays sous-développés d'adopter sans changement les techniques des pays développés; il fallait forger des instruments spéciaux pour ces derniers pays.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

112. A la clôture du débat à l'échelon ministériel, le Président, après avoir consulté tous les membres du Conseil, a fait la déclaration suivante (E/L.875) :

"Nous avons maintenant terminé la discussion en séance plénière de la situation économique mondiale et du développement économique des pays sous-développés. Si je devais essayer de résumer le résultat de la discussion, je le ferais ainsi :

"1. Le Conseil économique et social est maintenant reconnu partout comme l'une des principales tribunes pour l'examen des objectifs fondamentaux de la communauté mondiale en matière économique et sociale. Ces réunions organisées à l'échelon ministériel marquent un progrès dans l'accomplissement des tâches confiées au Conseil. Les quatre jours de discussion ont permis un utile échange de vues sur nombre de grands problèmes économiques que doit résoudre le monde.

"2. Les discussions du Conseil ont une fois de plus mis vivement en lumière l'interdépendance économique du monde dans lequel nous vivons; à nous tous elles ont fait prendre plus nettement conscience du fait que c'est à la communauté internationale qu'incombe la responsabilité d'élever le niveau de vie des populations, notamment dans les régions en voie de développement. Je suis heureux de dire que nous avons été unanimes à reconnaître l'importance particulière de l'assistance de l'Organisation des Nations Unies aux peuples d'Afrique et d'autres parties du monde en cette période décisive de leur histoire qui les fera accéder à l'indépendance et participer pleinement à la vie de la communauté mondiale en tant que membres souverains. Il a été réaffirmé que le développement économique du monde, et plus particulièrement celui des pays sous-développés, était la préoccupation primordiale du Conseil. Tous les pays, quels que soient leur système politique et économique ou le stade de développement économique qu'ils ont atteint, ont dit l'intérêt qu'ils portent à une coopération qui doit permettre d'accélérer la croissance économique sans compromettre la stabilité.

"3. Le Conseil a longuement discuté le rôle que jouent le commerce et l'assistance, tant bilatérale que multilatérale, dans le développement économique. Il a été établi en particulier que l'assistance multilatérale était des plus importantes pour le développement. En présence des groupements de coopération économique qui se sont constitués en dehors de l'ONU, le Conseil a estimé que ces groupements ne devaient pas nuire aux intérêts des pays tiers, et qu'ils devaient compléter et renforcer l'action de l'ONU et des institutions spécialisées. Dans le domaine des pré-investissements et des activités connexes, le rôle essentiel des Nations Unies a été pleinement reconnu. On a exprimé l'espoir que l'objectif de 1961 serait atteint et cent millions de dollars destinés à financer les activités du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique réunis cette année-là.

"4. On a montré toute l'importance que présente, en tant qu'instrument du développement économique,

une expansion du commerce sans fluctuations trop marquées des prix des produits primaires. On a fait état des résultats obtenus par le moyen de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et par le Fonds monétaire international, qui ont augmenté les échanges commerciaux en éliminant les restrictions et les mesures discriminatoires dans le domaine du commerce et des changes. Il reste cependant de nombreux problèmes à résoudre. On a jugé souhaitable d'explorer plus avant les possibilités d'accroître le volume du commerce entre pays dotés de systèmes politiques et économiques différents. A ce propos, il a été question de l'application du principe de la nation la plus favorisée. Tant à l'ONU qu'en dehors de l'Organisation, les gouvernements s'efforcent de trouver les moyens d'augmenter le volume du commerce des pays sous-développés et des autres pays de production primaire et de réduire les incidences de fluctuations trop fortes des prix des produits de base sur leur balance des paiements. A cet égard, les accords commerciaux régionaux pourront contribuer à réduire de façon multilatérale les barrières commerciales. Cependant ce résultat ne pourra être atteint que si ces accords sont conçus de façon à encourager les échanges en dehors de la région plutôt que de façon à créer des circuits fermés, et si l'on veille sans cesse à ne pas porter préjudice aux intérêts des pays non membres."

DÉCISIONS DU CONSEIL

113. A l'issue des réunions à l'échelon ministériel, le Conseil a adopté la résolution 782 (XXX) dans laquelle il a noté que le rôle du Conseil tel qu'il est fixé par la Charte nécessite un examen systématique et continu des grands problèmes de politique économique et sociale et que les réunions qui s'étaient déroulées à l'échelon ministériel au cours de la trentième session du Conseil avaient constitué une précieuse occasion d'échanger des idées sur les plus importants des problèmes que posaient la coopération et la politique économiques. Après avoir réaffirmé une fois de plus la priorité absolue qu'il accorde au développement économique et social des pays insuffisamment développés et après avoir reconnu que des réunions à l'échelon ministériel organisées de temps à autre, dans des conditions et circonstances propices, peuvent contribuer à la réalisation des tâches du Conseil, le Conseil a invité les gouvernements des Etats membres du Conseil à communiquer au Secrétaire général, avant le 31 mars 1961, leurs observations quant aux conditions et aux circonstances dans lesquelles il pourrait être utile d'organiser, au sein du Conseil, une nouvelle réunion à l'échelon ministériel; il a chargé le Secrétaire général, compte tenu des opinions exprimées par ces gouvernements et de toutes autres consultations auxquelles il jugerait utile de procéder, de faire connaître au Conseil, pour sa trente-deuxième session au plus tard, ses conclusions et ses recommandations. Il a également exprimé l'espoir que les commissions économiques régionales apporteraient un concours utile à une réunion de ce genre.

Section II. — Situation économique mondiale

RAPPORTS SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE

114. Le Conseil, pour son examen annuel de la situation économique mondiale, s'est fondé surtout sur

*l'Etude sur l'économie mondiale, 1959*⁸ (E/3361). Outre un exposé de l'évolution économique en 1959 et un bref aperçu des perspectives pour 1960, ce document contenait une analyse des constatations faites et des politiques suivies en matière d'investissement depuis la fin de la dernière guerre.

115. Dans l'introduction à *l'Etude*, on notait qu'en inscrivant l'objectif du plein emploi dans la Charte des Nations Unies on avait franchi une première étape importante dans l'évolution des objectifs économiques de la collectivité mondiale et, qu'au cours de ces dernières années, la réinterprétation de cet objectif de manière à inclure également l'expansion économique, avait marqué de nouveau un grand progrès. Cependant, bien que l'objectif de l'expansion économique domine actuellement la pensée économique dans tous les pays, il n'était pratiquement pas un seul des pays industriels avancés où cet objectif ait été défini dans l'optique d'une politique générale d'expansion. Malgré les obstacles à surmonter, on pourrait, en énonçant une pareille politique, fournir un cadre général et cohérent pour l'harmonisation des politiques économiques.

116. Formuler une politique d'expansion économique à long terme était une question beaucoup plus importante pour les pays sous-développés que pour les pays développés. En outre, il pouvait être nécessaire d'appliquer une politique efficace non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan social et sur celui des institutions. Dans le domaine purement économique, ce problème pouvait présenter un caractère très différent car il consistait à faire subir à l'économie de profondes transformations de structure.

117. Pour ce qui est des pays à économie planifiée, on notait dans *l'Etude* que nombre des problèmes auxquels ils se heurtaient pour définir des objectifs économiques, procédaient de considérations communes à tous les pays. Jusqu'à une époque récente, l'objectif essentiel des pays à économie planifiée avait été d'accélérer au maximum l'expansion économique. Cependant, ces dernières années, on avait attaché plus d'importance au rapport entre la consommation et l'investissement, les efforts s'orientant désormais vers la recherche d'un taux optimum d'expansion plutôt que d'un taux maximum.

118. La communauté mondiale ayant accepté comme objectif fondamental l'expansion économique, il avait fallu revoir les problèmes de la stabilité économique en fonction de l'expansion. En principe, tout le monde admettait que ces deux objectifs peuvent et doivent être atteints dans tous les pays. La question était de savoir qu'il pouvait y avoir conflit entre ces objectifs et si l'on pouvait avoir à prendre des mesures spéciales pour les concilier. La réponse était liée à une étude de l'inflation. Jusqu'à une époque assez récente, on pensait généralement que l'inflation était toujours due à une demande excédentaire. Depuis quelque temps cependant, on en était venu à considérer que la hausse des prix et des salaires pouvait être provoquée aussi par des forces autres qu'une demande globale excédentaire et que, par conséquent, la montée des prix ne pouvait être considérée comme une preuve suffisante que le taux d'expansion économique avait déjà atteint un plafond. Aussi essentiel que fût le rôle que l'on devait réserver à la politique monétaire et financière lorsqu'on voulait empêcher l'apparition de poussées inflationnistes dues à une demande excédentaire, on pouvait avoir à renforcer cette politique en prenant des mesures pour agir sur

les prix et le développement économique afin de concilier l'objectif de la stabilité économique et celui de l'expansion.

119. On notait dans *l'Etude* que, depuis 1950, le taux d'accroissement de la production dans les pays avancés, dont l'économie était fondée sur l'entreprise privée, avait été dans l'ensemble comparable à celui des années vingt, qui avaient été aussi une période d'expansion économique générale. Dans certains de ces pays cependant, on avait constaté qu'il existait un rapport direct entre la fraction des ressources consacrée aux investissements et le taux d'accroissement de la production, sans préjudice des autres facteurs qui avaient aussi exercé une influence sur ce rapport. En outre, les pays où les taux d'accroissement de la production avaient été relativement élevés n'avaient pas eu à investir une fraction beaucoup plus importante de leurs ressources pour parvenir à ce résultat. On faisait observer dans *l'Etude* que, pour obtenir des taux de croissance élevés, les pouvoirs publics auraient à s'orienter en fin de compte vers une politique d'encouragement des investissements.

120. Dans l'ensemble des régions sous-développées, on avait enregistré une augmentation marquée du volume de l'investissement depuis 1950. La politique suivie par les pouvoirs publics avait en général beaucoup contribué à faciliter l'accroissement récent des investissements, que ce soit au moyen d'investissements publics directs ou grâce à des mesures propres à favoriser l'accroissement des investissements privés. Du fait que dans la plupart des pays sous-développés les industries productrices de biens d'équipement sont pratiquement inexistantes, l'expansion de leur capacité totale d'importation et de la fraction des importations qu'ils pouvaient réserver aux biens d'équipement avaient été des éléments décisifs du taux d'expansion de l'investissement. Les pouvoirs publics avaient donc généralement accordé une importance considérable, dans leur politique en matière d'investissement, à la nécessité d'accélérer l'expansion des exportations et d'augmenter la production intérieure de produits destinés à remplacer les produits importés. On notait dans *l'Etude* qu'il était indispensable, dans tout programme dont le but était d'accroître le volume des investissements, de développer la capacité de production dans les secteurs qui permettraient d'augmenter l'offre des biens et services nécessaires pour satisfaire aux besoins directs et indirects de la formation de capital.

121. Dans les pays à économie planifiée, les investissements et le revenu national avaient fortement augmenté depuis 1950. Cependant, le mouvement tendant à accroître la part de l'investissement dans le revenu national s'était ralenti après 1953 et l'on avait constaté récemment une certaine tendance à modifier la répartition des investissements au profit des secteurs producteurs de biens de consommation et de services. Ces dernières années, des modifications importantes avaient été apportées aux méthodes suivies pour la planification des investissements dans ces pays. On avait eu tendance à assouplir le système de planification et à donner plus d'importance à la nécessité d'obtenir un taux de croissance optimum plutôt que maximum.

122. En examinant l'évolution économique de ces dernières années, on constatait dans *l'Etude* que l'essor récent de l'activité économique dans les pays industriels s'était poursuivi pendant les premiers mois de 1960. Le réveil et l'expansion de la demande finale pendant le second semestre de 1958 et en 1959 avaient été

⁸ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 60.II.C.1.

caractérisés par un accroissement rapide de la construction de logements, des investissements publics et des achats de biens de consommation durables. Cependant, l'essor économique s'étant accéléré à la fin de 1959 et au début de 1960, certains gouvernements s'étaient inquiétés de la rapidité de l'expansion de la demande intérieure et avaient adopté un certain nombre de mesures pour la ralentir. On prévoyait généralement que, pour l'ensemble de l'année 1960, la production serait plus élevée en valeur réelle qu'en 1959, mais que le taux d'accroissement serait plus bas, en raison surtout d'un certain ralentissement en Amérique du Nord. On pensait que le principal stimulant de l'accélération de l'activité économique en 1960 serait l'accroissement des investissements commerciaux en capital fixe, qui n'avaient guère augmenté en 1959. En revanche il était probable que l'expansion des investissements publics et de la construction de logements serait plus lente.

123. On notait dans l'*Etude* que, pour les pays exportateurs de produits primaires, la reprise de l'activité économique qui s'était produite dans les pays industriels en 1959 avait affermi les marchés d'un certain nombre d'articles d'exportation, en particulier des matières premières industrielles. Tandis que les recettes d'exportation avaient augmenté sensiblement en 1959 par rapport à 1958, les dépenses d'importation, subissant encore dans de larges mesures l'effet de l'évolution antérieure des recettes d'exportation, avaient baissé par rapport à 1958. Leur déficit commercial diminuant, les pays exportateurs de produits primaires avaient dû faire à l'étranger des emprunts beaucoup moins élevés qu'en 1957 et 1958, et ils avaient pu rembourser une fraction plus grande des dettes contractées antérieurement. Après un ralentissement marqué en 1957-1958, la production de ces pays avait repris plus nettement sa progression en 1958-1959. Malgré la baisse des importations, l'expansion de la production intérieure avait été en général suffisante pour permettre un accroissement de la consommation. Cependant les tendances de l'investissement en capital fixe avaient varié davantage: le volume de l'investissement s'était accru dans certains pays en 1959, tandis que dans d'autres il avait été fortement réduit.

124. On signalait dans l'*Etude* qu'en 1959 la situation économique dans les pays à économie planifiée avait été caractérisée par le maintien de taux d'accroissement élevés de la production. La production industrielle dans ces pays, considérés dans leur ensemble, avait augmenté en 1959 à un rythme légèrement plus lent qu'en 1958, mais ce fléchissement avait été dû presque entièrement à une réduction du taux de croissance en Chine continentale. Le taux d'expansion de l'investissement en capital fixe, qui s'était déjà accéléré en 1958, avait connu une cadence encore plus rapide en 1959 dans la plupart des pays. Cette accélération s'était généralement accompagnée d'un accroissement du taux d'expansion des ventes au détail et de la consommation. Les échanges des pays à économie planifiée entre eux s'étaient accrus sensiblement en 1959; toutefois, le taux d'accroissement de leurs échanges avec le reste du monde avait été inférieur à celui de 1958.

125. L'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1959*⁹ (E/ECE/383) et les *Bulletins économiques pour l'Europe* continuaient la série d'analyses de l'évolution économique actuelle dans les pays de l'Europe orientale et occidentale et en Union sovié-

tique. Les *Bulletins* contenaient aussi des articles sur le commerce extérieur et le développement économique de l'Europe orientale et de l'Union soviétique, ainsi que sur l'évolution récente du commerce européen (notamment une étude des échanges Est-Ouest et des faits nouveaux relatifs à la création de groupes de préférence commerciale en Europe occidentale), et une note sur certains aspects des méthodes de comptabilité nationale utilisées en Europe orientale et en Union soviétique. L'*Etude* contenait des chapitres consacrés à l'importance du secteur public dans l'économie de certains pays de l'Europe occidentale, aux problèmes de développement en Irlande et en Europe méridionale, ainsi qu'aux nouveaux programmes à long terme de développement économique en Europe orientale et en Union soviétique.

126. La reprise de l'expansion économique en Europe occidentale avait pour cause principale un raffermissement de la demande des consommateurs et une activité plus grande de l'industrie du bâtiment, associés par la suite à un accroissement, effectif ou projeté, d'autres catégories d'investissements et du volume du commerce extérieur.

127. En Europe orientale et en Union soviétique, la production industrielle brute en 1959 avait augmenté de 9 à 12 pour 100 dans tous les pays sauf en Albanie et en Bulgarie — où l'on avait enregistré un accroissement de 20 à 25 pour 100 — et les taux d'accroissement prévus dans les plans avaient été dépassés dans tous les pays sauf en Bulgarie. Le rythme de l'investissement s'était accéléré partout conformément aux objectifs des nouveaux plans à long terme déjà publiés ou en préparation, mais 1959 avait vu aussi un relèvement des normes de consommation; les salaires nominaux avaient en général augmenté un peu plus rapidement qu'en 1958 et les prix des biens de consommation avaient baissé légèrement dans la plupart des pays, tandis que l'offre de logements et d'autres services avait continué à s'améliorer.

128. Deux chapitres de l'*Etude* étaient consacrés aux plans à long terme — pour des périodes allant jusqu'en 1965 — de l'Allemagne orientale, de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, et, avec un examen plus détaillé, de l'Union soviétique. Tous ces plans prévoyaient des taux annuels d'accroissement de la production industrielle variant entre 7,5 et 9,5 pour 100, en comptant plutôt sur un accroissement de la productivité que, comme les années précédentes, sur des apports de main-d'œuvre nouvelle. Tous les plans envisageaient de gros efforts d'investissement et des changements très importants dans la structure de la production pendant la durée de leur exécution. Dans tous les pays, la production de l'industrie chimique devait connaître une expansion rapide et une place importante était accordée à la production des nouvelles fibres synthétiques et des matières plastiques; la production de l'industrie mécanique et celle des matériaux de construction devaient aussi se développer rapidement. Dans le secteur des biens de consommation, tous les plans prévoyaient de meilleurs logements, un accroissement rapide de l'offre de biens de consommation durables et une amélioration de la qualité des articles de consommation plus "traditionnels" (notamment des produits alimentaires). En revanche, les plans du commerce extérieur indiquaient une croissance relativement lente au regard de celle de ces dernières années, mais l'*Etude* donnait les raisons pour lesquelles ces plans devaient être considérés comme des prévisions mini-

⁹ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 60.II.E.1.

mums qui pourraient fort bien être dépassées si les conditions étaient favorables.

129. Deux autres chapitres de l'*Etude* traitaient de l'ampleur, de la structure et de l'organisation du secteur public en Europe occidentale et de son importance en tant qu'instrument de politique économique. On y faisait une analyse comparative de l'ampleur du secteur public, du contrôle exercé par l'administration centrale sur les opérations du secteur public, et des systèmes budgétaires, ainsi que d'autres dispositions institutionnelles comme le rôle de l'exécutif et du parlement, les rapports entre l'Etat et les collectivités locales et entre l'Etat et la banque centrale. On y étudiait des exemples tirés de l'expérience de sept pays pour montrer les différences considérables qui existaient entre les pays en ce qui concerne le rôle attribué au secteur public pour régulariser l'économie, l'ordre de priorité accordé aux objectifs économiques et la mesure dans laquelle les institutions se prêtaient aux changements qu'il fallait apporter rapidement à la politique économique.

130. Enfin deux autres chapitres traitaient des problèmes de développement en Europe méridionale et en Irlande. Dans le premier de ces chapitres, on examinait les progrès accomplis jusqu'ici et les problèmes restant à résoudre dans l'agriculture et l'industrie, ainsi qu'en ce qui concerne le rythme et les modalités de la formation de capital. On y analysait les politiques industrielles et agricoles suivies dans différents pays ainsi que le rapport entre les investissements de capital et l'accroissement de la production dans l'agriculture et l'industrie, comme dans l'ensemble de l'économie. Plus particulièrement dans le domaine de l'agriculture, on étudiait les possibilités d'élever les rendements et les résultats obtenus à cet égard, non seulement au moyen de travaux d'irrigation et des autres investissements à long terme nécessaires, mais aussi grâce à l'amélioration des techniques de culture sèche. Le second chapitre était consacré à la question du maintien de l'équilibre interne et de l'équilibre externe. On y signalait l'écart inévitable entre les importations et les exportations pendant le processus de développement et l'on examinait, compte tenu des tendances des années précédentes et des politiques commerciales des pays industriels, les possibilités d'accroître et de diversifier les exportations. Enfin on passait en revue les résultats différents des efforts déployés par les divers pays pour parvenir à un taux de croissance élevé tout en maintenant l'équilibre intérieur, et l'on insistait particulièrement sur le rôle de la politique fiscale.

131. L'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1959*¹⁰ passait en revue la situation économique de la région en 1959 et analysait les tendances à long terme et les perspectives du commerce extérieur des pays exportateurs de produits primaires de cette région.

132. Pour les pays de la région, en général, 1959 avait marqué une amélioration après le recul modéré de l'année précédente. La production et l'offre de céréales en 1959 avaient été plus abondantes grâce à des récoltes exceptionnelles et la production industrielle avait augmenté encore plus que la production agricole. En Chine continentale, la production agricole et industrielle avait continué à augmenter en 1959, toutefois à un rythme beaucoup plus lent qu'en 1958.

¹⁰ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 1960.II.F.1 (également publiée en tant que vol. X, No 4, de l'*Economic Bulletin for Asia and the Far East*).

133. Les ressources en devises de la région s'étaient accrues à la faveur de l'augmentation des exportations qui avait suivi la reprise de l'activité économique mondiale. Les termes de l'échange de ces pays s'étaient aussi améliorés. La valeur des importations avait baissé légèrement pendant le premier semestre de 1959, mais augmenté au cours du second.

134. Malgré l'accroissement de la production et l'augmentation des devises, la demande monétaire réelle avait continué d'exercer une certaine pression sur les prix. L'augmentation des dépenses consacrées aux investissements publics et privés et celle des dépenses courantes de l'Etat avaient été les principaux facteurs d'expansion.

135. Pour assurer la stabilité intérieure et l'équilibre extérieur, les gouvernements de la région avaient eu recours à diverses politiques financières et à diverses mesures de contrôle direct. En Chine continentale, on avait empêché la demande d'augmenter au moyen d'un système de répartition directe des ressources, de contrôle des prix et de vente directe par l'Etat des principaux produits. Dans d'autres pays, les mesures qui avaient donné les meilleurs résultats avaient été des mesures fiscales et un contrôle quantitatif sur les échanges et les paiements.

136. Dans l'ensemble de la région, on avait enregistré un accroissement des ressources globales en 1959, en raison surtout d'une augmentation de la production agricole et de la production industrielle qui avait plus que compensé la baisse de l'ensemble des importations et l'augmentation des exportations. La plupart des pays avaient augmenté à la fois leur consommation et leur investissement, mais l'expansion de l'ensemble des ressources s'était révélée suffisante pour faire face aux besoins de ces deux secteurs. En conséquence, les fluctuations des prix avaient été pour la plupart modérées (sauf dans certains cas) et il n'y avait eu nulle part de hausses marquées.

137. L'analyse faite dans l'*Etude* des tendances à long terme (1928-1957) du commerce extérieur de la région, montrait que l'accroissement des exportations des pays de production primaire avait été beaucoup plus lent non seulement que pour les pays industriels de la région, mais aussi que pour les autres régions exportatrices de produits primaires du monde. Les exportations de cette région avaient conservé une structure qui les rendait vulnérables à de fortes fluctuations de volume et de prix. Par rapport aux années d'avant guerre, les progrès considérables de l'accroissement économique et de la stabilité dans les pays industriels ne s'étaient pas accompagnés de progrès correspondants pour ce qui est de la croissance et de la stabilité des exportations de produits primaires de la région.

138. L'étude sur la situation économique de l'Amérique latine en 1959 (E/CN.12/541) indiquait que le taux d'accroissement de la production brute en Amérique latine — estimé à 2,7 pour 100 d'après des calculs tout à fait préliminaires — semblait s'être quelque peu relevé en 1959 par rapport à l'année précédente où le chiffre enregistré avait été de 2,4 pour 100. Toutefois, le taux d'accroissement de la population en Amérique latine étant au minimum de 2,5 pour 100 par an, la production par habitant n'avait augmenté que très faiblement.

139. Bien que l'amélioration constatée en 1959 fût légère, elle était d'autant plus remarquable qu'elle s'était produite en dépit de la persistance de divers facteurs défavorables d'origine externe aussi bien qu'interne.

La détérioration des termes de l'échange s'était aggravée et les entrées de capitaux extérieurs avaient de nouveau diminué. Bien qu'on les eût combattues dans certains cas avec plus d'énergie qu'auparavant, les tendances inflationnistes avaient contribué à exercer une pression sur l'économie interne de nombreux pays d'Amérique latine et le taux par habitant de la production agricole destinée à la consommation interne avait diminué d'environ 1 pour 100. Etant donné que l'indice des prix des importations de l'Amérique latine n'avait pas varié, la détérioration des termes de l'échange était due à une nouvelle diminution de la valeur unitaire des exportations.

140. Dans l'ensemble et contrairement à ce que l'on avait observé en 1958, l'Amérique latine avait pu éviter une nouvelle réduction de la valeur de ses exportations, la baisse des prix ayant été compensée par une augmentation de volume. Les chiffres préliminaires accusaient une légère augmentation (1 pour 100 environ), ce qui n'était évidemment pas suffisant pour rétablir la capacité d'importation, équilibrer la balance des paiements et préserver les réserves internationales.

141. L'apport net de capitaux ne s'était pas relevé après la chute enregistrée en 1958. Au contraire, les données dont on disposait alors indiquaient une nouvelle réduction des prêts officiels. Les chiffres préliminaires faisaient ressortir une diminution de plus de 100 millions de dollars dans le montant net des capitaux prêtés durant l'année aux pays d'Amérique latine par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et par le Fonds monétaire international, ainsi qu'une baisse de l'ordre de 175 millions de dollars dans le montant net des prêts consentis par des organismes officiels des Etats-Unis. A l'exception de l'Argentine, tous les pays d'Amérique latine qui avaient recours à ce genre d'emprunt avaient enregistré en 1959 un chiffre inférieur à celui de 1958. Les investissements privés nouveaux en provenance des Etats-Unis d'Amérique avaient aussi notablement diminué par rapport aux trois années précédentes. Néanmoins, l'apport total des capitaux était resté à peu près le même qu'en 1958 grâce à une augmentation des crédits à court terme.

142. Du fait de cette évolution des exportations et des mouvements de capitaux, les pays d'Amérique latine avaient dû, pour équilibrer leur balance des paiements ou tout au moins pour en réduire le déficit, maintenir ou même renforcer les restrictions à l'importation.

143. La diminution sensible des importations s'était traduite par un relèvement appréciable des réserves internationales des divers pays, notamment l'Argentine, la Colombie, le Chili et le Pérou. Si l'on examinait la situation pour l'ensemble de l'Amérique latine, à l'exception toutefois du Venezuela, on constatait que les réserves internationales avaient augmenté de près de 220 millions de dollars en 1959, ce qui représentait 60 pour 100 environ du montant des pertes subies l'année précédente.

144. L'évolution du secteur extérieur avait eu des répercussions importantes sur les économies des différents pays. D'une part, la demande monétaire avait été stimulée par la légère augmentation de la valeur des exportations jointe à la réduction considérable des importations. De l'autre, la diminution du volume des importations et l'accroissement de celui des exportations avaient eu pour effet de réduire le quantum des biens disponibles, neutralisant la très légère augmentation de la

production nationale par habitant. Il en était résulté une aggravation des pressions inflationnistes.

145. L'insuffisance du développement de la production agricole en 1959 avait été également un facteur défavorable. L'indice global de la production agricole faisait apparaître un accroissement de 1,6 pour 100 seulement, c'est-à-dire une diminution de près de 1 pour 100 de la production par habitant. Cette diminution était due essentiellement au fléchissement enregistré pour l'élevage en Argentine et au Brésil. Sauf dans des cas isolés (Colombie, Mexique), la production agricole destinée à la consommation interne n'avait pas sensiblement augmenté. Pour l'ensemble de l'Amérique latine, la réduction de 1 pour 100 de la production par habitant affectait aussi bien la part de la production destinée à l'exportation que celle qui était destinée à la consommation nationale.

146. Exception faite de l'Argentine où s'étaient produits de nombreux conflits du travail, la production industrielle avait tendu à augmenter, dépassant très largement dans certains cas (en Colombie et au Mexique, par exemple) les niveaux précédemment atteints ou reprenant en flèche, comme au Chili. Au Brésil, le taux de la croissance industrielle s'était considérablement ralenti. La nécessité grandissante de remplacer les importations avait contribué à élargir la demande de produits nationaux et à accélérer la diversification de l'industrie. En ce qui concerne la production minière, les progrès avaient été également remarquables, notamment dans certains secteurs, par exemple pour le cuivre au Chili et pour le fer au Brésil, au Chili, au Pérou et au Venezuela. Des progrès avaient été aussi réalisés dans la production du pétrole en Argentine, au Brésil, au Chili et au Mexique. Malgré un marché international peu favorable, le Venezuela avait réussi à accroître dans des proportions notables sa production pétrolière et le volume de ses exportations de pétrole.

147. *L'Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950*¹¹ (E/CN.14/28) examinait les tendances générales de l'expansion économique et les problèmes connexes en Afrique au cours des 10 dernières années. Les divers chapitres de l'*Etude*, consacrés aux caractéristiques de structure, à la dynamique de l'expansion, à l'évolution du commerce extérieur et à la formation de capital, analysaient des aspects particuliers de l'évolution en Afrique.

148. Le trait le plus marquant de l'histoire contemporaine en Afrique avait été le progrès rapide vers l'indépendance politique, mais les progrès économiques réalisés en même temps n'avaient pas été moins impressionnants. Le revenu national réel de la plupart des pays s'était accru régulièrement au cours de ces 10 dernières années tant globalement que par habitant. En outre, la capacité de production avait beaucoup augmenté et, dans certains cas, la formation de capital, considérée en fonction du revenu national, avait atteint un niveau comparable à celui des pays développés. Les progrès économiques réalisés étaient importants comme en témoignait l'augmentation considérable des exportations africaines, notamment de produits primaires, à destination des autres continents ou des pays africains eux-mêmes; ils se manifestaient également par l'accroissement rapide du nombre et de l'importance des centres urbains, par les améliorations modestes mais encourageantes apportées aux industries locales de transformation qui produisaient surtout des biens de consom-

¹¹ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 59.II.K.1.

mation et par l'expansion générale des marchés intérieurs tant pour les produits d'importation que pour les produits locaux. Ces considérations ne s'appliquaient pas à l'Union sud-africaine qui est le seul pays industrialisé de tout le continent et dont les progrès considérables dans tous les genres de production industrielle font de ce pays un fournisseur important de produits industriels pour les pays africains voisins.

149. L'un des traits marquants de l'expansion africaine d'après guerre était la participation croissante de l'Etat à toutes les phases de l'évolution. L'initiative privée avait continué à jouer un rôle important, mais les efforts de l'Etat pour stimuler et orienter la croissance économique grâce à la coordination des politiques, à des programmes d'investissement et à des plans généraux de développement économique avaient revêtu une importance croissante dans tous les pays.

150. Le processus du développement en Afrique était étroitement lié au passage d'une économie traditionnelle, généralement de subsistance, à une économie moderne, ce qui créait souvent de nombreux problèmes. La rapidité de l'expansion économique pouvait poser d'autres problèmes dans les domaines de l'administration et de l'organisation. Les gouvernements d'Afrique devaient créer de nouvelles institutions et trouver du personnel pour les organes administratifs de leur pays, mais ils manquaient d'expérience et d'administrateurs expérimentés.

151. L'expansion économique de l'Afrique avait été également caractérisée par l'influence considérable exercée par les fluctuations du commerce extérieur sur le rythme et l'orientation de l'expansion économique des pays d'Afrique. Les exportations se composant essentiellement d'un petit nombre de produits de base, l'un des principaux objectifs de la politique économique de la plupart de ces pays était la diversification de la production en général grâce à l'industrialisation, et de la production agricole en particulier grâce à un accroissement du nombre des denrées produites.

152. Jusqu'en 1956, le manque de capitaux n'avait généralement pas fait obstacle à l'expansion africaine qui avait été plutôt entravée par des pénuries matérielles et notamment par un manque de connaissances techniques à tous les échelons. Toutefois, la situation avait évolué depuis 1956. Par suite de la forte baisse des cours mondiaux de la quasi-totalité des produits de base exportés par les pays africains, le montant des capitaux disponibles pour l'investissement avait diminué tant dans le secteur privé que dans le secteur public. En outre, les pays nouvellement indépendants ne pouvaient pas compter sur une assistance financière des anciennes métropoles aussi considérable que naguère. Par ailleurs, l'expansion économique avait augmenté la capacité des économies africaines d'absorber les investissements. L'*Etude* appelait l'attention sur le fait que la diminution de l'épargne intérieure serait tout à fait insuffisante pour faire face aux besoins d'investissements croissants de la plupart des pays africains. Les problèmes qui consistaient à se procurer des capitaux d'investissement auprès de sources extérieures pour financer le développement économique revêtaient donc, dans un proche avenir, une importance et une acuité croissantes.

153. Le rapport sur *L'évolution économique au Moyen-Orient, 1958-1959*¹² (E/3384), qui constituait

un supplément à l'*Etude sur l'économie mondiale*, était constitué par une série de tableaux statistiques précédés d'une introduction où l'évolution de la situation était étudiée sous cinq rubriques : agriculture, production industrielle, pétrole, commerce extérieur et balance des paiements, et développement économique. L'appendice contenait un certain nombre de tableaux statistiques concernant les domaines suivants : investissements dans l'industrie pétrolière et production, consommation et exportations de pétrole brut et raffiné ; consommation des sources commerciales d'énergie ; réserves officielles d'or et de devises étrangères ; subventions et prêts consentis à des pays du Moyen-Orient ; dépenses de développement de quelques pays ; Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (évaluation du total et du montant net des dépenses locales des pays d'accueil) ; estimations de la population totale du Moyen-Orient ; enfin, réforme agraire et investissements publics de divers pays.

154. Le rapport notait que dans l'ensemble, le développement de l'agriculture au Moyen-Orient avait été moins rapide que celui de l'industrie et des autres secteurs de l'économie ; la balance des paiements des pays du Moyen-Orient tendait à s'en ressentir, l'accroissement de la population et de la consommation obligeant à importer de plus grandes quantités de produits alimentaires, de matières premières et de biens d'investissement. La production industrielle avait considérablement augmenté dans les pays du Moyen-Orient en 1959 ; la production de pétrole brut notamment s'était accrue de 7,6 pour 100. Le rapport prévoyait un ralentissement de l'expansion de l'industrie pétrolière au Moyen-Orient pendant les 10 prochaines années ; en effet, la demande de produits pétroliers en Europe, principal débouché du pétrole du Moyen-Orient, progresserait désormais moins rapidement, bien que la production de charbon de ce continent doive se stabiliser ou peut-être même baisser ; en outre, d'abondants gisements de pétrole d'excellente qualité avaient été découverts en Algérie et, plus récemment, en Libye ; par ailleurs, les exportations croissantes de pétrole d'Union soviétique vers certains marchés européens et le contingentement des importations aux Etats-Unis portaient préjudice aux exportations de pétrole du Moyen-Orient.

155. Le rapport rappelait qu'au cours des dernières années les pays du Moyen-Orient avaient élaboré des plans de développement économique et créé des organismes chargés d'exécuter ces plans pour élever le niveau de vie et amorcer un processus de croissance économique par l'intervention de l'Etat dans les secteurs clés. Le rapport donnait ensuite un aperçu des principales réalisations.

156. Outre les rapports mentionnés ci-dessus, le Conseil était saisi de plusieurs documents portant sur certains des points considérés. Il s'agissait notamment d'un rapport préliminaire sur l'évaluation des projections économiques à long terme (E/3379¹³ et Add.1 à 4) que le Secrétaire général avait établi conformément à la résolution 741 (XXVIII) du Conseil et en application de la résolution 1428 (XIV) de l'Assemblée générale. Ce rapport, dans lequel étaient reproduites les réponses des gouvernements, des institutions spécialisées et d'un certain nombre d'organismes intergouvernementaux, examinait succinctement la valeur des

¹² Publication des Nations Unies, numéro de catalogue : 60.II.C.2.

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

projections en tant que facteur à prendre en considération lorsqu'il s'agit d'arrêter la politique économique, résumait les travaux accomplis et l'expérience acquise récemment en ce qui concerne les projections économiques à long terme et signalait certains problèmes et certaines limitations auxquels on se heurte lorsqu'on veut établir des projections.

157. En application de sa résolution 690 C (XXVI), par laquelle le Secrétaire général était prié de préparer et de publier avec la plus grande fréquence possible une évaluation à jour de la situation économique mondiale et des perspectives à long terme, le Conseil était également saisi d'un rapport (E/3391) où figuraient des propositions du Secrétaire général en vue de la publication d'une revue statistique trimestrielle de l'évolution de la situation économique mondiale et de l'amélioration progressive de cette publication.

158. A sa vingt-huitième session, le Conseil avait examiné un rapport intérimaire (E/3258 et Add.1 et 2) préparé par le Secrétaire général en application de la résolution 1316 (XIII) de l'Assemblée générale. Ce rapport renfermait des exposés dans lesquels les divers gouvernements indiquaient les mesures qu'ils avaient prises ou envisageaient de prendre pour aider les pays sous-développés et, dans le cas des gouvernements des pays sous-développés eux-mêmes, les mesures qu'ils avaient décidé de prendre pour accélérer leur progrès économique et social. Lors de la reprise de sa vingt-huitième session, le Conseil avait décidé¹⁴ que les réponses au questionnaire feraient partie de la documentation dont serait saisi le Conseil réuni à l'échelon ministériel. Les réponses parvenues au 10 mai 1960 (A/4420/Corr.1 et A/4229/Add.1 à 6) ont donc été communiquées au Conseil, à sa trentième session, dans une note du Secrétaire général (E/3381).

Décisions du Conseil

159. A l'issue du débat consacré à la situation économique mondiale tant au cours des réunions à l'échelon ministériel que par la suite, le Conseil a adopté deux résolutions. Dans l'une de ces résolutions [777 (XXX)], le Conseil, rappelant sa résolution 741 (XXVIII) et la résolution 1428 (XIV) de l'Assemblée générale, a considéré qu'il est souhaitable de poursuivre les efforts entrepris sur le plan national et international afin d'améliorer les techniques et la valeur des projections dans le domaine économique et dans le domaine social et que le principal objectif immédiat en ce qui concerne l'élaboration de projections sur une base internationale doit être de se rapprocher de la solution des problèmes de méthode, de comparabilité et de collationnement ainsi que de remédier aux insuffisances des données. Le Conseil a invité le Secrétaire général à intensifier son action dans le domaine des projections économiques et sociales, et notamment ses travaux en vue de réunir, de normaliser et d'exploiter les données pertinentes, ainsi que de mettre au point des techniques permettant d'établir des projections à moyen terme et à long terme en recourant dans toute la mesure du possible aux services des experts dont l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organes internationaux compétents disposent actuellement. Le Conseil a autorisé le Secrétaire général à convoquer les réunions d'experts appartenant à des groupes représentatifs de gouvernements nationaux qu'il esti-

mera appropriées afin de poursuivre l'étude critique des techniques de projections à moyen terme et à long terme, particulièrement dans le domaine économique; il a recommandé que les commissions économiques régionales poursuivent leurs activités dans ce domaine, en particulier en encourageant et en aidant les gouvernements qui en sont membres à élaborer et à leur fournir des renseignements concernant les projections et en prenant des dispositions pour donner des avis techniques appropriés et pour réunir des données; il a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les institutions spécialisées à collaborer avec le Secrétaire général, les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales, en prenant des mesures propres à améliorer leurs techniques de projections, en fournissant des renseignements sur les méthodes, les hypothèses et les projections utilisées dans leurs pays respectifs et en participant aux cycles d'étude et aux autres réunions qui se tiendront afin d'améliorer le nombre et la qualité des projections nationales et internationales de caractère économique et social.

160. Par la résolution 776 (XXX), le Conseil, rappelant sa résolution 690 C (XXVI) par laquelle il avait prié le Secrétaire général de préparer et de publier, avec la plus grande fréquence possible, une évaluation à jour de la situation économique mondiale et des perspectives à court terme, a pris acte, en les approuvant, des propositions du Secrétaire général prévoyant la publication d'une revue statistique trimestrielle de l'évolution de la situation économique mondiale ainsi que de ses plans visant à améliorer progressivement cette publication. Le Conseil a prié le Secrétaire général de continuer à passer en revue périodiquement la documentation disponible à cet effet et de prendre ou de suggérer toutes mesures propres à l'améliorer.

COMMERCE ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX

Renforcement et développement du marché mondial et amélioration des conditions d'échange pour les pays sous-développés

161. En application de la résolution 1421 (XIV) de l'Assemblée générale, le Conseil était saisi, à sa trentième session, d'un rapport préliminaire du Secrétaire général (E/3389 et Corr.1/Rev.1)¹⁵ sur les moyens propres à favoriser une plus large coopération commerciale entre les Etats, quels que soient leur régime économique et leur stade de développement. Ce rapport traitait des relations commerciales entre pays à économie planifiée et pays à économie de marché. En ce qui concerne les principes et pratiques du commerce international entre les pays à économie de marché, il y était dit que l'énoncé le mieux articulé des principes commerciaux figurait peut-être dans les dispositions pertinentes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Accord relatif au Fonds monétaire international; l'idée fondamentale que l'on trouvait dans ces deux accords était que l'activité commerciale devait se régler, dans toute la mesure du possible, sur les lois du marché. Les principes des échanges entre pays à économie planifiée différaient de ce groupe sur des points importants. Leur commerce extérieur était réglementé par des plans faisant partie de l'ensemble des plans économiques du

¹⁴ E/SR.1093, par. 66.

¹⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

gouvernement. On accordait aujourd'hui de plus en plus d'importance au critère des coûts comparatifs, mais ces considérations ne représentaient cependant que l'un des facteurs dont dépend l'établissement des plans de commerce extérieur. Au nombre des problèmes que le commerce avec les pays à économie planifiée posait aux pays à économie de marché, il y avait lieu de citer la difficulté, inhérente au système, qu'il y a à distinguer entre les considérations d'ordre commercial normales et l'influence de la politique nationale, l'insuffisante connaissance ou la mauvaise compréhension des critères sur lesquels sont fondées les politiques commerciales nationales et le manque de renseignements sur des questions telles que l'importance de la concurrence à laquelle les firmes commerciales doivent faire face. Du point de vue des pays à économie planifiée, les principaux problèmes que posaient les échanges avec les pays à économie de marché découlent de l'instabilité inhérente à des relations commerciales soumises au libre jeu des forces du marché et de la discrimination que les politiques commerciales et autres de certains pays à économie de marché comportent à l'égard du commerce avec les pays à économie planifiée. En conclusion, le rapport passait en revue les efforts faits pour éliminer les obstacles entre les deux types d'économie et notait que des progrès limités avaient été réalisés au cours des dernières années.

162. Lors de l'examen du rapport, plusieurs membres du Conseil ont noté que le développement des échanges entre les Etats, quels que soient leur régime économique et politique et leur stade de développement, était de la plus grande importance. Certains membres ont fait observer qu'étant donné l'interdépendance croissante des divers pays sur le plan économique, il fallait renforcer la coopération économique internationale. On a constaté certains progrès dans le sens d'une élimination des obstacles qui entravent le commerce entre pays à économie planifiée et pays à économie de marché. Mais une étude plus approfondie était nécessaire pour faire ressortir les éléments communs qui pourraient servir de liens entre pays à régime économique et politique différent et pour surmonter les difficultés que posent les échanges entre eux. Les relations commerciales entre les pays développés sur le plan économique et les pays peu développés étaient également gênées par un certain nombre de problèmes. Au nombre de ceux-ci, il convient de citer l'influence des fluctuations économiques à court terme dans les pays développés sur les balances des paiements, le revenu et les programmes de développement des pays peu développés, et le fait que la part des pays peu développés dans les exportations mondiales avait tendance à diminuer. En outre, la demande d'importation de la plupart des pays peu développés avait tendu à croître plus rapidement que leur production intérieure.

163. Rappelant la résolution 1421 (XIV) de l'Assemblée générale, le Conseil a adopté une résolution 778 (XXX) dans laquelle il se déclarait persuadé que l'expansion du commerce mondial stimulerait le progrès et le développement dans l'ordre économique et social. Reconnaisant que le commerce international était l'une des formes importantes de la coopération économique internationale et qu'il importait de favoriser des conditions propices au développement de ce commerce, il prenait acte avec satisfaction du rapport préliminaire du Secrétaire général sur les moyens propres à favoriser une plus large coopération internationale entre les Etats (E/3389 et Corr.1/Rev.1), et il déclarait attendre avec intérêt le second rapport envi-

sagé ainsi que les études demandées dans la résolution 6 (XV) de la Commission économique pour l'Europe.

Problèmes internationaux relatifs aux produits de base

164. Pour l'examen des problèmes internationaux relatifs aux produits de base, à sa trentième session, le Conseil était saisi du rapport de la Commission du commerce international des produits de base sur sa huitième session (E/3383¹⁶), et du rapport de 1960 de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base (ICCICA) [E/3374¹⁷].

Rapport de la Commission du commerce international des produits de base

165. Le Conseil a trouvé dans le rapport de la Commission du commerce international des produits de base sur sa huitième session¹⁷, une analyse de l'évolution récente du commerce international des produits de base ainsi qu'un compte rendu des progrès réalisés par la Commission en ce qui concerne l'examen des différentes questions inscrites à son ordre du jour ordinaire.

166. Dans un aperçu général de l'évolution récente, la Commission faisait remarquer que la reprise de l'activité économique dans les pays industriels en 1959 s'était traduite par un accroissement du commerce international des produits de base, bien que les cours de ces produits ne se soient redressés que lentement. En outre, en 1959, le pouvoir d'achat unitaire des produits primaires par rapport aux articles manufacturés avait été inférieur à ce qu'il était en 1958. La Commission signalait que les recettes provenant de l'exportation de produits primaires ne suffisaient pas, en règle générale, à permettre aux pays sous-développés d'importer les articles nécessaires pour que leur économie puisse croître et se développer à un rythme satisfaisant. Le rapport retraçait les changements importants des cours de certains produits survenus en 1958-1959.

167. La Commission soulignait l'importance qu'elle attachait à l'établissement de précisions sûres concernant les perspectives de l'offre et de la demande de produits primaires. A ce propos, elle envisageait des études sur la méthodologie applicable aux produits agricoles et non agricoles et elle prenait note des problèmes spéciaux qui se posent pour les projections relatives à ces derniers. La Commission recommandait de poursuivre de manière durable les travaux sur les projections relatives aux produits de base et de s'efforcer d'obtenir la coopération des gouvernements. Elle estimait qu'il y aurait peut-être lieu, à titre de mesure préliminaire, d'entreprendre des études "pilotes" sur un petit nombre de produits non agricoles.

168. La Commission étudiait la possibilité d'avoir recours à des mesures financières pour compenser les fluctuations des revenus d'exportation des pays de production primaire. Comme l'Assemblée générale avait prévu, dans sa résolution 1423 (XIV), la constitution d'un groupe d'experts, invité à aider la Commission en étudiant la possibilité de créer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, un dispositif conçu à cet effet, la Commission s'était bornée, à sa huitième session, à isoler certains aspects fondamentaux de la question qui lui semblaient mériter examen. En con-

¹⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 6.

¹⁷ Ibid., Annexes, point 8 de l'ordre du jour.

séquence, elle énumérait quelques-uns des sujets d'étude pour lesquels elle serait heureuse d'obtenir la collaboration du groupe d'experts.

169. Pour faciliter à la Commission l'examen de la question de savoir s'il serait possible de réduire les fluctuations sur les marchés des produits de base ou d'en atténuer les effets par des mesures nationales ou internationales, le Secrétaire général avait adressé un questionnaire aux gouvernements. Les réponses reçues¹⁸ fournissaient à la Commission une indication utile sur la grande diversité des problèmes rencontrés ainsi que des mesures prises pour les résoudre. Il a été convenu d'étudier ces mesures en procédant systématiquement, au cours des sessions à venir, à l'examen de quelques-unes des méthodes de stabilisation décrites dans les réponses.

170. Le programme de travail de la Commission comprenait également une étude sur l'effet des fluctuations de l'activité économique dans les pays industriels sur le comportement des marchés des produits de base. Dans un rapport devant servir de base à l'étude préliminaire de cette question¹⁹, un consultant avait procédé à un examen de la nature et de l'ampleur des fluctuations des activités économiques dans les pays industriels après la seconde guerre mondiale, de l'importance relative des variations de l'offre et de la demande dans le processus de formation des prix, ainsi que de l'effet quantitatif global des variations de la demande et des prix sur les échanges entre les pays exportateurs de produits primaires et les pays industriels. Cette question doit être examinée en détail à la neuvième session de la Commission.

171. A la demande du Conseil [résolution 726 II (XXVIII)], la Commission avait examiné à nouveau la question d'une session commune de la Commission et du Comité des produits de la FAO. La Commission recommandait au Conseil que soit organisée à Rome en 1962, après sa dixième session ordinaire, une session commune de la Commission et du Comité des produits.

Rapport de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base

172. Dans son rapport de 1960 sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base, la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base a présenté des observations concernant les principaux faits nouveaux en matière de consultations et d'action intergouvernementales relatives aux problèmes touchant les produits de base. Elle estimait souhaitable que la plus grande proportion possible des pays producteurs et des pays consommateurs participe, à tous les stades, à l'étude et à la négociation de mesures internationales, ainsi qu'à l'application d'un accord; elle notait avec satisfaction qu'un plus grand nombre de pays avaient adhéré aux accords sur le sucre et sur le blé. Des "mesures d'urgence" avaient été nécessaires dans certains cas, mais elles risquaient d'aggraver une situation déjà difficile si les pays exportateurs et importateurs n'avaient pas l'occasion d'exprimer leurs vues et si l'on ne prenait aussi des mesures pour trouver des solutions plus durables. Elle examinait également diverses ententes économiques régionales et leurs effets probables sur le

commerce international des produits de base. La création de marchés plus vastes pouvait entraîner une augmentation des revenus et un accroissement de la consommation dans les pays de la région, mais les pays producteurs de matières premières pourraient subir un grave préjudice si les ententes commerciales régionales devaient accroître les obstacles à leurs exportations. Certains aspects internationaux des facteurs qui déterminent les cours des produits de base étaient également examinés. On notait que, si les ententes relatives aux produits de base visaient généralement à éviter des fluctuations de prix excessives, elles ne cherchaient pas à établir un cours rigide. Des limites de prix sont généralement fixées dans les accords, mais elles peuvent varier dans certains cas si les circonstances l'exigent. La Commission mettait également l'accent sur les répercussions, sur le plan international, de l'action nationale dans ce domaine et notamment sur le fait que les subventions aux exportations pouvaient avoir pour résultat de rendre la production moins efficace. Elle soulignait que la contribution à un stock régulateur pouvait créer de graves difficultés pour les pays producteurs et suggérait d'envisager la possibilité d'accroître les ressources des stocks régulateurs en autorisant les pays à contracter, dans certaines limites, des emprunts gagés sur le stock.

173. Le rapport de la Commission contenait un exposé des consultations et de l'action intergouvernementales assez poussées dont plusieurs produits avaient fait l'objet pendant la période considérée, à savoir en 1959 et 1960. Cette étude traitait brièvement des agrumes, du beurre, du blé, du cacao, du café, du caoutchouc, des céréales, du coton, du cuivre, de l'étain, des fibres dures, de l'huile d'olive, de la laine, de la noix de coco et des produits dérivés, du plomb et du zinc, du riz, du sucre, du tabac et du thé.

Débats du Conseil

174. Un certain nombre d'orateurs ont souligné, au cours des réunions à l'échelon ministériel et de l'examen des problèmes internationaux relatifs aux produits de base, qu'il importait de trouver des solutions aux problèmes que pose le commerce international des produits de base²⁰.

175. On a mentionné le fait que les fluctuations des cours et du volume des échanges des produits de base avaient de graves répercussions dans les pays sous-développés et notamment dans les Etats accédant à l'indépendance, où la production des matières premières occupe un pourcentage important de la population. Ces fluctuations découlaient fréquemment des variations de la conjoncture économique dans les pays industrialisés et l'on a noté que la Commission du commerce international des produits de base se proposait d'étudier cet aspect de la question à sa neuvième session. Les réponses données par les gouvernements au questionnaire du Secrétaire général relatif aux produits de base (E/CN.13/69 et Corr.1 et E/CN.13/69/Add.1 et 2) indiquaient qu'il fallait souvent prendre des mesures sur le plan national pour remédier aux effets néfastes de ces fluctuations. Le GATT et la FAO étudiaient tous deux les politiques nationales dans ce domaine et notamment les politiques de protection agricole. La réduction des barrières commerciales pourrait accroître les échanges de produits primaires. Il y avait également eu un accroissement des consultations

¹⁸ E/CN.13/L.69 et Corr.1 et E/CN.13/L.69/Add.1 et Add.2.

¹⁹ E/CN.13/L.68.

²⁰ E/SR.1117 à 1121; E/AC.6/SR.290, 291, 293, E/SR.1132 respectivement.

et de l'action intergouvernementales relatives aux problèmes des divers produits de base, dans le cadre de l'ONU. Les consultations au sein des groupes d'étude sur les produits avaient été extrêmement utiles et de nouvelles adhésions aux accords sur les produits de base existants avaient été recueillies.

176. La question des mesures financières destinées à compenser les fluctuations des revenus d'exportation des pays de production primaire a été étudiée avec une attention particulière. On a pris note de l'aide que le Fonds monétaire international avait été en mesure de donner à certains pays pour leur permettre de faire face à leurs difficultés particulières, mais certaines délégations ont exprimé l'espoir que le groupe d'experts créé en vertu de la résolution 1423 (XIV) de l'Assemblée générale pourrait mettre au point des mesures de compensation plus larges. Note a été prise de ce que le rapport de ce groupe d'experts serait examiné à la neuvième session de la Commission.

177. On s'est également penché sur l'important problème des débouchés extérieurs à trouver pour les matières premières produites. On a noté que les cours peu élevés de ces produits par rapport aux prix des articles manufacturés importés avaient eu de graves effets sur les réserves monétaires de certains pays exportateurs. On a fait valoir que les cours en vigueur sur les marchés internationaux devaient être fonction, dans une mesure raisonnable, des coûts de production. Une solution permanente de ce problème des débouchés serait plus utile aux pays exportateurs que l'octroi de prêts qu'il faut rembourser. A ce propos, on a étudié tout particulièrement la possibilité d'accroître la consommation de produits primaires et de diversifier la production. Les accords bilatéraux à long terme ont été mentionnés comme pouvant contribuer à cette stabilité. Les excédents importants de certains produits représentaient une menace continuelle pour les cours, mais tout arrangement visant à l'élimination de ces excédents devait être conforme aux principes reconnus pour la protection des intérêts des tiers. Les activités de la Commission en ce qui concerne les études relatives aux perspectives de la production et de la demande de produits de base ont suscité de l'intérêt, le déséquilibre entre l'offre et la demande constituant un facteur important d'instabilité sur les marchés des produits de base.

178. On a noté que des organes avaient été créés pour traiter des divers aspects du problème des produits de base et que les travaux des différentes institutions avaient été coordonnés. Le Conseil et sa Commission pouvaient, pour leur part, s'occuper surtout des questions d'intérêt général.

179. A la fin du débat, le Conseil a adopté une résolution [783 (XXX)] dans laquelle il prenait acte avec satisfaction du rapport de la Commission et approuvait le programme de travail envisagé par celle-ci; il prenait acte avec satisfaction également du rapport de 1960 de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base. Se fondant sur une recommandation de la Commission, le Conseil invitait les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui ne sont pas représentées à la Commission mais qui ont l'expérience des mesures de stabilisation, à désigner des observateurs pour participer aux sessions futures de la Commission. Il attirait l'attention de la Commission sur les travaux en matière de produits de base des commissions économiques régionales et des

Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et l'invitait à les prendre en considération lorsqu'elle effectuerait des études de portée plus large. Le Conseil approuvait l'appui donné par la FAO et la Commission à la proposition tendant à tenir une session commune du Comité des produits de la FAO et de la Commission à l'occasion de la session ordinaire de ces deux organes en 1962. En conséquence, il donnait son assentiment à la préparation, par les soins du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Directeur général de la FAO, d'un projet d'ordre du jour de cette session commune, qui comprenait la question des perspectives de la production et de la demande des matières premières ainsi que d'autres questions d'intérêt commun; il invitait le Secrétaire général à communiquer ce projet d'ordre du jour au Conseil, à sa trente-deuxième session.

Rapport du Fonds monétaire international

180. A sa vingt-neuvième session²¹, le Conseil était saisi du rapport annuel du Fonds monétaire international pour l'exercice ayant pris fin le 30 avril 1959, ainsi que d'un exposé complémentaire portant sur la période du 1er mai 1959 au 31 décembre 1959 inclus²². Dans sa résolution 750 (XXIX), le Conseil a pris acte de ce rapport.

181. Le Directeur général du Fonds monétaire a noté que les mesures prises par 14 pays européens à la fin de 1958 pour rétablir la convertibilité extérieure de leurs monnaies avaient donné de bons résultats et a mentionné la contribution du Fonds à ces résultats.

182. Depuis la fin de 1956, le Fonds avait accordé une assistance financière représentant plus de 2 milliards de dollars, sans compter l'assistance technique. Ses activités dans le domaine de l'assistance technique n'avaient cessé de s'intensifier et des progrès notables avaient été réalisés dans certains pays en ce qui concerne les programmes de stabilisation.

183. Les ressources du Fonds avaient également servi à compenser les fluctuations saisonnières des balances des paiements. Depuis quelque temps, cependant, les pays qui faisaient appel à ce type d'assistance avaient adopté des programmes de stabilisation plus importants et avaient demandé au Fonds une assistance à plus long terme sous la forme d'arrangements de principe.

184. Les réserves monétaires de la plupart des pays industrialisés avaient augmenté sensiblement en 1959, dissipant ainsi les craintes de difficultés de balance des paiements. En octobre 1959, le Conseil d'administration du Fonds avait adopté à l'unanimité une déclaration dans laquelle il exprimait l'avis que la situation des balances des paiements ne justifiait plus les mesures discriminatoires dans les pays où les recettes courantes consistaient en grande partie en monnaies extérieurement convertibles. La disparition des pratiques restrictives à l'encontre des importations, qui pouvait également être constatée en dehors du continent européen, constituait un stimulant pour le développement équilibré des échanges dans le monde.

185. En même temps, l'augmentation des ressources du Fonds — 5 milliards de dollars s'étaient ajoutés au

²¹ E/SR.1100 et 1101.

²² Fonds monétaire international, *Rapport annuel des administrateurs pour l'exercice qui a pris fin le 30 avril 1959*; et "Aperçu de l'activité du Fonds pour la période du 1er mai au 31 décembre 1959" (Washington [D.C.], transmis au Conseil par des notes du Secrétaire général (E/3313 et Add.1).

total des quotes-parts — était venue renforcer la "deuxième réserve" dont disposent les Etats Membres. Le Directeur général a signalé que le fait que l'Europe occidentale avait reconstitué sa capacité de production et était désormais un concurrent sérieux était un nouvel élément dont il fallait tenir compte dans l'économie mondiale. La stabilité plus grande des prix dans de nombreuses nations avait fait renaître la confiance en la monnaie et, vraisemblablement, la période de l'inflation était terminée.

186. En conclusion, le Directeur général a souligné que les pays industriels comprenaient mieux combien il importait d'aider les pays sous-développés. Puisque l'on ne pouvait escompter d'augmentation des prix des produits primaires, il fallait faciliter l'écoulement de ces produits et de tous les autres que les pays sous-développés pourraient exporter après avoir diversifié leur économie.

187. Les représentants qui ont pris la parole ont félicité le Directeur général du Fonds monétaire international de sa déclaration. Ils ont souligné le succès considérable de l'opération menée en 1958 pour rétablir la convertibilité externe des monnaies de 14 pays d'Europe occidentale. Nombre d'entre eux ont appuyé le point de vue exprimé par le Directeur général lorsqu'il avait dit que l'abaissement des barrières artificielles et la disparition des pratiques discriminatoires à l'encontre des échanges étaient nécessaires pour stimuler le développement équilibré du commerce international.

188. Le Directeur général a souligné en réponse que l'idée que la stabilité était une condition nécessaire à l'expansion économique avait été reconnue tant par les pays industrialisés que par les autres et que tous s'accordaient à penser, semblait-il, qu'il importait de résister à l'inflation et de fonder le développement sur une épargne réelle. Il a déclaré en conclusion que le Fonds avait fort à faire en période de prospérité comme en temps de crise économique, mais qu'il ne voyait pas, dans la conjoncture actuelle, de signes de déflation.

Section III. — Développement économique des pays sous-développés*

A

COOPÉRATION INTERNATIONALE EN FAVEUR DES TERRITOIRES ANCIENNEMENT SOUS TUTELLE ET AUTRES NOUVEAUX ETATS INDÉPENDANTS**

189. Dans sa résolution 1414 (XIV), l'Assemblée générale invitait le Conseil économique et social à étudier, conformément à l'Article 62 de la Charte, toutes les possibilités de coopération internationale qui seraient susceptibles d'intéresser les territoires anciennement sous tutelle devenus indépendants, dans le champ des programmes d'assistance internationale et dans le cadre de ceux-ci. Dans une résolution connexe [1415 (XIV)], l'Assemblée générale invitait le Secrétaire général et les chefs des institutions spécialisées intéressées "à examiner d'urgence et avec bienveillance, sans qu'il soit aucunement porté préjudice à l'assistance actuellement accordée à d'autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, toutes les demandes qui pourraient leur être adressées afin de fournir aux terri-

toires qui cessent d'être sous tutelle et aux nouveaux Etats indépendants: a) les services d'experts hautement qualifiés que ceux-ci pourraient désirer; b) toute autre forme d'assistance technique qui pourrait leur être nécessaire en raison des circonstances particulières de leur accession à l'indépendance".

190. Le Secrétaire général a soumis au Conseil, à sa vingt-neuvième session, un mémoire (E/3338²³), contenant ses observations préliminaires sur la question. Il concluait que l'Organisation des Nations Unies se devait tout spécialement d'aider les pays nouvellement indépendants pendant la période décisive de formation qui suit immédiatement leur accession à l'indépendance. Il notait toutefois que les incidences financières d'une telle assistance ainsi que les modalités de cette aide demandaient à être examinées plus avant. Le Secrétaire général attirait également l'attention du Conseil (E/3327) sur la résolution 10 (II) de la Commission économique pour l'Afrique, qui recommandait au Conseil économique et social de profiter des possibilités offertes par la Commission économique pour l'Afrique à l'égard des arrangements qui pourraient intervenir en ce qui concerne la coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle devenus indépendants, et priait le Secrétaire général, dans l'exécution des tâches que le Conseil pourrait lui confier, d'utiliser dans toute la mesure possible les services du secrétariat de la Commission.

191. Au cours du débat à la vingt-neuvième session du Conseil²⁴, le Secrétaire général a parlé de la période capitale de transition durant laquelle le gouvernement d'un pays nouvellement indépendant devait prendre des décisions graves et souvent irrévocables. Si des difficultés administratives et budgétaires empêchaient que l'assistance en question leur soit octroyée avec toute la célérité nécessaire et au moment voulu, elle perdrait une grande partie de sa valeur. L'allocation d'urgence de ressources temporaires à cette fin au titre du programme ordinaire d'assistance technique serait, à son avis, en harmonie avec le caractère particulier des besoins en question.

192. Le Conseil a accueilli avec satisfaction l'initiative qu'avait prise le Secrétaire général de lui soumettre ce mémoire. La priorité spéciale accordée aux besoins des pays nouvellement indépendants pendant cette période de transition a été généralement reconnue par les membres. Il a été convenu qu'aucune différence ne pourrait être faite à cet égard entre les anciens territoires sous tutelle et les autres nouveaux Etats indépendants. Il a été reconnu ensuite que, si le problème intéressait surtout l'Afrique pour le moment, il n'était nullement limité à cette région; il pouvait et devait être abordé dans le cadre des organes existants et les procédures existantes pouvaient y être adaptées. La plupart des membres se sont accordés à penser qu'il faudrait augmenter le budget ordinaire de l'Organisation pour prendre les mesures appropriées au titre du programme ordinaire d'assistance technique; d'autres, cependant, ont réservé leur position sur les incidences financières et les autres détails. De nombreux représentants ont fait remarquer le rôle important ou prédominant de l'assistance bilatérale dans les nouveaux pays indépendants et, partant, le caractère complémentaire de l'assistance des Nations Unies. Un certain nombre

* Le développement économique, dans ses aspects généraux, est également traité dans les sections I et II.

** Point distinct de l'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale.

²³ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour.

²⁴ E/SR.1106, 1107.

d'entre eux ont souligné la valeur d'une étroite coopération avec les principaux gouvernements susceptibles de prêter une assistance bilatérale et aussi de la coopération régionale, assurée notamment par l'intermédiaire de la CEA. Plusieurs membres ont dit combien il était important pour les nouveaux Etats indépendants que les représentants résidents qu'on y envoie soient particulièrement compétents. De nombreux représentants ont fait observer que l'assistance aux nouveaux pays indépendants ne devait leur être donnée que sur leur demande. La plupart des membres ont déclaré que cette aide ne devait pas être octroyée aux dépens d'autres pays sous-développés. On a mentionné spécialement, au cours du débat, l'importance de l'assistance en matière d'administration publique. Les représentants ont généralement été satisfaits de savoir que le Secrétaire général se proposait de consulter les institutions spécialisées et de faire des propositions plus détaillées au Conseil à sa trentième session.

193. Le Conseil a adopté une résolution [752 (XXIX)] dans laquelle il priait le Secrétaire général, compte tenu des programmes d'aide bilatéraux et multilatéraux en vigueur de préparer pour le lui présenter lors de sa trentième session, en consultation avec les gouvernements de pays qui, anciennement sous tutelle, sont devenus indépendants, les chefs des institutions spécialisées et, le cas échéant, toutes autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, un rapport fondé sur un nouvel examen plus approfondi des possibilités de coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle et des autres nouveaux Etats indépendants, y compris les possibilités offertes par les divers programmes d'assistance de l'ONU.

194. Dans son rapport à la trentième session du Conseil (E/3387²⁵), le Secrétaire général étudiait les problèmes à long terme de ces nouveaux Etats et les problèmes que posait pour eux le passage à l'indépendance; il examinait la nature des mesures requises sur la base des demandes d'assistance déjà reçues ou annoncées; il étudiait enfin quelle expansion il faudrait donner aux programmes de l'ONU pour faire face d'urgence à cette nouvelle situation. Le Secrétaire général recommandait d'augmenter sensiblement les crédits actuellement affectés aux programmes ordinaires d'assistance en vue du développement économique et en matière d'administration publique et au programme d'envoi de personnel d'exécution et de direction. Il recommandait en outre d'autoriser le Président-Directeur du BAT à recourir davantage aux allocations pour cas d'urgence, et pour cela de porter leur plafond de 5 pour 100 à 7,50 pour 100 du programme total pour 1960 en envisageant la possibilité de le porter à 10 pour 100 à partir de 1961. Les principales activités pertinentes des institutions spécialisées et de l'AIEA étaient résumées dans un additif²⁶ au rapport décrivant l'expansion de leurs activités dans les pays ou régions en question et les principes sur lesquels elles s'étaient fondées pour déterminer les activités à considérer de première urgence. Il y était indiqué que les institutions spécialisées étaient arrivées aux mêmes conclusions que l'ONU, à savoir que leur action devait surtout porter sur l'organisation efficace et le bon fonctionnement des institutions et services publics nationaux, les enquêtes et la détermination des besoins, et la formation.

²⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

²⁶ Ibid.

195. Dans une déclaration au Conseil²⁷, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a souligné la nécessité d'agir avec promptitude et efficacité ainsi que la situation nouvelle résultant des événements du Congo. L'évolution récente modifierait sans doute la conception que l'Organisation se ferait désormais de son rôle en ce qui concerne l'assistance aux nouveaux Etats indépendants; il faudrait en tenir compte dans les futures propositions budgétaires; des évaluations plus précises seraient d'ailleurs fournies à l'Assemblée générale à sa quinzisième session. Il était certain que le programme d'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (OPEX) devrait être élargi considérablement.

196. Au cours du débat, les propositions faites par le Secrétaire général dans le document E/3887 ainsi que les propositions relatives aux institutions spécialisées figurant dans le document E/3887/Add.1 ont recueilli l'accord général. De nombreux membres ont exprimé leurs sentiments de bonne volonté et de solidarité envers les nouveaux pays d'Afrique. On a souligné que les récents événements au Congo avaient démontré la nécessité d'appliquer d'urgence le genre de mesures proposées par le Secrétaire général. Les membres ont généralement reconnu qu'il faudrait accroître les ressources de l'Organisation pour lui permettre de prendre les mesures appropriées sans porter préjudice à d'autres pays. Plusieurs représentants ont dit approuver la proposition tendant à donner un caractère permanent au programme d'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (OPEX) et à l'étendre. D'autres membres ont mentionné le rôle important que les représentants résidents auraient à jouer, notamment dans les nouveaux Etats indépendants. On a, d'une manière générale, approuvé le Secrétaire général d'avoir insisté sur l'éducation et la formation et sur l'administration publique. La nécessité de coordonner l'action des Nations Unies avec les programmes bilatéraux existants a été mentionnée. Beaucoup de membres ont souligné qu'il importait de donner au Secrétaire général les moyens d'agir avec promptitude dans la situation spéciale qui venait de se créer.

197. Tous les représentants ont reconnu qu'il faudrait des ressources accrues pour entreprendre les activités envisagées en faveur des nouveaux Etats indépendants, mais plusieurs d'entre eux ont estimé que c'était le Programme élargi et le Fonds spécial, financé par des contributions volontaires, qui devaient les fournir. La plupart des membres, cependant, ont appuyé le principe d'une expansion des programmes ordinaires pour répondre aux besoins des nouveaux Etats indépendants, mais certains d'entre eux ont précisé que c'était à l'Assemblée générale qu'il appartenait de décider des détails et de l'étendue de cette allocation supplémentaire et ils ont réservé leur position à cet égard. Les membres partisans de prélever les ressources nécessaires sur le Programme élargi et le Fonds spécial ont soutenu qu'on pouvait le faire sans que les allocations actuelles s'en trouvent diminuées, en réduisant les dépenses d'administration ou en acceptant des contributions de tous les pays.

198. A la fin du débat, le Conseil a adopté la résolution 768 (XXX) dans laquelle il félicitait le Secrétaire général de ses rapports et approuvait les objectifs et les principes qui y sont énoncés, déclarait que des efforts spéciaux devraient être faits pour fournir, dans

²⁷ E/SR.1127.

le cadre des programmes existants de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, une assistance prompte et efficace aux pays accédant à l'indépendance, en faisant appel comme il convient, à cette fin, aux représentants résidents actuellement en fonctions et à ceux qui seront nommés par la suite, et soulignait la nécessité de fournir sans retard et en nombre suffisant du personnel d'exécution, du personnel de direction et du personnel administratif, lorsque demande en est faite. Le Conseil priait le Secrétaire général et le Président-Directeur du BAT de préparer, dans toute la mesure possible, des programmes détaillés qui seraient examinés par l'Assemblée générale à sa quinzième session et par le CAT à sa session de novembre 1960 et qui viseraient à faire face aux besoins supplémentaires des Etats venant d'accéder ou accédant à l'indépendance, sans préjudice de l'aide aux autres pays, recommandait à l'Assemblée générale de prendre les dispositions budgétaires adéquates à cet effet, et demandait instantanément que les plus grands efforts soient faits pour augmenter les contributions au Fonds spécial des Nations Unies et au Programme élargi d'assistance technique.

ASSISTANCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE AUX PAYS PEU DÉVELOPPÉS

199. A sa trentième session, le Conseil était saisi d'un rapport (E/3395 et Add.1²⁸), rédigé par le Secrétaire général conformément à la résolution 662 A (XXIV) dans laquelle le Conseil avait prié le Secrétaire général de lui présenter périodiquement des études sur l'assistance économique internationale aux pays peu développés. Le rapport précédent (E/3131 et Add.1²⁹) avait été présenté en 1958. Le nouveau rapport avait donc pour objet les deux exercices qui se sont terminés en 1958 et 1959. A la différence des rapports précédents, il traitait non seulement des renseignements statistiques concernant la période écoulée depuis la présentation du rapport de 1958, mais aussi des tendances de la période écoulée depuis 1953. Cet exposé des tendances de la période la plus longue portait le pourcentage d'assistance accordée sous forme de subventions et sous forme de prêts sur la répartition de l'aide reçue entre les différentes régions et les divers pays, le rapport entre l'aide reçue et le revenu par habitant, les recettes d'exportation et la formation de capital. A propos des sources d'assistance, on indiquait les tendances en ce qui concerne les proportions dans lesquelles l'aide reçue provenait de sources bilatérales ou de sources multilatérales, la part reçue par les différents pays sous forme d'assistance bilatérale, le rapport existant entre l'assistance bilatérale, d'une part, et les sorties de capitaux privés et la formation de capital dans les pays accordant cette assistance, d'autre part, et le rapport entre l'assistance fournie et le revenu national des pays contributeurs. Le rapport comprenait en outre une section consacrée aux difficultés auxquelles on s'était heurté pour mesurer l'assistance internationale et un avant-propos dans lequel étaient exposés les problèmes qui se posent actuellement lorsqu'il s'agit de définir les principes d'une assistance internationale.

200. Au cours des débats consacrés à cette question³⁰, les membres du Conseil se sont déclarés satis-

faits du rapport du Secrétaire général et ont apprécié les renseignements supplémentaires fournis sur les tendances à plus long terme. Plusieurs membres ont insisté sur le fait que ce document témoigne de l'augmentation régulière de l'aide officielle accordée aux pays sous-développés et se sont félicités de cet état de choses. On a signalé ce qui semblait être des inégalités dans la répartition de cette aide, en ce sens que l'assistance reçue par les pays sous-développés les plus pauvres tendait à être moins élevée par habitant. Ces inégalités montraient, a-t-on dit, qu'il était souhaitable d'organiser des consultations et d'établir une coordination dans ce domaine; elles montraient aussi l'importance du rôle que peut jouer l'assistance technique pour permettre aux pays d'absorber un plus grand volume de capitaux. La suggestion tendant à préparer une nouvelle analyse qui donnerait une vue d'ensemble des courants de capitaux privés et publics et de leurs rapports a été approuvée à l'unanimité. On a demandé que le rapport d'ensemble proposé renferme aussi des renseignements sur les mesures prises pour favoriser le développement des pays sous-développés, en application de la résolution 1316 (XIII) de l'Assemblée générale. De nombreux représentants ont insisté sur l'importance que présenterait l'amélioration des renseignements fournis sur les mouvements de capitaux comme sur les mesures prises en matière de préinvestissement.

201. Le Conseil a adopté deux résolutions. Dans la première [780 (XXX)], il priait le Secrétaire général, tout en tenant compte des discussions qui avaient eu lieu à la trentième session du Conseil, de poursuivre ses efforts en vue de faciliter, en consultation avec les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, ainsi qu'avec les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales appropriées, l'accessibilité, le rassemblement et l'analyse des données relatives au courant international des capitaux publics et privés, y compris, dans la mesure du possible, les données sur le volume, la répartition, le réinvestissement et le rapatriement des bénéfices, et invitait les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées à coopérer avec le Secrétaire général en continuant de lui fournir, sur sa demande, des données statistiques et autres relatives au courant international des capitaux privés et publics et les renseignements pertinents concernant l'action et les mesures entreprises pour accélérer le développement économique des pays sous-développés. Enfin, le Conseil priait le Secrétaire général de lui communiquer les données et renseignements connexes qu'il aurait réunis, conformément à cette résolution, sous une forme propre à faciliter l'étude et l'analyse de l'ensemble des mouvements de capitaux, particulièrement en ce qui concerne les pays sous-développés.

202. Dans sa seconde résolution [781 (XXX)], le Conseil reconnaissait qu'il serait important de pouvoir disposer aisément d'un répertoire complet et à jour de l'assistance technique et de l'assistance en matière de préinvestissement fournies dans le cadre du développement économique et social des pays sous-développés et priait en conséquence le Secrétaire général, en consultation avec les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales appropriées, de faire rapport à une prochaine session du Conseil économique et social sur la possibilité d'établir un répertoire de ce genre sous une forme qui permette de le consulter aisément.

²⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

²⁹ Ibid., vingt-sixième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

³⁰ E/AC.6/SR.289; E/SR.1132.

203. L'Assemblée générale, dans sa résolution 1424 (XIV), priait le Secrétaire général d'examiner, en consultation avec les gouvernements des Etats Membres, les moyens de faire de nouveaux progrès vers la création prochaine d'un fonds d'équipement des Nations Unies, et de faire rapport sur cette question au Conseil lors de sa trentième session et à l'Assemblée générale lors de sa quinzième session. D'autre part, l'Assemblée générale invitait les Etats Membres notamment à reconsidérer leur position en ce qui concerne l'octroi d'un appui matériel en vue de la création prochaine d'un fonds d'équipement des Nations Unies. Le Secrétaire général a appelé l'attention des Etats Membres sur cette résolution et les a invités à donner leur avis sur la création prochaine de ce fonds. Les réponses adressées par 15 Etats Membres (E/3393 et Add.1 à 3) ont été communiquées au Conseil à sa trentième session. Il ressort de ces réponses que certains gouvernements sont favorables à la création prochaine de ce fonds d'équipement, tandis que d'autres Etats Membres ont fait état des rouages qui existent déjà pour dispenser une assistance multilatérale, en particulier de l'Association internationale de développement qu'il est question de créer.

RAPPORTS DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA
RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT ET DE LA
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

204. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a examiné³¹ les rapports annuels de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale pour la période terminée le 30 juin 1959, ainsi que les suppléments donnant un aperçu de l'activité de ces organismes depuis cette date³².

205. Le Président de la Banque a indiqué au Conseil que le volume des prêts consentis par la Banque avait fortement augmenté, atteignant en moyenne 700 millions de dollars par an depuis 1957-1958, contre 400 millions les exercices précédents. Pour permettre à la Banque de faire face à l'augmentation de la demande, son capital autorisé a été porté de 10 à 21 milliards de dollars en septembre 1959. Le Président de la Banque a insisté tout particulièrement sur les activités de la Banque en Afrique où elle a consenti, depuis avril 1959, plus de neuf prêts, s'élevant au total à 260 millions de dollars. Ces prêts ont permis de financer l'exploitation des ressources minérales, l'amélioration des transports, le développement économique en général, et notamment le développement agricole. A propos des activités d'assistance technique de la Banque en Afrique, le Président a indiqué que les responsables des programmes de développement de six pays africains

* Question faisant partie d'un point de l'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale.

³¹ E/SR.1098 et 1099.

³² Banque internationale pour la reconstruction et le développement, *Quatorzième rapport annuel, 1958-1959*, et "Supplément au quatorzième rapport annuel" (Washington [D.C.]), transmis au Conseil par des notes du Secrétaire général (E/3314 et Add.1); Société financière internationale, *Troisième rapport annuel 1958-1959*, "Allocution prononcée par Robert L. Garner, président de la Société financière internationale, à la réunion de 1959 du Conseil des gouverneurs" et "Supplément au troisième rapport annuel" (Washington [D.C.]), transmis au Conseil par des notes du Secrétaire général (E/3315 et Add.1 et 2).

ont pu procéder à des échanges de vues avec leurs homologues d'autres régions du monde sous les auspices de l'Institut pour le développement économique.

206. Touchant l'Association internationale de développement (AID), le Président de la Banque a précisé qu'elle devrait voir le jour en automne 1960. Cette association, qui n'est qu'un nouvel organisme financier parmi d'autres, apporterait aux pays qui ne sont pas en mesure de financer leur développement au moyen d'emprunts classiques une assistance qui ne déséquilibrerait pas trop leur balance des paiements.

207. Présentant le rapport de la Société financière internationale, le Président a annoncé que les investissements de la Société avaient continué de s'accroître, de même que le nombre des pays auxquels s'adressaient ses activités. Le montant des engagements de la Société atteignait aujourd'hui le total de 20 millions de dollars et s'accompagnait d'investissements privés totalisant trois fois et demie cette somme.

208. Pour terminer, le Président de la Banque a souligné que, si les problèmes de développement économique demeuraient énormes, la nature et l'importance de ces problèmes étaient maintenant mieux comprises et leur solution était recherchée avec plus de vigueur, aussi bien par les pays développés que par les pays sous-développés. La Banque ferait tout ce qui était en son pouvoir pour les aider dans cette tâche.

209. Les représentants qui ont pris la parole ont tous rendu hommage à la Banque pour ses travaux de l'exercice précédent. L'importance de ces activités de développement, en Afrique notamment, a été unanimement appréciée. De nombreux représentants ont insisté sur le fait que la Banque et l'Association internationale de développement, lorsqu'elle commencerait ses activités, devraient coopérer étroitement avec d'autres organisations internationales comme le Fonds spécial des Nations Unies. Plusieurs représentants ont également félicité la Banque d'avoir travaillé à résoudre le problème des eaux du bassin de l'Indus.

210. D'une façon générale, les membres du Conseil se sont félicités de trouver dans le rapport de la Société financière internationale une indication de l'assouplissement et de l'expansion du programme de la Banque. Un représentant a souligné tout particulièrement le fait que la Société financière se disposait maintenant à faire une partie de ses investissements en devises autres que le dollar.

211. Le Conseil, dans sa résolution 749 (XXIX), a pris acte des rapports de la Banque et de la Société financière.

COURANT INTERNATIONAL DES CAPITAUX PRIVÉS**

212. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a été saisi d'un rapport provisoire sur les moyens d'augmenter le courant international des capitaux privés (E/3325 et Corr.1 et 2). A la différence des rapports périodiques sur le courant international des capitaux privés, dans lesquels la question a été traitée d'une manière générale, on a cherché dans ce rapport provisoire à préciser quelles sont les formes d'investissements privés étrangers que les gouvernements des pays à revenu faible tiennent particulièrement à favoriser et qui ont des chances d'intéresser les entreprises étrangères, ainsi que les mesures qui ont déjà été prises ou que l'on pourrait

** Cette question est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale.

adopter pour développer ces investissements suivant des arrangements qui garantissent des avantages réciproques.

213. Au cours des débats³³, un certain nombre de délégations ont manifesté de l'intérêt pour la suggestion faite dans le rapport concernant la possibilité d'encourager les investissements étrangers en renforçant la protection contre les risques non commerciaux, en particulier par la possibilité de recourir aux institutions internationales d'arbitrage pour régler les différends entre les gouvernements et les investisseurs étrangers. Cependant, certaines délégations ont estimé que ces différends devraient être considérés comme des affaires intérieures qui ne relèvent pas de la procédure internationale d'arbitrage.

214. Plusieurs délégations ont fait des propositions précises sur certains autres aspects du problème qui, selon elles, méritent que le Secrétariat leur consacre une étude plus approfondie. Ces propositions concernent notamment des mesures permettant d'orienter les investissements étrangers vers des industries qui présentent une importance particulière pour le pays d'investissement, l'assistance que pourraient fournir les sociétés étrangères pour développer les ressources en main-d'œuvre qualifiée des pays sous-développés, et l'amélioration de la diffusion des renseignements sur les conditions et les possibilités d'investissement dans les pays sous-développés.

215. Dans sa résolution 762 (XXIX), le Conseil a prié le Secrétaire général de transmettre son rapport provisoire à l'Assemblée générale et l'a invité à préparer un nouveau rapport qui serait soumis au Conseil lors de sa trente et unième session, sur les moyens d'augmenter le courant de capitaux privés, y compris les mesures propres à faciliter le règlement des différends relatifs aux investissements privés. Le Secrétaire général a été invité à tenir compte, pour la préparation de ce rapport, des débats du Conseil à sa vingt-neuvième session et de l'Assemblée générale à sa quinzième session, ainsi que des vues exprimées par les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents. Le Conseil a décidé qu'en se fondant sur ce nouveau rapport il formulerait des observations qui seraient transmises à l'Assemblée générale lors de sa seizième session.

216. A sa trentième session, le Conseil a été saisi d'un nouveau rapport (E/3369³⁴) sur le courant international des capitaux privés en 1958 et 1959. Dans ce rapport, qui est un rapport intérimaire³⁵, on a mis à jour et, dans certains cas, développé les données relatives aux mouvements de capitaux privés étrangers à long terme qui avaient été publiées en 1959 dans le rapport triennal intitulé *Le courant international des capitaux privés, 1956-1958*³⁶. Ce rapport contient en outre un résumé des principales mesures adoptées de 1958 à mars 1960, accompagné d'une liste des textes officiels dont le Secrétariat a connaissance.

217. Au cours des débats consacrés au développement économique des pays sous-développés, on a examiné le rôle joué par les capitaux privés étrangers dans

ce développement³⁷. On a noté que la constance du niveau des investissements internationaux était un signe encourageant; mais plusieurs délégations ont attiré l'attention sur la persistance d'un déséquilibre dans la répartition géographique de ces investissements et leur tendance à suivre plutôt qu'à précéder le développement économique. On a signalé l'insuffisance des entrées de capitaux privés dans un certain nombre de pays sous-développés par rapport à leurs besoins et aux possibilités qu'ils pensent pouvoir offrir aux investisseurs privés étrangers. Certains membres du Conseil ont exprimé la crainte qu'il ne se produise une intensification des mouvements de capitaux entre des pays ou des groupes de pays déjà industrialisés au détriment des investissements dans des pays en voie de développement. Plusieurs représentants ont informé le Conseil des mesures prises récemment par leurs gouvernements pour améliorer les conditions dans lesquelles des capitaux privés pouvaient être investis dans leur territoire, ou pour accorder un traitement privilégié aux entreprises étrangères officiellement agréées en raison de l'intérêt qu'elles présentent pour l'économie nationale. Un représentant a signalé qu'il pouvait être intéressant pour les gouvernements d'avoir à leur disposition un recueil aussi complet et aussi à jour que possible des lois et règlements adoptés dans divers pays au sujet des investissements privés étrangers. En ce qui concerne la protection de ces investissements, on a mentionné de nouveau la possibilité de développer les organes internationaux d'arbitrage.

218. Les membres du Conseil ont exprimé leur satisfaction du rapport du Secrétaire général. En réponse à une question relative à la présentation de renseignements détaillés sur les bénéfices des entreprises établies à l'étranger, le représentant du Secrétaire général a exposé les difficultés techniques qui limitent les renseignements que l'on peut fournir sur les bénéfices des investissements étrangers et leur distribution ou leur réinvestissement. Tenant compte du rapport étroit qui existe entre les investissements privés et les dons ou prêts intergouvernementaux, le Conseil a envisagé de grouper l'étude et l'examen de ces deux catégories de mouvements de capitaux dans une étude générale du problème que pose le financement du développement économique au moyen de capitaux étrangers. A l'issue des débats, le Conseil a adopté la résolution 780 (XXX) dont il a déjà été question au paragraphe 201 ci-dessus, tendant à faciliter l'accessibilité, le rassemblement et l'analyse de toutes les données et renseignements possibles sur cette question, ainsi que l'étude et l'analyse de l'ensemble des mouvements de capitaux, particulièrement en ce qui concerne les pays insuffisamment développés.

INDUSTRIALISATION ET PRODUCTIVITE³⁸

219. A sa vingt-neuvième session, le Conseil était saisi du quatrième rapport concernant les progrès réalisés dans le programme de travail sur l'industrialisation (E/3328³⁹), établi par le Secrétaire général en application de la résolution 597 A (XXI), et qui comprenait également des propositions concernant les travaux futurs dans ce domaine, soumises par le Secrétaire général en application de la résolution 709 A (XXVII); d'une note du Secrétariat destinée à permettre au Conseil

³³ E/AC.6/SR.282 et 283; E/SR.1111.

³⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

³⁵ Conformément à la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale, modifiée par la résolution 1035 (XI), suivant laquelle une étude générale serait publiée tous les trois ans et des rapports annuels intérimaires dans l'intervalle.

³⁶ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 59.II.D2.

³⁷ E/AC.6/SR.289; E/SR.1132.

³⁸ Voir aussi, plus loin, par. 628.

³⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour.

d'étudier plus facilement la possibilité de créer une commission du développement industriel (E/L.851)⁴⁰; du troisième numéro du *Bulletin de l'industrialisation et de la productivité*⁴¹; et de plusieurs études rédigées par le Secrétariat conformément au programme de travail (E/L.855).

220. Le débat⁴² a essentiellement porté sur deux questions: celle de la création d'un organe subsidiaire du Conseil chargé de traiter des problèmes du développement industriel, et celle du programme de travail sur l'industrialisation. La première de ces questions a été portée devant le Conseil en application de la résolution 1431 (XIV) de l'Assemblée générale, qui recommandait au Conseil d'étudier la possibilité de créer prochainement une commission du développement industriel.

221. De l'avis de plusieurs membres, l'Assemblée générale n'avait pas précisé la forme à donner au nouvel organisme. Le Conseil, pleinement responsable des questions relatives à la création de ses organes subsidiaires, était libre de choisir entre un comité permanent, une commission technique ou un groupe consultatif d'experts. La plupart des membres de ce groupe préféraient la première solution: en créant un comité permanent, estimaient-ils en effet, le Conseil indiquerait que les fonctions du nouvel organe consisteraient essentiellement à aider le Conseil à arrêter des principes directeurs. Les travaux d'un comité permanent seraient plus étroitement intégrés à ceux du Conseil que ceux d'une commission technique (c'est le cas par exemple du Comité de l'assistance technique, auquel le nouvel organe ressemble par certains côtés). En outre, un comité permanent serait un organe intergouvernemental dont les membres siègeraient en qualité d'experts mais représenteraient aussi leurs gouvernements respectifs. Une commission ne pourrait comprendre qu'un seul représentant de chaque délégation, alors que le comité pourrait grouper des délégations composées de plusieurs experts hautement qualifiés. Un comité, enfin, pourrait être créé plus rapidement qu'une commission. D'autres membres de ce groupe, tout en préférant la troisième solution, se sont déclarés prêts à se ranger à la première, qu'ils considéraient comme une solution de compromis.

222. Pour d'autres membres du Conseil, le seul moyen d'appliquer correctement la résolution 1431 (XIV) de l'Assemblée générale était de créer une commission technique, c'est-à-dire un organisme mieux équipé pour servir les intérêts des pays sous-développés. L'Assemblée générale risquerait de critiquer sévèrement une décision du Conseil tendant à créer un comité. Certains pays ne donneraient à cet organisme qu'une valeur provisoire et pourraient soulever la question de créer par la suite un organisme plus indépendant et doté de responsabilités plus vastes. Pour ces représentants, ni le comité que l'on se proposait de créer, ni son mandat, n'étaient suffisants pour remplir l'importante mission de l'ONU dans le domaine de l'industrialisation, mission dont l'importance justifierait amplement la création d'une institution spécialisée.

223. Un autre groupe de membres, enfin, pensaient qu'un comité permanent ou une commission technique satisferait avec une égale efficacité les besoins des pays sous-développés. Certains d'entre eux, cependant, tenaient absolument à ce que des experts siègent au sein

de ce nouvel organe. D'autres ont souligné que la création d'un comité permanent n'empêcherait pas de convoquer, à la demande du comité ou du Secrétaire général, un groupe consultatif restreint chargé de présenter des recommandations relatives au programme de travail sur l'industrialisation. Quant à la question de la représentation, chaque gouvernement serait libre de choisir, en fonction de sa propre organisation et du niveau de son développement industriel, d'être représenté par des personnes exerçant des fonctions de premier plan dans la planification ou la réalisation de leur développement économique national ou par des spécialistes des questions d'industrialisation.

224. Les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître que la composition du nouvel organe devrait être plus étendue que celle du Conseil lui-même et tenir dûment compte du principe de la répartition géographique. Pour certains, toutefois, il ne fallait pas donner une représentation égale aux pays industrialisés et aux pays moins industrialisés, car ce serait favoriser les premiers, qui ne représentent que l'Europe et l'Amérique du Nord, alors que les autres couvrent trois continents. Il conviendrait d'assurer une représentation adéquate des pays sous-développés, le développement industriel de ces pays étant le but principal du comité. D'autres représentants, enfin, se sont opposés à l'admission des Etats membres des institutions spécialisées, étant donné que certains Etats ont pu faire partie de ces institutions tandis que d'autres n'y ont pas été admis.

225. Les membres du Conseil ont reconnu que le comité envisagé ne devrait en aucune façon empiéter sur les activités des commissions économiques régionales; il devrait aider le Conseil à maintenir la liaison entre les activités qu'exercent, dans le domaine de l'industrialisation, toutes les organisations faisant partie du groupe des Nations Unies et les autres organismes travaillant dans le même domaine.

226. A l'issue du débat, le Conseil a adopté la résolution 751 (XXIX) aux termes de laquelle elle a créé, à titre permanent, un Comité du développement industriel, composé des 18 membres du Conseil et de six membres supplémentaires choisis parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en tenant dûment compte du principe de la répartition géographique et de la représentation adéquate des pays sous-développés. Le Comité, qui est autorisé à siéger, avec l'approbation du Conseil, pendant que le Conseil n'est pas en session, est chargé de donner au Conseil des avis sur les questions touchant l'accélération, par les pays peu industrialisés, de leur développement industriel; à ce effet, le Comité: a) examinera pour le Conseil le programme de travail dans le domaine de l'industrialisation et fera des recommandations concernant son développement ultérieur; b) organisera, proposera, et encouragera des études et cycles d'étude portant sur certaines techniques et méthodes précises, notamment les questions de production, de gestion, de distribution, d'écoulement des produits, d'établissement des programmes économiques, et les questions financières, fiscales et administratives; c) entreprendra, proposera ou encouragera le rassemblement, l'évaluation et la diffusion des renseignements fournis par ces études et d'autres renseignements touchant l'industrialisation; d) exercera toutes autres fonctions appropriées que le Conseil pourra, le cas échéant, lui confier.

227. Après quelques échanges de vues, les membres du Conseil ont décidé d'élire les six membres supplé-

⁴⁰ *Ibid.*, point 7 de l'ordre du jour.

⁴¹ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 60.II.B.1.

⁴² E/SR.1102 à 1105, 1109 et 1111; E/AC.6/SR.274 à 277 et 279.

mentaires du Comité à la vingt-neuvième session. Ont été élus l'Inde, le Mexique, le Pakistan, le Pérou, la République arabe unie et la Yougoslavie.

228. A la trentième session, le Conseil a décidé⁴³ que le Comité se réunirait le 27 mars 1961 et que le mandat des six membres élus à la vingt-neuvième session commencerait à courir à compter du 1er janvier 1961.

229. Pour ce qui est du programme de travail sur l'industrialisation, la plupart des membres du Conseil ont approuvé dans l'ensemble les propositions du Secrétaire général pour 1960-1961, dans le domaine de la recherche comme en ce qui concerne l'appui technique des opérations des Nations Unies dans le secteur industriel. On a proposé, cependant, de consacrer essentiellement le programme à l'étude des problèmes généraux que posent les principes et les mesures à appliquer au développement industriel, en les abordant sous l'angle macroéconomique au lieu de reprendre les études industrielles plus limitées et plus techniques sur lesquelles le Secrétariat insistait jusqu'à présent, et auxquelles il a continué de donner une place de choix dans ses propositions sur les travaux à venir.

230. Pour d'autres délégations, par contre, les études microéconomiques répondent mieux aux instructions de la résolution 709 A (XXVII). L'intérêt d'études portant par exemple sur l'utilisation de modèles pour la planification à long terme dans les pays sous-développés, les méthodes à suivre pour l'évaluation économique des projets industriels et connexes, et la demande à long terme de matériel industriel dans les pays sous-développés est contestable, vu la nature purement théorique de ces études.

231. D'autres représentants ont fait remarquer que l'on s'était efforcé jusqu'à présent de maintenir, dans le programme de travail, un équilibre entre les études macroéconomiques et les études microéconomiques, et que c'était là effectivement l'attitude à adopter, car on ne saurait négliger les unes aux dépens des autres.

232. Parmi les travaux proposés par le Secrétaire général, quelques-uns ont retenu tout particulièrement l'attention d'un grand nombre de représentants; il s'agit notamment de l'étude des problèmes de l'utilisation de matériel industriel dans les pays sous-développés et de certaines études portant sur l'établissement des programmes d'industrialisation. On a également insisté sur l'importance qu'il y a à entreprendre rapidement l'exécution du projet relatif au rassemblement, à l'analyse et à la diffusion des données sur l'expérience acquise en ce qui concerne l'assistance technique multilatérale, régionale, bilatérale et nationale dans le domaine de l'industrialisation et des ressources en énergie, que le Conseil avait chargé le Secrétaire général d'entreprendre dans sa résolution 740 C (XXVIII). L'étude des mesures destinées à faciliter la fourniture de matériel aux pays sous-développés a également été recommandée comme méritant une haute priorité.

233. Lors du débat sur le programme de travail, le Conseil n'a pas perdu de vue la question du mandat de son nouvel organe subsidiaire chargé des questions de développement industriel. Il a paru à certains membres que le Conseil devrait le guider fermement vers l'établissement d'un programme de travail à plus long terme. Pour d'autres, le nouvel organisme ne devrait pas être trop limité par son mandat, et devrait avoir la possibilité d'effectuer des études dans les domaines qui lui

sembleront le plus approprié. Plusieurs membres ont suggéré que le Secrétaire général présente de nouvelles propositions pour un programme de travail à plus long terme et plus vaste. Le représentant du Secrétaire général a fait remarquer que le Secrétariat se trouverait une fois de plus dans une situation assez difficile, ayant proposé un programme de travail dans le domaine de l'industrialisation que le Conseil n'aurait pas entièrement accepté sans l'avoir pour autant rejeté; il a ajouté que le Secrétariat devait considérer les recommandations du Comité consultatif, avec lequel il avait étroitement coopéré, comme un point de départ.

234. A l'issue du débat relatif au programme de travail, le Conseil a adopté une résolution [757 (XXIX)] dans laquelle il félicitait le Secrétaire général des travaux effectués jusqu'alors dans le domaine de l'industrialisation; approuvait les propositions du Secrétaire général relatives au programme de travail de 1960-1961, à mettre en œuvre avec les ressources qui sont actuellement disponibles ou que l'on peut raisonnablement escompter; et priait le Secrétaire général de soumettre des propositions concernant un programme de travail d'une plus vaste portée et à plus long terme dans le domaine du développement industriel, en indiquant, le cas échéant, les incidences financières de ce programme et en tenant compte du rapport du Comité consultatif chargé d'étudier le programme de travail dans le domaine de l'industrialisation, aux fins d'examen par le Comité du développement industriel et, à la lumière du rapport du Comité permanent, par le Conseil lors de sa trente et unième session.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

Ressources hydrauliques

235. A sa vingt-neuvième session, le Conseil économique et social était saisi du premier rapport biennal du Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques (E/3319⁴⁴), présenté conformément à la résolution 675 (XXV) du Conseil pour rendre compte des progrès accomplis. Ce rapport traitait de la création et des fonctions du Centre, de l'organisation de la coordination et de l'action concertée, et de l'état d'avancement des projets. Il contenait en outre des recommandations concernant les travaux futurs et, en annexe, un résumé des travaux entrepris par les divers organismes des Nations Unies qui se sont intéressés à cette question. On y examinait notamment les projets relatifs aux techniques d'étude des ressources en eau, à l'évaluation du débit des cours d'eau, à la terminologie des ressources hydrauliques, à la mise en valeur des ressources en eaux souterraines, aux problèmes que pose la pollution des eaux et au développement des bassins fluviaux. On y signalait aussi un certain nombre d'autres problèmes jugés prioritaires. Ainsi, il serait nécessaire d'entreprendre des enquêtes nationales sur les ressources hydrauliques et leur utilisation, ce qui constituerait un premier pas vers une solution générale de la question des ressources hydrauliques, dans la perspective du développement économique passé et à venir. Un autre problème concerne les bassins fluviaux internationaux; on a estimé qu'il conviendrait de faire des enquêtes préliminaires sur certains bassins fluviaux, en commençant par une étude des services gouvernementaux qui s'occupent déjà des divers aspects et objectifs de la mise en valeur des ressources hydrauliques dans l'aire de drainage considérée.

⁴³ E/SR.1132.

⁴⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Supplément spécial.

On proposait en outre de confier au Centre le soin de faire une étude sur l'utilité et le coût de l'eau selon l'usage auquel elle est destinée, afin de fournir des indications aux administrateurs et aux responsables dont dépend l'élaboration de la politique en matière de ressources hydrauliques, y compris la répartition de l'eau dans les régions où elle est rare. Enfin, l'attention du Conseil était attirée sur la nécessité d'entreprendre une étude des aspects économiques de la déminéralisation de l'eau saumâtre ou de l'eau de mer et en particulier de déterminer les zones et les conditions dans lesquelles ce procédé présente un intérêt économique.

236. Au cours du débat⁴⁵, certains membres du Conseil ont félicité le Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques de son premier rapport et ont exprimé leur satisfaction devant les progrès accomplis. Certains représentants ont souligné l'importance du rôle que pourrait jouer le Centre comme organe de coordination et ont noté avec approbation qu'il se proposait de développer ses relations avec d'autres organismes gouvernementaux ou privés travaillant dans le même domaine.

237. A propos du paragraphe dans lequel le Centre insiste sur la nécessité de rassembler, au moyen d'études des ressources hydrauliques, les faits à partir desquels on pourra formuler et appliquer une politique, on a suggéré de lui confier la rédaction d'un manuel où seraient définis des critères et des normes pour l'élaboration des projets de mise en valeur des ressources hydrauliques. Il pourrait rédiger ultérieurement des manuels du même genre sur d'autres projets comme les canaux, les barrages et les ouvrages de protection contre les inondations.

238. Certains représentants ont insisté tout particulièrement sur la recommandation du Centre concernant l'étude générale de certains bassins fluviaux internationaux. On a estimé que ces études seraient très utiles pour beaucoup de pays sous-développés. Un représentant a toutefois exprimé des doutes sur le rôle que pourrait jouer le Centre en ce qui concerne le droit international applicable aux fleuves communs à plusieurs pays.

239. On a également émis l'opinion que les études théoriques, tout en ayant une certaine importance, étaient moins urgentes que des travaux fondés sur l'expérience acquise dans les diverses régions du monde, dont les pays sous-développés devraient pouvoir profiter. On a recommandé aussi de continuer à convoquer des réunions de spécialistes des problèmes courants déjà résolus par les pays plus évolués.

240. A l'issue de la discussion, le Conseil a adopté une résolution [759 (XXIX)] dans laquelle il félicitait le Centre de ses premiers travaux, approuvait l'ordre de priorité des travaux futurs exposé au chapitre IV du rapport biennal, maintenait également l'ordre de priorité prévu dans sa résolution 675 (XXV) et recommandait au Centre de faire une place, dans son programme de travail, à l'élaboration de normes et de critères pour la mise au point et l'étude de projets relatifs aux ressources hydrauliques.

Conférence sur les sources nouvelles d'énergie

241. A sa trentième session, le Conseil était saisi d'un rapport (E/3371⁴⁶ et Add.1 et 2), préparé par le

Secrétaire général en application de la résolution 710 A (XXVII) du Conseil. Ce rapport décrivait les préparatifs faits par le Secrétaire général en vue de la réunion d'une conférence des Nations Unies qui étudierait l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie géothermique, considérées spécialement du point de vue de leurs applications. Il indiquait que la conférence devait se tenir en Europe du 21 au 31 août 1961 et exposait les résultats des trois réunions préliminaires d'experts qui avaient eu lieu à Madrid du 23 au 28 mai, à Grenoble du 14 au 17 juin et à Rome du 27 juin au 2 juillet 1960 respectivement. Ces réunions avaient amené à modifier le libellé des diverses questions à inscrire à l'ordre du jour de la conférence et avaient arrêté une série de directives à l'intention des participants qui voudraient présenter des communications sur telle ou telle question. Le rapport expliquait aussi que l'on se proposait de tenir simultanément deux séries de séances pendant la conférence, l'une consacrée aux nouvelles sources productrices de courant, et l'autre aux autres usages de l'énergie solaire. Enfin, on envisageait que quatre catégories de participants assisteraient à la conférence: des fonctionnaires ou des personnalités choisies par le gouvernement des divers Etats Membres, des spécialistes choisis pour rédiger des communications ou présider aux discussions, des représentants de l'ONU et des institutions spécialisées, et enfin des représentants des organisations internationales intéressées et des sociétés savantes.

242. Au cours du débat⁴⁷, des membres du Conseil se sont déclarés satisfaits des préparatifs faits en vue de la conférence. On a pleinement reconnu l'importance des sources nouvelles d'énergie, notamment dans les régions peu développées où les ressources classiques font défaut ou lorsque l'utilisation de ces ressources serait trop onéreuse. Certaines délégations qui, dans le passé, avaient douté de l'intérêt de la conférence, ont indiqué qu'elles avaient changé d'avis. En ce qui concerne les participants à la conférence, plusieurs membres ont exprimé l'opinion qu'il serait souhaitable que les fonctionnaires agissent en leur qualité de spécialistes plutôt qu'en tant que représentants de services gouvernementaux: les échanges de vues et d'expérience seraient vraisemblablement plus constructifs ainsi. On a proposé que les pays peu développés utilisent les bourses offertes au titre des programmes d'assistance technique des Nations Unies pour aider leurs techniciens à participer à la conférence. Certains membres ont indiqué qu'ils ne voyaient pas d'objection à cette proposition à condition qu'elle ne signifie pas l'abandon des principes régissant normalement l'assistance technique.

243. Au cours du débat, l'observateur de l'Italie a offert, au nom de son gouvernement, d'accueillir la conférence.

244. Le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution [779 (XXX)] dans laquelle il félicitait le Secrétaire général pour son rapport et prenait note avec satisfaction des résultats des réunions d'experts, approuvait les dispositions prévues pour la conférence qui doit avoir lieu du 21 au 31 août 1961, et acceptait avec satisfaction l'offre faite par le Gouvernement italien. Le Conseil appelle l'attention des gouvernements des Etats Membres et tout spécialement celle des gouvernements des pays sous-développés sur les facilités que leur offraient les programmes d'assistance technique des Nations Unies pour l'octroi de bourses et d'autres formes d'assistance qui leur permettraient de tirer profit de la conférence. Enfin, il invitait le Secrétaire général à

⁴⁵ E/AC.6/SR.274, 277, 278; E/SR.1111.

⁴⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

⁴⁷ E/AC.6/SR.288; E/SR.1132.

faire rapport à sa trente-troisième session sur les travaux et les résultats de la conférence.

Ressources pétrolières

245. A sa vingt-neuvième session, le Conseil était saisi également d'un rapport du Secrétaire général sur les ressources pétrolières (E/3324⁴⁸). Dans ce rapport, qui donnait suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 740 B (XXVIII), on trouvait des renseignements sur les études faites jusqu'alors par l'Organisation des Nations Unies et ses organes subsidiaires, un exposé du programme d'assistance technique et de développement mis en œuvre sous les auspices de l'ONU dans le domaine des ressources pétrolières, conformément à la résolution 1425 (XIV) de l'Assemblée générale, et des suggestions concernant les travaux qu'il serait possible d'entreprendre dans l'avenir. En outre, le Secrétaire général a soumis au Conseil les comptes rendus des débats que l'Assemblée générale avait consacrés à la question des ressources pétrolières, à sa quatorzième session⁴⁹.

246. Au cours des débats du Conseil⁵⁰, on a exprimé l'opinion qu'en raison de l'importance de la question, on devrait demander au Secrétaire général de poursuivre son étude et de rassembler tous les renseignements disponibles pour que l'Assemblée générale en prenne connaissance à sa quinzième session. Plusieurs représentants ont proposé que la coopération internationale en vue de la mise en valeur des ressources pétrolières porte désormais principalement sur le recrutement et la formation de personnel local qualifié, aux différents niveaux, sur la fourniture et la fabrication de matériel pour l'extraction, le raffinage et le transport du pétrole dans les pays sous-développés, ainsi que sur l'échange de renseignements et de conseils pratiques sur l'extraction et le raffinage du pétrole. Ils ont proposé en outre de prier le Secrétaire général de transmettre son rapport (E/3324) aux gouvernements et de les consulter sur les possibilités de coopération et d'aide internationales par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines énumérés plus haut, d'inviter les institutions spécialisées compétentes à indiquer dans quelle mesure elles pourraient contribuer à aider les pays sous-développés à exploiter leur industrie et leurs ressources pétrolières en général, et de prier le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale, à sa quinzième session, les observations des gouvernements et les rapports des institutions spécialisées.

247. D'autres représentants ont estimé que cette proposition était assez semblable à de précédents projets de résolution que ni l'Assemblée ni le Conseil n'avaient approuvés.

248. A la fin du débat, le Conseil a adopté une résolution [758 (XXIX)] dans laquelle il notait avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées avaient été en mesure de donner suite aux demandes adressées jusqu'ici par les Etats Membres concernant des études ou des réunions consacrées à des problèmes communs, ainsi qu'aux demandes d'assistance technique ou d'assistance directe de nature plus particulière visant à hâter la mise en valeur des ressources pétrolières dans les pays sous-développés; constatait avec satisfaction que le Secrétaire général

avait donné, dans son rapport, l'assurance que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées étaient en mesure de continuer à répondre aux demandes d'assistance de cet ordre formulées par des Etats Membres; prenait acte des conclusions du rapport selon lesquelles les Etats Membres jugeraient peut-être utile d'accorder une attention accrue à la mise en valeur des ressources pétrolières dans les pays sous-développés, ainsi qu'à la formation plus poussée de techniciens du pétrole, à la fourniture de laboratoires et d'autres moyens de formation, et aux problèmes de l'utilisation rationnelle des combustibles, et notait que les commissions économiques régionales, lorsqu'elles l'avaient jugé approprié et à la demande de leurs membres, avaient inscrit l'étude desdits problèmes à leurs programmes de travail passés ou à venir. Le Conseil invitait le Secrétaire général et le Président-Directeur du BAT à continuer de fournir une assistance aux gouvernements qui le demanderaient, dans les mêmes conditions qu'actuellement, et à organiser des cycles d'étude sur les techniques de la mise en valeur des ressources pétrolières, avec la coopération des institutions spécialisées; il exprimait l'espoir que les organisations non gouvernementales et les organisations privées compétentes seraient invitées à participer à ces cycles d'étude. Enfin, le Conseil priait le Secrétaire général de porter à son attention toute augmentation sensible du volume des demandes de services d'experts pétroliers présentées par des pays sous-développés et auxquelles les moyens et programmes existants ne permettaient pas de répondre d'une manière satisfaisante.

Rapport de la Commission des Nations Unies pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles

249. Par sa résolution 1314 (XIII), relative au point de l'ordre du jour intitulé "Recommandations concernant le respect, sur le plan international, du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes", l'Assemblée générale a décidé de créer une commission chargée de procéder à une enquête approfondie sur la situation de la souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles et de formuler, le cas échéant, des recommandations tendant à la renforcer. Elle a décidé en outre que, dans cette enquête, il serait dûment tenu compte des droits et des devoirs des Etats conformément au droit international et du fait qu'il importe d'encourager la coopération internationale en matière de développement économique des pays sous-développés. La Commission a été priée de présenter un rapport au Conseil économique et social.

250. La Commission est composée de neuf membres: Afghanistan, Chili, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Pays-Bas, Philippines, République arabe unie, Suède et Union des Républiques socialistes soviétiques. Elle a tenu deux sessions, du 18 au 22 mai 1959 et du 16 février au 17 mars 1960.

251. A sa première session, la Commission a décidé de confier au Secrétariat la préparation d'une étude sur l'état de la question de la souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles et d'inviter les gouvernements, les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales à fournir dans ce domaine des renseignements qui seraient incorporés dans l'étude du Secrétariat.

252. A sa deuxième session, la Commission a examiné l'étude préliminaire rédigée par le Secrétariat

⁴⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour.

⁴⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Deuxième Commission, 613ème, 621ème, 633ème et 636ème séances.

⁵⁰ E/AC.6/SR.280, 281; E/SR.1111.

(A/AC.97/5 et Add.1). Elle a adopté une résolution (E/3334⁵¹, par. 13) dans laquelle elle a prié le Secrétaire général, compte tenu des opinions exprimées par les membres de la Commission, d'inviter les Etats Membres et les institutions spécialisées à vérifier la documentation figurant dans l'étude préliminaire, et à communiquer de nouveaux renseignements pertinents, en ce qui concerne les questions de leur ressort. Elle a en outre prié le Secrétaire général de préparer, compte tenu de ces renseignements, un texte révisé de l'étude que la Commission examinerait à sa session suivante et de faire figurer dans l'étude révisée des références appropriées aux décisions, rapports et études de l'Organisation des Nations Unies sur les droits et les devoirs des Etats en droit international et sur la coopération internationale en vue du développement économique des pays sous-développés. La Commission a exprimé l'espoir que les Etats Membres qui ne l'avaient pas encore fait communiqueraient aussitôt que possible les renseignements voulus.

253. Les opinions exprimées par les membres de la Commission ont été résumées dans le rapport d'activité sur les travaux de la Commission (E/3334-A/AC.97/8) présenté au Conseil à sa vingt-neuvième session. La Commission compte tenir sa troisième session à la fin du mois d'avril 1961 pour examiner la version révisée de l'étude du Secrétariat. Elle soumettrait son rapport définitif au Conseil pour sa trente-deuxième session.

254. A sa vingt-neuvième session⁵², le Conseil a pris acte, sans débat, du rapport d'activité de la Commission.

COOPÉRATION INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE CARTOGRAPHIE

255. A sa vingt-neuvième session, le Conseil était saisi du rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en matière de cartographie (E/3339 et Add.1⁵³) établi en application de la résolution 714 (XXVII), relative à la convocation d'une troisième conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et de la résolution 715 B (XXVII) concernant les projets d'amendements aux spécifications actuelles de la Carte internationale du monde au millionième (CIM).

256. Au cours du débat⁵⁴, les membres du Conseil se sont généralement déclarés en faveur de l'organisation d'une troisième conférence et ont été heureux d'apprendre que le Gouvernement thaïlandais proposait d'accueillir cette conférence à Bangkok au cours du dernier trimestre de 1961 (E/3339, par. 5). Le Conseil a adopté une résolution [761 A (XXIX)] par laquelle il priait le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour organiser la conférence en conséquence et d'assurer notamment l'établissement d'un ordre du jour provisoire d'après les propositions émises par les gouvernements, ainsi que l'envoi d'invitations aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et aux organisations intergouvernementales intéressées.

257. On a également proposé de convoquer une conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, cette région ayant plus que toute autre besoin

de données cartographiques de base et requérant une assistance considérable pour effectuer les travaux de levés nécessaires. Les conférences cartographiques régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient et les conférences cartographiques panaméricaines ont permis aux pays participants d'échanger des renseignements et des données techniques extrêmement précieux; le succès de ces conférences rend encore plus souhaitable la convocation d'une réunion semblable en Afrique.

258. Dans sa résolution 761 B (XXIX), le Conseil a prié le Secrétaire général d'entamer des consultations avec les gouvernements des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique ainsi qu'avec les institutions spécialisées compétentes et, le cas échéant, d'autres organisations internationales, sur l'opportunité de convoquer une conférence cartographique régionale pour l'Afrique et sur le lieu de réunion et l'ordre du jour de cette conférence. Le Conseil a également prié le Secrétaire général de faire rapport au Conseil, lors de sa trente et unième session, sur les résultats de ces consultations.

259. Lors du débat sur la Carte internationale du monde au millionième⁵⁵ (CIM), les membres du Conseil ont approuvé le passage du rapport du Secrétaire général (E/3339, par. 15), dans lequel il est dit que les divers organismes intéressés continuent d'étudier la question de la coordination des spécifications applicables aux deux cartes internationales au millionième (CIM et CAM) et qu'il serait souhaitable d'obtenir un accord général des parties intéressées, y compris les principaux services de publication, avant que le Conseil adopte une décision sur les amendements aux spécifications.

260. On a noté, en particulier, que les réponses des gouvernements montrent la nécessité d'assouplir les spécifications des séries de la CIM. En outre, certains membres ont estimé que, conformément à la recommandation émise par l'OACI, la question des modifications à apporter à la Carte internationale du monde devrait être examinée par une conférence internationale. La conférence devrait réunir les Etats signataires de la Convention relative à la Carte internationale du monde au millionième, les représentants des organisations scientifiques et des institutions spécialisées intéressées, et des spécialistes de la question. Il serait peut-être utile de réunir un groupe d'experts qui seraient chargés des travaux préparatoires.

261. Par sa résolution 761 C (XXIX), le Conseil a prié le Secrétaire général d'entamer les consultations voulues avec les gouvernements intéressés et les institutions spécialisées et autres organismes internationaux compétents au sujet de la convocation, en 1962 au plus tard, d'une conférence technique internationale qui étudierait et, le cas échéant, réviserait les spécifications applicables aux séries de la Carte internationale du monde au millionième, et de faire rapport au Conseil, lors de sa trente et unième session, sur les résultats de ces consultations.

COOPÉRATIVES

262. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a examiné⁵⁶ un rapport sur les études faites et l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies, l'OIT et la FAO dans le domaine de l'action coopérative⁵⁷ qui

⁵¹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour.

⁵² E/SR.1108.

⁵³ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour.

⁵⁴ E/AC.6/SR.281, 283; E/SR.1111.

⁵⁵ E/AC.6/SR.281, 283; E/SR.1111.

⁵⁶ E/AC.6/SR.278 et 279; E/SR.1111.

⁵⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3321 et Add.1.

lui avait été soumis par le Secrétaire général conformément à la demande exprimée dans la résolution 649 C (XXIII) du Conseil. Certains membres ont fait observer, en y voyant une preuve de l'intérêt persistant du Conseil, qu'il s'agissait là du troisième rapport général dans lequel le Conseil traitait des coopératives en tant qu'instrument structurel du développement économique⁵⁸. Les représentants d'Etats dotés de systèmes économiques différents et parvenus à des étapes diverses du développement économique et politique ont souligné la valeur, dans certaines circonstances, de l'apport des coopératives au développement économique et au progrès social. Entre autres conditions qu'ils jugeaient favorables au développement du mouvement coopératif, plusieurs représentants ont souligné l'importance des programmes de formation adéquats à l'intention des coopérateurs (organisés soit par le mouvement coopératif lui-même, soit par une institution gouvernementale), et à l'intention des dirigeants élus et des employés des coopératives; par ailleurs un cadre légal et administratif approprié est essentiel. Les délégations de plusieurs pays où ces conditions sont déjà remplies ont offert de mettre leur expérience à la disposition des nations moins développées. Dans sa résolution 760 (XXIX), le Conseil a pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général, a félicité le Secrétaire général et les institutions spécialisées intéressées de leurs activités dans le domaine de l'action coopérative, a déclaré attendre avec intérêt l'achèvement des études déjà entreprises, et a prié que l'on continue de fournir l'assistance appropriée aux gouvernements, en particulier à ceux de pays sous-développés, sur leur demande, en vue de la création et du développement de coopératives.

B

PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES⁵⁹

263. A sa trentième session, le Conseil a examiné⁶⁰ le rapport du Secrétaire général sur le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies (E/3366 et Corr.1 et 3⁶¹) où étaient décrits les travaux entrepris en exécution des résolutions 200 (III), 304 (IV), 418 (V), 723 (VIII) et 926 (X) de l'Assemblée générale. Le Conseil a pris également connaissance des renseignements concernant les activités des Nations Unies dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, contenus dans le douzième rapport du Bureau de l'assistance technique au Comité de l'assistance technique (E/3337⁶⁰), ainsi que des recommandations du CAT (E/3419⁶²) sur ces rapports.

264. Le rapport du Secrétaire général (E/3366 et Corr.1 et 2) passait en revue les services fournis aux gouvernements pendant l'année 1959. Conformément à

⁵⁸ Les deux rapports précédents ont été publiés dans *Le progrès rural par l'action coopérative* (publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 1954.II.B.2) et *Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-troisième session, Annexes*, point 5 de l'ordre du jour, document E/2950.

* L'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale contient le point suivant: "Programmes d'assistance technique".

⁵⁹ Pour la question de l'assistance technique pour la lutte contre l'abus des stupéfiants, voir plus loin, chap. V, sect. V.

⁶⁰ E/TAC/SR.207 à 211; 213 à 214; 220; E/SR.1132.

⁶¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes*, point 6 de l'ordre du jour.

⁶² *Ibid.*, Supplément No 5.

la demande du CAT, le rapport présentait, en un document unique, toutes les formes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Ce rapport, qui devait être examiné en même temps que le rapport annuel du BAT au CAT, donnait un résumé des activités entreprises par l'ONU au titre du programme ordinaire et du Programme élargi. Il contenait également des états financiers et des tableaux statistiques complets, y compris les tableaux relatifs à l'assistance technique fournie dans le domaine de l'administration publique qui, les années précédentes, faisait l'objet de rapports distincts.

265. En présentant le rapport au CAT, le Commissaire des Nations Unies à l'assistance technique a signalé (E/TAC/L.211) l'augmentation du nombre des experts en fonctions et des bourses accordées. Il a attribué cette amélioration à l'importance de plus en plus grande que les gouvernements bénéficiaires prêtent à la formation de leurs ressortissants et à l'aide que fournissent les comités nationaux pour le recrutement. Le Commissaire a cependant signalé les difficultés qui, malgré ces progrès, subsistaient dans le recrutement. Il a indiqué que les commissions régionales avaient joué un rôle de plus en plus important dans l'élaboration des programmes. Parlant du Fonds spécial, il a expliqué quels étaient les rapports de cet organisme avec le programme des Nations Unies, ainsi que les avantages réciproques qui résultaient de cette collaboration. A propos de la réorganisation du Secrétariat, le Commissaire a annoncé qu'elle avait déjà amené de nombreuses améliorations tant dans les travaux des services administratifs que dans ceux des services techniques. Il s'est montré préoccupé de voir les ressources disponibles continuer d'être insuffisantes pour répondre à toutes les demandes reçues.

266. Au cours de la discussion, des délégations ont dit qu'elles trouvaient encourageante l'augmentation du nombre des experts en fonctions et des bourses accordées, mais plusieurs représentants ont attiré l'attention des membres du Comité sur l'importance sans cesse croissante des besoins auxquels il fallait faire face, outre ceux auxquels répondaient les programmes actuels. On a noté avec intérêt que les commissions économiques régionales participaient de plus en plus aux travaux d'assistance technique; en réponse aux questions qui lui ont été posées à ce sujet, le Commissaire a expliqué que cette participation consistait à mieux utiliser le personnel disponible, sans augmenter les effectifs. A propos des services consultatifs, on a discuté de l'opportunité de prolonger les missions d'experts le cas échéant et de l'intérêt qu'il y aurait à leur adjoindre de bons homologues locaux. En ce qui concerne les programmes de formation, un certain nombre de délégations ont jugé particulièrement intéressants les projets dans lesquels les services d'experts pouvaient être complétés par une formation donnée sur place ou grâce à des bourses d'études et d'observation à l'étranger. Plusieurs représentants ont exprimé le vœu qu'à l'avenir les services d'experts et les possibilités de formation offerts à leur pays soient davantage mis à profit.

267. Le Comité a félicité le Secrétariat des modifications apportées à la présentation du rapport conformément aux demandes qui en avaient été faites à la vingt-huitième session.

268. Sur la recommandation du CAT, le Conseil, dans sa résolution 789 (XXX), a pris acte avec satis-

ASSISTANCE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE*

269. A sa trentième session, le Conseil a examiné⁶⁴ un rapport provisoire du Secrétaire général sur l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (E/3370 et Corr.1⁶⁵), qui lui était soumis conformément à la demande qu'il avait formulée à sa vingt-huitième session.

270. Présentant le rapport au nom du Secrétaire général, le Commissaire des Nations Unies à l'assistance technique a déclaré que l'expérience avait donné d'excellents résultats. Dans la pratique, on ne s'était heurté à aucune difficulté pour trouver du personnel qualifié ou pour le faire accepter par le personnel national et on n'avait remarqué à aucun moment une tendance de ces fonctionnaires internationaux à rester à titre permanent dans les administrations nationales. Les pays bénéficiaires s'étaient montrés entièrement favorables au programme et en appréciaient les résultats. Ils avaient été unanimes à demander qu'on lui donne un caractère permanent. Le Commissaire a signalé que l'insuffisance des ressources empêchait d'entendre davantage la portée du programme. Au 15 mai 1960, 167 demandes d'assistance avaient été reçues. Il était nécessaire d'apporter le plus grand soin à la mise en œuvre du programme pour assurer une répartition géographique équitable du nombre limité de fonctionnaires et de tenir compte de l'ordre de priorité à observer.

271. Au nom du Secrétaire général, le Commissaire a exprimé l'espoir que le programme serait poursuivi sur une base continue et que l'on pourrait réunir des ressources en rapport avec les besoins.

272. Les membres du CAT, qui a examiné la question au nom du Conseil, se sont en général déclarés pleinement satisfaits du programme et de la manière dont il était mis en œuvre. Certains membres qui, lors des sessions précédentes, avaient exprimé quelques doutes concernant le programme, ont dit que leurs craintes n'avaient plus de raison d'être; d'autres en revanche ont continué à contester l'opportunité d'employer du personnel international dans des administrations nationales. De l'avis général, le caractère expérimental du programme avait répondu au but que l'on s'était proposé d'atteindre et le programme méritait d'être poursuivi dans le cadre des activités d'assistance technique de l'ONU.

273. Sur la proposition du CAT, le Conseil a adopté une résolution [790 (XXX)] dans laquelle il recommandait à l'Assemblée générale d'organiser le programme d'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration sur une base continue dans le cadre des programmes des Nations Unies. Le Conseil demandait en outre à l'Assemblée générale d'examiner favorablement la possibilité d'augmenter les ressources du programme pour répondre aux demandes de plus en plus nombreuses dont faisait l'objet cette forme d'assistance⁶⁶.

PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE*

274. A la reprise de sa vingt-huitième session⁶⁷, le Conseil avait autorisé le Bureau de l'assistance technique à élaborer le Programme élargi d'assistance technique pour 1961-1962 conformément aux procédures qui avaient été proposées par le Bureau pour appliquer les décisions prises par le Conseil dans sa résolution 735 (XXVIII) touchant la planification, l'approbation et l'exécution du Programme sur une base de deux ans.

275. A sa trentième session⁶⁸, le Conseil était saisi du rapport du Comité de l'assistance technique (E/3312⁶⁹) sur la session qui s'était tenue en novembre et décembre 1959, session au cours de laquelle le Comité avait approuvé les activités du Programme pour 1960 et autorisé le BAT à allouer des fonds aux organisations participantes pour la mise en œuvre des projets approuvés⁷⁰.

276. Le Conseil était également saisi du rapport annuel du BAT au CAT (E/3337⁷¹ et Add.1) et des rapports du CAT (E/3408 et E/3419⁶⁹) sur la session du Comité qui s'est tenue de juin à août 1960. Le Conseil a noté que, pendant sa session, le CAT avait examiné les rapports du BAT sur les procédures d'élaboration des programmes à l'échelon national (E/TAC/96, E/TAC/97) et sur les arrangements relatifs aux dépenses locales (E/TAC/98), une communication de l'OACI concernant une augmentation du nombre des projets régionaux de l'OACI au titre du Programme élargi (E/3376) et une communication du Secrétaire général de l'UIT sur le montant des sommes dont l'Union aurait besoin pour couvrir les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution nécessaires pour soutenir ses activités dans les domaines de l'assistance technique pendant la période 1961-1962 (E/TAC/99). Le CAT avait également étudié la question de la répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre les budgets ordinaires des organisations participantes et le budget du Programme élargi, et examiné la possibilité de modifier l'appellation des programmes d'assistance technique.

Examen des activités de 1959

278. Le Comité de l'assistance technique passait en revue les activités du Programme en 1959 et notait que les dépenses consacrées au Programme avaient été de 3 pour 100 inférieures à celles de l'année précédente, les contributions volontaires ayant accusé une diminution de près de 1 million de dollars par rapport à 1958. Ceci était d'autant plus décevant qu'il avait été prévu que le Programme pour 1959 atteindrait un niveau plus élevé que celui de 1958. Malgré cette réduction inattendue des ressources disponibles, il avait été possible d'aider environ 102 pays et territoires en 1959 et d'entreprendre de nouveaux projets dans presque tous les

* L'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale contient le point suivant: "Programme d'assistance technique".

⁶⁷ E/SR.1090.

⁶⁸ E/TAC/SR.207 à 211; 213 et 214; 220, 224 et 225; E/SR.1132.

⁶⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour.

⁷⁰ Le 5 décembre 1959, l'Assemblée générale a confirmé, dans sa résolution 1432 (XIV), l'allocation de fonds aux organisations participantes pour le Programme de 1960.

⁷¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 5.

⁶³ Voir également ci-après, par. 634.

* Question faisant partie d'un point de l'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale.

⁶⁴ E/TAC/SR.221, 223; E/SR.1132.

⁶⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour.

⁶⁶ Voir également ci-après, par. 635.

domaines d'activité, et notamment beaucoup de projets dans des pays d'Afrique en voie de développement rapide. L'assistance prêtée à l'Afrique avait augmenté légèrement, mais, en raison de la situation financière, cet accroissement n'avait été obtenu qu'au prix d'une réduction correspondante de l'assistance fournie aux autres régions. Le Comité se félicitait de constater que, alors que pendant trois ans le nombre de bourses avait diminué, le total des bourses accordées en 1959 avait augmenté de 20 pour 100 environ; en revanche, le nombre des experts avait diminué ainsi que l'assistance prêtée au titre du Programme sous la forme de matériel et de fournitures. Le Comité relevait avec satisfaction que les experts provenaient de 64 pays différents et que, dans une proportion importante, ils étaient recrutés dans des pays qui recevaient eux-mêmes une assistance technique. Certains des membres du Comité estimaient toutefois qu'il serait possible d'élargir encore le champ de recrutement; ils s'étaient également déclarés préoccupés par la diminution de l'aide prêtée au titre du Programme sous la forme de matériel et de fournitures.

279. En ce qui concerne l'examen critique du Programme, plusieurs membres du Comité s'étaient félicités de la façon objective et réaliste dont le BAT avait examiné les activités poursuivies en 1959 et du fait que tous ceux qu'intéressaient les activités du Programme accordaient une importance croissante à l'examen critique du Programme. On avait fait observer aussi que l'assistance technique ne devait pas être considérée comme une fin en soi, mais comme un moyen de mettre les pays bénéficiaires mieux en mesure de développer eux-mêmes leur économie.

280. Le Comité avait examiné les résultats préliminaires d'une vaste étude entreprise par le BAT sur les instituts et centres de formation qui bénéficiaient d'une assistance technique au titre du Programme élargi. Il notait que ces instituts de formation constituaient un moyen plus économique de dispenser une formation technique que les bourses d'étude à l'étranger. Toutefois, le Comité estimait que, malgré les avantages évidents qu'il y avait à dispenser la formation dans des instituts nationaux ou régionaux, le besoin des moyens de formation existant à l'étranger se ferait encore grandement sentir et qu'en fin de compte les deux méthodes se révéleraient complémentaires.

281. Le Comité se félicitait des étroites relations de travail qui avaient été établies entre le Programme élargi et le Fonds spécial et qui ressortaient avec évidence de l'emploi commun fait des services des représentants résidents du BAT et de la création d'un service administratif commun au Siège⁷².

282. Au sujet des opinions exprimées par le CAC touchant le rôle et les statuts des représentants résidents (E/3368⁷³, par. 9), le Comité reconnaissait que la formation, en peu de temps, d'un certain nombre d'Etats nouveaux en Afrique obligerait à nommer un plus grand nombre de représentants résidents qui, dans les premiers temps de l'indépendance de ces Etats, auraient un rôle particulièrement important à jouer. Le Comité soulignait la nécessité de garder une représentation de qualité en recrutant des hommes et des femmes d'une compétence exceptionnelle et d'un jugement mûr. Certains membres avaient jugé qu'il serait souhaitable d'augmenter quelque peu la rétribution qui leur était assurée, d'améliorer les conditions dans lesquelles les

représentants résidents s'acquittaient de leur mission, et aussi de renforcer l'appareil administratif sur lequel ils pouvaient s'appuyer dans l'exercice de leurs fonctions⁷⁴.

283. Dans sa résolution 784 (XXX), le Conseil a pris acte avec satisfaction du rapport du BAT au CAT (E/3337 et Add.1).

Situation financière du Programme

284. Le Comité constatait avec regret qu'en 1959 le niveau des contributions était, pour la première fois, inférieur à celui de l'année précédente. On s'attendait à ce que les contributions pour 1960 soient de 12 pour 100 supérieures à celles de 1959. Cet accroissement des ressources disponibles avait permis d'autoriser les organisations participantes à engager des dépenses correspondant à la totalité du Programme approuvé par le CAT pour 1960. Toutefois, le Président-Directeur avait déclaré qu'en raison de la composition des ressources, le Programme approuvé serait sensiblement moins important au stade de l'exécution. En outre, le Comité relevait que, dans nombre de cas, les versements correspondant aux engagements pris et les versements au titre de la contribution des gouvernements aux dépenses locales des années antérieures n'avaient pas encore été effectués et il a souligné la nécessité d'un paiement rapide de ces arriérés. La plupart des membres ont souligné qu'il est important que les monnaies dans lesquelles les contributions étaient versées présentent un degré de convertibilité plus élevé, puisque c'était de cette convertibilité que dépendait directement la faculté, pour les organisations, d'utiliser effectivement les contributions. Certains des membres du Comité avaient fait valoir que les contributions versées par certains gouvernements n'avaient pas été utilisées en totalité et ils avaient demandé instamment que des mesures appropriées soient prises pour améliorer bientôt la situation à cet égard.

285. En ce qui concerne les besoins financiers du Programme pour 1962 et les années suivantes, le Président-Directeur avait souligné que pour fournir aux Etats nouvellement indépendants une assistance technique du même ordre que celle dont bénéficiaient d'autres Etats dont l'étendue et les besoins étaient comparables, sans pour autant réduire les programmes des autres pays, il faudrait prévoir un supplément de 10 millions de dollars au moins pour la période 1961-1962.

286. Les membres du Comité avaient reconnu la nécessité urgente d'augmenter sensiblement les ressources pour 1961 et pour les années suivantes, afin que le Programme puisse contribuer efficacement au développement des nouveaux Etats indépendants, notamment en Afrique, et aux besoins des pays où des circonstances exceptionnelles avaient compromis la situation économique et sociale, tout en permettant un élargissement progressif de l'assistance fournie à tous les pays économiquement sous-développés. Le Comité se félicitait de l'adoption par le Conseil de la résolution 766 (XXX) relative aux mesures à prendre à l'occasion des tremblements de terre du Chili⁷⁵ et de la résolution 768 (XXX) sur les possibilités de coopération internationale en faveur des nouveaux pays indépendants⁷⁶; il notait avec satisfaction que ces résolutions, entre autres, demandaient instamment que l'on fasse des efforts pour augmenter les contributions au Programme élargi. Le Comité soulignait qu'une augmentation considérable se-

⁷² Voir également ci-après, par. 306.

⁷³ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

⁷⁴ Voir également ci-après, par. 333.

⁷⁵ Voir chap. IV, sect. III.

⁷⁶ Voir par. 196 à 198.

rait nécessaire simplement pour faire face aux besoins minimums, sans porter préjudice aux programmes entrepris dans les pays bénéficiant déjà d'une assistance, et il pria le Président-Directeur de porter ces considérations à la connaissance des gouvernements invités à participer à la conférence de 1960 pour les annonces de contributions.

287. En vue de fournir immédiatement une assistance supplémentaire aux pays qui avaient récemment accédé à l'indépendance ou dont on escomptait la prochaine accession à l'indépendance, le Président-Directeur avait proposé au CAT de porter de 5 à 7,5 pour 100 du montant des ressources pour l'année le montant des autorisations d'allocations pour cas d'urgence en 1960. Il avait également suggéré que puisque, pour certains de ces pays, il serait difficile d'établir des programmes détaillés pour 1961-1962 en raison d'un calendrier rigide, le montant des autorisations de dépenses pour cas d'urgence devrait être porté à 10 pour 100. Bien que, dans leur ensemble, les membres du Comité aient approuvé l'idée d'une augmentation pour 1960, ils avaient estimé que les sommes supplémentaires devraient être utilisées principalement, quoique non exclusivement, au profit des nouveaux Etats indépendants et des pays qui accèdent à l'indépendance et que des fonds devraient également être alloués à d'autres pays bénéficiaires afin de mettre en œuvre des projets extrêmement urgents qui n'avaient pu être approuvés faute de ressources.

288. Sur la recommandation du CAT, le Conseil a adopté une résolution [788 (XXX)] par laquelle il décidait, sans pour autant porter préjudice aux activités déployées dans d'autres pays au titre du Programme, d'augmenter, dans une proportion qui toutefois ne dépasserait pas 2,5 pour 100 du montant des recettes prévues, la limite des dépenses qui pourraient être autorisées afin de faire face à des cas d'urgence en 1960, cela principalement afin de fournir une aide accrue aux pays qui avaient récemment accédé à l'indépendance ainsi qu'aux pays dont on escomptait l'accession à l'indépendance en 1960 et 1961.

289. Le Comité avait également décidé que, si le Conseil adoptait les résolutions ci-dessus, le montant maximum des dépenses autorisées pour faire face à des cas d'urgence en 1960 serait augmenté de 825.000 dollars, ce qui porterait à 2.475.000 dollars le montant global des dépenses qui pourraient être autorisées pour l'année. Le Comité avait décidé en outre qu'en préparant le programme pour 1961-1962, le Bureau de l'assistance technique pourrait se fonder sur l'hypothèse que le montant des dépenses autorisées pour faire face aux cas d'urgence resterait fixé à 7,5 pour 100, mais qu'il prendrait une décision ferme en la matière — au sujet de la question d'une nouvelle augmentation du montant maximum pour 1961 — à sa session de novembre 1960.

Procédures d'élaboration des programmes à l'échelon national

290. A sa session tenue en novembre et en décembre 1959, le CAT avait examiné et approuvé les propositions faites par le BAT au sujet de la préparation du Programme pour 1961-1962 pour une période de deux ans, mais il avait ajourné à sa session d'été de 1960 l'examen des modifications qu'il pourrait être nécessaire, en conséquence, d'apporter aux résolutions pertinentes en vigueur, pour la mise en œuvre d'un programme biennal.

291. A la trentième session, le Conseil, sur la recommandation du CAT, qui avait reçu un rapport du BAT sur la question, a adopté une résolution [785 (XXX)] dans laquelle il décidait de modifier ses résolutions 222 A (IX), 542 B II (XVIII) et 623 B II (XXII) de façon à permettre l'approbation et l'exécution d'un programme biennal pour 1961-1962.

292. A la demande du CAT, le Bureau avait étudié la possibilité d'adopter, sous une forme ou sous une autre, un régime d'établissement des programmes par projets dans le cadre duquel le plan des projets serait établi et approuvé pour toute leur durée, alors que les ouvertures de crédit ne couvriraient que les parties de projets correspondant à une période donnée du programme. Dans son rapport (E/TAC/97), le Bureau recommandait l'adoption d'un régime d'établissement des programmes par projets qui prendrait effet à partir de 1963. Le Bureau soulignait que le régime d'établissement des programmes par projets découlait logiquement de la décision déjà prise d'approuver le régime de programmation bisannuel, et qu'il faciliterait considérablement l'élaboration et la mise en œuvre rationnelle des projets, surtout lorsqu'ils étaient à long terme. Ces projets devraient être élaborés de façon plus approfondie qu'auparavant, et tenir compte de tous les aspects importants tels que les principaux objectifs du projet, sa durée, la nature de l'aide nécessaire, le coût estimatif du projet, l'estimation des dépenses à la charge du gouvernement, la possibilité de recruter du personnel de contrepartie, et les étapes de la prise en charge du projet par le gouvernement du pays intéressé. Les questions qui, de l'avis du Bureau, nécessitaient une étude plus approfondie comprenaient : la période maximum pour laquelle les projets peuvent être approuvés, la proportion des projets à long terme dans le programme, la définition des projets à long terme et des "modifications importantes" qui exigeraient une nouvelle approbation du Comité, la question de savoir si le Comité doit revenir à un régime des programmes annuels ou conserver le régime des programmes bisannuels, la possibilité, pour les organisations, de reporter leurs fonds d'une période sur l'autre, et la question du financement des projets compte tenu de l'annualité des ouvertures de crédit.

293. Le Comité avait pris note de la proposition de l'Organisation de l'aviation civile internationale tendant à porter de 12 à 20 pour 100 la proportion des fonds disponibles pour le financement des tâches d'exécution qui devrait être allouée à cette organisation pour le financement des projets régionaux et interrégionaux ; il avait décidé de renvoyer la question au Bureau, qui présenterait ses recommandations au CAT en 1961.

294. Les propositions du Bureau avaient recueilli l'approbation générale du Comité. Toutefois, certains membres avaient souligné la nécessité de simplifier les procédures en vigueur et de faire en sorte que les pays bénéficiaires soient entièrement libres de choisir eux-mêmes les programmes et les projets.

295. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [786 (XXX)], dans laquelle il réaffirmait sa conviction que les pays bénéficiaires de l'assistance devaient avoir la liberté de choisir des programmes et projets soigneusement étudiés, y compris les moyens de mettre en œuvre ces programmes et projets, réaffirmait également que les organisations participantes devaient continuer à conseiller et à assister les gouvernements bénéficiaires pour l'établissement des

plans et l'exécution des programmes et des projets ainsi qu'à passer en revue les aspects techniques des programmes et projets dont elles avaient la responsabilité. Estimant qu'il était indispensable de simplifier les procédures d'élaboration des programmes à l'échelon national et considérant que l'on pouvait faciliter cette simplification en renonçant aux quotes-parts des organisations dans les objectifs fixés par pays et en renonçant au système actuel consistant à attribuer une part proportionnelle aux organisations participantes, le Conseil approuvait en principe le système d'établissement des programmes par projets et invitait le Bureau de l'assistance technique à présenter au Comité de l'assistance technique, en 1961, des recommandations précises dans le sens de la simplification et des améliorations ci-dessus indiquées, notamment grâce à l'établissement des programmes par projets, à l'élimination des quotes-parts des organisations dans les objectifs fixés par pays et à l'élimination du système actuel d'attribution de parts proportionnelles aux organisations participantes.

Dispositions relatives aux dépenses locales

296. Le Comité avait examiné les recommandations du Bureau tendant à reviser les dispositions provisoires appliquées en 1960 pour fixer les contributions des gouvernements pour les services d'experts. Le Bureau proposait de fixer les contributions de tous les gouvernements bénéficiaires à un pourcentage uniforme du coût total des services d'experts dans chaque pays; il proposait également que le nouveau système soit appliqué intégralement en 1963 et que, pendant une période de transition, les augmentations ou les diminutions des obligations des gouvernements soient limitées, par rapport au régime provisoire actuellement en vigueur, à l'équivalent de 5.000 dollars en 1961 et de 20.000 en 1962. Concernant le pourcentage uniforme, le Bureau proposait de le fixer à 12,5 pour 100 et a suggéré de soumettre au CAT, au cas où l'on enregistrerait une augmentation ou une diminution de ces rentrées, de nouvelles propositions concernant le taux qu'il serait le plus judicieux d'appliquer. Le Bureau proposait aussi que, pour les projets régionaux, les contributions des gouvernements soient fixées par le BAT chaque fois que les dépenses locales pouvaient être réparties nettement entre les gouvernements bénéficiaires et que les dispositions actuelles en vertu desquelles les gouvernements fournissaient le logement aux experts pour s'acquitter d'une partie de leurs obligations au titre des dépenses locales soient entièrement distinctes des nouveaux arrangements relatifs aux dépenses locales.

297. Les membres du Comité qui avaient appuyé les propositions du Bureau estimaient que le régime proposé serait à la fois plus simple et plus équitable que le régime provisoire appliqué en 1960, qui prévoyait un pourcentage différent pour chaque pays et correspondant au pourcentage des dépenses locales effectivement à la charge des gouvernements en 1958. Ils avaient fait ressortir que le nouveau système maintiendrait au même niveau les rentrées au titre des dépenses locales, dans les années à venir, et souligné que, si quelques gouvernements dont les obligations se trouveraient sensiblement accrues avaient un effort à faire, le système proposé entraînerait pour beaucoup d'autres la diminution de contributions anormalement élevées et, par conséquent, offrirait des avantages pour l'ensemble des pays bénéficiaires. Ils avaient également souligné que les mesures transitoires prévues pour 1961-1962, ainsi que la possibilité de reviser le taux uniforme pro-

posé, constituaient des éléments importants du nouveau système. Plusieurs membres du Comité avaient estimé que, tout en étant plus simple, le nouveau système n'était pas plus équitable. Pour d'autres, le taux uniforme qui était utilisé pour fixer les contributions des gouvernements ne tenait pas compte de la situation financière des gouvernements bénéficiaires et ne correspondait pas aux dépenses effectives entraînées par la présence des experts dans les divers pays. A leur avis, il faudrait éviter que le nouveau régime n'impose une charge trop lourde aux pays les plus pauvres et il ne conviendrait de l'appliquer qu'après avoir pleinement consulté les gouvernements intéressés et obtenu leur appui. Ils estimaient qu'il ne pourrait être pris de décision que lorsque le Président-Directeur aurait consulté de nouveau les pays intéressés et jugeaient qu'il faudrait tenir compte de la possibilité d'alléger, par exemple au moyen d'une exonération des contributions au titre des dépenses locales, la charge des pays pour lesquels la nouvelle contribution représenterait une dépense trop lourde en raison de leur situation économique ou financière. Au cours du débat, le Président-Directeur avait insisté sur la nécessité de reviser le régime provisoire actuel et il avait indiqué que les effets des modifications des contributions, dans certains pays, se trouveraient atténués grâce à l'application des dispositions transitoires pour 1961-1962; il ne serait pas possible de remédier entièrement à toutes les conséquences des anomalies actuelles mais, dans les cas qui méritaient d'être étudiés avec une attention particulière, certaines mesures d'allègement supplémentaires pourraient être opportunément examinées avec les gouvernements intéressés.

298. Lorsque le Comité avait approuvé les nouvelles dispositions régissant les dépenses locales, trois membres avaient réservé la position de leurs gouvernements au sujet des incidences financières de cette décision. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [787 (XXX)] dans laquelle il estimait que pour simplifier et améliorer les dispositions provisoires actuellement suivies, le mieux serait de calculer la contribution de tous les gouvernements pour une année déterminée, sur la base d'un même pourcentage du coût total des services d'experts qui leur seraient fournis au titre du Programme élargi; il décidait d'appliquer les dispositions recommandées par le Bureau et le Comité.

Répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre les budgets ordinaires des organisations participantes et le budget du Programme élargi

299. Dans une communication (E/TAC/99), le Secrétaire général de l'UIT avait rappelé que le Conseil, dans sa résolution 737 (XXVIII) reconnaissait qu'il faudrait user d'une certaine souplesse dans l'application aux petites organisations du système en vertu duquel le montant des allocations faites pour couvrir les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution des organisations participantes devait être fixé sur la base d'un pourcentage forfaitaire; à cet égard, il avait indiqué que l'UIT soumettrait au CAT, en novembre, un état détaillé à l'appui de sa demande d'augmentation concernant les allocations consenties pour couvrir ces dépenses en 1961-1962.

300. Au cours des débats, le représentant de l'OACI avait attiré l'attention du Comité⁷⁷ sur la dis-

⁷⁷ E/TAC/SR.221.

position susmentionnée de la résolution 737 (XXVIII) et rappelé que, dans une résolution antérieure [702 (XXVI)], le Conseil avait mentionné l'OACI parmi les organisations auxquelles devait s'appliquer cette disposition.

301. Après un échange de vues sur la question de la répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre le Programme élargi et les budgets ordinaires des organisations participantes, le Comité avait noté que la résolution 737 (XXVIII) du Conseil fournissait une solution provisoire pour les années 1960-1962 et avait décidé d'ajourner l'examen de cette question à sa session de l'été 1961.

Examen de la possibilité de modifier l'appellation des programmes d'assistance technique

302. Le Comité avait étudié avec intérêt la proposition contenue dans la résolution 1383 (XIV) de l'Assemblée générale tendant à remplacer l'expression "assistance technique" par l'expression "coopération technique" pour désigner les programmes d'assistance technique. Le Comité avait décidé d'ajourner à sa session de novembre toute décision sur ce point et de demander au BAT de préparer un document sur la question.

FONDS SPÉCIAL*

303. Conformément au paragraphe 9 de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, le Conseil a examiné, à sa trentième session⁷⁸, le rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial sur ses troisième et quatrième sessions (E/3398⁷⁹), ainsi que le rapport annuel du Directeur général du Fonds spécial pour 1959 (E/3401 et Corr.1). En outre le Conseil a décidé⁸⁰ de créer, en application de sa résolution 692 C (XXVI), un comité qui serait chargé des questions relatives au Fonds spécial et au Programme élargi d'assistance technique; ce comité a siégé également pendant la trentième session⁸¹.

304. Prenant la parole à l'ouverture des débats du Conseil⁸², le Directeur général a signalé que, pendant l'année 1959 et jusqu'en juillet 1960, le Conseil d'administration avait approuvé 74 projets concernant 49 pays et territoires. Le coût brut de ces projets avait été estimé à 135 millions de dollars dont le Fonds spécial fournirait 55 millions de dollars et les gouvernements bénéficiaires le restant, soit 80 millions de dollars.

305. En ce qui concerne la mise en œuvre proprement dite du programme, le Directeur général a annoncé que des accords de base pour l'exécution des projets avaient été signés entre le Fonds spécial et 34 gouvernements et que des accords types avaient été signés entre l'ONU et neuf institutions spécialisées dans le même dessein. Les plans d'opération de 25 projets avaient été approuvés et signés par les parties intéressées; 20 de ces projets étaient déjà en cours d'exécution, et l'on espérait mettre les autres en train dans un très proche avenir.

* L'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale contient le point suivant: "Situation et opérations du Fonds spécial".

⁷⁸ E/SR.1130 et 1131.

⁷⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 11.

⁸⁰ E/SR.1112.

⁸¹ E/AC.46/SR.1.

⁸² E/SR.1130.

306. Le Directeur général a fait ressortir que l'assistance du Fonds spécial était fondée sur le principe que les projets assistés étaient ceux des pays bénéficiaires eux-mêmes. Les conditions convenues dans chaque cas avaient établi en quelque sorte une association d'affaires entre l'ONU et les gouvernements intéressés, ce qui garantissait une utilisation rationnelle et économique des fonds internationaux. La collaboration de l'ONU et des institutions spécialisées dans la préparation et l'exécution des projets du Fonds spécial avaient considérablement élargi les possibilités d'action pratique dans ce domaine. Le Directeur général a rendu hommage aux organisations en question pour avoir accepté volontairement les lourdes charges qui en résultaient pour le personnel et les services de leurs secrétariats. De même, on pouvait être satisfait des progrès accomplis dans l'établissement de bonnes relations de travail sur le terrain; et les représentants résidents jouaient actuellement un rôle important à cet égard, notamment en coordonnant l'assistance fournie par le Fonds spécial avec les programmes nationaux connexes, bilatéraux et multilatéraux.

307. Le Directeur général a exprimé l'avis que, malgré les progrès accomplis, il restait encore beaucoup à faire. En particulier, l'ONU semblait appelée de plus en plus à donner des directives dans le domaine du développement économique, tâche qui ne pourrait être menée à bien que par des missions des Nations Unies bien organisées, dotées du personnel voulu et dirigées par des représentants des Nations Unies particulièrement compétents. On appréciait de mieux en mieux l'importance du travail de préinvestissement et il y voyait une condition nécessaire pour pouvoir diriger les fonds d'investissement disponibles vers les régions où ils pouvaient être employés au mieux.

308. Pour permettre au Fonds spécial de s'acquitter de sa tâche, il fallait lui en donner mieux les moyens. S'il était satisfaisant de noter qu'en 1959 et 1960, il ne s'était pas trouvé moins de 75 gouvernements pour annoncer des contributions s'élevant au total à 63 millions de dollars, le Directeur général estimait cependant, maintenant que les activités du Fonds se précisaient et que ses rouages étaient en place, que les gouvernements pouvaient en toute confiance accroître sensiblement ses ressources et par là l'importance de sa contribution aux activités de préinvestissement nécessaires au développement économique des pays à faible revenu.

309. Au cours des débats du Conseil, les membres se sont généralement déclarés satisfaits des progrès accomplis par le Fonds spécial au cours de ses 18 premiers mois d'activité. De nombreuses délégations ont estimé que, dans le cadre de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, le programme du Fonds avait clairement fourni la preuve que l'action internationale pouvait s'exercer légitimement dans ce nouveau domaine qu'était l'assistance au préinvestissement et que la nature des projets approuvés jusqu'ici permettait d'escompter des résultats rapides et concrets.

310. Le Conseil a remercié le Directeur général de sa déclaration et rendu hommage à la manière dont il avait su diriger le Fonds spécial et au sens des réalités dont il avait fait preuve dans le lancement de ses opérations. Pour la plupart, les membres du Conseil ont approuvé le point de vue du Directeur général: pour permettre au Fonds spécial de remplir pleinement et efficacement la tâche que lui avait assignée l'Assemblée générale, il était indispensable d'augmenter encore ses

ressources sans tarder. De nombreuses délégations ont exprimé l'espoir que la prochaine Conférence des annonces de contributions verrait un accroissement du nombre et du montant des contributions des gouvernements au Fonds spécial pour 1961⁸³.

311. Plusieurs délégations ont estimé que les ordres de priorité et les critères pour le choix des projets qui avaient été adoptés au début de 1959, s'étaient révélés bien fondés. La plupart des membres ont été d'avis qu'il convenait d'appliquer ces critères avec souplesse, et, à cet égard, qu'il serait souhaitable d'étendre progressivement et avec prudence l'activité du Fonds à la formation de professeurs de l'enseignement secondaire dans certaines branches. Le Conseil dans son ensemble s'est en outre associé à l'approbation donnée par le Conseil d'administration à la suggestion du Directeur général tendant à ce que, pour certains travaux comme les études techniques préparatoires ou avant-projets, il puisse être autorisé à déroger à la règle fixant à 250.000 dollars le montant minimum à partir duquel un projet justifiait l'intervention du Fonds. Certaines délégations ont été d'avis que le Fonds ne devrait pas limiter son assistance à des travaux de préinvestissement, car seuls les investissements proprement dits permettaient d'obtenir des résultats concrets, en particulier dans le domaine de l'industrialisation.

312. Le Conseil a en outre exprimé sa satisfaction de la coopération efficace qui s'était établie avec l'ONU et les institutions spécialisées, ainsi que sur le plan local par l'intermédiaire des représentants résidents. Certaines délégations ont soulevé la question des dépenses locales et des frais d'administration et ont insisté pour qu'ils soient réduits au minimum.

313. En ce qui concerne la répartition géographique des projets, plusieurs délégations ont recommandé instantamment que l'on donne un rang de priorité élevé à l'assistance aux nouveaux Etats indépendants. Certaines

délégations ont émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'accorder d'assistance aux territoires non autonomes.

314. En formulant leurs observations sur la décision du Conseil d'administration concernant les engagements qu'il autorisait le Directeur général à prendre, plusieurs délégations ont estimé qu'il conviendrait de donner plus de détails sur le montant exact des incidences pour le Fonds des projets précédemment approuvés; elles ont estimé que ces renseignements étaient indispensables pour permettre au Conseil d'administration de répartir au mieux les ressources disponibles. Les membres du Conseil ont en général approuvé la décision du Conseil d'administration d'inviter le Directeur général à poursuivre ses études sur les problèmes que posait le fait de réserver des fonds pour des projets dont les incidences financières s'évaluent sur plusieurs années, et sur la question de la création d'un fonds de réserve, et à en soumettre les résultats au Conseil d'administration à sa sixième session.

315. A l'issue du débat sur le Fonds spécial, le Conseil a adopté une résolution [775 (XXX)] dans laquelle il prenait acte avec satisfaction du rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial (troisième et quatrième sessions) ainsi que du rapport annuel du Directeur général pour 1959.

316. Après avoir pris connaissance du rapport (E/3418⁸⁴) de son Comité chargé des questions relatives au Fonds spécial et au Programme élargi d'assistance technique, le Conseil a approuvé la proposition du Comité tendant à inviter le Directeur général du Fonds spécial et le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique à préparer un rapport sur les questions concernant les relations qui existent entre les deux programmes, pour le soumettre au Conseil à sa trente-deuxième session, en même temps que les observations que pourraient présenter le Conseil d'administration du Fonds spécial et le CAT sur ce rapport.

⁸⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

⁸³ Voir également par. 198 et 286.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Vingt-neuvième session

Confédération internationale des syndicats libres:

Question de la création d'une commission du développement industriel (E/SR.1104).

Confédération internationale des syndicats chrétiens:

Etude des possibilités de coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle devenus indépendants (E/SR.1107).

Chambre de commerce internationale:

Courant international de capitaux privés (E/AC.6/SR.282).

Confédération internationale des syndicats libres:

Courant international de capitaux privés (E/AC.6/SR.283).

Confédération internationale des syndicats chrétiens:

Développement économique des pays sous-développés: industrialisation (E/AC.6/SR.276).

Trentième session

Chambre de commerce internationale:

Développement économique des pays sous-développés (E/AC.6/SR.285).

Confédération internationale des syndicats libres:

Situation économique mondiale et développement économique des pays sous-développés (E/AC.6/SR.285).

Confédération internationale des syndicats chrétiens:

Situation économique mondiale et développement économique des pays sous-développés (E/AC.6/SR.285).

Fédération syndicale mondiale:

Situation économique mondiale et développement économique des pays sous-développés (E/AC.6/SR.285).

Confédération internationale des syndicats libres:

Problèmes internationaux relatifs aux produits de base (E/AC.6/SR.293).

Fédération syndicale mondiale:

Problèmes internationaux relatifs aux produits de base (E/AC.6/SR.293).

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique:

Situation économique mondiale (E/C.2/SR.183).

Bureau international catholique de l'enfance:

Situation économique mondiale et développement économique des pays sous-développés (E/C.2/SR.183).

Bureau international catholique de l'enfance:

Assistance technique (E/C.2/SR.183).

**EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES**

Confédération internationale des syndicats libres:

E/C.2/542. La réalisation d'une économie mondiale dynamique dans la lutte contre la misère.

Confédération internationale des syndicats libres:

E/C.2/543. Les investissements étrangers dans les pays à économie insuffisamment développée.

Association fiscale internationale:

E/C.2/546. Le contrôle fiscal: ses aspects juridiques, psychologiques et économiques.

Association fiscale internationale:

E/C.2/547. Mesures fiscales destinées à faciliter le mouvement international des capitaux.

Confédération internationale des syndicats chrétiens:

E/C.2/550. Droits syndicaux.

Chambre de commerce internationale:

E/C.2/553. Nouvelles étapes vers la convertibilité complète des monnaies.

Chambre de commerce internationale:

E/C.2/554. Imposition des redevances.

Chambre de commerce internationale:

E/C.2/555. Association internationale de développement.

Chambre de commerce internationale:

E/C.2/556. Rapport de l'Organisation des Nations Unies sur les moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés.

Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique:

E/C.2/559. Situation économique mondiale: moyens propres à favoriser une plus large coopération économique entre les Etats.

Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique:

E/C.2/560. Développement économique des pays sous-développés: moyens de faire de nouveaux progrès vers la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies.

Fédération mondiale des anciens combattants:

E/C.2/565. Développement économique des pays sous-développés.

Chapitre III

ACTIVITES ECONOMIQUES REGIONALES

317. Le Conseil était saisi, à sa trentième session, du rapport annuel de la CEE, de celui de la CEAEU, de celui de la CEPAL et de celui de la CEA. Le Secrétaire exécutif de chacune de ces commissions, en présentant le rapport, a exposé les principales tendances des travaux de la Commission et les aspects essentiels de la situation économique dans la région qu'elle dessert. Le rapport de ces commissions est résumé ci-dessous, du paragraphe 318 au paragraphe 431; on trouvera le compte rendu des débats que le Conseil a consacrés à ces rapports du paragraphe 432 au paragraphe 443. Le résumé des études sur la situation économique de l'Europe, de l'Asie et l'Extrême-Orient, de l'Amérique latine et de l'Afrique figure au chapitre II. Il est fait mention des commissions économiques régionales en plusieurs autres endroits du présent rapport. Nous signalons en particulier le paragraphe 159, qui concerne les projections, et le chapitre VII, qui traite de la façon dont le Conseil a passé en revue les progrès et la coordination d'ensemble du programme des institutions spécialisées et de celui de l'ONU dans le domaine économique, le domaine social et celui des droits de l'homme.

Section I. — Rapport des commissions économiques régionales

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

318. Comme elle l'indique dans son rapport annuel (E/3349¹), la Commission économique pour l'Europe, à sa quinzième session, a de nouveau passé en revue l'ensemble de ses travaux; cet examen faisait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour. Elle a aussi examiné les travaux de ses organes subsidiaires et étudié la situation économique de l'Europe d'après *l'Etude de la situation économique de l'Europe en 1958*² (E/ECE/383).

319. La Commission a adopté une série de résolutions (E/3349, 3ème partie). Dans une résolution relative à l'amélioration des techniques du commerce extérieur, elle a invité le Comité pour le développement du commerce à examiner les problèmes qu'il faudrait résoudre et les mesures qu'il faudrait éventuellement prendre pour faciliter l'adoption de méthodes d'un caractère plus multilatéral et de tous autres moyens propres à améliorer les relations de commerce et de paiements entre les Etats membres de la CEE. Toujours à propos du commerce, elle a prié le Secrétaire exécutif de convoquer une réunion spéciale en vue d'établir un texte commun d'article IV du projet de convention européenne sur l'arbitrage commercial international, afin qu'un seul texte de projet de convention soit soumis à une réunion spéciale de plénipoten-

tiaires. Dans le domaine de l'industrie, elle a, par diverses résolutions, chargé le Secrétaire exécutif d'assister les gouvernements qui en feront la demande pour leur permettre de projeter et de construire en commun des installations industrielles, l'a invité à recueillir les idées des gouvernements sur l'étude de certains aspects du domaine de la chimie, et l'a prié de poursuivre les études en cours sur l'automatisation et sur les problèmes de l'énergie en Europe. Dans une résolution sur le renforcement de la collaboration pour l'échange de connaissances scientifiques et techniques, la Commission a chargé ses organes subsidiaires de poursuivre leurs efforts en vue de développer la collaboration scientifique et technique entre les Etats membres dans les domaines économiquement, techniquement ou statistiquement importants. Dans une résolution où elle reconnaissait la nécessité de mieux comprendre les questions économiques qui présentent un intérêt commun pour les pays membres à régimes économiques différents, la Commission a prié le Secrétaire exécutif de demander aux pays membres quelles questions pourraient être utilement examinées lors d'une réunion de leurs conseillers économiques principaux. La Commission a également adopté une résolution sur l'assistance aux pays sous-développés et une autre sur l'utilité de mettre à la disposition des organes subsidiaires de la CEE un plus grand nombre de renseignements pertinents sur les travaux des autres commissions régionales.

320. Au cours de la quinzième session, un certain nombre de délégations ont répété qu'elles étaient favorables à la participation pleine et entière de la République démocratique allemande aux travaux de la Commission. D'autres délégations ont déclaré qu'elles ne voyaient aucune raison de modifier les arrangements existants quant à la participation de la zone orientale d'Allemagne aux travaux de la CEE.

321. La Commission a continué à collaborer avec les institutions spécialisées et l'AIEA et est restée en relations de travail, à l'échelon du secrétariat, avec un certain nombre d'organismes intergouvernementaux non rattachés à l'Organisation des Nations Unies. Comme par le passé, un bon nombre d'organisations non gouvernementales ont collaboré aux travaux du secrétariat et des organes subsidiaires de la CEE.

322. On trouvera brièvement résumés ci-dessous, d'après le rapport de la Commission, certains des principaux travaux de ses organes subsidiaires.

323. *Agriculture.* — Le Comité des problèmes agricoles a pris pour principal centre de ses travaux la projection jusqu'en 1965, pour l'ensemble de l'Europe, des tendances de la production et de la demande de produits agricoles. Le Comité a poursuivi ses échanges annuels de renseignements sur les faits nouveaux survenus en matière de politique agricole et sur l'avenir immédiat du marché agricole (ST/ECE/AGRI/1, AGRI/150, AGRI/165).

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 3.

² Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 60.II.E.1. Voir aussi par. 125 à 130 ci-dessus.

324. Les organes subsidiaires du Comité ont poursuivi leurs travaux sur la normalisation d'un certain nombre de denrées périssables, la fixation de normes pour les conditions de vente de certains produits et les problèmes posés par la mécanisation de l'agriculture. Ils ont examiné, souvent avec l'aide d'organisations extérieures spécialisées dans les domaines en question, les aspects économiques de quelques problèmes techniques choisis à cet effet. Le Comité a organisé des visites collectives et des échanges de bibliographies, de films et d'autres documents, ou en a facilité l'organisation.

325. *Charbon.* — Le Comité du charbon a continué à étudier les problèmes durables qui se posent dans l'industrie charbonnière. En examinant chaque année la situation de cette industrie et de ses marchés, le Comité s'attache particulièrement aux changements de structure qu'entraîne la concurrence des autres formes d'énergie. Le Comité a également étudié le rendement des investissements et les frais de production de l'industrie charbonnière dans les pays européens. En vue d'encourager l'échange de renseignements techniques sur la production et la préparation du charbon, le Comité a tenu des séances consacrées aux problèmes techniques et a organisé des échanges d'experts pour étudier des questions particulières.

326. Le Sous-Comité du marché charbonnier a suivi de trimestre en trimestre les fluctuations du marché à court terme et a entrepris des analyses semestrielles de l'évolution du marché.

327. Le Groupe de travail de l'utilisation a continué à étudier la carbonisation à basse et à moyenne température en vue de définir les méthodes de production d'un combustible approprié à des usages variés, notamment dans les foyers domestiques. La mécanisation de plus en plus poussée de l'exploitation minière a conduit à employer du charbon de qualité inférieure: c'est une question que le Groupe de travail examine également.

328. D'une façon générale, le Comité et ses organes subsidiaires se sont constamment préoccupés d'améliorer la position concurrentielle du charbon à l'égard des autres formes d'énergie.

329. *Gaz.* — Le Groupe de travail des problèmes du gaz a notamment étudié la possibilité de voir de grandes réserves de gaz naturel arriver d'outre-mer en Europe et la mise en valeur des ressources européennes de gaz naturel.

330. Le Groupe de travail a examiné les facteurs techniques et économiques qui entreraient en jeu dans ces importations éventuelles et les marchés qui pourraient leur être accessibles; il a également étudié les moyens d'assouplir les livraisons de gaz, grâce à l'utilisation croissante du stockage souterrain, et de régulariser la demande par l'application d'une politique tarifaire spéciale. Le Groupe de travail a continué d'étudier les méthodes de prévision de la demande de gaz.

331. *Energie électrique.* — Le Comité de l'énergie électrique s'est penché sur la situation de la production européenne d'énergie électrique, notamment son évolution à longue échéance. Il s'est particulièrement préoccupé des questions relatives à la couverture de pointes de charge et à la rationalisation de la consommation d'énergie électrique. Le Comité a poursuivi l'étude des droits et obligations des entreprises d'électricité à l'égard des collectivités publiques et des particuliers, ainsi que du problème des garanties dans les contrats d'échange et de vente d'énergie électrique; il a égale-

ment poursuivi l'étude de l'influence de la mécanisation sur les frais de terrassement qu'entraîne la construction des centrales hydro-électriques. Il a publié sur la situation de l'électrification rurale en Europe un rapport annuel et une série de quatre rapports relatifs à des problèmes particuliers. Le Comité a également publié le premier numéro du *Bulletin semestriel des conditions de l'hydraulique en Europe* et il a décidé de publier feuille par feuille la version définitive de la carte qui indiquera la répartition du potentiel brut des ressources hydro-électriques de l'Europe. Le Comité a encouragé les échanges de renseignements et a publié le document rédigé par l'Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique (UNIPED) sur l'émission de soufre et de cendres par les fumées des centrales thermiques; il a également publié le volume II de l'index bibliographique des ouvrages publiés sur la construction des centrales électriques. Le Comité a décidé d'autre part de réunir de la documentation sur les réseaux nationaux de transport d'énergie électrique.

332. *Logement.* — Le Comité de l'habitat a discuté des principaux faits nouveaux et des perspectives d'avenir dans le domaine du logement, en se fondant sur l'étude du secrétariat qui portait sur l'année 1958 (E/ECE/365). Il a étudié certains problèmes durables relatifs à la suppression des logements impropres à l'habitation humaine en se fondant sur un document rédigé par le rapporteur désigné par un gouvernement. Le Comité a décidé d'entreprendre une nouvelle enquête d'ensemble sur la situation européenne du logement en puisant largement dans les données des recensements des habitations. Un groupe de rapporteurs a entrepris une étude pilote sur le financement de la construction de logements par des capitaux privés.

333. Des rapporteurs ont commencé une enquête d'ensemble sur les politiques et programmes de rénovation urbaine dans un nombre limité de pays qui ont une expérience spéciale de l'entretien, de la réfection et du réaménagement des logements. Le Comité a poursuivi ses enquêtes sur la planification et le prix de revient des différents types d'aménagement des zones résidentielles nouvelles, ainsi que sur les problèmes de l'habitat rural.

334. D'après le rapport que le secrétariat avait rédigé avec le concours de rapporteurs (E/ECE/364), le Comité a consacré une grande partie de ses ressources à examiner les tendances et progrès techniques du bâtiment et leur influence sur le prix de revient et la productivité. Il a fait procéder à une enquête pilote sur le terrain pour étudier les méthodes adoptées pour enregistrer les frais effectifs sur le chantier de construction. Le Comité a publié le rapport que des rapporteurs avaient rédigé sur l'utilisation de l'espace dans les logements (ECE/350). Deux réunions spéciales sur la normalisation et la coordination modulaire se sont tenues pour étudier l'application pratique de la normalisation, tant du point de vue de la réduction des coûts de construction que du développement du commerce des matériaux et des éléments de construction.

335. Le *Bulletin trimestriel* et le *Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe* ont continué à paraître.

336. *Industrie et produits de base.* — Bien que le Comité de l'industrie et des produits de base ne se soit pas réuni pendant la période considérée, le Groupe spécial de travail des contrats en matière d'industries mécaniques a poursuivi ses travaux, et il s'est tenu

une Réunion spéciale d'experts chargés d'étudier les incidences économiques de l'automatisation.

337. *Transports intérieurs.* — Le Comité des transports intérieurs a poursuivi ses études économiques et ses travaux sur l'amélioration des statistiques de transport. Il a continué à se préoccuper des nombreux problèmes juridiques, fiscaux, douaniers et administratifs que pose la multiplicité des frontières terrestres de l'Europe.

338. Pendant la période considérée, on peut signaler, dans le domaine juridique, que, le 15 mars 1960, une convention a été ouverte à la signature: elle concerne la définition et l'unification de certaines règles relatives à la responsabilité et la réparation du dommage survenu du fait d'un abordage entre bateaux de navigation intérieure sur les rivières et canaux européens. Dans le domaine des douanes, on a mis au point le texte d'une convention qui doit permettre la réexportation et la réimportation des palettes en nombre équivalent — mais non forcément les mêmes — pour étendre l'emploi des palettes dans le transport international des marchandises; de plus, on a remanié celles des dispositions douanières de l'Accord sur l'unité technique des chemins de fer qui concernent les wagons qui circulent en transit sous plombs douaniers. Dans le domaine administratif, le Comité a pris de nouvelles décisions, sur l'unification des règles relatives à la circulation routière et à l'équipement des véhicules routiers, qui doivent trouver place dans les diverses législations nationales. Le Sous-Comité des transports routiers entreprend actuellement de codifier les décisions prises par le Comité au cours des douze dernières années en matière de circulation et de signalisation routières. Le Secrétaire général transmettra ensuite aux parties à la Convention de 1949 sur la circulation routière et au Protocole de 1949 sur la signalisation routière une proposition conjointe des pays de la CEE en vue de modifier ces deux instruments.

339. *Main-d'œuvre.* — La Commission a examiné le rapport que le Bureau international du Travail avait rédigé sur le problème de la main-d'œuvre en Europe. Certains des plans de formation professionnelle du BIT sont mis en œuvre avec la collaboration de la CEE.

340. *Acier.* — Le Comité de l'acier a passé en revue les tendances générales des marchés européens et mondiaux de l'acier d'après deux documents du secrétariat: une étude relative à l'année 1958 (E/ECE/363) et une note relative à l'année 1959. L'étude d'ensemble sur les perspectives lointaines de la sidérurgie européenne est achevée (E/ECE/369). Le Groupe spécial de travail des conditions générales de vente des produits sidérurgiques a tenu une nouvelle réunion. Le *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe* a continué à paraître. Le Groupe de travail des statistiques de l'acier a approuvé un plan à longue échéance en vue de l'élaboration et du rassemblement de statistiques sur la consommation réelle d'acier ainsi que sur les stocks des négociants et des consommateurs. Le nombre des échanges de visites a augmenté ainsi que la participation aux expositions et aux congrès internationaux consacrés à la sidérurgie et aux domaines voisins. Le Comité s'est mis d'accord sur un certain nombre de travaux de longue haleine à inscrire dans son programme de travail.

341. *Bois.* — Le Comité du bois a examiné, dans le cadre des perspectives et des tendances économiques générales, comment ont évolué en 1959 le marché des sciages résineux, celui des bois ronds de petite dimen-

sion et celui des bois feuillus, ainsi que leurs perspectives pour 1960. Il a pris des dispositions pour faire paraître l'étude sur les tendances de l'utilisation du bois pour la confection de traverses de chemins de fer. Le Comité a passé en revue les progrès de l'étude sur la consommation de bois dans le secteur de l'emballage et sur certains problèmes relatifs à l'utilisation du bois et des déchets de bois. Il a recommandé d'entreprendre, conjointement avec la FAO, une nouvelle étude des tendances du marché du bois en Europe pour la période 1960-1975.

342. Lors de sa session bisannuelle, tenue à Oslo en juin 1959, le Comité mixte FAO/CEE des techniques de travail en forêt et de la formation des ouvriers forestiers (avec la collaboration du BIT) a décidé de faire plus particulièrement porter son programme en cours sur la mécanisation notamment dans ses aspects économiques et la formation professionnelle et la sécurité des ouvriers forestiers. Le Groupe de travail mixte FAO/CEE des statistiques des forêts et des produits forestiers a poursuivi ses travaux au cours de sa troisième session.

343. *Développement du commerce.* — Le Comité pour le développement du commerce a discuté de l'évolution des échanges intra-européens et notamment des échanges Est-Ouest, des difficultés et des problèmes particuliers qu'ils présentent, ainsi que des possibilités qu'ils offrent. Le secrétariat a appelé l'attention du Comité sur l'analyse qu'il a faite des répercussions que les efforts faits en Europe pour une plus grande intégration économique sous-régionale ont sur le commerce intra-européen.

344. Le Comité s'est accordé à reconnaître l'utilité de la Réunion spéciale sur l'organisation et les méthodes du commerce extérieur qui s'était tenue au cours de l'été 1959.

345. Le Comité a pris, après examen, des décisions sur les questions suivantes: accords à long terme, problèmes relatifs au commerce des machines et du matériel, commerce des biens de consommation, problèmes d'assurances, protection des brevets et des inventions techniques, simplification et uniformisation des documents d'exportation, foires commerciales et salons spécialisés. Il a passé en revue les travaux de son Groupe spécial de travail de l'arbitrage et en particulier son projet de convention européenne sur l'arbitrage international et son projet de règlement d'arbitrage à utiliser dans le commerce international.

346. Le Comité a proposé à l'examen des gouvernements différentes mesures destinées à améliorer les accords de paiements, en leur recommandant notamment d'examiner s'il ne serait pas possible d'étendre le régime multilatéral des paiements; il a décidé d'autre part de recommander de conserver encore pendant un an le régime de la compensation multilatérale, selon les modalités actuelles et sur la base trimestrielle.

347. Le Comité a examiné l'action menée par les autres commissions économiques régionales en vue d'encourager les échanges et il a chargé le secrétariat de rédiger à ce sujet un rapport détaillé en vue d'aider le Comité à déterminer les problèmes précis auxquels il devra s'attaquer pour donner suite à la résolution 12 (XIV) de la Commission relative à la coopération interrégionale.

348. La septième série de consultations relatives au commerce entre l'Est et l'Ouest s'est tenue pendant la session du Comité, ainsi que la deuxième Réunion an-

nuelle des représentants de gouvernements qui examinaient les transactions effectuées sous le régime de la compensation multilatérale.

349. *Statistiques.* — Le programme de travail que la Conférence des statisticiens européens avait adopté pour 1959-1960 prévoyait des réunions sur les statistiques des dépenses de consommation privée, sur les statistiques industrielles, sur les statistiques de l'actif et du passif financiers, sur la comparaison des systèmes de comptabilité nationale appliqués en Europe, ainsi que l'examen d'ensemble de tous les aspects des travaux statistiques effectués sous les auspices des comités de la CEE. Le programme de travail de la Conférence comprenait également les points suivants: statistiques des prix de gros, correction des variations saisonnières dans les séries chronologiques de statistiques économiques, méthodes d'instruction et de formation de statisticiens officiels (en collaboration avec l'UNESCO et l'Institut international de statistique), ainsi que l'étude de la mesure dans laquelle sont mises en œuvre les recommandations européennes relatives aux statistiques des stocks et des productions en cours.

350. Les pays d'Europe orientale et ceux d'Europe occidentale employant des systèmes comptables différents, les travaux qui visent à comparer les systèmes de comptabilité nationale revêtent une importance particulière. La Conférence se propose donc, après avoir précisé les principales différences conceptuelles qui distinguent entre elles les comptabilités nationales, d'étudier de façon plus détaillée chacun des grands secteurs que distinguent les comptabilités, par exemple les dépenses de consommation privée et la production brute nationale, et enfin d'examiner la possibilité d'élaborer un schéma de comptabilité où entreraient les éléments essentiels des divers systèmes en usage.

351. Le secrétariat de la CEE, en collaboration avec les bureaux nationaux de statistique, a commencé la publication d'un nouveau bulletin mensuel, *Indicateurs statistiques des fluctuations à court terme de la conjoncture dans les pays de la CEE*.

352. Les autres travaux de la Commission et de son secrétariat ont, pendant la période considérée, porté notamment sur les problèmes généraux de l'énergie en Europe, sur les programmes qui intéressent particulièrement les pays de l'Europe méridionale, sur les problèmes régionaux que pose la lutte contre la pollution des eaux, sur l'étude de la production et des exportations de biens d'équipement dans le domaine des industries mécaniques et de l'industrie de l'appareillage électrique, sur la participation aux fonctions d'assistance technique qui concernent la région et sur la collaboration avec les autres commissions économiques régionales dans les domaines d'intérêt commun.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

353. Comme elle l'indique dans son rapport annuel (E/3340³), la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a examiné, à sa seizième session, les travaux de ses organes subsidiaires et a adopté un programme de travail qui attache une importance particulière aux entreprises qui supposent une coopération intrarégionale et interrégionale en matière de développement industriel, de commerce, d'inventaires des ressources et de transports et communications.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 2.

354. La Commission s'est inquiétée de constater qu'au cours des trente dernières années, les exportations des producteurs primaires de la région ont augmenté moins vite non seulement que celles des pays industriels mais aussi que celles des pays des autres régions du monde qui sont exportateurs primaires. Elle a adopté une résolution sur la coopération économique régionale en vue du développement du commerce et de l'industrie [E/3340, 3ème partie, résolution 31 (XVI)]; elle y recommande aux pays de la région d'organiser des entreprises communes, de faire des inventaires de "possibilités industrielles", d'encourager l'épargne intérieure et de créer des conditions propres à attirer vers des entreprises productives des capitaux tant nationaux qu'étrangers. En outre, cette résolution demande instamment aux pays industriels d'envisager la possibilité d'importer plus des pays de la région, de rechercher les moyens de stabiliser le prix des produits primaires et de continuer à prêter leur aide financière et technique.

355. La Commission a adopté une autre résolution [E/3340, 3ème partie, résolution 32 (XVI)] où elle recommande aux pays de la région de collaborer au programme "1961, année des voyages en Orient" et recommande aussi de réunir en 1961 un cycle d'étude sur le développement du tourisme et des voyages.

356. La Commission a continué à collaborer étroitement avec les institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales, grâce à des entreprises exécutées en commun, à l'organisation en commun de réunions régionales, à la participation commune à des programmes d'assistance technique et à des consultations entre secrétariats. Comme les années précédentes, plusieurs organisations internationales non gouvernementales ont étroitement collaboré avec le secrétariat et les organes subsidiaires de la Commission.

357. Voici, résumés d'après le rapport de la Commission, certains des principaux travaux des organes subsidiaires.

358. *Développement et plans économiques.* — La Commission a été d'avis que le rapport du premier Groupe de spécialistes des techniques de la programmation (E/CN.11/L.77) orienterait utilement les gouvernements dans la planification du développement économique. Elle a proposé d'établir une étroite coordination entre les travaux du Groupe de spécialistes et ceux de la Conférence des statisticiens d'Asie. Elle a recommandé que le secrétariat rédige un manuel de programmation du développement et que le deuxième Groupe de spécialistes des techniques de la programmation traite, du point de vue de la programmation, des prix de revient dans l'industrie et des coefficients analogues. Elle a proposé d'insister, dans la formation en cours d'emploi des économistes et des statisticiens, sur la programmation du développement économique.

359. La Commission a approuvé le rapport du Groupe de travail du développement et des plans économiques (E/CN.11/L.71), qui traitait du développement social dans ses rapports avec le développement économique. Le Groupe de travail a estimé que, lorsque le développement social doit disputer de maigres ressources à des investissements plus directement productifs, il faut fixer certains critères pour répartir ces ressources, mais qu'il est difficile de tirer de notions aussi générales que celle d'"équilibre entre le social et l'économique" des critères d'une application pratique. Il faut donc s'efforcer avec diligence de déterminer les mesures de développement social qui seraient les mieux

propres à stimuler le développement. La Commission a demandé au secrétariat de rechercher dans quelle mesure on pourrait tirer parti des travaux de la CEAEO en vue des études que l'UNESCO projette de faire sur la coordination des programmes d'enseignement avec les plans de développement économique.

360. La Commission a décidé que la première session de la Conférence des planificateurs économiques d'Asie (E/CN.11/L.74), qui se tiendra en 1961, devra se préoccuper surtout de la mise en œuvre des recommandations des groupes de spécialistes et groupes de travail du développement économique. Il a invité le secrétariat à faire l'étude comparée des organismes chargés de formuler, de mettre en œuvre et d'évaluer les programmes de développement économique, ainsi qu'à faire la projection lointaine de l'économie de la région, ce qui permettrait à la Conférence de reconnaître le champ d'action qui s'offre à la coopération économique entre les pays de la région.

361. *Conférence asiatique de la population.* — La Commission a noté que, bien qu'il appartienne à chaque pays de résoudre, par d'énergiques mesures nationales, les problèmes démographiques qui se posent à lui, il reste néanmoins un vaste champ ouvert à l'action internationale en matière démographique: mise en commun de l'expérience, développement de la recherche et de la formation. Elle a décidé que la Conférence asiatique de la population que l'on envisage de réunir se tiendrait en 1962, quand les résultats du programme de recensements mondiaux de 1960-1961 seront disponibles, et qu'elle s'occuperait tout spécialement des problèmes du chômage déguisé dans les régions rurales, des répercussions sociales des changements apportés aux méthodes de l'agriculture et à son organisation, de l'accroissement démographique dans ses rapports avec les ressources, et de l'amélioration des données démographiques.

362. *Commerce.* — A sa troisième session, le Comité du commerce a examiné les répercussions de la Communauté économique européenne et de l'Association européenne de libre-échange sur le commerce de la région. Le représentant de la Commission de la CEE qui assistait à la session du Comité lui a assuré qu'en arrêtant sa politique économique, la Communauté prendrait en considération les intérêts légitimes des pays tiers. Le Comité a exprimé l'espoir que l'existence du Marché commun n'empêcherait pas la mise sur le marché, à des prix concurrentiels, des biens et du matériel d'équipement dont ont besoin les pays sous-développés.

363. La Commission a déclaré que la coopération interrégionale en matière de commerce ne doit pas restreindre les échanges, mais au contraire contribuer à l'expansion générale du commerce mondial. Sur la recommandation du Comité du commerce, elle a décidé de continuer les pourparlers relatifs à l'expansion du commerce interrégional; elle a demandé au Comité de suivre la question du fret ainsi que la politique commerciale et les décisions de la Communauté économique européenne et de l'Association européenne de libre-échange. Elle a décidé qu'un deuxième centre de formation à l'expansion commerciale fonctionnerait en 1961.

364. *Industrie et ressources naturelles.* — A sa douzième session, le Comité de l'industrie et des ressources naturelles a étudié les plans dressés et la politique adoptée, en matière d'industrialisation, par les divers pays de la région. Il a noté qu'il y avait eu, au

cours des dernières années, expansion des secteurs de l'énergie électrique, des industries extractives, de l'outillage, de la petite industrie et des industries chimiques. Le Comité a recommandé que les pays de la région fabriquent pour commencer des machines-outils de petite ou moyenne dimension et de type simple, et créent en commun des instituts de développement de la petite industrie. Il a appuyé avec satisfaction les offres d'assistance faites à cet égard par plusieurs pays, notamment par les Etats-Unis, l'Inde, le Japon et l'Union soviétique.

365. Le Comité a noté que le Groupe d'études de géologues et d'ingénieurs des mines qui s'était rendu aux Etats-Unis et au Canada avait souligné dans son rapport (E/CN.11/I et NR/20 et I et NR/34) l'importance des études géologiques pour le développement économique, et que le Cycle d'étude sur les méthodes et l'outillage des levés aériens avait souligné qu'en coordonnant leurs programmes de levés aériens, des pays limitrophes pourraient tirer un meilleur parti de leurs ressources. Le Comité a recommandé de réunir prochainement un colloque sur la mise en valeur des ressources de bauxite de l'Asie et de l'Extrême-Orient.

366. Le Comité a approuvé le septième rapport du Sous-Comité de l'énergie électrique (E/CN.11/I et NR/19), qui avait étudié l'électrification des campagnes, l'évaluation des ressources d'énergie hydro-électrique et la possibilité d'employer des réacteurs atomiques petits ou moyens. Il a également approuvé la proposition de constituer un centre régional de formation pour le personnel technique des centrales électriques, celle de convoquer un groupe consultatif de spécialistes et celle d'organiser un cycle régional d'étude sur la mise en valeur des ressources énergétiques, y compris l'énergie électrique.

367. Le Comité a approuvé les recommandations du Cycle d'étude sur la gestion des entreprises industrielles du secteur public de la région de la CEAEO (E/CN.11/I et NR/21) qui avait reconnu que l'industrialisation de la région dépend en grande partie des pouvoirs publics et qu'il est nécessaire de former du personnel de direction et de permettre aux ouvriers de participer à la gestion. Il a demandé à l'Organisation des Nations Unies de fournir aux pays de la région les services d'un personnel de direction.

368. La Commission a demandé au secrétariat d'organiser des enquêtes, par exemple sur les "possibilités industrielles", qui pourraient aboutir à la création d'entreprises communes dans le domaine de l'industrie et des ressources minérales; elle a recommandé de créer un réseau de centres régionaux d'études géologiques et de centres de recherches, de vulgarisation et de formation industrielles, qui utiliseraient les services nationaux déjà existants. La Commission a engagé les institutions compétentes des Nations Unies à donner la priorité aux demandes d'assistance qui concerneront ces domaines.

369. La Commission a remercié le Gouvernement iranien d'avoir offert d'accueillir sur son territoire le deuxième Colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières d'Asie et d'Extrême-Orient, prévu pour 1962, et d'avoir proposé de créer un Institut régional du pétrole qui formerait des techniciens et fournirait divers services en vue de la mise en valeur des ressources pétrolières de la région.

370. La Commission a recommandé que le Sous-Comité de la métallurgie et de la mécanique entreprenne l'étude des mesures à prendre pour établir dans la région la fabrication des machines-outils et qu'un groupe

de spécialistes des pays industriels visite les pays de la région pour les aider à planifier et à monter cette fabrication.

371. La Commission a recommandé que le cycle d'étude que l'on envisage de réunir pour s'occuper des industries chimiques de base et des industries apparentées, s'occupe particulièrement de la possibilité d'entreprendre des travaux communs à plusieurs pays. Elle a également demandé au secrétariat d'entreprendre une étude sur l'organisation et la gestion des zones d'industrie.

372. *Transports intérieurs et communications.* — A sa huitième session, le Comité des transports intérieurs et des communications a examiné les travaux accomplis par ses organes subsidiaires dans le domaine des routes, des chemins de fer et des voies fluviales, et a étudié les télécommunications, la coordination des transports et les méthodes employées pour fixer les tarifs marchandises.

373. La Commission a recommandé que des fonctionnaires des transports participent, aux côtés des économistes, à la sixième session du Groupe de travail du développement et des plans économiques, de façon à permettre l'examen approfondi tant des aspects techniques que des aspects économiques du développement des transports.

374. La Commission a remercié le Gouvernement indien et le Gouvernement de la République de Chine d'avoir offert à des ingénieurs des chemins de fer et des ponts et chaussées d'étudier les techniques de construction des ponts et les travaux de modernisation des chemins de fer dans leur pays.

375. La Commission a noté que des spécialistes des transports fluviaux avaient fait avec succès un voyage d'étude en Hongrie et dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Elle a été heureuse d'apprendre que le Gouvernement birman allait assumer la gestion du Centre de formation de mécaniciens de moteurs de marine Diesel à Rangoon, que le Gouvernement des Etats-Unis aiderait à acquérir un ptéroscope pour des démonstrations dans la région et que le Gouvernement pakistanais avait offert d'organiser ces démonstrations, ainsi que des démonstrations de lutte contre les plantes aquatiques.

376. La Commission a été heureuse des progrès réalisés dans l'exécution du projet de grandes routes internationales, en ce qui concerne notamment le rattachement des réseaux routiers et les normes proposées pour les routes et les ponts par les trois réunions zonales qui s'étaient tenues en 1959; elle a prié le Secrétaire exécutif d'étudier la possibilité d'obtenir dans ce domaine une aide technique et financière.

377. La Commission a proposé d'organiser un voyage d'études qui permettrait aux fonctionnaires des transports routiers d'observer dans les pays avancés la structure et l'exploitation des transports routiers. Elle a recommandé d'organiser un cycle d'étude sur les transports routiers, ainsi que de donner un plus large champ d'action au Sous-Comité des routes et de l'appeler désormais "Sous-Comité des routes et des transports routiers".

378. *Maîtrise des eaux et mise en valeur des ressources hydrauliques.* — Le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong a tenu quatre sessions au cours de la période considérée; il a continué à encourager, coordonner, diriger et surveiller la planification et l'étude des travaux de mise en valeur des ressources hydrauliques dans le bassin inférieur du Mékong. Il a remercié de leur aide la CEAO ainsi que

l'OIT, l'UNESCO, l'OMM, l'OMS, l'AIEA et le Fonds spécial des Nations Unies.

379. La Commission a noté que la mise en œuvre du programme d'enquête avait beaucoup avancé grâce à l'aide fournie par l'Australie, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, l'Iran, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Au cours de la session de la Commission, la République de Chine et Israël ont offert des contributions en nature. Le Gouvernement pakistanais a fait savoir qu'il était prêt à mettre à la disposition du Comité son expérience de la lutte contre les inondations, de la navigation, de l'énergie hydraulique et de l'irrigation. La Commission a accueilli avec satisfaction les contributions supplémentaires annoncées par le Canada, la France, le Japon et le Royaume-Uni.

380. La Commission a noté que le Bureau de la maîtrise des eaux et de la mise en valeur des ressources hydrauliques avait organisé un voyage d'étude en Amérique du Nord et en Europe pour des spécialistes de la mise en valeur des ressources hydrauliques, choisis dans la région, et qu'il avait organisé, conjointement avec l'OMM et le Groupe de travail du terrassement, un Cycle interrégional d'étude sur les réseaux hydrographiques.

381. La Commission a approuvé la proposition de réunir en 1961 un colloque régional sur les barrages et les réservoirs et un second cycle d'étude sur les méthodes et le matériel utilisés en hydrologie et en 1962 un colloque régional sur la mise en valeur des nappes souterraines.

382. La Commission a proposé d'organiser sur le Mékong des démonstrations de prévision des crues. Elle a constaté avec satisfaction que plusieurs organisations de l'Inde et du Pakistan s'étaient déclarées disposées à soumettre à des expériences les différents types d'outils utilisés dans la région pour le terrassement, en fonction des diverses conditions de travail et des divers types de sol.

383. *Alimentation et agriculture.* — En examinant les travaux de la Division CEAO/FAO de l'agriculture, la Commission a noté que les pays de la région accordent une attention croissante aux mesures destinées à stabiliser le régime foncier et le cours des produits agricoles et à stimuler le zèle des cultivateurs. La Commission a noté avec satisfaction que la FAO et la CEAO organiseraient conjointement en 1960 une réunion de spécialistes de la planification du développement agricole.

384. *Statistiques et recherches.* — La Commission a approuvé les travaux de la Conférence des statisticiens d'Asie (troisième session) [E/CN.11/516], et elle a fait l'éloge des rapports du Groupe de travail de spécialistes des méthodes de sondage (E/CN.11/517) et du Groupe de travail de spécialistes de la formation de capital (E/CN.11/518). Elle a recommandé que le premier de ces groupes examine l'emploi des méthodes de sondage pour les recensements de la population et de l'agriculture et que le deuxième étudie les méthodes à employer pour évaluer la formation de capital dans le secteur non monétaire.

385. La Commission a noté avec satisfaction que, grâce au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies et à l'aide fournie par la Fondation Ford, le secrétariat a pu donner des conseils aux pays de la région pour exécuter le programme de recensement mondial de 1960.

326. *Affaires sociales.* — Comme par le passé, les travaux de la Division des affaires sociales de la CEAE0 ont porté notamment sur les problèmes démographiques, le développement communautaire et le progrès social; la Division s'est attachée, conformément au nouveau mandat de la Commission, à étudier l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

387. *Assistance technique.* — La Commission a pris note avec satisfaction du document d'information que le BAT lui avait adressé sur l'assistance technique fournie aux pays et territoires de la région de la CEAE0 au titre du Programme élargi et des programmes ordinaires (E/CN.11/520). Elle s'est félicitée des observations du Commissaire de l'assistance technique (E/3340, par. 343) et de l'assurance que le secrétariat de la CEAE0 et la Direction des opérations d'assistance technique (DOAT) collaborent de la façon la plus étroite aux entreprises régionales d'assistance technique. Elle a exprimé l'espoir que le BAT disposerait de plus de ressources, ce qui lui permettrait d'allouer des crédits supplémentaires aux entreprises régionales. La Commission s'est déclarée heureuse que la DOAT fasse appel à son expérience et à celle du secrétariat pour dresser les programmes nationaux, qui comprennent de moins en moins d'études et enquêtes préliminaires et s'attachent de plus en plus à résoudre des problèmes économiques et sociaux bien définis.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

388. Le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine (E/3333⁴) renferme un compte rendu détaillé des travaux de la Commission pendant l'année qui a suivi sa huitième session (Panama, mai 1959). On trouvera ci-après un aperçu des principales activités de la Commission au cours de la période considérée.

389. *Intégration économique de l'Amérique latine.* — Le secrétariat a consacré une part de plus en plus notable de ses efforts au cours de l'année écoulée aux problèmes intéressant le commerce et l'intégration des économies latino-américaines. Il a participé aux travaux de la première et de la deuxième Conférence intergouvernementale pour l'établissement d'une zone de libre-échange, qui se sont réunies à Montevideo (Uruguay), la première en septembre 1959 et la deuxième en février 1960; en outre, il a préparé des études spéciales sur le problème des paiements dans la zone de libre-échange envisagée et a présenté des projets de solutions possibles. Ces propositions ont été examinées lors d'une réunion des représentants gouvernementaux de banques centrales qui s'est tenue à Montevideo du 11 au 22 janvier 1960. A l'issue de la deuxième des conférences intergouvernementales susmentionnées, le Traité de Montevideo portant création de l'Association latino-américaine de libre-échange, a été conclu et signé par l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Le texte du Traité et les protocoles qui y sont annexés figurent à l'annexe II du rapport annuel de la Commission.

390. Aux termes du Traité, les gouvernements signataires s'engagent à abaisser progressivement les tarifs et autres mesures restrictives frappant les produits primaires qui font l'objet de leurs échanges. Les réductions doivent intervenir au cours d'une période de 12 ans et les restrictions devront être entièrement

éliminées à la fin de cette période. Chaque partie contractante doit établir une liste des produits dont elle a l'intention de diminuer l'imposition et les gouvernements doivent établir une liste commune des produits pour lesquels ils s'engagent collectivement à réduire progressivement les restrictions. A mesure que l'Association latino-américaine de libre-échange poursuit ses travaux, on espère pouvoir augmenter le nombre de produits visés par l'Accord.

391. Par l'article 44 et le protocole No 3 du Traité, les pays signataires demandent l'assistance technique du secrétariat de la Commission et l'on s'occupe déjà de donner suite à cette demande. Des membres du secrétariat ont participé aux travaux de la première réunion du Comité provisoire de l'Association de libre-échange qui s'est tenue à Montevideo en avril 1960; ils ont présenté des études sur les échanges intrarégionaux et des propositions en vue de la présentation du Traité de Montevideo aux parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

392. Le secrétariat a également poursuivi les études qu'il a entreprises au sujet des possibilités de création d'un marché commun pour tous les pays d'Amérique latine. Il s'est particulièrement attaché aux questions de tarifs et de douane, et aux possibilités d'intégration industrielle.

393. *Programme d'intégration de l'Amérique centrale.* — Les travaux du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale sont en bonne voie comme l'indique la signature, lors de la sixième session du Comité qui s'est tenue à San José (Costa Rica), de l'Accord centre-américain sur l'alignement des droits à l'importation, préparé par le Sous-Comité du commerce de l'Amérique centrale. Les représentants des cinq pays intéressés ont également signé un protocole par lequel ils s'engagent à établir un tarif préférentiel centre-américain afin de favoriser l'expansion commerciale.

394. Les renseignements figurant dans le rapport de la sixième session du Comité (E/CN.12/CCE/184⁵), qui embrasse la période du 11 juin 1958 au 2 septembre 1959, ont été mis à jour par un rapport complémentaire présenté au Comité plénier de la Commission⁶, qui s'est réuni à Santiago (Chili) en mars 1960. Depuis, les Gouvernements du Guatemala, du Honduras et du Salvador ont signé un Traité d'association économique par lequel ils se sont engagés à établir, dans les cinq ans qui suivront la date d'entrée en vigueur du Traité, une union douanière complète. Des membres du secrétariat ont eu de fréquents échanges de vues avec les représentants des gouvernements des pays d'Amérique centrale afin d'étudier la situation ainsi créée et de prendre les mesures nécessaires pour faire une réalité du marché commun de l'Amérique centrale et l'utiliser comme fondement de l'intégration économique de la région.

395. A la suite de ces échanges de vues, et sur la demande du Président du Comité de coopération économique, le secrétariat a rédigé un rapport (E/CN.12/CCE/212) dans lequel il a proposé diverses mesures tendant à accélérer l'intégration économique. Le Comité, qui a examiné le rapport au cours d'une session extraordinaire qu'il a tenue à San José (Costa Rica) du 26 au 29 avril, a adopté une résolution par laquelle

⁵ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 59.II.G.5.

⁶ Rapport du secrétariat sur le programme d'intégration économique en Amérique centrale (E/CN.12/AC.45/4).

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 4.

il a demandé au secrétariat de rédiger, en coopération étroite avec les gouvernements, un projet de traité d'intégration économique accélérée des cinq pays, qui serait présenté au Sous-Comité du commerce en juillet 1960. Le Comité doit se réunir de nouveau à Managua (Nicaragua) au mois d'août et examiner le projet de traité afin de le présenter aux gouvernements intéressés pour signature.

396. La première session du Sous-Comité de l'électrification a groupé les représentants des organismes officiels chargés d'encourager et de développer l'électrification dans les cinq pays d'Amérique centrale et au Panama, ainsi que des observateurs envoyés par le Mexique et Porto Rico. Cette session avait pour tâche principale d'examiner la question de l'utilisation des ressources disponibles aux fins de l'électrification dans le cadre de la coopération centre-américaine, et la coordination des programmes nationaux d'électrification.

397. La première réunion d'investisseurs centre-américains s'est tenue sous les auspices du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale et de l'Organisation des Etats d'Amérique centrale (ODECA). Plusieurs hommes d'affaires venus des cinq pays de l'Amérique centrale et du Panama y ont assisté à titre personnel; diverses sociétés internationales, la FAO et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement avaient envoyé des observateurs. Les représentants des entreprises privées ont manifesté un vif désir de coopérer à l'application immédiate et effective des différents instruments juridiques prévus par le programme d'intégration.

398. *Développement économique.* — Afin de répondre aux besoins d'assistance technique des gouvernements latino-américains en matière de programmation du développement économique et d'utiliser au maximum les ressources des Nations Unies, la CEPAL a, en coopération avec la DOAT, établi une liste d'économistes appelés à constituer des groupes consultatifs pour la programmation du développement économique qui interviennent sur la demande des gouvernements. Au cours de l'année écoulée, des groupes consultatifs ont été envoyés en Bolivie, en Colombie et à Cuba et des demandes ont été reçues de l'Equateur, de l'Uruguay et du Venezuela.

399. Les groupes consultatifs se proposent essentiellement d'aider à mettre au point un appareil gouvernemental de programmation qui soit en état de fonctionner lorsqu'ils quittent le pays. Il faut pour cela définir les objectifs de la politique officielle, créer des mécanismes pour l'élaboration et la coordination des mesures économiques et former du personnel.

400. L'exécution du programme ordinaire de 1959 dans le cadre du programme CEPAL/DOAT de formation en matière de développement économique a commencé à Santiago le 6 juillet; elle s'est terminée le 27 février 1960. Dix-huit stagiaires y ont participé.

401. Quatre stages de formation intensive ont été organisés en 1959 en Argentine, au Brésil, en Colombie et à Cuba. Dans ces deux derniers pays, les stages ont été organisés en coopération avec les groupes consultatifs CEPAL/DOAT qui ont fourni la plupart des conférenciers.

402. *Industrie.* — L'étude pilote sur l'industrie chimique chilienne, entreprise en collaboration avec l'Office de développement de la production du Chili, a été achevée pendant les premiers mois de 1960; elle sera utilisée comme texte de référence pour l'étude générale

de l'industrie chimique latino-américaine. L'étude pilote a fait l'objet d'une révision du point de vue méthodologique et technique; elle sera notablement augmentée par l'adjonction d'une liste supplémentaire de produits et d'analyses concernant d'autres pays.

403. A la demande de la réunion d'industriels, de fonctionnaires et de dirigeants des chemins de fer, qui s'est tenue à Cordoba (Argentine) du 2 au 5 mars 1959 et dont le rapport a été présenté à la Commission à sa huitième session (E/3333, par. 75), on prépare une étude destinée aux industries productrices de matériel ferroviaire d'Argentine, du Brésil et du Mexique. En juillet et en août 1959, des enquêtes ont été menées en Bolivie, en Colombie, en Equateur, au Paraguay, au Pérou, en Uruguay et au Venezuela pour déterminer les besoins immédiats de matériel ferroviaire aux fins de la rénovation et de l'extension des services, ainsi que les possibilités de les satisfaire. On a en outre étudié les droits de douane et autres taxes, de même que les règlements concernant les changes et les règlements administratifs en vigueur touchant les importations de matériel ferroviaire. Ces données ont été mises à jour en ce qui concerne l'Argentine et le Brésil.

404. Le secrétariat a établi un rapport sur le marché des produits sidérurgiques laminés pour la réunion qui s'est tenue à Santiago du 28 septembre au 3 octobre 1959, sur l'invitation de l'Institut chilien de l'acier. A cette réunion, il a été décidé de créer l'Institut latino-américain de l'acier.

405. *Mise en valeur des ressources hydrauliques.* — Les travaux de deux missions d'études hydrauliques, organisées sous les auspices de la CEPAL, de la DOAT et de l'OMM, ont servi de base à la préparation de projets qui ont été présentés au Fonds spécial des Nations Unies. Le Gouvernement chilien a demandé au Fonds spécial, qui a consenti à prêter son concours, de participer au développement du réseau de stations météorologiques et hydrologiques du pays. Le Fonds spécial fournit par ailleurs une assistance à l'Equateur pour un projet de contrôle hydrologique. La mission d'études hydrauliques envoyée au Venezuela en 1960 rédige actuellement son rapport définitif.

406. *Agriculture.* — Au cours de la période considérée, une division mixte CEPAL/FAO de l'agriculture a été créée en remplacement du programme commun CEPAL/FAO.

407. Les enquêtes locales pour l'étude sur le café de São Paulo ont été achevées à la fin de 1959 et un résumé des conclusions, sous forme de rapport, a été communiqué aux organismes brésiliens qui ont coopéré à ces travaux.

408. La division a pris une part active aux travaux préliminaires à la sixième conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine. Elle a préparé deux rapports à l'intention de la conférence. L'un sur le rôle de l'agriculture dans la création d'un marché commun et d'une zone de libre-échange et l'autre sur les niveaux du revenu agricole en fonction des problèmes de développement économique de l'Amérique latine.

409. En outre, la division a participé aux travaux des groupes consultatifs CEPAL/DOAT de développement économique, en Bolivie, en Colombie et à Cuba; elle a rédigé une étude sur l'évolution et l'avenir de l'agriculture en Amérique latine, qui porte notamment sur le taux d'expansion, sur les facteurs agissant sur la demande, sur les progrès réalisés dans l'application des techniques modernes et sur les obstacles institution-

nels qui freinent le développement agricole; elle a préparé des études sur la viande, la laine et le coton, qui viennent compléter l'analyse des échanges intrarégionaux, ainsi qu'un rapport sur les investissements, les facteurs de production et la productivité dans l'agriculture équatorienne; enfin, elle a rédigé une étude sur les critères permettant de définir l'importance des exploitations agricoles dans les programmes de repeuplement et de réforme agraire, qui a été présentée au deuxième Cycle d'étude latino-américain sur les problèmes fonciers qui s'est réuni sous les auspices de la FAO à Montevideo en novembre-décembre 1959.

410. *Affaires sociales.* — Au cours de la période considérée, la Division des affaires sociales est devenue une division ordinaire du secrétariat de la CEPAL.

411. Un Cycle d'étude sur les problèmes d'urbanisation en Amérique latine s'est tenu du 6 au 18 juillet 1959 au siège de la CEPAL, sous les auspices de l'UNESCO, de la Direction des affaires sociales de l'ONU et de la CEPAL, avec la coopération de l'OIT et de l'OEA.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

412. La Commission économique pour l'Afrique a tenu sa deuxième session du 26 janvier au 6 février 1960 à Tanger (Maroc). Un compte rendu détaillé des travaux de la Commission depuis sa première session et des débats de la deuxième session figure dans le rapport annuel de la Commission au Conseil (E/3320⁷).

413. Tous les Etats membres de la Commission, y compris l'Union sud-africaine qui assistait pour la première fois aux séances de la Commission, étaient représentés. Des représentants du Congo belge et du Ruanda-Urundi, qui ont été admis par la Commission comme membres associés, ont également pris part aux travaux. Par sa résolution 5 (II) [E/3320, 3ème partie], la Commission a préconisé l'accroissement du nombre de ses membres associés. Quatorze Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission avaient envoyé des observateurs. Sept institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique étaient représentées; des observateurs de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara et de la Ligue des Etats arabes ont assisté à la session. Dix-huit organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif étaient également représentées.

414. La question de savoir si la délégation française pouvait parler au nom de la France et de la Communauté ou seulement au nom de la France s'étant posée, le Président a prié la délégation française, conformément à l'article 5 du mandat de la Commission, de parler au nom de la France, étant entendu qu'il lui serait loisible de parler de la Communauté.

415. *Débats de la deuxième session.* — La Commission a tout d'abord examiné la situation et les tendances de l'économie des pays d'Afrique telles qu'elles sont exposées dans l'*Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950*⁸ (E/CN.14/28).

416. La vulnérabilité de beaucoup d'économies africaines a montré combien il importe de ne pas dépendre exclusivement de la production primaire. On a insisté

sur la nécessité de développer les industries de transformation de produits destinés à l'exportation et de remplacement des produits d'importation afin de limiter les répercussions que les fluctuations des cours des produits primaires peuvent avoir sur l'économie intérieure des pays africains. Par ailleurs, la plupart des délégations ont déclaré qu'elles attachaient une grande importance à la stabilisation des prix des produits de base sur les marchés mondiaux et ont préconisé une action internationale dans ce domaine.

417. Le développement et l'évolution de la demande intérieure de produits alimentaires exigent une production agricole croissante et plus diversifiée. On a envisagé plusieurs méthodes qui permettraient d'arriver à ce résultat, en développant notamment le mouvement coopératif. La Commission a indiqué l'importance qu'elle attache à ce mouvement en priant le Secrétaire exécutif de faire rapport sur l'état et les progrès du mouvement coopératif en Afrique et d'envisager, en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la création en Afrique de centres de formation et la diffusion de matériel éducatif dans ce domaine [E/3320, 3ème partie, résolution 9 (II)].

418. La Commission a également examiné un rapport sur les incidences de la Communauté économique européenne sur le commerce africain. Elle a estimé qu'il faudrait élargir le champ des travaux futurs entrepris dans ce domaine pour qu'ils traitent des conséquences des ententes économiques européennes sur le commerce intra-africain aussi bien que sur l'industrialisation et sur la croissance économique des pays d'Afrique. Le Secrétaire exécutif a été prié de réunir en 1960 un comité spécial en vue d'examiner les études établies par le secrétariat dans ce domaine [E/3320, 3ème partie, résolution 7 (II)]. La Commission a également prié le Secrétaire exécutif d'entreprendre des enquêtes sur le commerce intra-africain et l'industrie des pays d'Afrique et de prêter son assistance en vue de la préparation et de la tenue d'une conférence d'hommes d'affaires africains.

419. Au cours des débats sur l'assistance internationale à l'Afrique, la Commission a réitéré les observations qu'elle avait formulées lors de sa première session, selon lesquelles l'assistance internationale joue un rôle essentiel pendant la phase critique que traverse actuellement le développement des pays et territoires d'Afrique et qu'elle peut notamment contribuer à assurer la croissance harmonieuse des pays qui viennent d'accéder à l'indépendance. La Commission a été unanime à appuyer la résolution 1414 (XIV) de l'Assemblée générale relative à l'étude des possibilités de coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle devenus indépendants. Certains représentants ont souligné la nécessité de fournir une assistance plus grande aux pays d'Afrique, de préférence en application d'arrangements multilatéraux; toutefois, ils ont fait remarquer que l'aide dont bénéficient actuellement les pays africains leur est surtout fournie en vertu d'accords bilatéraux. La Commission a exprimé l'espoir que la CEA jouerait un rôle actif dans la coordination de tous nouveaux programmes multilatéraux [E/3320, 3ème partie, résolution 11 (II)].

420. On a souligné à plusieurs reprises la nécessité de perfectionner la recherche scientifique et la formation de chercheurs et de personnel grâce à des échanges

⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Supplément No 10.

⁸ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 59.II.K.1; voir aussi par. 147 à 152 ci-dessus.

d'experts, à des bourses de perfectionnement et à divers moyens. En effet, on a constaté que la formation de personnel africain était un facteur clef de l'expansion du développement et du fonctionnement efficace des divers services. L'importance de cette question a été soulignée par les résolutions 16 (II), relative à la formation en cours d'emploi, 17 (II), relative aux moyens de formation offerts aux États africains, et 18 (II), relative au programme de travail et à l'ordre de priorité pour 1960-1961 (E/3320, 3ème partie).

421. Les délégations ont pris acte du rapport de la réunion d'experts pour l'étude des techniques de programmation du développement dans les pays d'Afrique (E/CN.14/42 et Add.1) et ont convenu de faire figurer les projets suivants dans le programme de travail pour 1960-1961: convocation d'une réunion d'experts sur l'utilisation de la comptabilité nationale pour l'élaboration d'une politique économique et la programmation du développement, création de services consultatifs, à l'usage des gouvernements, concernant les techniques et les problèmes de la programmation du développement et création de moyens de formation dans ce domaine destinés aux Africains; elle a également approuvé le projet de publication d'un bulletin économique pour l'Afrique qui contiendrait notamment un aperçu des études consacrées aux problèmes africains et entreprises par des organes autres que la Commission économique pour l'Afrique [E/3320, 3ème partie, résolution 18 (II)].

422. La Commission a approuvé la création d'une division des industries, des transports et des ressources naturelles chargée de s'occuper des problèmes techniques qui se posent dans ces domaines. En vertu des nouvelles dispositions, les projets conjoints seraient exécutés par les diverses divisions organiques plutôt que par un service distinct.

423. La Commission a examiné le rapport sur la première session de la Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/25) et a exprimé sa satisfaction des travaux accomplis. Elle a souligné qu'il est nécessaire de disposer de données statistiques complètes et sûres pour pouvoir établir les programmes de développement économique et social et elle a approuvé l'organisation d'enquêtes sur le terrain et la création de centres régionaux de démonstration sur les méthodes d'exécution de ces enquêtes. Elle a également approuvé sans réserve le programme de l'enquête statistique sur l'Afrique; la Commission a été informée que le volume des renseignements disponibles sur le traitement du secteur de subsistance dans la comptabilité nationale augmenterait et que les renseignements recueillis lors de l'exécution du programme statistique régional aideraient à aligner les données relatives à l'Afrique sur la nomenclature et les systèmes de classification internationaux [E/3320, 3ème partie, résolution 12 (II)].

424. La Commission a examiné un exposé de la recherche géologique et minière en Afrique rédigé par l'UNESCO comme suite à la demande de la Commission qui, lors de sa première session, avait exprimé le vœu de voir établir une bibliographie d'enquêtes sur les ressources naturelles de l'Afrique. La Commission a exprimé l'espoir qu'il serait possible de hâter les travaux, de manière que les gouvernements disposent de renseignements sur d'autres catégories de ressources. La Commission a demandé que des enquêtes soient exécutées sur les ressources minérales, en fonction de la possibilité de créer des industries fondées sur ces ressources [E/3320, 3ème partie, résolution 13 (II)].

425. La Commission a fait remarquer que l'agriculture constitue toujours l'un des principaux secteurs d'activité de l'économie des pays africains et qu'elle occupe une importante proportion de la population active. Elle a souligné que l'industrialisation devrait aller de pair avec la transformation de l'agriculture traditionnelle de subsistance en agriculture moderne de marché et avec l'amélioration rapide des méthodes de production agricole.

426. Dans la plupart des régions d'Afrique, il est nécessaire d'améliorer l'élevage du bétail, pour des raisons tant nutritives que commerciales. On a recommandé l'organisation, dans toute la région, de campagnes de lutte contre les maladies et les parasites du bétail et pour l'expansion du marché intérieur et des marchés d'exportation de la viande et du bétail.

427. On a appelé l'attention sur le projet interrégional financé pour une durée de six ans par le Fonds spécial, en vue de la formation de chercheurs et de la mise au point d'un plan général d'action dans le domaine de la lutte contre le criquet pèlerin. Les gouvernements ont été invités instamment à continuer leur appui aux organismes internationaux existants qui, depuis des années, parviennent à limiter les ravages du criquet nomade et du criquet migrateur africain.

428. On a recommandé la création d'un conseil régional des pêches pour les pays de l'Afrique du Nord-Ouest. On a préconisé l'extension des pêches en eaux douces, qui fournirait des ressources en protéines, et la modernisation des pêches maritimes. On a également souligné l'importance de l'exploitation des ressources forestières.

429. La Commission a examiné le rapport du Cycle d'étude sur l'élaboration et la mise en œuvre des programmes nationaux de développement communautaire (E/CN.14/24). Plusieurs représentants ont souligné la nécessité de mobiliser les ressources humaines et d'utiliser de la main-d'œuvre bénévole pour la construction d'installations collectives. On a reconnu que le développement communautaire joue un rôle important dans le développement économique et social. Outre les économies que ces méthodes peuvent permettre de réaliser, elles contribuent, en incitant la population à satisfaire elle-même ses besoins, à encourager l'effort personnel, l'acquisition de connaissances pratiques et l'éveil du sens de la responsabilité civique. En outre, on a souligné l'importance du rôle des femmes dans le développement communautaire, et on est convenu de prévoir des activités qui les intéressent particulièrement, dans le cadre des programmes y relatifs. Plusieurs délégations ont exposé les réalisations de leur pays et ont indiqué que, pour assurer l'efficacité des programmes, il serait nécessaire d'organiser la formation de toutes les catégories de personnel — administrateurs, agents sanitaires et spécialistes de la vulgarisation agricole, par exemple. La Commission a pleinement approuvé le programme recommandé par le Cycle d'étude sur le développement communautaire, qui s'est tenu du 14 au 25 septembre 1959 à Addis-Abéba [E/3320, 3ème partie, résolution 15 (II)].

430. *Programme de travail et ordre de priorité.* — La Commission a adopté le rapport du Comité préparatoire sur le programme de travail et l'ordre de priorité (E/CN.14/47). Par ses résolutions 18 (II) et 19 (II) [E/3320, 3ème partie], la Commission a adopté le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1960-1961 et a déclaré à nouveau qu'elle désire entreprendre des projets d'action concertée.

431. Constatant les difficultés rencontrées dans le recrutement du personnel, la Commission a adopté une résolution priant les gouvernements des pays membres et membres associés d'apporter au Secrétaire exécutif l'assistance nécessaire pour lui faciliter le recrutement de personnel pour le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, notamment : le recrutement d'Africains [E/3320, 3ème partie, résolution 20 (II)].

Section II. — Examen des rapports annuels par le Conseil

432. Les rapports annuels de la CEE (E/3349⁹), de la CEAE0 (E/3340⁹), de la CEPAL (E/3333⁹) et de la CEA (E/3320⁹) ont été présentés au Conseil, à sa trentième session, par les secrétaires exécutifs de ces commissions qui ont fait un exposé¹⁰ de l'évolution économique dans les régions qu'elles desservent respectivement et des principaux faits nouveaux intéressant les activités des commissions et de leurs secrétariats.

433. Le Secrétaire exécutif de la CEE a déclaré que, depuis le moment où l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1959*¹¹ (E/ECE/383) a été rédigée, l'essor économique s'est poursuivi dans cette région, l'accroissement de la production étant dû à l'amélioration de la productivité plus qu'à l'augmentation de l'emploi. En Europe occidentale, c'est dans les pays fortement industrialisés qu'on a enregistré l'expansion la plus considérable, tandis qu'en Europe orientale le taux d'accroissement a été particulièrement élevé dans les pays relativement peu industrialisés. L'expansion économique s'est accompagnée d'un développement rapide du commerce intrarégional, mais les termes de l'échange entre les pays de production primaire et l'Europe ont continué à se détériorer. Le Secrétaire exécutif a signalé qu'à la quinzième session de la Commission, il avait proposé de convoquer périodiquement des réunions intergouvernementales privées, à un niveau approprié pour examiner les grandes questions économiques, d'élaborer un ensemble de principes et de règles concernant les échanges multilatéraux, qui pourraient être appliqués dans les relations commerciales entre des pays dont le système économique est différent, et d'utiliser davantage les services de la CEE pour renforcer l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies aux pays sous-développés. En adoptant la résolution 3 (XV) relative à l'organisation, à un niveau élevé, d'une réunion de conseillers économiques des gouvernements, et la résolution 6 (XV) relative à l'amélioration des techniques du commerce extérieur, la Commission a préparé le terrain à une confrontation et à une harmonisation des politiques économiques européennes. En outre, la Commission se préoccupe davantage de l'assistance aux pays insuffisamment développés; on s'est attaché tout particulièrement à renforcer, à l'intérieur de la Commission, la collaboration à l'échelon régional en ce qui concerne l'échange de données d'expérience dans le domaine des sciences, des techniques et de la production. Des progrès ont été accomplis dans la réalisation de projets tels que la lutte contre la pollution des eaux, le développement de la productivité et de l'automatisation, et dans l'étude de l'exportation de biens d'équipement et l'analyse de la situation générale de l'énergie en Europe. En outre, la Commission et son secrétariat ont

consacré une part de plus en plus importante de leurs travaux à l'étude des tendances à long terme et de leurs répercussions sur les politiques économiques.

434. Des membres du Conseil ont insisté¹² sur l'importance et l'utilité du rôle essentiel et traditionnel de la Commission, qui est d'encourager et d'élargir la coopération intergouvernementale entre les pays de l'Europe orientale et ceux de l'Europe occidentale sur le plan économique, notamment dans le domaine du commerce. On a exprimé l'espoir que la réunion des conseillers économiques des gouvernements qu'on a proposé d'organiser favoriserait une entente entre les pays membres de la CEE qui ont des régimes économiques différents, et contribuerait ainsi à l'amélioration des relations économiques. On a estimé en outre que l'enquête du Comité de la CEE pour le développement du commerce sur les moyens pratiques d'améliorer les techniques d'échanges intra-européens faciliterait l'adoption de mesures multilatérales, et permettrait d'éliminer une grande partie des obstacles auxquels on se heurte actuellement et d'augmenter le volume de ces échanges. Les résultats de ces travaux pourraient présenter un intérêt non seulement à l'intérieur de la région mais sur le plan universel. On a noté avec satisfaction que la Commission poursuivrait les travaux qu'elle a entrepris pour favoriser les échanges systématiques de renseignements entre les pays qui en font partie. Plusieurs membres du Conseil ont fait ressortir que la CEE devait apporter toute l'aide possible aux pays dont l'économie est moins développée, en Europe et dans les autres régions. On a parlé aussi des tâches nouvelles qui pourraient incomber à la Commission par suite d'une plus grande décentralisation de l'activité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'assistance technique.

435. Le Secrétaire exécutif de la CEAE0 a indiqué qu'en 1959 la situation des pays de la région de la CEAE0 s'était dans l'ensemble améliorée après la régression qu'ils avaient connue en 1958. La production et le volume des exportations des produits agricoles et manufacturés ont continué de s'accroître au début de 1960. Cependant, les progrès accomplis dans l'ensemble de cette région n'ont pas été suffisants pour amener un relèvement convenable du niveau de vie de la grande majorité des peuples asiatiques. Ces pays toutefois prennent plus nettement conscience de leurs difficultés et se préoccupent de plus en plus de les résoudre. Les pays de la région de la CEAE0 ont besoin de la coopération des pays industrialisés pour accroître leurs exportations de produits agricoles et industriels, qui n'ont pas augmenté depuis une trentaine d'années. Une aide de ce genre leur est aussi nécessaire que des formes d'assistance plus directes. Le Secrétaire exécutif a signalé tout particulièrement la résolution 31 (XVI) dans laquelle la Commission a recommandé diverses mesures destinées à encourager une coopération plus étroite entre les pays de la région en vue du développement du commerce et de l'industrie. On continue à développer les moyens de transport et de communication dans la région. Un exemple remarquable à cet égard est le projet de construction d'une grande route asiatique. Le programme de formation en cours d'emploi institué à la CEAE0 permettra de répondre à la nécessité de disposer d'un personnel qualifié de plus en plus nombreux pour l'exécution des programmes de développement économique dans les différents pays.

⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Suppléments Nos 3, 2, 4 et 10 respectivement.

¹⁰ E/SR.1113.

¹¹ Voir aussi par. 125 à 130.

¹² E/SR.1113 à 1115.

436. Les membres du Conseil ont été unanimes à exprimer leur satisfaction devant l'œuvre accomplie par la CEAEQ, notamment pour favoriser le développement économique. L'importance de la résolution 31 (XVI) relative à la coopération économique régionale pour le développement du commerce et de l'industrie, que la Commission a adoptée à sa seizième session, a été soulignée par plusieurs délégations qui ont estimé que cette résolution ouvrait la voie à une augmentation du nombre des projets d'intérêt régional notamment peut-être la création d'entreprises industrielles mixtes. On a jugé qu'à sa session de 1959 le Groupe de travail du développement et des plans économiques de la CEAEQ avait permis des échanges de vues intéressants en vue de la solution des problèmes que pose un développement économique et social équilibré et que le Groupe avait aidé les pays à prendre les mesures qui convenaient pour leur développement économique et social. On a cité plusieurs cas où une coopération régionale a pu être établie grâce aux efforts de la CEAEQ et de son secrétariat. On a loué la Commission du rôle qu'elle continuait à jouer dans la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong; plusieurs délégations ont aussi accueilli avec satisfaction les plans relatifs à la construction d'une grande route asiatique au sujet desquels des progrès intéressants ont été accomplis et l'annonce de la Conférence des planifications économiques d'Asie qui doit marquer une nouvelle étape importante dans l'activité de la Commission.

437. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a insisté sur l'importance que présente la création de l'Association latino-américaine de libre-échange qui constitue peut-être le premier pas vers l'institution d'un marché commun latino-américain. L'adhésion du Mexique lui donne une portée qui dépasse celle d'un groupement subrégional. L'industrialisation vers laquelle tendent les pays de l'Amérique latine ne pourra manquer de modifier la structure de leurs marchés, mais les pays qui entretiennent avec eux des relations commerciales n'ont pas à craindre que cette transformation ne nuise à leur commerce avec la région, car l'accroissement de leurs exportations permettra aux pays de l'Amérique latine d'augmenter leurs importations en provenance du reste du monde. Le rythme du développement économique de la région, en particulier le taux d'accroissement du revenu national, est encore trop lent et les pays intéressés devraient adopter des mesures pratiques pour accélérer leur expansion. La CEPAL a pu aider les pays de l'Amérique latine de bien des manières et avant tout à la création de l'Association de libre-échange. Elle a également constitué des groupes de consultants qui collaborent avec les gouvernements, sur leur demande, pour améliorer leurs méthodes de planification du développement économique.

438. Les membres du Conseil ont été d'accord pour reconnaître que la CEPAL avait grandement contribué à renforcer la coopération intergouvernementale en Amérique latine. Plusieurs délégations ont insisté sur le rôle qu'a joué la Commission dans la signature du Traité de Montevideo instituant l'Association latino-américaine de libre-échange. On a estimé que ce traité marquait une étape dans les efforts des pays de l'Amérique latine pour établir un marché commun à l'ensemble de la région. Plusieurs délégations ont loué la Commission et son secrétariat d'avoir ménagé la conclusion d'un accord qui, selon eux, pourrait transformer l'histoire économique de l'Amérique du Sud.

Certains représentants ont estimé aussi que les programmes de formation dirigés par le personnel de la Commission présentent un intérêt de plus en plus grand pour les gouvernements. Les membres du Conseil ont été d'accord pour reconnaître que la Commission avait orienté son activité de la manière qui convenait le mieux aux besoins de la région, et se sont déclarés certains qu'elle continuerait à avoir une heureuse influence sur le développement de l'Amérique latine.

439. Le Secrétaire exécutif de la CEA a exposé quelques-uns des principaux problèmes auxquels se heurtent les pays d'Afrique dans leur effort pour renforcer leur économie et élever le niveau de vie de leur population. Il a parlé en particulier des conséquences néfastes qu'avaient les fluctuations des cours des produits de base sur les économies africaines. Cependant, à son avis, la rapidité des changements politiques qui se produisent actuellement en Afrique encourage ces pays à s'intéresser vivement à la coopération économique et à chercher à améliorer la situation de leur économie. A sa deuxième session, la Commission a exprimé sa gratitude pour l'aide fournie aux pays d'Afrique. Les membres de la CEA ont montré une préférence pour diverses formes d'aide multilatérale plutôt que pour une aide bilatérale et ont été d'avis qu'il fallait leur fournir d'urgence une assistance plus importante. La Commission s'est déclarée convaincue qu'elle devrait jouer un rôle considérable dans l'examen des nouvelles propositions d'aide économique et financière multilatérale qui pourraient être faites à l'Afrique, et elle a exprimé l'espoir qu'elle serait pleinement consultée à cet égard. Le Secrétaire exécutif a indiqué en outre que des progrès considérables avaient été accomplis dans le recrutement du personnel compétent pour le secrétariat de la Commission; il a exprimé l'espoir que tous les postes seraient pourvus dans un proche avenir, en grande partie par des Africains.

440. Plusieurs membres du Conseil ont déclaré qu'ils avaient été frappés par les progrès accomplis par la Commission et son secrétariat dans l'établissement des bases de leur activité future. Des progrès remarquables ont été accomplis en peu de temps dans la façon d'aborder quelques-uns des grands problèmes que les pays d'Afrique doivent résoudre au cours de leur évolution économique. On a exprimé la certitude que la Commission serait en mesure de jouer un rôle important pour aider les pays à mettre en pratique les politiques qu'ils entendent suivre dans le domaine économique et social et à réaliser une unité économique régionale qui serait d'un grand avantage pour le continent africain.

441. Un certain nombre de délégations ont estimé que les commissions économiques régionales avaient, à juste titre, acquis une plus grande importance et que le Conseil avait tenu compte, avec sagesse, de ce fait, lorsqu'il avait décidé de consacrer spécialement un point de son ordre du jour à l'examen des rapports de ces commissions. C'est aux commissions économiques régionales qu'incombent en grande partie les réalisations pratiques entreprises par l'Organisation des Nations Unies à propos des problèmes économiques et de leurs aspects sociaux, et les pays qui en font partie les utilisent de plus en plus comme des "parlements économiques". Des membres du Conseil ont estimé que les commissions ont permis au Conseil de mieux tenir compte des problèmes particuliers qui se posent aux pays des différentes régions du monde et ils ont félicité

les commissions de l'œuvre remarquable qu'elles accomplissent.

442. Dans sa résolution 763 (XXX), le Conseil a pris acte des rapports annuels des commissions économiques régionales et a approuvé leurs programmes de travail et l'ordre de priorité y relatif; il a autorisé le Secrétaire exécutif de la CEA à donner à la République fédérale d'Allemagne la faculté d'assister, si elle le désire, aux sessions de la Commission, dans des conditions analogues à celles qui sont prévues pour les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission.

443. Eu égard aux difficultés que la question des permis de conduire en circulation internationale fait

naître entre les pays qui sont parties à la Convention de 1949 sur la circulation routière et ceux qui ne le sont pas, le Conseil, sur la recommandation de la CEE, a adopté une nouvelle résolution [764 (XXX)] dans laquelle il invite les pays parties à la Convention de 1949 à reconnaître, au plus tard à dater du 26 mars 1962, les permis de conduire internationaux conformes au modèle de l'annexe 10 de cette convention que les pays non parties à la Convention pourraient émettre; il invite en outre les pays parties à la Convention de 1926 ou à la Convention de 1943, et qui ne le seraient pas encore à la Convention de 1949, à reconnaître, à partir de la même date, les permis de conduire internationaux conformes au modèle de l'annexe 10 de la Convention de 1949.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Trentième session

Fédération syndicale mondiale:

Rapports des commissions économiques régionales (E/SR.1114).

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Union internationale des organismes officiels de tourisme:

E/C.2/562. Développement du tourisme dans le continent africain.

Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante:

E/C.2/563. Formation pédagogique en Afrique.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Fédération mondiale des anciens combattants:

E/CN.11/NGO/32. Situation économique de l'Asie, développement et planification économiques.

Confédération internationale des syndicats libres:

E/CN.11/NGO/33. Situation économique mondiale.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Fédération mondiale des anciens combattants:

E/CN.14/NGO/5. Activités de la Fédération mondiale des anciens combattants; collaboration avec l'Organisation des Nations Unies en Afrique.

Conseil international des femmes:

E/CN.14/NGO/6. Activités du Conseil international des femmes; collaboration avec les organisations internationales en Afrique.

Fédération routière internationale:

E/CN.14/NGO/7. Le développement des transports en Afrique.

AUTRES QUESTIONS ECONOMIQUES ET QUESTIONS CONNEXES

Section I. — Principes de la coopération économique internationale

444. A sa trentième session, le Conseil a été saisi, en application de sa résolution 727 B (XXVIII), d'un rapport du Secrétaire général (E/3396¹) contenant un résumé analytique et comparatif de toutes les réponses des gouvernements à un questionnaire qui leur avait été adressé conformément à la résolution 1321 (XIII) dans laquelle l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de demander aux Etats Membres de faire connaître leur avis sur l'opportunité de formuler un énoncé des objectifs économiques de l'Organisation des Nations Unies et des moyens de coopération internationale qui permettraient le mieux d'atteindre ces objectifs.

445. Les gouvernements qui étaient d'avis de formuler un énoncé des objectifs économiques ont invoqué plusieurs raisons. Ils estimaient notamment qu'une déclaration des objectifs de l'ONU favoriserait la compréhension entre les nations, guiderait les Etats dans leurs relations économiques et, d'une manière générale, permettrait d'atteindre plus facilement ces objectifs. On a fait valoir aussi que, plusieurs années s'étant écoulées depuis la signature de la Charte, il serait utile de faire la synthèse de l'expérience acquise et de mieux préciser les objectifs de la coopération économique internationale. Les gouvernements qui n'estimaient pas nécessaire d'énoncer à nouveau ces objectifs ont avancé, entre autres raisons, que les buts économiques généraux de l'ONU avaient déjà été énoncés dans la Charte et dans diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil. On a jugé aussi qu'il était plus utile de définir des objectifs judicieux à l'occasion de problèmes précis et qu'en formulant de nouveau des principes généraux on ferait perdre de leur souplesse aux organes économiques de l'ONU et qu'on délimiterait par avance leur futur champ d'action.

446. Au cours des débats du Conseil, dans les réunions à l'échelon ministériel² et dans les autres réunions, ses membres ont exposé de nouveau leurs idées générales sur le rôle de l'ONU dans le domaine économique. On a fait ressortir que l'une des tâches les plus importantes des Nations Unies, telles qu'elles sont définies dans la Charte, était de favoriser les relations économiques internationales. On a fait état du rôle consultatif que le Conseil pouvait jouer dans la coordination et l'harmonisation des politiques économiques nationales. D'autre part, on a fait observer qu'il existait diverses institutions, au sein de l'Organisation des Nations Unies et en dehors, destinées à favoriser les relations économiques internationales et que cette diversité convenait pour résoudre différentes questions économiques particulières. Une délégation a proposé que le Conseil adopte une déclaration sur la coopération économique internationale et a présenté un projet de texte à cet effet.

Section II. — Questions de statistique

447. Lors de sa trentième session, le Conseil a examiné³ le rapport sur les travaux de la onzième session de la Commission de statistique (E/3375⁴ et Add.1⁵). Par la résolution 765 (XXX), le Conseil a pris acte de ce rapport et approuvé le programme de travail et l'ordre de priorité qu'il contenait. On trouvera ci-dessous un aperçu de quelques-unes des principales questions que la Commission a examinées.

STATISTIQUES INDUSTRIELLES ET CONNEXES

448. La Commission a examiné un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/257) qui expose les modifications qu'on se propose d'apporter aux recommandations internationales relatives aux statistiques industrielles de base; elles ont été établies à la suite d'une étude des pratiques suivies par les divers pays (E/CN.3/257/Add.1 et Add.2 et E/CN.3/281). La Commission a recommandé la préparation d'une publication où seraient présentées ces propositions, telles qu'elles auraient été révisées pour tenir compte des débats de la Commission; elles constitueraient un guide permettant aux pays de mettre au point leurs statistiques industrielles de base et de rassembler des données comparables sur le plan international. La Commission a demandé au Secrétaire général de poursuivre les travaux concernant les statistiques industrielles, en insistant tout particulièrement sur la comparaison des systèmes de statistiques industrielles de certains pays très industrialisés (E/3375, par. 33).

449. La Commission a examiné le Programme mondial d'enquêtes industrielles de base de 1963 en s'aidant d'un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/258). Elle a demandé qu'une publication soit préparée pour exposer les recommandations pour ce programme, tel que la Commission l'a approuvé, et que l'attention des Etats Membres soit appelée sur la résolution 676 B (XXVI) du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a recommandé de réunir des données de base pour l'industrie pour 1963 ou pour une année proche de 1963 (E/3375, par. 41).

450. La question de l'unité statistique appropriée à utiliser dans les diverses enquêtes économiques a été étudiée par la Commission sur la base d'un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/259). La Commission a invité le Secrétaire général à préparer une étude technique en se fondant sur ce mémoire, révisé et développé en tenant compte des débats de la Commission, et de consulter à nouveau les Etats Membres (E/3375, par. 45).

451. La Commission a examiné la question des statistiques relatives aux données qui pourraient être

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

² E/SR.1117 à 1121.

³ E/AC.6/SR.284; E/SR.1116.

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 12.

⁵ Ibid., Annexes, point 9 de l'ordre du jour.

extraites des bilans et des comptes de profits et pertes des entreprises, d'après un mémoire établi par le Secrétaire général (E/CN.3/260). Elle a invité le Secrétaire général à préparer une étude comparative des besoins, des problèmes et des pratiques nationales en ce qui concerne le rassemblement et l'élaboration des statistiques de l'actif et du passif, des recettes et des dépenses des entreprises, et de continuer à mettre au point des principes directeurs dans ce domaine (E/3375, par. 50).

STATISTIQUES DES PRIX DE GROS

452. La Commission a examiné la question du rassemblement et de l'élaboration de séries de prix de gros représentatives et comparables, en se fondant sur un rapport établi par le Secrétaire général (E/CN.3/264). Elle a invité le Secrétaire général à préparer un mémoire technique sur cette question et à formuler, à titre de projet, un ensemble de principes directeurs (E/3375, par. 55).

STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

453. La Commission a examiné une proposition contenue dans un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/261), tendant à combiner la *Classification type pour le commerce international* (CTCI) — recommandée par la résolution 299 B (XI) du Conseil — et la *Nomenclature douanière de Bruxelles* (NDB) établie par le Conseil de coopération douanière et adoptée internationalement. La Commission a approuvé les modifications envisagées pour la CTCI, qui rendent cette combinaison possible. Elle a recommandé la publication de la CTCI révisée, ainsi que des index alphabétiques, de la NDB subdivisée et des codes de correspondance entre ces deux modes de classement. Elle a également prié le Secrétaire général d'établir, dans la mesure du possible, des codes de correspondance entre la CTCI révisée et la classification utilisée pour le commerce extérieur par l'URSS et les pays de l'Europe orientale (E/3375, par. 63).

COMPTABILITÉ NATIONALE

454. La Commission a examiné la question de l'évaluation de la formation brute de capital intérieur dans les pays sous-développés, en s'aidant d'un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/265) qui, après avoir jugé les méthodes employées par ces pays pour mesurer la formation brute de capital intérieur, suggérerait des moyens d'améliorer ces estimations. La Commission a demandé que le texte de ce mémoire soit modifié pour tenir compte des observations de la Commission et que les travaux soient poursuivis dans ce domaine en vue de préparer une étude qui présenterait un intérêt pratique pour les Etats Membres (E/3375, par. 72).

455. La Commission a examiné les progrès réalisés dans l'étude des comptabilités nationales et des sujets connexes, en se fondant sur un rapport du Secrétaire général (E/CN.3/267). Elle a noté que le *Système de comptabilité nationale et tableaux connexes*⁶ avait été révisé de manière à faire disparaître pratiquement toutes les différences que présentaient les recommandations faites en la matière par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation européenne de coopération économique et le Fonds monétaire international. Elle a demandé (voir E/3375, par. 88) qu'un rang de priorité

élevé soit accordé à l'étude des méthodes permettant d'améliorer la qualité des statistiques des postes de la comptabilité nationale et proposé de continuer, avec l'aide des conférences régionales de statistiques, à rechercher les moyens de coordonner les systèmes de comptabilité nationale existants avec les systèmes de la balance économique nationale utilisés dans les économies planifiées. Elle a également demandé que l'on continue à étudier, en collaboration avec le Fonds monétaire international et les organisations régionales intéressées, les usages possibles et l'utilité d'un système intégré de statistiques des flux financiers et de la comptabilité nationale.

STATISTIQUES POUR LES PROGRAMMES SOCIAUX

456. La Commission a examiné un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/269 et Corr.1) établi sur la base de recommandations faites par un organisme interinstitutions, le Groupe de travail des statistiques pour les programmes sociaux; ce document contenait un sommaire du *Recueil de statistiques sociales* qui sera publié en 1963, conformément à la section I de l'annexe à la résolution 693 (XXVI) du Conseil — en même temps que le troisième *Rapport sur la situation internationale*. Elle a approuvé dans leur ensemble les 56 tableaux du sommaire, qui portent sur les sujets suivants: statistiques de la population et de l'état civil, conditions sanitaires, consommation alimentaire et nutrition, habitation, enseignement et activités culturelles, main-d'œuvre et conditions d'emploi, sécurité sociale, revenu et dépenses.

457. Conformément à la résolution 585 B (XX) du Conseil, la Commission était saisie d'un rapport d'activité (E/CN.3/270 et Corr.1) sur la définition et l'évaluation des niveaux de vie du point de vue international, établi par le Secrétaire général avec la collaboration des institutions spécialisées. La Commission a estimé que ce rapport énonçait sur la question des directives provisoires utiles.

458. La Commission a examiné un avant-projet établi par le Secrétaire général (E/CN.3/271) sur les objectifs et le contenu d'un manuel des enquêtes par sondage sur les conditions d'existence des familles et rédigé conformément à la décision prise par le Groupe de travail des statistiques pour les programmes sociaux. La Commission a recommandé la convocation d'un Groupe de travail spécial, composé d'experts en méthodes d'enquêtes par sondage, qui passerait en revue les progrès accomplis récemment dans la recherche de méthodes destinées à permettre, notamment dans les pays sous-développés, de rassembler les statistiques nécessaires pour la rédaction du *Recueil* et pour les programmes sociaux en général (E/3375, par. 109).

459. La Commission a examiné un rapport d'activité établi par le Secrétaire général (E/CN.3/272), portant sur les travaux relatifs aux recensements de l'habitation, et constaté qu'un nombre croissant de pays ont procédé ou vont procéder à des recensements de l'habitation pendant la période 1955-1964. La Commission a également examiné un rapport technique (E/CN.3/R.2) sur les indicateurs statistiques des niveaux de vie et le logement, ainsi qu'un rapport (E/CN.3/R.2/Add.1) sur les observations reçues au sujet de ces indicateurs. La Commission a estimé que les indicateurs établis par l'Organisation des Nations Unies présentaient de l'intérêt pour l'élaboration de programmes économiques et sociaux et qu'ils devraient être étudiés par des groupes régionaux intéressés aux statistiques de l'habitation. La

⁶ Etudes méthodologiques, série F, No 2, Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 1959.XVII.11).

Commission a examiné une étude sur les méthodes proposées pour l'estimation des besoins du logement préparée par le Bureau de statistique (E/CN.3/274) et recommandé que cette étude soit communiquée aux Etats Membres, pour observations, et renvoyée aux conférences régionales de statistiques pour qu'elles l'adaptent aux conditions régionales. La Commission a également examiné un mémoire du Secrétaire général contenant des propositions relatives à l'élaboration d'un programme de statistiques courantes de l'habitation (E/CN.3/275 et Corr.1).

CLASSIFICATION DES COMPTES PUBLICS

460. La Commission a examiné le rapport établi par le Secrétaire général (E/CN.3/279) sur l'état des travaux effectués en application de la résolution 378 D (XIII) du Conseil. Conformément à la demande que la Commission avait faite à sa dixième session, le *Manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat*⁷ (ST/TAA/M/12-ST/ECA/49) a été envoyé aux Etats Membres ainsi qu'aux organisations régionales et internationales intéressées. Lors de sa onzième session, la Commission a pris note du résumé des observations reçues concernant le *Manuel* et prié le Secrétaire général de communiquer aux services statistiques des divers Etats Membres à la fois ce résumé (E/CN.3/279) et un document intitulé *Reclassification of Government Expenditures and Receipts in Selected Countries*⁸ (ST/ECA/52).

STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

461. La Commission a pris note d'un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/276) qui donne un aperçu des travaux accomplis au sujet du recensement mondial de la population de 1960 (approuvé par la résolution 622 B (XXII) du Conseil économique et social). La Commission a noté que le texte définitif des *Principes et recommandations concernant les recensements nationaux de population*⁹ avait été publié, ainsi que le *Manuel de méthodes de recensement de la population*¹⁰ en trois volumes. Elle s'est félicitée du succès rencontré par le Programme de recensement mondial, succès qui ressort du fait que soixante-huit pays ont recensé leur population au cours de la période 1955-1959 et que 141 recensements sont envisagés pendant la période 1960-1964.

462. La Commission a également examiné un mémoire du Secrétaire général (E/CN.3/277 et Corr.1/Rev.1) contenant un exposé des travaux effectués dans le domaine des statistiques démographiques autres que les recensements de population. Elle a recommandé que soit achevée l'étude méthodique des registres de population en vue de vérifier leur exactitude et leur utilisation en tant qu'instruments statistiques, et que l'on continue à expérimenter les méthodes permettant de différencier les statistiques démographiques d'après leur degré d'exactitude (E/3375, par. 138).

PROGRAMME DE TRAVAIL

463. Le programme de travail recommandé par la Commission et approuvé par le Conseil a donné une

⁷ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 58.XVI.2.

⁸ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 58.XVI.3.

⁹ Etudes statistiques, série M, No 27 (publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 58.XVII.5).

¹⁰ Etudes méthodologiques, série F, No 5, Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 58.XVII.6).

haute priorité à des projets spéciaux relatifs aux questions suivantes: statistiques de la distribution; statistiques du commerce extérieur; statistiques de l'actif et du passif; unité statistique dans les enquêtes économiques; statistiques industrielles; statistiques de prix de gros; statistiques démographiques; produit national et dépenses nationales en prix constants (et indices de prix connexes), comptes nationaux, distribution du revenu des particuliers, statistiques des entrées-sorties et des opérations financières, registres de la population, recensements de population, méthodes de classification socio-économiques, besoins de logement, enquêtes par sondage sur les conditions de vie des familles, statistiques pour les programmes sociaux et méthodes de recensement de l'habitation. Ces projets s'ajoutaient aux projets continus prioritaires, relatifs aux questions suivantes: publication systématique de statistiques internationales, publication d'études traitant des méthodes statistiques, consultations régionales sur les questions statistiques, avis et assistance à fournir aux pays pour l'application des normes ou principes directeurs actuels et échange de renseignements sur les questions de méthodes et d'application.

Section III. — Tremblements de terre au Maroc et au Chili

TREMBLEMENTS DE TERRE AU MAROC

464. A sa vingt-neuvième session¹¹, le Conseil a examiné les mesures à prendre à la suite des tremblements de terre qui ont eu lieu au Maroc en février 1960. Tous les membres du Conseil ont adressé leurs sincères condoléances au Gouvernement et au peuple du Maroc et ont exprimé leur vive préoccupation devant les tragiques conséquences des tremblements de terre. On a fait mention de l'assistance fournie au Maroc par divers pays et par des organisations internationales telles que le FISE. Toutefois, le Conseil a estimé que l'Organisation des Nations Unies se devait de susciter de nouvelles initiatives.

465. Les représentants du FISE et de l'OMS ont fait également des déclarations au sujet des secours d'urgence et de l'assistance à long terme que l'on pourrait envisager. Le Conseil a adopté une résolution [746 (XXIX)] dans laquelle il a exprimé sa préoccupation devant les conséquences des tremblements de terre et a invité les Etats Membres à examiner l'assistance qu'ils seraient en mesure d'offrir et l'OMS et le FISE, ainsi que les autres institutions spécialisées qui seraient en mesure de le faire, à accorder d'urgence leur attention à ceux des problèmes soulevés par la catastrophe qui relèvent de leur compétence; le Conseil a exprimé sa gratitude pour l'assistance déjà fournie et a prié le Secrétaire général de tenir compte de la situation spéciale où se trouve le Maroc lorsqu'il décidera des services à rendre à divers pays et de coordonner les efforts des divers organismes des Nations Unies dans ce domaine.

TREMBLEMENTS DE TERRE AU CHILI

466. A sa trentième session¹², le Conseil était saisi d'un rapport sur une session extraordinaire du Comité plénier de la CEPAL¹³, laquelle s'est tenue à New York du 28 au 30 juin 1960 pour rechercher les mesures à prendre pour organiser la coopération internationale en

¹¹ E/SR.1096.

¹² E/SR.1112, E/SR.1116.

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 4A.

raison de la situation créée au Chili à la suite de la catastrophe qui s'est abattue sur ce pays en mai 1960.

467. Le Conseil a entendu une déclaration du Secrétaire exécutif de la CEPAL exposant l'étendue des dommages et rendant compte des recommandations du Comité plénier de la CEPAL. Tous les membres du Conseil ont exprimé la profonde sympathie de leurs pays à l'égard du Chili et ont demandé que la communauté internationale prenne des mesures rapides et efficaces. Le Conseil a également entendu une déclaration du Président-Directeur du BAT sur la possibilité d'accorder au Chili une assistance technique exceptionnelle en raison de la catastrophe.

468. Le Conseil a adopté une résolution [766 (XXX)] dans laquelle il a exprimé la profonde préoccupation que lui causent les conséquences de la grave catastrophe qui s'est abattue sur plus du tiers du territoire et de la population du Chili; il a pris acte avec satisfaction de l'assistance que le Chili a déjà reçue de diverses sources; il a constaté qu'un programme d'assistance technique d'urgence aux fins de reconstruction et de développement économique du Chili a été élaboré par le gouvernement de ce pays, programme dont le coût global s'élève à 2.200.000 dollars pour les années 1960 à 1962. Le Conseil a prié le Secrétaire général et les directeurs des institutions spécialisées de ne pas perdre de vue l'urgence des besoins du Chili, lorsqu'ils décideront, dans la limite de leurs moyens et de leurs pouvoirs, des services qui doivent être rendus aux Etats Membres; il a prié le Directeur général du Fonds spécial de considérer avec faveur tout projet de préinvestissement qui serait présenté par le Chili en vue de l'œuvre de reconstruction et qui pourrait être traité par le Fonds. Le Conseil a recommandé que le CAT, le BAT et le Président-Directeur de ce bureau tiennent compte des besoins particuliers du Chili en matière d'assistance technique pendant les années 1960, 1961 et 1962 et fassent ce qui est en leur pouvoir pour satisfaire ces

besoins, sans porter préjudice au niveau général des programmes prévus à l'intention d'autres pays au cours de ces années-là. Il a exprimé l'espoir que les gouvernements des pays qui participent au Programme élargi d'assistance technique tiendront compte des besoins particuliers du Chili ainsi que des autres besoins exceptionnels ou normaux du programme, en versant des contributions supplémentaires au compte spécial, dans la mesure où les ressources actuelles ne suffisent pas à satisfaire ces besoins.

COLLABORATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE SISMOLOGIQUE

469. A l'occasion de l'examen de la question des tremblements de terre au Chili, le Conseil a également adopté une résolution [767 (XXX)] dans laquelle, exprimant une fois de plus l'émotion qu'il ressentait, comme en font foi ses résolutions 254 (IX), 751 (XXIX) et 766 (XXX), en apprenant les grandes pertes de vies humaines et les dommages matériels considérables causés par les tremblements de terre et les raz de marée, il a invité le Secrétaire général à rechercher la coopération de l'UNESCO, de l'OMM et des autres institutions spécialisées intéressées, en vue d'entreprendre une étude détaillée et compréhensive des moyens de réduire au minimum les dommages causés par les tremblements de terre et les raz de marée — y compris la développement et la coordination de l'observation et de la recherche sismologiques ainsi que le développement des systèmes d'avertissement en matière de raz de marée, l'établissement de cartes sismologiques et l'amélioration de la planification physique et des techniques de logement et de construction dans les zones particulièrement exposées à ces phénomènes — et à faire rapport au Conseil lors de sa trente-quatrième session; il a invité le Secrétaire général et les institutions spécialisées à prêter à cette fin leur assistance aux gouvernements qui ont formulé cette demande, cela dans toute la mesure permise par leurs ressources.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Trentième session

Conférence internationale des charités catholiques:

Mesures à prendre à l'occasion des tremblements de terre au Chili (E/C.2/SR.182).

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
À LA COMMISSION DE STATISTIQUE

Institut interaméricain de statistique:

E/CN.3/NGO/7. Examen des statistiques internationales: situation de l'Amérique en matière de statistique.

QUESTIONS SOCIALES

470. Il n'est fait aucune mention spéciale, dans le présent chapitre, des travaux de la Commission de la population et de la Commission des questions sociales, qui ne se sont pas réunies au cours de l'année considérée. Le rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation¹ contient un exposé des progrès accomplis dans l'exécution des programmes de travail que ces commissions avaient adoptés à leurs dixième et douzième sessions respectivement et que le Conseil avait approuvés à ses vingt-septième et vingt-huitième sessions.

471. Au chapitre VII du présent rapport, il est fait mention de certains aspects du programme des Nations Unies dans le domaine social, dont le Conseil s'est occupé au cours de son examen annuel du développement et de la coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'ONU et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

Section I. — Programme à long terme d'action internationale concertée dans le domaine de l'habitation

472. A sa trentième session², le Conseil a discuté un rapport du Secrétaire général (E/3382), établi en exécution de la résolution 731 B (XXVIII) du Conseil, sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme à long terme d'action internationale concertée dans le domaine de l'habitation et des installations collectives connexes. Le Conseil a examiné l'orientation du programme ainsi que les projets particuliers que l'ONU et les institutions spécialisées intéressées doivent entreprendre conjointement en 1961-1962. Le programme à long terme mettait l'accent sur les projets régionaux; on a noté à cet égard que les projets dont s'occupaient en commun l'Organisation des Nations Unies et une ou plusieurs institutions spécialisées avaient généralement un caractère régional, mais venaient s'ajouter à tout ce que faisaient l'ONU et les institutions spécialisées en cause pour aider les gouvernements pris séparément à établir et à exécuter leurs programmes de logement, ainsi qu'à former le personnel administratif et technique nécessaire.

473. Au cours de l'examen des projets inscrits au programme de travail, plusieurs représentants ont constaté avec satisfaction que l'on avait de plus en plus recours aux centres régionaux du logement pour la recherche, la formation, et l'échange de résultats. Il y avait quelques doubles emplois, mais cela semblait inévitable pendant que l'on coordonnait les programmes existants des diverses institutions; toutefois, ces doubles emplois devaient disparaître progressivement, estimait-on, à mesure que le programme prendrait corps. L'importante question du financement ne faisait l'objet d'au-

cun projet commun, mais l'ONU l'avait déjà examinée à fond et plusieurs des commissions économiques régionales étaient en train de l'étudier. A cet égard, on a noté avec intérêt le financement par le Fonds spécial d'un projet dans le domaine des recherches sur la construction. Certains membres du Conseil ont accueilli avec satisfaction la participation au programme de plusieurs organisations intergouvernementales et non gouvernementales; on a aussi souligné qu'il importe d'associer les gouvernements au programme et de stimuler l'établissement de politiques nationales coordonnées du logement. On a exprimé l'espoir que les observations que les gouvernements étaient invités à formuler sur le programme envisagé comprendraient des renseignements sur leur politique et leurs plans nationaux, ainsi que des propositions sur les diverses manières dont une action internationale concertée pourrait les aider à exécuter cette politique et ces plans.

474. La plupart des membres du Conseil ont estimé que, puisque la Commission des questions sociales devait examiner le programme à sa session de 1961, il suffisait de prendre note du rapport du Secrétaire général et d'exprimer l'espoir que les institutions spécialisées et les organisations gouvernementales et non gouvernementales intéressées jugeraient possible de participer aux projets de 1961-1962 énumérés dans l'annexe du rapport.

Section II. — Peine capitale

475. Par sa résolution 1396 (XIV), l'Assemblée générale avait invité le Conseil à faire le nécessaire en vue d'une étude de la question de la peine capitale, des lois et pratiques qui y ont trait et des effets de la peine capitale, et de son abolition, sur le taux de criminalité.

476. Après avoir examiné la question à sa vingt-neuvième session³, le Conseil a adopté une résolution [747 (XXIX)] dans laquelle il a demandé au Secrétaire général de préparer une étude des faits concernant les divers aspects de la question de la peine capitale mentionnés dans la résolution de l'Assemblée générale, en consultant, comme il le jugerait à propos, le Comité consultatif spécial d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants, créé par la résolution 415 (V) de l'Assemblée générale, et de soumettre cette étude au Conseil lors de sa trente-troisième session.

Section III. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

477. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a examiné⁴ les rapports du Conseil d'administration du FISE sur ses sessions de septembre 1959 (E/3304⁵) et mars 1960 (E/3336⁶).

³ E/SR.1095 et 1096.

⁴ E/SR.1108.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Supplément No 2.

⁶ Ibid., Supplément No 2A.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Supplément No 1.

² E/AC.24/SR.199 et 200; E/SR.1132.

478. S'adressant au Conseil, le Président du Conseil d'administration a déclaré que celui-ci avait examiné la politique d'assistance suivie en divers domaines, afin de s'assurer que les ressources du Fonds étaient employées de la manière la plus efficace possible. Se fondant sur les résultats d'enquêtes d'experts auxquelles avaient collaboré la FAO et l'OMS, le Conseil d'administration avait redéfini sa politique d'assistance en matière de nutrition afin d'augmenter la quantité et d'améliorer la qualité du lait produit localement à l'intention des mères et des enfants. Il avait également établi un ordre de priorité pour les projets de distribution de lait écrémé afin qu'ils aient une valeur plus durable.

479. En outre, le Conseil d'administration avait passé en revue les résultats du programme de recherche et de mise au point d'aliments nouveaux riches en protéines destinés aux enfants, auquel le FISE participait depuis 1955. Puisqu'il n'était pas certain d'obtenir du lait écrémé en poudre provenant d'excédents, le FISE avait le devoir de redoubler d'efforts pour aider les pays à améliorer à long terme et par leurs propres moyens la nutrition de leurs enfants. Le Conseil d'administration estimait que ces efforts pourraient constituer une contribution importante à la "Campagne mondiale contre la faim".

480. Le Conseil d'administration avait également examiné sa politique d'assistance aux campagnes antipaludiques, auxquelles il consacrait 40 pour 100 environ de ses allocations; il reprendrait en détail l'examen de cette question en juin 1961.

481. Dans sa résolution 1391 (XIV), l'Assemblée générale avait indiqué que l'assistance fournie par l'intermédiaire du FISE constituait un moyen pratique de coopération internationale permettant d'aider les pays à réaliser les fins de la Déclaration des droits de l'enfant. Tenant compte de cette résolution, le Conseil d'administration avait adopté à l'unanimité une déclaration dans laquelle il exposait sa conception du rôle revenant au FISE et soulignait la nécessité de disposer de ressources accrues pour pouvoir s'acquitter de ce rôle (E/3336, par. 40).

482. Dix années s'étant écoulées depuis que le FISE avait cessé de se consacrer principalement aux secours d'urgence pour contribuer à la réalisation de programmes à long terme en faveur de l'enfance dans les pays en voie de développement, certains membres du Conseil d'administration estimaient que le moment était venu d'entreprendre une étude systématique des besoins de l'enfance et des possibilités d'action existantes afin de déterminer plus précisément les principaux domaines dans lesquels les pays devraient à l'avenir déployer des efforts spéciaux et recevoir une aide internationale, ainsi que les meilleurs moyens de fournir cette aide. Le Conseil d'administration examinerait la question en juin 1961 en se fondant sur une analyse préparée par le Directeur général, en consultation avec les institutions spécialisées, compte tenu de l'opinion des gouvernements bénéficiaires sur les besoins prioritaires des enfants de leur pays.

483. Selon son Président, le Conseil d'administration souhaitait que le FISE aide plus rapidement les pays où la mise en œuvre de nouveaux projets était entravée par des difficultés financières ou administratives, en particulier les nouveaux Etats d'Afrique et ceux qui naîtraient prochainement dans ce continent auquel le FISE avait d'ailleurs apporté une aide accrue au cours des dernières années. Le Conseil d'administration estimait que sa politique de "contrepartie" na-

tionale devrait être interprétée avec plus de souplesse; qu'en attendant l'examen de la question de principe, qui aurait lieu en 1961, le Directeur général devrait être autorisé à présenter des projets faisant assumer au FISE une plus grande part des dépenses locales dans certaines situations d'urgence; qu'il faudrait prévoir des fonds pour aider davantage les gouvernements à préparer leurs demandes d'assistance. En juin 1961, le Conseil d'administration passerait également en revue sa politique d'assistance à la formation de personnel national; en effet, alors qu'aucune forme d'aide n'était probablement plus fructueuse à long terme, le FISE y consacrait moins de 10 pour 100 de ses allocations.

484. Chaque fois qu'il le pouvait, le FISE s'efforçait d'encourager les gouvernements à combiner plusieurs activités en un programme d'ensemble puis à intégrer ce programme dans des mesures plus générales visant à élever le niveau de vie des familles et des collectivités. A sa session de mars 1960, le Conseil d'administration avait pour la première fois approuvé des allocations pour des programmes de services sociaux destinés aux enfants.

485. Le Conseil d'administration avait également révisé sa procédure d'allocation afin d'accélérer progressivement l'utilisation des ressources disponibles. Les demandes d'assistance continuaient à dépasser de plusieurs millions de dollars chaque année les recettes du FISE. Celles-ci s'étaient montées en 1959 à 24 millions de dollars. On comptait qu'en 1960 les demandes de crédits s'élèveraient à environ 29 millions de dollars; pour les satisfaire, il faudrait utiliser tous les fonds disponibles, ce qui ne laisserait vraisemblablement aucune réserve à la fin de l'année. Le Président du Conseil d'administration a souligné combien il importait d'associer aux efforts du FISE le concours bénévole de la population, tant dans les pays donateurs que dans les pays bénéficiaires. Il a exprimé l'espoir que grâce à ces efforts nationaux accrus, le FISE pourrait toujours mieux servir la cause des enfants.

486. Au cours du débat du Conseil, plusieurs représentants ont souligné que leurs gouvernements s'intéressaient activement à l'œuvre du FISE. Ils ont rendu hommage aux résultats remarquables que le Fonds avait obtenus en encourageant les pays à faire davantage en faveur des enfants et ils ont constaté avec satisfaction que le FISE avait su apporter une aide concrète immédiatement appréciée de tous qui rehaussait le prestige de l'Organisation des Nations Unies. Comme l'ont fait observer certains représentants, le fait que, dans le cadre de la politique de "contrepartie", les gouvernements avaient fourni des crédits deux fois et demie supérieurs à l'assistance rendue par le FISE prouvait qu'ils attachaient un grand prix à cette aide. Les représentants se sont félicités de voir le Conseil d'administration s'appliquer davantage à réévaluer périodiquement ses programmes afin de tenir compte de l'évolution des besoins et à définir avec plus de soin encore les principes directeurs à suivre. Ils ont pris acte avec satisfaction de la déclaration du Conseil d'administration concernant les responsabilités accrues qui incombaient au FISE du fait de la Déclaration des droits de l'enfant.

487. Certains représentants se sont également déclarés satisfaits que la politique du FISE en matière de programmes ait été assouplie: cela montrait que le Conseil d'administration souhaitait trouver de nouveaux moyens de venir en aide aux pays peu développés et à ceux qui traversaient une période transitoire difficile. Le FISE participait à l'exécution de près de 100 projets dans 32 pays et territoires d'Afrique, mais il importait

de donner rapidement plus d'ampleur à cette assistance. On a fait observer que lorsque le Conseil d'administration réexaminerait en juin 1961 sa politique en matière de paiement des dépenses locales, il devrait rechercher avec soin quels effets un changement de la politique du FISE pourrait avoir sur la pratique des autres organismes des Nations Unies. On a relevé l'idée, exprimée par le Directeur général à la session de mars 1960, que le Conseil d'administration pourrait peut-être envisager, à une session ultérieure, la possibilité d'avoir recours au programme OPEX pour aider à l'exécution de certains des projets bénéficiant de l'assistance du FISE.

488. D'une manière générale, les représentants ont accueilli avec satisfaction la décision du Conseil d'administration d'organiser une enquête sur les besoins de l'enfance. On a souligné l'importance qu'il faudrait accorder à l'opinion des pays bénéficiaires sur leurs propres besoins prioritaires et sur le complément d'aide que le FISE pourrait apporter afin de les satisfaire. Selon plusieurs représentants, il ne serait pas prudent de prévoir de nouvelles catégories d'assistance étant donné que le FISE n'avait que des ressources modestes et qu'il n'était pas assuré de pouvoir les augmenter à l'avenir.

489. Un certain nombre de représentants ont souligné la valeur des programmes de formation et approuvé les mesures prises pour les développer. A leur avis, l'enquête envisagée sur l'aide du FISE à la formation pourrait permettre de définir la politique future du Conseil d'administration en la matière.

490. Parmi les domaines d'assistance auxquels les représentants ont estimé nécessaire d'accorder une importance accrue, on peut citer l'hygiène maternelle et infantile et la nutrition des enfants (surtout afin d'apporter des solutions permanentes à ce dernier problème). L'approbation de premiers programmes modestes de services sociaux destinés aux enfants marquait un début et on espérait qu'ultérieurement le FISE pourrait apporter une contribution appréciable à l'établissement de services sociaux complets de ce genre dans les pays. Quelques représentants ont souligné qu'il convenait de maintenir les crédits alloués aux activités antipaludiques au niveau relativement élevé de 10 millions de dollars par an afin de ne pas compromettre le succès des programmes existants. D'autres, sans vouloir rien ôter à l'importance des activités antipaludiques, ont estimé qu'il faudrait réduire l'aide apportée par le FISE dans ce domaine afin de consacrer plus directement une plus grande part des ressources aux besoins de l'enfance.

491. On a fait ressortir la valeur de l'aide à la production locale, notamment dans les domaines de la conservation du lait, de la mise au point de nouveaux aliments riches en protéines et de la construction de fabriques de vaccins. On a suggéré d'intégrer, au stade de la planification, certains types de projets, comme les campagnes antipaludiques, dans des programmes plus vastes de développement afin d'améliorer simultanément la situation sociale et la situation économique. Les représentants ont félicité le Fonds d'avoir apporté promptement une aide efficace aux régions sinistrées.

492. On a noté avec satisfaction que la Direction des affaires sociales de l'ONU, la FAO et l'OMS avaient coopéré avec le FISE; certains représentants ont ajouté que, si les arrangements régissant le concours des organismes techniques n'avaient pas toujours fonctionné sans à-coups dans le passé, les marques de compréhension mutuelle et de désir de coopérer se faisaient chaque jour plus nombreuses.

493. La plupart des représentants ont exprimé l'espoir que les ressources du FISE augmenteraient, afin qu'il puisse non seulement poursuivre son œuvre utile mais répondre aux besoins nouveaux d'un monde en évolution.

494. A l'issue du débat, le Conseil a adopté une résolution [753 (XXIX)], par laquelle il a pris acte des rapports du Conseil d'administration du FISE sur les sessions qu'il a tenues en septembre 1959 et en mars 1960.

Section IV. — Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*

495. A sa trentième session, le Conseil a examiné⁷ le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/4378⁸), qui porte sur la période de mai 1959 à mai 1960.

497. Ce rapport contenait un exposé des progrès réalisés dans les deux principaux domaines d'activité du Haut Commissariat: protection internationale et recherche de solutions permanentes, y compris le rapatriement librement consenti, la réinstallation et l'intégration. Il donnait en outre un aperçu du programme de secours aux réfugiés d'Algérie se trouvant au Maroc et en Tunisie et des diverses activités connexes du Haut Commissariat.

497. Les répercussions qu'avait déjà eues l'Année mondiale du réfugié étaient envisagées dans le rapport: augmentation des contributions, amélioration de la situation juridique des réfugiés, expansion des possibilités de réinstallation — notamment par l'admission des handicapés physiques — intérêt accru pour les aspects économiques et sociaux de tous les problèmes des réfugiés.

498. Le rapport du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire sur sa troisième session, joint en appendice au rapport annuel du Haut Commissaire, indiquait notamment qu'un objectif de 6 millions de dollars avait été approuvé pour les programmes ordinaires du Haut Commissariat pour 1961 et que l'on envisageait d'établir des programmes d'ensemble sur une base annuelle pour régler le problème des réfugiés dans certains pays où il était désormais possible de le résoudre.

499. Certains groupes importants de réfugiés qui avaient besoin d'assistance ne relevaient pas du mandat du Haut Commissaire, mais les distinctions entre les divers groupes étaient de moins en moins accusées et l'Assemblée générale avait autorisé le Haut Commissaire à user de ses bons offices pour la transmission des contributions destinées à fournir une assistance à ces réfugiés.

500. Le Haut Commissaire a aussi souligné les principaux résultats obtenus au cours de la période considérée. L'Année mondiale du réfugié avait un effet favorable sur toutes les activités du Haut Commissariat, mais le nombre des réfugiés relevant du mandat du Haut Commissaire dépassait encore 1.500.000, dont 900.000 vivant en Europe. Le Haut Commissaire a demandé instamment aux gouvernements d'envisager des mesures spéciales pour faciliter la naturalisation des ré-

* Ce rapport fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale.

⁷ E/SR.1128.

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Supplément No 11, transmis au Conseil par une note du Secrétaire général (E/3397 et Corr.1).

fugiés et empêcher ainsi que la condition de réfugié ne se transmette de génération en génération.

501. Dans le domaine de la protection internationale, les activités du Haut Commissariat s'étaient étendues, notamment en raison de la nomination de correspondants dans divers pays. Trois Etats de plus — la Grèce, la Nouvelle-Zélande et la Yougoslavie — avaient ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, qui allait également être ratifiée par le Brésil. D'autre part, les voyages des réfugiés avaient été facilités. En ce qui concerne la législation nationale, de nouvelles mesures avaient été prises pour faire bénéficier les réfugiés de la sécurité sociale et leur permettre d'exercer leur droit à l'emploi. Les travailleurs manuels et les ouvriers qualifiés trouvaient généralement du travail rapidement et sans difficulté, mais il faudrait que les gouvernements facilitent aux intellectuels réfugiés l'exercice de leur profession. Certains pays avaient déjà pris des mesures dans ce sens. Le Haut Commissaire a également appelé l'attention sur l'indemnisation des réfugiés qui avaient été persécutés sous le régime nazi pour des raisons de race, de religion ou d'opinions politiques. Des négociations avaient été entamées en vue de la création, par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, d'un fonds spécial d'indemnisation.

502. L'autre forme essentielle d'assistance aux réfugiés, l'assistance matérielle, pouvait se diviser en deux catégories: soins et entretien, et recherche de solutions permanentes. Dans la première catégorie, le Haut Commissaire a cité le programme de secours aux réfugiés d'Algérie se trouvant au Maroc et en Tunisie, qu'exécutaient conjointement la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Haut Commissariat. La situation était bien en mains, mais il fallait encore des contributions en espèces et en nature pour poursuivre l'exécution du programme, et des problèmes de plus en plus pressants se posaient dans le domaine de l'emploi et de l'enseignement.

503. Grâce à l'impulsion donnée par l'Année mondiale du réfugié, on avait réalisé des progrès dans la solution des problèmes des réfugiés non installés, qui comprenaient au 1er avril 1960 quelque 20.000 personnes vivant dans des camps. Environ 14.500 d'entre elles remplissaient les conditions requises pour évacuer les camps. Les solutions permanentes devenaient de plus en plus difficiles à trouver pour ces réfugiés car, à mesure que la population des camps diminuait, la proportion des socialement handicapés augmentait; il fallait de plus en plus adapter les solutions aux cas individuels. On pensait que les dispositions nécessaires pour l'évacuation des camps en 1961 seraient prises avant la fin de 1960, à condition que les fonds promis soient effectivement versés. On espérait que beaucoup d'autres réfugiés seraient en mesure de quitter les camps grâce aux programmes spéciaux mis à exécution en Allemagne et en Autriche. Le succès de l'Année mondiale du réfugié avait permis d'accorder une plus grande attention aux besoins des réfugiés non installés vivant hors des camps, et par priorité à ceux des handicapés.

504. Le Haut Commissaire a particulièrement appelé l'attention sur l'accroissement des possibilités de réinstallation dans divers pays, notamment pour les réfugiés physiquement handicapés, ce qui aiderait certainement à résoudre les problèmes des réfugiés non installés.

505. Résumant la situation financière, le Haut Commissaire a informé le Conseil que, sur l'objectif de 12 millions de dollars fixé pour les programmes ordi-

naires de 1960, quelque 8.800.000 dollars avaient été annoncés ou promis; 1.727.000 dollars avaient été versés pour l'assistance aux réfugiés d'Afrique du Nord et 1.709.540 dollars pour l'assistance aux réfugiés chinois se trouvant à Hong-kong.

506. En conclusion, le Haut Commissaire a rendu hommage à toutes les organisations qui participaient à la tâche du Haut Commissariat.

507. Au cours du débat, de nombreux membres du Conseil ont félicité le Haut Commissaire de son rapport et de l'œuvre accomplie par le Haut Commissariat pendant la période considérée. Ils ont constaté avec satisfaction la diminution du nombre des réfugiés non installés relevant du mandat du Haut Commissaire et l'amélioration des mesures de protection des réfugiés. Ils se sont également déclarés satisfaits des progrès réalisés dans l'approvisionnement des réfugiés d'Afrique du Nord en produits essentiels tels que vivres et vêtements.

508. Certains représentants ont signalé qu'il incombe dans une certaine mesure aux pays de résidence d'aider les réfugiés à s'installer. On a noté que le programme ordinaire du Haut Commissaire tenait compte des besoins des réfugiés non installés vivant hors des camps, notamment de ceux des handicapés physiques; plusieurs représentants ont souligné la nécessité d'aider davantage ce groupe de réfugiés. La proportion de "cas spéciaux" augmentait à mesure que la population totale des camps diminuait; aussi le programme d'évacuation des camps ne pourrait-il être mené à bien que si les réfugiés socialement handicapés bénéficiaient du traitement spécial dont ils avaient besoin; le Haut Commissaire a été félicité de ses projets d'assistance aux socialement handicapés.

509. Les représentants qui ont pris la parole sont convenus que, si l'on pouvait considérer l'Année mondiale du réfugié comme une réussite, il fallait néanmoins poursuivre les efforts entrepris. Au cours du débat, un certain nombre de représentants ont donné des précisions sur les résultats des campagnes lancées dans leurs pays au titre de l'Année mondiale du réfugié et sur les mesures spéciales prises par leurs gouvernements, notamment pour réinstaller les réfugiés handicapés. Le Gouvernement du Royaume-Uni a été félicité d'avoir pris l'initiative de l'Année mondiale. On est convenu toutefois qu'il restait beaucoup à faire et on a exprimé l'espoir que les efforts entrepris se poursuivraient après la fin de l'Année mondiale du réfugié, la conception universelle du problème étant maintenue.

510. A l'issue du débat, le Président du Conseil a rendu hommage au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés qui devait quitter son poste à la fin de l'année.

511. Le Conseil a adopté la résolution 769 (XXX) par laquelle il a pris acte du rapport établi par le Haut Commissaire (A/4378), qui serait transmis à l'Assemblée générale, à sa quinzième session.

Section V. — Contrôle international des stupéfiants

512. A sa trentième session, le Conseil a examiné⁹ le rapport de la Commission des stupéfiants sur sa quinzième session (E/3385¹⁰), le rapport du Comité central permanent de l'opium sur son activité en 1959

⁹ E/AC.7/SR.430, 431; E/TAC/SR.223; E/SR.1129, 1132.

¹⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 9.

(E/OB/15 et Add.¹¹) ainsi qu'un rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants (E/3367 et Corr.1¹²). Par ses résolutions 770 A et B (XXX), il a pris acte des rapports de la Commission et du Comité. On trouvera ci-dessous un bref exposé des principales activités de la Commission et du Comité, ainsi que des mesures prises par le Conseil à la suite des recommandations de la Commission.

MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS ET CONTRÔLE INTERNATIONAL

513. D'une manière générale, les gouvernements se sont acquittés de l'obligation de fournir les renseignements et les rapports prévus dans les traités sur les stupéfiants. Cent trente et un pays et territoires ont soumis des rapports annuels pour 1958. La Commission a été informée que, selon certains rapports, plusieurs pays et territoires ne s'étaient pas conformés aux dispositions des traités internationaux sur les stupéfiants relatives aux autorisations d'exportation. Le Secrétaire général a été prié de rappeler aux gouvernements intéressés les obligations qui leur incombent à cet égard et d'inviter les pays qui n'avaient pas présenté de rapports annuels pendant plusieurs années de les lui faire parvenir.

514. En 1959, des textes législatifs concernant 22 pays et 13 territoires ont été communiqués au Secrétaire général. Comme certains pays n'avaient pas encore communiqué leurs textes, la Commission a invité le Secrétaire général à rappeler à tous les gouvernements les obligations qui leur incombent à cet égard.

Extension de la participation internationale aux traités multilatéraux sur les stupéfiants

515. Au cours de la période de 12 mois qui s'est achevée le 26 avril 1960, quatre nouveaux Etats ont adhéré au Protocole signé à Paris le 19 novembre 1948, qui avait permis de placer sous contrôle international les stupéfiants, et notamment les stupéfiants synthétiques, qui n'étaient pas visés par les traités sur les stupéfiants alors en vigueur. Le nombre des Etats qui, à la date du 26 avril 1960, avaient ratifié le Protocole ou y avaient adhéré était de 57.

516. Au cours de la même période, 6 Etats ont ratifié le Protocole de 1953 sur l'opium ou y ont adhéré, portant à 37 le nombre des parties au Protocole, dont 7 des Etats fabricants mentionnés à l'article 21 dudit protocole (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Suisse) et 2 des Etats producteurs d'opium mentionnés à l'article 6 (Inde et Iran). Aux termes de l'article 21 du Protocole de 1953, il faut encore l'adhésion ou la ratification d'un autre Etat producteur d'opium pour que le Protocole entre en vigueur.

Contrôle des stupéfiants nouveaux

517. Au cours de l'année, huit stupéfiants nouveaux ont été placés sous contrôle international. La Commission a également décidé de placer sous contrôle international provisoire, en attendant la décision de l'OMS, un nouveau stupéfiant synthétique, connu sous le nom

de diphénoxylate, qui ressemble à la péthidine, produit toxicomanogène placé sous contrôle international.

TRAFFIC ILLICITE

518. Les renseignements obtenus par la Commission au cours de l'année écoulée sur le trafic illicite ont été plus abondants et on a constaté que les rapports fournis étaient de meilleure qualité. La Commission n'en a pas moins jugé nécessaire d'inviter une fois de plus tous les gouvernements à fournir rapidement des rapports précis et complets sur le trafic illicite, conformément aux obligations qui découlent pour eux des conventions et en réponse aux demandes des organismes internationaux intéressés.

519. La Commission a noté que, comme les années précédentes, les stupéfiants qui se rencontraient le plus fréquemment sur le marché illicite étaient l'opium et les opiacés, la cocaïne et le cannabis. Les sources de ce trafic international d'opium étaient situées en Extrême-Orient ainsi qu'au Proche et au Moyen-Orient. Le trafic d'opiacés avait de vastes ramifications internationales, il présentait des aspects multiples et était fortement établi; on avait découvert au cours de l'année plusieurs fabriques ou laboratoires fabriquant clandestinement de la morphine brute et de la diacétylmorphine (héroïne). L'usage et le trafic de la diacétylmorphine semblaient se répandre; comme par le passé, un important trafic de ce stupéfiant se faisait en direction de l'Amérique du Nord, de Hong-kong, du Japon et de la Chine (Taïwan), empruntant différentes voies internationales.

520. On a constaté un important trafic de cocaïne en Amérique du Sud, où la fabrication clandestine de ce produit était répandue, surtout en Bolivie et au Pérou. Un intense trafic de pâte de cocaïne facilitait le transport de la matière première servant à la fabrication illicite de la cocaïne et il existait un trafic croissant de la cocaïne qui touchait de nombreux pays de cette région et, de là, les Etats-Unis, notamment par Cuba et le Mexique.

521. Le trafic de cannabis était toujours intense et revêtait généralement des formes analogues à celles qui avaient été exposées dans les rapports antérieurs de la Commission. Les saisies d'autres stupéfiants naturels et de stupéfiants synthétiques demeuraient relativement insignifiantes.

522. Le trafic illicite international était fortement organisé et ne pouvait être combattu que grâce à une étroite collaboration internationale. La Commission a appris avec satisfaction la conclusion entre la Turquie et l'Iran d'un pacte relatif à la surveillance des frontières et a exprimé l'espoir que l'esprit de coopération dont il témoignait se manifesterait également dans les pays d'Extrême-Orient et d'Amérique du Sud où sévissait le trafic des stupéfiants. La Commission a également appelé l'attention des gouvernements sur les avantages qui résultaient de rapports étroits et directs entre les autorités chargées de contrôler le trafic international.

523. La Commission a été informée des travaux de la Mission pour l'étude de la question des stupéfiants au Moyen-Orient par le rapport de cette mission (E/CN.7/382), ainsi que par son président, M. L. H. Nicholson. Plusieurs membres de la Commission ont félicité la Mission du travail qu'elle avait accompli et du rapport qu'elle avait présenté, et ils ont exprimé l'opinion que ce rapport faciliterait grandement les efforts visant à remédier à la situation en matière de

¹¹ Comité central permanent de l'opium, *Rapport au Conseil économique et social sur l'activité du Comité en 1959 et Addendum* (publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 59.XI.3 et Add.).

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, *Annexes*, point 13 de l'ordre du jour.

trafic illicite au Moyen-Orient et dans d'autres régions victimes de ce trafic.

524. Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [770 C (XXX)], par laquelle il a pris acte du rapport de la Mission d'étude et noté que la Mission avait adressé des communications confidentielles à certains gouvernements du Moyen-Orient, en application de la résolution 689 I (XXVI) du Conseil. Le Conseil a remercié les membres de la Mission de l'excellent travail qu'ils avaient accompli, ainsi que de leur rapport si utile; il a appelé l'attention des gouvernements intéressés sur les recommandations précises contenues dans le rapport et les a invités à les étudier, et il a rappelé aux gouvernements les obligations qu'ils avaient assumées aux termes des conventions internationales sur les stupéfiants, et notamment qu'ils devaient lutter contre le trafic illicite; il a invité les gouvernements des pays de la région qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier les actuelles conventions internationales sur les stupéfiants; il a appelé l'attention des gouvernements de la région sur les moyens d'action dans le domaine de l'assistance technique pour la lutte contre l'abus des stupéfiants; il a prié le Secrétaire général de rechercher et de prendre les mesures propres à simplifier le système utilisé actuellement pour la communication des rapports concernant le trafic illicite.

525. Au cours de l'année, des réunions groupant plusieurs pays et portant sur la lutte contre le trafic illicite ont eu lieu en Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient. Plusieurs membres du Conseil se sont félicités, comme la Commission, de l'importante mesure qu'avait prise le Gouvernement brésilien en organisant la première conférence interaméricaine sur le trafic illicite de la cocaïne et de la feuille de coca, et ils ont souligné la valeur des résultats obtenus. Le Conseil, comme la Commission, a jugé que les conférences régionales pour la lutte contre l'abus des stupéfiants étaient importantes et utiles et il a exprimé l'espoir que l'on continuerait de progresser dans cette voie. La Commission a également souligné qu'il existait d'autres moyens de renforcer la coopération régionale en vue de la lutte contre l'abus des stupéfiants, et elle a invité le Secrétaire général à accorder une attention spéciale à cette question lors de l'établissement du programme de travail du Secrétariat. Le Conseil estimait, comme le représentant du Secrétaire général, qu'il serait utile à cet égard de détacher des membres de la Division des stupéfiants dans les régions intéressées.

EMPLOI ABUSIF DES STUPÉFIANTS (TOXICOMANIE)

526. Les questions relatives aux données statistiques et à la recherche scientifique en matière de toxicomanie ont particulièrement retenu l'attention de la Commission durant son examen des problèmes que pose l'emploi abusif des stupéfiants.

527. Un recueil des données quantitatives sur la toxicomanie (E/CN.7/380), la quatrième d'une série d'études préparées chaque année par le Secrétariat, donnait le nombre des toxicomanes pour les divers stupéfiants, par pays et par territoire, d'après les rapports annuels fournis par les gouvernements pour 1958. La Commission avait obtenu des données plus nombreuses qu'au cours des années précédentes, grâce en partie au texte révisé du chapitre X (emploi abusif des stupéfiants) du formulaire des rapports annuels que la Commission avait adopté à sa treizième session. Vu la diversité des pratiques adoptées par les différents

gouvernements en ce qui concerne le dépistage, l'identification et le recensement des toxicomanes, les chiffres relatifs à la toxicomanie ne se prêtaient pas nécessairement à la comparaison statistique, mais les données recueillies avaient permis de faire figurer pour la première fois dans l'étude sur la fréquence de la toxicomanie une classification provisoire et sommaire de la gravité des problèmes que pose l'emploi abusif des stupéfiants dans 108 pays et territoires.

528. Le Comité d'experts de l'OMS pour les drogues toxicomano-gènes et, dans une certaine mesure, la Commission elle-même ont besoin pour leurs travaux des résultats de la recherche — y compris les recherches cliniques contrôlées — sur les propriétés des stupéfiants et particulièrement des nouveaux stupéfiants. L'activité de ces organes dépend beaucoup, à cet égard, des travaux effectués par les établissements publics des Etats-Unis. Par sa résolution 770 D (XXX), le Conseil a rendu hommage à l'assistance prêtée par les Etats-Unis d'Amérique, mais il a constaté que les établissements américains pouvaient ne pas toujours être à même de renseigner à temps le Comité d'experts pour lui permettre d'agir rapidement, malgré leur désir d'accorder la priorité à certaines de ses demandes particulières. Le Conseil s'est déclaré soucieux de voir trouver des moyens de développer les activités de la recherche dans ce domaine et dans les différentes parties du monde. A cet effet, il a invité l'OMS, les Etats-Unis d'Amérique et les autres pays qui avaient les moyens de le faire à étudier la possibilité et l'opportunité de prêter une assistance dans le domaine de la recherche aux pays qui en feraient la demande; il a invité les pays intéressés à se mettre en rapport avec l'OMS et il a invité cette organisation à examiner la possibilité de préparer un recueil des méthodes qui servent actuellement à déterminer les propriétés toxicomano-gènes des diverses substances.

PROJET DE CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS

Conférence de plénipotentiaires: observations

529. Le Conseil a été informé qu'au 31 mars 1960, 43 pays et 16 organisations avaient fait parvenir au Secrétariat des observations touchant le fond du troisième projet de convention unique sur les stupéfiants (E/CN.7/AC.3/9 et Add.1); ces observations avaient été groupées en un recueil (E/CONF.34/1) et communiquées aux gouvernements et aux organisations intéressées, conformément à la résolution 689 J (XXVI) du Conseil. Les observations que le Secrétariat aura reçues après le 31 mars 1960 seront communiquées sous forme d'additifs audit recueil.

Préparations exemptées

530. Les traités actuels sur les stupéfiants classent les substances en deux groupes principaux: le premier, généralement dénommé "groupe I", contient les stupéfiants les plus dangereux, comme la morphine; le second, désigné sous le nom de "groupe II", contient les stupéfiants relativement moins dangereux, comme la codéine. La différence fondamentale en ce qui concerne les mesures de contrôle applicables aux deux groupes est que la vente au détail des substances du groupe II n'est pas soumise au contrôle. De plus, les préparations de stupéfiants du groupe I n'échappent à la plus grande partie des dispositions de contrôle administratif que si elles sont nommément exemptées soit aux termes d'une disposition précise d'un traité, soit par une décision de l'OMS, alors que toutes les préparations

de stupéfiants du groupe II "se prêtant à une application thérapeutique normale" sont exemptées en bloc.

531. Cette description générale des préparations exemptées pour les stupéfiants du groupe II a donné lieu dans la pratique à des interprétations différentes selon les gouvernements. Il en est résulté des difficultés d'ordre administratif lorsqu'il s'est agi d'appliquer à ces préparations le régime des certificats d'importation et des autorisations d'exportation¹³, par exemple dans le cas où un gouvernement exportateur estime qu'une préparation donnée "se prête à une application thérapeutique normale" et échappe donc au contrôle, alors que le pays importateur professe une opinion opposée.

532. La Commission a étudié la possibilité de résoudre ces difficultés inhérentes au système actuel des traités en invitant l'OMS à envisager une procédure qui consisterait à recevoir les propositions que les gouvernements pourraient formuler au sujet des préparations du groupe II qui devraient être exemptées du contrôle; à recommander, sur la base de ces propositions, les préparations ou groupes de préparations qui devraient être exemptées du fait qu'elles "se prêtent à une application thérapeutique normale" et à étudier toutes propositions nouvelles des gouvernements relatives à l'exemption de préparations. La Commission espérait qu'une telle procédure permettrait aux gouvernements qui accepteraient les recommandations de l'OMS d'adopter une pratique plus uniforme. Les dispositions du troisième projet de convention unique sur les stupéfiants (E/CN.7/AC.3/9 et Add.1) sont presque les mêmes à cet égard que celles du système actuel des traités. Aux termes de ce projet, les stupéfiants qui figurent actuellement au groupe II seraient énumérés au tableau II et toutes les préparations exemptées seraient inscrites à un tableau III. La Commission a envisagé la possibilité que la conférence de plénipotentiaires, qui doit être convoquée en exécution de la résolution 689 J (XXVI) du Conseil, décide d'inscrire au tableau III, sur la base des recommandations de l'OMS dont il a été question plus haut, diverses préparations de stupéfiants figurant au tableau II ou des groupes strictement définis de préparations de ces stupéfiants, au lieu de se borner à faire figurer au tableau III une inscription générale telle que "préparations se prêtant à une application thérapeutique normale".

533. Le Conseil, prenant note de cette décision de la Commission, a exprimé l'avis qu'il serait utile que les représentants participant à la conférence de plénipotentiaires reçoivent à ce sujet des instructions précises de leur gouvernement; il serait nécessaire à cette fin de donner aux services techniques des gouvernements intéressés la possibilité d'examiner la question avant que ne se réunisse la conférence. En conséquence, le Conseil a adopté une résolution [770 F (XXX)] par laquelle il a prié le Secrétaire général d'inviter les gouvernements, les institutions spécialisées et l'AIEA à fournir à l'OMS, si possible avant le 15 octobre 1960, une liste des préparations qui devraient, selon eux, être exemptées du contrôle. Il a invité l'OMS, à la lumière de ces propositions, à établir une liste des préparations pour lesquelles l'exemption était recommandée, si possible à une date assez avancée pour que cette liste puisse être communiquée aux gouvernements avant l'ouverture de la conférence de plénipotentiaires. Si la conférence acceptait les recommandations de l'OMS, ces prépa-

rations seraient alors portées au tableau III de la convention.

534. Le Conseil a adopté cette résolution étant entendu qu'elle ne portait pas atteinte à la décision de la Commission concernant l'étude des moyens propres à uniformiser à cet égard la pratique des Etats dans le cadre du système actuel des traités.

Contrôle de la paille de pavot

535. La morphine peut être produite à partir de l'opium ou à partir de la paille de pavot. Des dispositions (E/CN.7/AC.3/9, par. 208 à 253) ont été prévues dans le troisième projet de convention unique en vue d'appliquer à la paille de pavot destinée à cette fabrication à peu près les mêmes mesures de contrôle que celles qui ont été proposées pour l'opium. Toutefois, les observations reçues à propos du troisième projet ont indiqué que, selon un certain nombre de gouvernements, les risques inhérents à la culture de la paille de pavot ne justifient pas d'aussi strictes mesures. Comme de nombreux pays ne cultivent pas le pavot à opium et n'ont aucune expérience en la matière — qui constituerait l'une des principales questions à trancher par la conférence de plénipotentiaires — le Conseil a jugé qu'une étude indépendante sur les possibilités d'emploi de la paille de pavot à des fins illicites et sur la gravité de ce danger faciliterait la tâche des pays participant à la conférence. En conséquence, le Secrétariat a été chargé¹⁴ de prendre toutes mesures utiles en vue de préparer une telle étude, qui serait entreprise en cas de besoin par un consultant étranger à l'Organisation et qui devrait être terminée à une date suffisamment rapprochée pour qu'on puisse la soumettre à l'examen des gouvernements avant que ne se réunisse la conférence.

OPIMUM ET OPIACÉS

Recherches scientifiques

536. Bien que le nombre d'échantillons d'opium authentifiés détenus par le Laboratoire des stupéfiants de l'ONU ait notablement augmenté, la Commission a été informée que certaines régions n'avaient toujours pas envoyé d'échantillons. S'il était facile de comprendre les difficultés auxquelles faisaient face les pays intéressés, il n'en restait pas moins que la collection d'échantillons authentifiés ne pourrait être complétée que si les autorités des régions ou des pays où le trafic illicite avait ses sources redoublaient d'efforts pour saisir l'opium provenant de cultures illicites, l'authentifier et en envoyer des échantillons au Laboratoire de l'ONU.

537. La Commission a noté les grands progrès accomplis par le Laboratoire dans la mise au point et l'application de méthodes simples pour la détermination de l'origine de l'opium. Elle a constaté que les expériences faites par le Laboratoire, ainsi que par le laboratoire public de Yougoslavie qui participe au programme, avaient prouvé que ces méthodes étaient particulièrement sûres. A la demande de plusieurs gouvernements, le Laboratoire a déterminé l'origine géographique de nombreux échantillons d'opium saisis en trafic illicite.

TRANSPORT DE STUPÉFIANTS DANS LES TROUSSES DE PREMIERS SECOURS DES AÉRONEFS EFFECTUANT DES VOLS INTERNATIONAUX

538. En décembre 1957, l'OACI, dont plusieurs membres avaient signalé les difficultés découlant du man-

¹³ Créé aux termes du chapitre V de la Convention internationale de l'opium du 19 février 1925.

¹⁴ E/AC.7/SR.431.

que d'uniformité des règlements appliqués par les divers pays au transport de stupéfiants dans les trousse de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux, a prié l'Organisation des Nations Unies et l'OMS d'étudier les aspects juridiques et médicaux du problème, notamment du point de vue de la protection contre l'emploi abusif de ces stupéfiants et de l'adoption de principes uniformes applicables à l'emploi et au transport de ces stupéfiants. A la reprise de sa vingt-quatrième session¹⁵, le Conseil a renvoyé la question à la Commission. Selon l'OMS, il était nécessaire que les trousse de premiers secours des aéronefs contiennent une quantité limitée de stupéfiants (E/CN.7/L.208). Le Service juridique de l'ONU a émis l'opinion que, dans certaines conditions, le régime des certificats d'importation et des autorisations d'exportation établi par la Convention internationale de l'opium de 1925 ne s'appliquait pas aux stupéfiants transportés dans les trousse de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux (E/CN.7/367).

539. En application de la résolution 730 G (XXVIII) du Conseil, le Secrétaire général, en coopération avec l'OACI et l'OMS et en consultation avec l'Organisation internationale de police criminelle, a préparé un recueil de règles générales devant être recommandées aux gouvernements comme base du contrôle des stupéfiants transportés dans les trousse de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux. En examinant ce "recueil de règles", la Commission a tenu compte de la nécessité de prévoir des mesures pour prévenir l'abus et le vol des stupéfiants et, d'autre part, de la nécessité d'entraver aussi peu que possible la navigation aérienne. La Commission a également estimé que l'uniformité des règles adoptées par les divers pays en matière de contrôle ne pouvait être réalisée que dans les principes généraux et non dans les questions de détail.

540. Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [770 E (XXX)] qui contient, dans sa partie principale, des recommandations adressées aux gouvernements et énoncées sous forme de principes généraux concernant le transport de stupéfiants dans les trousse de premiers secours des aéronefs effectuant des vols internationaux. Une annexe à la résolution contient certaines propositions détaillées faites par l'OACI, l'OMS et l'Organisation internationale de police criminelle, qui pourraient être utiles aux gouvernements pour la mise à exécution des recommandations.

ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA LUTTE CONTRE L'ABUS DES STUPÉFIANTS

541. Le programme permanent d'assistance technique pour la lutte contre l'abus des stupéfiants, institué par la résolution 1395 (XIV) de l'Assemblée générale, est entré en application le 1er janvier 1960. Le Conseil a noté¹⁶ que les projets pour 1960 comprenaient la création d'un groupe régional consultatif, une assistance permettant au Bureau permanent de la lutte contre les stupéfiants de la Ligue des Etats arabes d'inviter de nouveaux participants à sa conférence annuelle et l'octroi de bourses à des fonctionnaires de six pays qui étudieraient la répression, l'organisation des services de réadaptation et la détermination de l'origine de l'opium (E/3367 et Corr.1¹⁷). La réunion du groupe régional

consultatif pour l'Asie du Sud-Est, qui traitera de la politique en matière d'opium et des problèmes de la répression, devait se tenir au cours du dernier trimestre de 1960.

542. Par sa résolution 1395 (XIV), l'Assemblée générale a également invité l'OMS et la FAO à poursuivre et à développer leurs activités dans le domaine de la lutte contre l'abus des stupéfiants. En ce qui concerne la FAO, le Conseil a noté que l'étude de la région du Rif envisagée par le Fonds spécial et dont la FAO serait l'agent d'exécution permettrait de remplacer les cultures de cannabis (kif) dans le cadre du réaménagement d'ensemble de l'agriculture et du reboisement de la région. Par ailleurs, l'OMS avait pu attribuer un certain nombre de bourses pour l'étude du traitement de la toxicomanie. On avait également exprimé l'espoir à l'Assemblée générale que les gouvernements qui souhaitaient une assistance dans le domaine de la lutte contre l'abus des stupéfiants feraient appel, chaque fois qu'ils le pourraient, au Programme élargi d'assistance technique; le Conseil a noté avec satisfaction qu'il en a été ainsi dans un certain nombre de cas.

543. D'autre part, le Conseil a reçu des renseignements préliminaires sur les projets pour 1961. Il a noté que l'on envisageait pour le Moyen-Orient des projets régionaux sur les questions de répression et pour l'Amérique latine des projets sur les questions de répression et sur les problèmes de la feuille de coca et de la cocaïne. Treize pays ont fait parvenir des demandes de renseignements ou des demandes de bourses ou d'experts dans les domaines suivants: répression, services administratifs centraux de lutte contre l'abus des stupéfiants et détermination de l'origine de l'opium. Le Conseil a noté que le Secrétaire général avait proposé d'inscrire 75.000 dollars pour ce programme au budget ordinaire pour 1961 (E/3419¹⁸, par. 101).

RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM

544. La Convention internationale du 19 février 1925 sur les stupéfiants, modifiée par le Protocole du 11 décembre 1946, stipule que le Comité central permanent de l'opium présentera chaque année un rapport au Conseil économique et social. A sa trentième session, le Conseil a examiné le rapport du Comité sur son activité en 1959 (E/OB/15 et Add.).

545. Le rapport indiquait que la demande d'opium à des fins licites était passée de 750 tonnes en 1954 à 944 tonnes en 1958, en raison surtout de la consommation sans cesse accrue de son dérivé principal, la codéine (87 tonnes en 1958, contre 70 tonnes en 1954). Au cours de cette période, la production déclarée d'opium, exprimée sur la base d'une teneur en eau commune, avait été inférieure à la demande, de sorte que les stocks étaient tombés de 1.744 tonnes au début de 1954 à 840 tonnes à la fin de 1958, chiffre inférieur aux besoins d'une année.

546. Les statistiques de la consommation, exprimées en nombre de doses thérapeutiques moyennes, indiquaient que les quantités d'alcaloïdes de l'opium et de leurs dérivés utilisées soit comme analgésiques soit comme antitussifs, demeuraient de beaucoup supérieures à celles de substances "synthétiques".

547. En ce qui concerne la feuille de coca, le Comité a noté avec regret qu'aucun des trois principaux pays producteurs (Pérou, Bolivie et Colombie) n'avait soumis un état des quantités récoltées ou consommées en 1958.

¹⁸ *Ibid.*, point 6 de l'ordre du jour.

¹⁵ E/SR.997.

¹⁶ E/TAC/SR.223.

¹⁷ *Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes*, point 13 de l'ordre du jour.

Dans le passé, l'ensemble de la production annuelle avait été d'environ 13.000 tonnes, utilisées presque entièrement pour la mastication, pratique à laquelle se livraient certaines populations des Andes. Les quantités utilisées à des fins médicales et scientifiques, telles que la fabrication licite de cocaïne, étaient relativement insignifiantes (248 tonnes en 1957 et 205 tonnes en 1958).

548. La mastication de la feuille de coca était généralement considérée comme une forme de toxicomanie. Elle était la cause principale d'un trafic illicite de la feuille de coca entre différents pays de l'Amérique du Sud, trafic qui servait également à alimenter la fabrication clandestine de cocaïne. Le Comité a exprimé la conviction qu'il incombait aux gouvernements intéressés d'unir leurs efforts pour faire face à ce problème. C'était là l'une des raisons de la convocation de la Conférence interaméricaine sur le trafic illicite de la cocaïne et de la feuille de coca, qui s'est tenue à Rio de Janeiro du 21 au 25 mars 1960.

549. Dans ses conclusions, le Comité a signalé qu'il avait pu s'acquitter, dans l'ensemble, de la mission de contrôle qui lui avait été confiée aux termes des conventions, sauf en ce qui concerne la feuille de coca. Il s'estimait donc fondé à déclarer une fois de plus que le trafic illicite qui continuait à se manifester dans presque toutes les parties du monde était alimenté dans l'ensemble par une production qui était elle-même illicite.

550. Quant à l'introduction de nouveaux stupéfiants, le Comité a proclamé à nouveau son adhésion au principe directeur selon lequel les intérêts commerciaux doivent être subordonnés aux considérations de santé publique; lorsqu'on se propose, notamment, de lancer sur le marché un nouveau produit dont les inventeurs vantent les puissantes propriétés analgésiques ou anti-tussives, le gouvernement du pays producteur devrait, comme le recommande le Conseil, examiner aussitôt la possibilité de soumettre provisoirement ce produit aux mesures de contrôle prévues par les conventions de 1925 et de 1931, en attendant que l'OMS se soit prononcée sur ses propriétés toxicomanogènes.

Section VI. — Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres

551. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a examiné¹⁹ un rapport, préparé conjointement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'UNESCO, conformément à la résolution 609 (XXI) du Conseil, sur l'enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres (E/3322 et Add.1 à 3²⁰). Ce rapport, qui portait sur la période de quatre ans allant de janvier 1956 à décembre 1959 inclus, résumait des renseignements communiqués par 54 gouvernements, dont 50 gouvernements d'Etats Membres de l'ONU et 4 gouvernements

de pays membres de l'UNESCO mais non de l'ONU. Il comprenait en outre une étude des programmes et des services de l'Organisation des Nations Unies et de l'UNESCO dans ce domaine d'activité. L'impression dominante était que l'intérêt du public pour l'œuvre de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées s'était considérablement accru ces dernières années et que, dans beaucoup de pays, l'enseignement donné à cet égard avait été étendu et amélioré. Il restait néanmoins beaucoup à faire. Il fallait notamment remédier à la formation insuffisante du personnel enseignant dans ce domaine en organisant, par exemple, des cours et des cycles d'étude de courte durée pour les maîtres en fonctions. On manquait toujours de matériel d'enseignement approprié et de documentation convenable rédigée dans la langue des élèves auxquels elle était destinée et adaptée aux divers groupes d'âges. Il convenait aussi de prendre de nouvelles mesures pour inscrire l'enseignement relatif aux Nations Unies dans les programmes scolaires ordinaires et pour développer les moyens d'enseignement des adultes dans ce domaine.

552. Tous les membres du Conseil ont participé à la discussion générale; ils ont donné un aperçu des progrès réalisés dans leurs pays respectifs et souligné qu'il fallait faire à l'avenir de plus grands efforts, surtout en ce qui concerne la formation des enseignants et la fourniture de matériel d'enseignement dans diverses langues. Beaucoup de représentants se sont félicités du rôle essentiel que jouaient les organisations non gouvernementales dans l'enseignement relatif aux Nations Unies.

553. A l'issue du débat, le Conseil a adopté une résolution [748 (XXIX)] dans laquelle il a remercié le Directeur général de l'UNESCO du concours qu'il avait apporté à la préparation du rapport et a réaffirmé sa conviction que l'enseignement relatif à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions qui lui sont rattachées est un important moyen d'accroître l'intérêt porté à leurs travaux et l'appui qui leur est fourni. Le Conseil a exprimé l'espoir que les efforts déployés par l'ONU et les institutions spécialisées pour fournir une documentation sur l'action de leurs organes respectifs seraient poursuivis, et si possible intensifiés, dans la mesure où le permettraient les crédits budgétaires disponibles. Il a remercié également les organisations non gouvernementales de leur concours précieux dans la diffusion de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, et a exprimé l'espoir qu'elles poursuivraient leurs efforts dans ce domaine. Il a prié le Secrétaire général et demandé au Directeur général de l'UNESCO de maintenir leur coopération dans ce domaine et d'aider les organisations non gouvernementales intéressées. Il a prié en outre le Secrétaire général de préparer, en collaboration avec le Directeur général de l'UNESCO, un nouveau rapport sur la question, fondé sur les renseignements qu'il aurait demandés aux Etats Membres, et de soumettre ce rapport à l'examen du Conseil en 1964. Enfin, il a instamment prié les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées de fournir, en réponse aux demandes qui leur seraient adressées, des renseignements complets sur la situation dans leurs pays respectifs, notamment en ce qui concerne les besoins dont il est question au paragraphe 50.

¹⁹ E/SR.1097.

²⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉS
PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFOR-
MÉMENT À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Vingt-neuvième session

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies:

Enseignement des buts et des principes, de la structure et des
activités de l'Organisation des Nations Unies et des insti-
tutions spécialisées dans les écoles et dans les autres éta-
blissements d'enseignement des États Membres (E/
SR.1097).

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ
DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES PAR DES OR-
GANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À
L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Commission internationale catholique pour les migrations:

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les
réfugiés (E/C.2/SR.183).

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES

Fédération mondiale pour la santé mentale:

E/C.2/544. Afrique: Evolution sociale et santé mentale.

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies:

E/C.2/545. Enseignement des buts et des principes, de la
structure et des activités de l'Organisation des Nations

Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et
dans les autres établissements d'enseignement des États
Membres.

Confédération internationale des organisations de la profession
enseignante:

E/C.2/548. Enseignement des buts et des principes, de la
structure et des activités de l'Organisation des Nations
Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et
dans les autres établissements d'enseignement des États
Membres.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS
PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Fédération internationale des femmes juristes:

E/CN.7/392. Mission pour l'étude de la question des stupé-
fiants au Moyen-Orient.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU FONDS DES NATIONS UNIES
POUR L'ENFANCE PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMEN-
TALES

Union mondiale pour un judaïsme progressiste:

E/ICEF/NGO/61. Résolution appuyant l'action du FISE.

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et
commerciales:

E/ICEF/NGO/62. Résolution appuyant l'action du FISE.

Union mondiale des femmes rurales:

E/ICEF/NGO/63. Résolution appuyant l'action du FISE.

Fédération mondiale des anciens combattants:

E/ICEF/NGO/64. Résolution appuyant l'action du FISE.

Chapitre VI

DROITS DE L'HOMME

554. Le présent chapitre rend compte des activités du Conseil, de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ainsi que de la Commission de la condition de la femme dans le domaine des droits de l'homme.

555. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a communiqué à l'Assemblée générale un projet de déclaration sur la liberté de l'information et a examiné la question de la peine capitale¹. A sa trentième session², il a examiné le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa seizième session (E/3335³), et, par sa résolution 772 A (XXX), il a pris acte de ce rapport et prié la Commission des droits de l'homme de faire figurer dans ses rapports ultérieurs un chapitre distinct contenant un aperçu de son programme de travail ainsi que le calendrier prévu pour l'exécution de ce programme. On a fait observer au Conseil qu'en raison de la nature de ses tâches, telles qu'elles s'étaient développées au cours des dernières années, la Commission des droits de l'homme ne pouvait établir un programme de travail précis et détaillé analogue à ceux d'autres commissions techniques et qu'elle ne pouvait que donner des indications générales sur ce qu'elle comptait entreprendre pendant une année déterminée et peut-être prévoir un programme de base pour l'année suivante. Le Conseil a aussi examiné le rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa quatorzième session (E/3360⁴), et il en a pris acte⁵ par sa résolution 771 A (XXX). Enfin, il a examiné⁶ le rapport du Secrétaire général sur le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/3372⁷). On trouvera ci-après un aperçu des autres décisions prises par le Conseil et ses organes subsidiaires sur ces différentes questions.

556. Le chapitre VII rend compte des décisions prises par le Conseil au sujet de l'évaluation de la portée, des tendances et du coût des programmes ordinaires des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

A

Section I. — Liberté de l'information

PROJET DE DÉCLARATION SUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION*

557. Par sa résolution 732 (XXVIII), le Conseil économique et social avait prié les gouvernements des

Etats Membres de faire part au Secrétaire général de leurs observations touchant l'opportunité, pour l'ONU, d'adopter une déclaration sur la liberté de l'information, ainsi que le texte du projet de déclaration, qui était joint en annexe à la résolution. A sa vingt-neuvième session, le Conseil était saisi, pour l'examen du projet de déclaration, d'un rapport d'ensemble du Secrétaire général (E/3323 et Add.1 à 5) consignait les observations reçues de 35 Etats Membres.

558. Le projet de déclaration joint en annexe à la résolution 732 (XXVIII) se composait d'un préambule, ainsi que de cinq articles concernant le droit pour tout individu de chercher et de répandre les informations et les idées, le devoir incombant aux gouvernements de poursuivre une politique dans le cadre de laquelle la libre circulation des informations soit assurée, l'utilisation des moyens d'information au service de la population, l'obligation pour tous les moyens d'information de renseigner fidèlement et en toute bonne foi, et la reconnaissance ainsi que le respect universels des droits et libertés proclamés dans le projet de déclaration.

559. Dans leurs observations, un certain nombre de gouvernements ont présenté des propositions concrètes touchant l'opportunité d'un tel projet de déclaration ou touchant le texte même du projet. En outre, au cours de l'examen de la question⁸, des membres du Conseil ont présenté des amendements au préambule et aux cinq articles.

560. L'essentiel du débat au Conseil a porté sur les points suivants: a) fallait-il, dans le préambule, mentionner la responsabilité incombant aux moyens d'information de diffuser des informations d'un caractère donné, et devait-on mentionner l'effet de cette diffusion sur les relations entre les peuples?; b) le projet de déclaration devait-il formuler en détail à l'article premier le droit de recevoir et de répandre des informations et le mot "recueillir" pouvait-il encore être employé à l'article 2?; c) quels étaient exactement les termes à employer à l'article 5 pour ce qui était des limites admissibles à assigner aux moyens d'information eu égard à des notions telles que l'"ordre public", la "sécurité nationale" et la "dignité des nations".

561. Pour ce qui est du premier point, la majorité des membres du Conseil ont accepté la proposition tendant à qualifier le mot "information" et à formuler en détail la responsabilité incombant aux moyens d'information de communiquer des "informations exactes". Les membres se sont aussi accordés à reconnaître qu'il fallait mentionner dans le préambule que les obstacles au libre courant d'informations nuisaient à la compréhension internationale et, partant, compromettaient les perspectives de paix mondiale.

562. Pour ce qui est du deuxième point, la majorité des membres se sont élevés contre l'emploi du mot "recueillir" à l'article 2, en faisant valoir qu'il était de

⁸ E/AC.7/SR.407 à 419; E/SR.1095 et 1111.

¹ Voir chap. V, sect. II.

² E/AC.7/SR.420 à 424; E/SR.1129.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 8.

⁴ Ibid., Supplément No 7.

⁵ E/AC.7/SR.424 à 429; E/SR.1129.

⁶ E/AC.7/SR.421 à 423; E/SR.1129.

⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour.

* Point distinct de l'ordre du jour provisoire de la quinzième session de l'Assemblée générale.

caractère trop passif, et sont convenus de le remplacer par le mot "rechercher", qui était plus actif.

563. Après une discussion détaillée des limites admissibles à la liberté de l'information qui devraient être énumérées à l'article 5 de la déclaration, les membres sont convenus que l'article ne devrait mentionner que les droits et les libertés d'autrui, et les "justes exigences de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la moralité et du bien-être général dans une société démocratique".

564. Par sa résolution 756 (XXIX), le Conseil a noté que l'Assemblée générale procédait à l'examen, en vue de son adoption à une date rapprochée, du projet de convention sur la liberté de l'information, et qu'il ne fallait rien admettre qui pût interrompre, entraver ou compromettre l'action entreprise par l'Assemblée générale pour s'acquitter de cette tâche le plus tôt possible. Il a exprimé l'espoir que le projet de déclaration favoriserait l'instauration de la liberté de l'information et aiderait l'Assemblée générale à achever ses travaux, et il a décidé de communiquer à l'Assemblée, pour examen, le texte du projet de déclaration joint en annexe à la résolution 756 (XXIX).

FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANT LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

565. A la demande du Conseil [résolution 718 (XXVII)], l'UNESCO a entrepris une étude des problèmes posés par l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de la liberté de l'information. L'UNESCO a fait savoir à la Commission des droits de l'homme, à sa seizième session, qu'elle envisageait une série de conférences régionales sur le développement des moyens d'information : la première s'était tenue à Bangkok en janvier 1960, une deuxième devait se tenir à Santiago du Chili en 1961, et une troisième à Addis-Abéba en 1962. On envisageait aussi, sous réserve de l'assentiment de la Conférence générale de l'UNESCO, d'organiser à La Havane (Cuba), en 1962, une conférence internationale qui étudierait les moyens d'améliorer la diffusion internationale des nouvelles, compte tenu des résultats des travaux des trois conférences régionales. Des représentants, tant à la Commission qu'au Conseil, se sont félicités de la façon dont l'UNESCO effectuait l'enquête et ont affirmé l'intérêt qu'ils portaient à la conférence internationale envisagée.

566. Le rapport de fond sur les faits nouveaux survenus depuis 1954 dans le domaine de la liberté de l'information, que le Conseil a aussi demandé par sa résolution 718 (XXVII), est actuellement préparé par un consultant nommé par le Secrétaire général. Il sera présenté à la Commission des droits de l'homme en 1961. La Commission a approuvé la proposition du Secrétaire général tendant à ce que le premier des rapports annuels qu'il a été invité à préparer aux termes de la résolution susmentionnée porte sur l'année 1961 et soit présenté à la Commission en 1962. Le consultant traitera dans son rapport des faits nouveaux survenus jusqu'en 1961.

Section II. — Projet de déclaration sur le droit d'asile*

567. A sa seizième session, la Commission des droits de l'homme a poursuivi l'examen d'un projet de déclaration sur le droit d'asile, qui avait été tout d'abord pré-

senté par le représentant de la France à la Commission, lors de la treizième session en 1957, et avait été révisé à la quinzième session, en 1959, compte tenu des observations communiquées par 23 gouvernements (E/CN.4/781 et Add.1 et 2) et par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/CN.4/785).

568. A sa seizième session, la Commission était saisie de nouvelles observations communiquées par 28 gouvernements (E/CN.4/793 et Add.1 à 6), par le Haut Commissaire pour les réfugiés (E/CN.4/796), et par un certain nombre d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif (E/CN.4/794 et Add.1 à 3). Après avoir examiné en détail le projet de déclaration, la Commission a soumis au Conseil un projet révisé ainsi que les comptes rendus et documents relatifs aux travaux qu'elle avait accomplis sur cette question. Elle a aussi communiqué ces documents aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, en leur demandant des observations complémentaires, notamment sur l'article 3 du nouveau projet (qui a trait au principe du non-refoulement), pour que le Conseil les examinât à sa trentième session.

569. Onze Etats avaient répondu à cette invitation (E/3403 et Add.1 à 5), deux d'entre eux (Danemark et Jordanie) indiquant qu'ils n'avaient pas d'observations à présenter. Des observations ont été formulées par les gouvernements des pays ci-après : Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Fédération de Malaisie, Grèce, Pays-Bas, Pologne et Venezuela.

570. La plupart des membres du Conseil ont accueilli avec satisfaction le projet de déclaration, bien que des réserves aient été faites quant à certaines de ses dispositions. On a dit aussi qu'il devrait être précisé que la déclaration ne concernait que l'asile territorial.

571. On a fait valoir que, plutôt que d'adopter une déclaration, l'Assemblée générale devrait insérer des dispositions sur le droit d'asile dans le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques ; des propositions avaient été faites dans ce sens, mais l'Assemblée générale ne les avait pas encore examinées. On a soutenu que l'adoption de la déclaration n'empêcherait pas d'insérer des dispositions dans le projet de pacte ; de plus, les projets de pactes n'étaient pas encore achevés et un certain temps s'écoulerait avant leur ratification et leur entrée en vigueur. En tout état de cause, la déclaration ne devrait pas préjuger les obligations que des Etats avaient assumées ou pourraient assumer en vertu de conventions, de traités ou d'autres instruments relatifs à l'asile.

572. La déclaration constituait, a-t-on dit, une tentative en vue d'établir des règles et des normes dont les Etats et la collectivité internationale devraient s'inspirer en matière d'asile. Des difficultés se sont présentées pendant toute la durée des débats en raison des divergences de vues quant à l'importance à accorder au respect de la souveraineté nationale, d'une part, et à la nécessité d'assurer une protection suffisante à la personne cherchant asile, d'autre part.

573. Ces divergences se manifestaient tout spécialement, a-t-on dit, dans le texte de l'article 3, qui était le résultat du compromis auquel la Commission était parvenue. Quelques membres du Conseil ont estimé que le texte ne garantissait pas suffisamment les droits de l'individu. D'autres étaient d'avis que le texte n'indiquait pas assez clairement que la décision d'accorder asile devrait être laissée à la discrétion de l'Etat : si un réfugié éprouvant des craintes légitimes de persécution ne devait

* L'Assemblée générale doit se prononcer à ce sujet.

pas se voir refuser l'admission à la frontière ni être refoulé, il n'en appartenait pas moins à l'Etat d'en décider.

574. Par sa résolution 772 E (XXX), le Conseil a décidé de transmettre à l'Assemblée générale le projet de déclaration, les comptes rendus de ses débats et les comptes rendus des discussions antérieures de la Commission des droits de l'homme, ainsi que les observations présentées par les gouvernements à différents stades. Le Conseil a aussi prié le Secrétaire général de transmettre à l'Assemblée générale toutes les observations nouvelles qu'il pourrait recevoir.

Section III. — Comités consultatifs nationaux des droits de l'homme

575. Par sa résolution 772 B (XXX), le Conseil a fait sienne, sous réserve d'une modification, une recommandation de la Commission des droits de l'homme concernant les comités consultatifs nationaux des droits de l'homme. Il a invité les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées à encourager (la Commission avait employé le mot "susciter"), de la manière qui conviendra, la constitution d'organismes représentant, dans chaque pays, une opinion informée sur les questions relatives aux droits de l'homme, ou à favoriser l'action de ceux qui existent déjà. Le Conseil a aussi invité ces gouvernements à communiquer au Secrétaire général tous les renseignements pertinents concernant les fonctions des organismes en question, de façon que le Secrétaire général puisse élaborer un rapport qui sera distribué aux gouvernements et soumis à la Commission en 1962. Le Conseil entendait ainsi offrir aux gouvernements l'occasion de procéder à un échange d'informations et de données d'expérience concernant les fonctions des comités, notamment la nature et l'étendue de leurs relations avec les gouvernements.

576. Les avis différaient à la Commission quant à l'opportunité de constituer des comités consultatifs nationaux et quant aux tâches qu'ils pourraient exécuter. Cependant, on a estimé que ces comités, qu'ils fussent gouvernementaux ou privés, seraient des plus utiles pour former l'opinion publique et tenir les gouvernements informés de l'état de l'opinion en ce qui concerne les questions relatives aux droits de l'homme. De plus, dans certains cas, les comités pourraient jouer un rôle consultatif. La Commission s'est efforcée de parvenir à une formule générale et souple qui, sans imposer d'obligations précises aux gouvernements, soulignât l'importance d'une opinion publique informée en ce qui concerne les droits de l'homme.

577. Le Conseil a fait siennes la plupart de ces vues. Quelques membres, tout en appuyant le projet de résolution, ont expliqué que les pays sous-développés auraient des difficultés à donner suite aux recommandations et, en particulier, à trouver assez de personnes compétentes pour constituer ces comités. On a fait valoir que le rapport que le Secrétaire général était prié de rédiger et qui exposerait l'expérience d'un certain nombre de pays pourrait être particulièrement utile aux pays qui rencontreraient de telles difficultés.

Section IV. — Esclavage

578. Lors de l'examen du rapport de la Commission des droits de l'homme, il a été signalé au Conseil que, malgré la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage et la Convention supplémentaire de 1956

relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, l'esclavage n'avait pas encore été complètement supprimé. De plus, en quatre ans, 35 Etats seulement avaient ratifié la Convention de 1956 ou y avaient adhéré et un seul gouvernement avait communiqué des renseignements en application de l'article 8, aux termes duquel les Etats parties s'engagent à communiquer au Secrétaire général copie de toute loi, tout règlement et toute décision administrative adoptés ou mis en vigueur pour donner effet aux dispositions de la Convention. Le Conseil devait s'efforcer, a-t-on estimé, de faire accepter de façon plus générale la Convention de 1956, et, partant, de marquer un nouveau progrès dans la voie de l'élimination de l'esclavage.

579. Par sa résolution 772 D (XXX), le Conseil a prié instamment les Etats d'adhérer à la Convention et a aussi exprimé l'espoir que les Etats parties communiqueraient les renseignements prévus à l'article 8 et que même ceux qui n'avaient pas jugé nécessaire de promulguer ou de mettre en œuvre de nouvelles lois, règlements ou décisions administratives afin d'appliquer les dispositions de la Convention, en informeraient le Secrétaire général.

Section V. — Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé

580. A sa seizième session, la Commission des droits de l'homme a examiné un nouveau rapport d'activité de son Comité chargé d'étudier le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé (E/CN.4/L.799). Dans ce rapport, le Comité faisait savoir à la Commission qu'il avait préparé 50 monographies concernant le droit considéré, et qu'il soumettrait un rapport définitif lors de la dix-septième session de la Commission, en 1961.

Section VI. — Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités

PRÉPARATION DE PROJETS DE RECOMMANDATIONS ET D'UN PROJET DE CONVENTION CONCERNANT LES DIFFÉRENTS ASPECTS DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS L'ENSEIGNEMENT

581. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa douzième session, et la Commission des droits de l'homme, à sa seizième session, ont été informées des mesures prises par l'UNESCO en vue d'élaborer des recommandations et un projet de convention internationale concernant les différents aspects des mesures discriminatoires dans l'enseignement. La procédure et le calendrier adoptés par l'UNESCO ne lui avaient pas permis de soumettre à la Sous-Commission les projets de textes, mais la Commission a examiné des avant-projets présentés par le Directeur général de l'UNESCO.

582. La Sous-Commission et la Commission ont décidé l'une et l'autre de maintenir à leur ordre du jour la question des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement. La Commission a prié l'UNESCO de lui soumettre, à sa dix-septième session, la convention et les recommandations que la Conférence générale de l'UNESCO aurait adoptées en 1960, et de la tenir régulièrement informée des recommandations que la Conférence générale pourrait faire ultérieurement en la matière.

583. A sa douzième session, la Sous-Commission, poursuivant sa série d'études sur la discrimination dans divers domaines, a examiné l' "Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses" (E/CN.4/Sub.2/200), élaborée par son rapporteur spécial, M. Arcot Krishnaswami. Elle l'a communiquée, accompagnée des documents pertinents, à la Commission des droits de l'homme. Elle a aussi adopté et communiqué à la Commission un projet de principes fondé sur les propositions du rapporteur spécial. A sa seizième session, la Commission a estimé que ces principes devraient être étudiés de façon approfondie à une date ultérieure et a décidé de les examiner plus avant en 1961, une fois qu'elle aurait reçu les observations des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, tant sur le fond des principes que sur la forme qu'ils devraient revêtir.

584. Faisant siennes d'autres recommandations de la Commission touchant cette étude, le Conseil a, par sa résolution 772 C (XXX), appelé l'attention de l'Assemblée générale — en liaison avec l'examen par l'Assemblée de l'article 18 du projet de pacte international relatif aux droits civils et politiques — sur l'étude préparée par le rapporteur spécial et sur le fait que les principes élaborés par la Sous-Commission avaient été soumis aux gouvernements en vue de recueillir leurs observations. Le Conseil a prié le Secrétaire général de faire imprimer l'étude du rapporteur spécial et de lui assurer la plus grande diffusion possible.

585. A sa douzième session, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a examiné aussi un mémoire intitulé "Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques" (E/CN.4/Sub.2/L.158) que lui avait présenté M. Hernán Santa Cruz, rapporteur spécial, et elle a demandé qu'un projet de rapport soit élaboré pour lui être soumis en 1961, et que le rapport définitif lui soit soumis en 1962. Elle a ensuite décidé d'entreprendre une étude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'à toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de retourner dans son pays, et elle a désigné comme rapporteur spécial M. José D. Inglés, en le priant de lui présenter en 1961, si possible, un rapport d'activité.

MANIFESTATIONS D'ANTISÉMITISME ET D'AUTRES FORMES DE PRÉJUGÉS RACIAUX ET D'INTOLÉRANCE RELIGIEUSE

586. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et la Commission des droits de l'homme se sont, l'une et l'autre, déclarées vivement préoccupées des manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de préjugés raciaux et d'intolérance religieuse de même nature qui avaient eu lieu dans plusieurs pays à la fin de 1959 et au début de 1960.

587. Dans une résolution⁹ fondée sur les recommandations de la Sous-Commission, la Commission des droits de l'homme a condamné ces manifestations comme des violations des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme une violation des droits de l'homme au détriment des groupes contre lesquels elles étaient dirigées et comme une menace aux droits de

l'homme et aux libertés fondamentales de tous les êtres humains. Elle a demandé instamment aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées de prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir et réprimer de tels actes, et elle a demandé aux pouvoirs publics et aux organisations privées de faire des efforts soutenus pour éduquer l'opinion publique en vue de déraciner les préjugés raciaux et l'intolérance religieuse que reflétaient ces manifestations, ainsi que pour détruire toutes les influences indésirables qui favorisaient ces préjugés, et de prendre des mesures appropriées pour que l'éducation des enfants fût orientée compte dûment tenu de l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du principe 10 de la Déclaration des droits de l'enfant.

588. La Commission a prié le Secrétaire général de prendre, en consultant les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées sur le territoire desquels ces manifestations avaient eu lieu, l'UNESCO et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, des dispositions pour recueillir des renseignements ou des observations sur ces manifestations, les réactions de l'opinion publique à leur égard, les mesures adoptées pour les réprimer et leurs causes ou motifs, et elle a prié le Secrétaire général de transmettre lesdits renseignements et observations à la Sous-Commission. La Commission a prié la Sous-Commission de procéder, à sa prochaine session, à un examen de la documentation reçue et de rendre compte à la Commission des droits de l'homme, en formulant les recommandations qui lui sembleraient souhaitables.

589. Plusieurs membres du Conseil ont félicité la Commission et la Sous-Commission d'avoir agi promptement pour condamner ces manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de préjugés raciaux et religieux.

DEUXIÈME CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES QUI S'EMPLOIENT À ÉLIMINER LES PRÉJUGÉS ET LA DISCRIMINATION

590. Par sa résolution 683 E (XXVI), le Conseil avait recommandé à la Sous-Commission de formuler des observations sur les débats de la deuxième Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination (tenue à Genève du 22 au 26 juin 1959); comme suite à cette recommandation, la Sous-Commission, à sa douzième session, a décidé de procéder en 1961 à un examen approfondi des travaux de la Conférence. Elle a estimé que de telles conférences constituaient une contribution importante à l'élimination des préjugés et des discriminations, et elle a exprimé l'espoir que les organisations non gouvernementales intéressées ne ménageraient aucun effort pour donner le plus pleinement effet aux résolutions adoptées par la Conférence.

Section VII. — Communications concernant les droits de l'homme

591. Ainsi qu'il en était prié aux termes de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, le Secrétaire général a distribué aux membres de la Commission des droits de l'homme, lors de la seizième session, une liste non confidentielle de communications ayant trait aux principes qui sont à la base du respect universel et effectif des droits de l'homme, une liste confidentielle contenant un bref aperçu des autres communications relatives aux droits de l'homme et les réponses des gouvernements.

⁹ Résolution 6 (XVI) du 16 mars 1960.

Section VIII. — Condition de la femme

592. A sa trentième session, le Conseil a examiné¹⁰ le rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa quatorzième session (E/3360¹¹) et par sa résolution 771 A (XXX) il a pris acte de ce rapport. On trouvera ci-après un résumé des recommandations de la Commission sur certaines des principales questions qu'elle a examinées à sa quatorzième session, ainsi que des décisions prises à ce sujet par le Conseil. Le résumé du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, présenté à la section X du présent chapitre, indique les activités entreprises au titre de ce programme qui intéressent la condition de la femme.

593. A sa quatorzième session, la Commission a noté que de nombreux pays d'Afrique avaient accédé ou accèderaient prochainement à l'indépendance et a déclaré regretter qu'aucun pays d'Afrique n'ait jamais été membre à la Commission. Le Conseil a pris note du vœu formulé par la Commission qu'un ou plusieurs Etats d'Afrique poseraient leur candidature à la Commission.

DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

594. On a fait observer pendant le débat, tant à la Commission qu'au Conseil, que si les droits politiques avaient été accordés aux femmes dans un nombre croissant de pays, les femmes de nombreux pays ne faisaient pas pleinement usage de ces droits. On a dit également que des mesures discriminatoires existaient encore à l'encontre des femmes mariées dans la fonction publique. A la demande de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [771 B (XXX)] dans laquelle il recommandait aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées de prendre les mesures nécessaires pour éliminer les obstacles légaux et autres qui entravent l'accès de la femme mariée aux fonctions et services publics et l'exercice par elle de ces fonctions.

CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PRIVÉ

595. Le débat que le Conseil a consacré à la condition de la femme en droit privé a surtout porté sur le projet de convention et le projet de recommandation relatifs à l'âge minimum du mariage, au consentement au mariage et à l'enregistrement des mariages que la Commission avait proposés après avoir examiné le rapport (E/CN.6/353 et Add.1 et Add.1/Corr.1) établi par le Secrétaire général comme suite à la demande du Conseil [résolution 722 B (XXVIII)]. Quelques membres du Conseil ont estimé que le texte du projet de convention et celui du projet de recommandation, tels que les avait établis la Commission [E/3360, par. 67 et résolution 4 (XIV)], étaient satisfaisants et devraient être transmis sans délai à l'Assemblée générale, où la question pourrait être reprise et discutée par un plus grand nombre de membres. La majorité des membres du Conseil ont cependant été d'avis que les textes des deux projets d'instruments devraient être communiqués aux gouvernements pour observations; ils ont estimé que cette consultation était nécessaire en raison des fortes divergences de vues qui existaient sur plusieurs points, notamment quant à l'âge minimum à fixer pour le mariage, à la comparution en personne des futurs époux

devant l'autorité compétente, aux motifs de dispense et aux formalités d'enregistrement. Ils ont fait valoir que la participation des gouvernements à l'élaboration d'instruments internationaux tendait à assurer à ceux-ci un plus grand nombre de signataires. Comme suite au débat, le Conseil a décidé, par sa résolution 771 C (XXX), de prier le Secrétaire général de transmettre le projet de convention et le projet de recommandation préparés par la Commission aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, en leur demandant de communiquer leurs observations sur la question de savoir si, à leur avis, il y avait lieu de préparer une convention ou une recommandation ou à la fois une convention et une recommandation, ainsi que sur les dispositions des projets établis par la Commission, en temps voulu pour que ces observations puissent être communiquées à la Commission à sa quinzième session.

596. A sa quatorzième session, la Commission s'est déclarée inquiète devant la persistance, dans certaines régions du monde, des opérations rituelles pratiquées sur les femmes et les jeunes filles. Elle a adopté une résolution [5 (XIV)] aux termes de laquelle elle priait le Secrétaire général de nommer un représentant qui aurait pour mandat d'exposer la position de la Commission à l'Assemblée mondiale de la santé; elle priait également le Conseil d'adopter un projet de résolution invitant l'OMS, le FISE, l'UNESCO et l'OIT à tenir compte, dans la planification de leurs programmes, de la nécessité d'une action concertée contre la persistance des opérations rituelles et invitant l'OMS à communiquer au Secrétaire général, pour qu'il en saisisse la Commission de la condition de la femme à sa seizième session, toutes informations d'ordre médical dont elle disposait en ce domaine.

597. Au cours du débat au Conseil, plusieurs représentants ont fait observer que les gouvernements intéressés s'efforçaient de supprimer ces pratiques et ont estimé que le meilleur moyen de les aider serait de faire connaître l'appui donné sur le plan international à leur action. On a également proposé de remplacer le titre de la résolution présentée par le suivant: "Opérations fondées sur la coutume", et de modifier en conséquence toute mention de ces opérations dans le texte de la résolution.

598. Dans sa résolution 771 D (XXX), le Conseil a noté avec satisfaction que certains des gouvernements intéressés s'efforçaient d'éliminer ces pratiques et il a exprimé l'espoir qu'ils poursuivraient et intensifieraient leurs efforts en vue de les abolir complètement, en tirant parti à cet effet de tous services appropriés que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pourraient fournir.

ACCÈS DE LA FEMME À LA VIE ÉCONOMIQUE

599. Plusieurs membres du Conseil ont déclaré que les rapports du Bureau international du Travail sur des questions économiques intéressant la femme contenaient des données essentielles aux travaux de la Commission. Par exemple, le rapport sur la réunion de 1959 du Groupe de conseillers de l'OIT pour les problèmes du travail féminin avait conclu que c'était principalement en raison de l'insuffisance de la formation professionnelle des femmes et des jeunes filles que l'immense majorité des travailleuses occupaient encore des emplois non spécialisés ou peu spécialisés. A la demande de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [771 E

¹⁰ E/AC.7/SR.424 à 429; E/SR.1129.

¹¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 7.

(XXX)] aux termes de laquelle il recommandait aux gouvernements de prendre toutes les mesures possibles pour améliorer la préparation, l'orientation et la formation professionnelles des femmes et des jeunes filles et invitait l'OIT à accorder constamment la priorité à la question de la préparation, de l'orientation et de la formation professionnelles des femmes et des jeunes filles et à faire rapport à la Commission sur la situation, dans les différents pays, de même que sur les travaux de l'OIT relatifs à cette question, notamment sur les travaux du Groupe de conseillers pour les problèmes du travail féminin.

600. En ce qui concerne la question de l'âge de la retraite et du droit à pension, la Commission a décidé qu'une étude complète était nécessaire avant que l'on pût concilier les divergences d'opinions¹² existant parmi ses membres. Le Conseil a fait sien cette manière de voir et, en vue de permettre un nouvel examen, il a adopté une résolution [771 F (XXX)] dans laquelle il priait l'OIT de procéder à une étude complète de ladite question et de faire rapport à la Commission, si possible à sa seizième session.

ACCÈS DE LA FEMME À L'ÉDUCATION

601. La Commission a examiné un rapport de l'UNESCO (E/CN.6/361) sur l'accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation extra-scolaire. Divers avis ont été exprimés à la Commission et au Conseil quant aux moyens les plus propres à développer les programmes d'éducation extra-scolaire, qui, estimait-on de façon générale, complétaient l'éducation générale. Tant à la Commission qu'au Conseil on s'est accordé à reconnaître que la participation entière et égale des femmes à tous ces programmes était essentielle. A la demande de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [771 G (XXX)] dans laquelle il faisait appel aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées et invitait l'UNESCO et les autres institutions intéressées, les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ainsi que les institutions professionnelles à développer, accroître et mettre en œuvre ces programmes et à aider à veiller à ce que les femmes y aient également accès.

602. La Commission a examiné les avant-projets de convention et de recommandation concernant la discrimination dans le domaine de l'enseignement qui avaient été établis par l'UNESCO (E/CN.6/363-E/CN.4/802/Add.1 et annexes I et II). Après avoir examiné les dispositions qui intéressaient particulièrement la femme, la Commission a proposé certains amendements visant à assurer une plus grande égalité aux jeunes filles et aux femmes quant à l'accès à la profession enseignante ainsi que l'élimination des différences existant dans les programmes et les facilités de systèmes ou d'établissements d'enseignement comportant séparation des sexes. Le Conseil a été informé que les modifications proposées par la Commission avaient été portées à l'attention du Comité d'experts de l'UNESCO, qui s'était réuni en juin 1960, et que ce comité en avait tenu compte dans une très large mesure. Etant entendu que les propositions de la Commission seraient soumises à la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 1960, le Conseil a décidé de ne pas prendre de décision quant au projet de résolution présenté par la Commission, qui

se trouvait dépassé par les événements. Il s'est associé aux remerciements adressés par la Commission au Directeur général de l'UNESCO.

ASSISTANCE EN VUE D'AMÉLIORER LA CONDITION DE LA FEMME DANS LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

603. Au cours du débat qui a eu lieu au Conseil, il a généralement été reconnu que de nouveaux efforts étaient nécessaires pour assurer le progrès et l'amélioration de la condition de la femme dans les pays économiquement sous-développés. Quelques membres ont fait remarquer que les gouvernements de ces pays étaient désireux d'améliorer la condition de la femme, mais manquaient de moyens suffisants pour atteindre cet objectif et avaient besoin de l'aide de la communauté internationale.

604. Par sa résolution 771 H (XXX), le Conseil a prié le Secrétaire général d'étudier, en coopération avec les gouvernements des Etats Membres et les institutions spécialisées, dans quelle mesure il était nécessaire et possible d'augmenter l'assistance des Nations Unies spécialement en vue d'améliorer la condition de la femme dans les pays sous-développés, et il a invité les Etats Membres à aider le Secrétaire général dans cette étude. Le Secrétaire général a également été prié de faire connaître au Conseil et à l'Assemblée générale, lors d'une session ultérieure, les résultats de son étude.

C

Section IX. — Programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

605. Dans son rapport annuel au Conseil sur le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/3372¹³), le Secrétaire général indiquait que trois cycles d'étude régionaux avaient été prévus pour 1960. L'un de ces cycles, tenu au Japon du 10 au 24 mai 1960, avait trait au rôle du droit pénal dans la protection des droits de l'homme ainsi qu'aux buts et aux limites légitimes des sanctions pénales; le deuxième, tenu en Autriche du 20 juin au 4 juillet 1960, avait trait à la protection des droits de l'homme dans la procédure pénale; quant au troisième, sur la participation de la femme à la vie publique, il devait se tenir en Ethiopie du 12 au 23 décembre. Trois autres cycles d'étude étaient prévus pour 1961: le premier, en Nouvelle-Zélande, sur la protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice pénale; le deuxième, en Roumanie, sur la condition de la femme dans le droit de la famille, et le troisième au Mexique, sur l'*amparo*, l'*habeas corpus* et autres voies de droit connexes destinées à assurer une protection judiciaire contre la violation des droits de l'homme.

606. Le Secrétaire général faisait aussi savoir au Conseil qu'en consultation avec le Gouvernement costaricien un expert avait été chargé, au début de 1960, d'aider ce gouvernement, pendant quatre mois, à mettre en œuvre des recommandations touchant la réforme des lois et procédures électorales du Costa Rica.

607. Au Conseil¹⁴, des représentants ont déclaré appuyer le programme tel qu'il était développé. Quelques-uns ont exprimé l'espoir qu'on pourrait bientôt élargir encore le système de bourses de perfectionnement et d'experts, dans le cadre du programme général de ser-

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 7, par. 109 à 116; Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Supplément No 3, par. 571 à 573.

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour.

¹⁴ E/AC.7/SR.421 à 423; E/SR.1129.

vices consultatifs, mais les membres se sont accordés à reconnaître qu'il faudrait continuer d'insister sur les cycles d'étude, et de préférence sur les cycles régionaux. On a estimé qu'un cycle d'étude international, faisant suite à une série de cycles régionaux sur un sujet donné, serait utile, mais la majorité des membres ont été d'avis que le moment n'était pas encore venu d'organiser un cycle d'étude international.

608. Plusieurs représentants ont été heureux de constater que les cycles d'étude déjà tenus avaient surtout porté sur des questions juridiques, mais certains ont estimé que d'autres questions, surtout dans le domaine des droits économiques et sociaux, devraient aussi être étudiées.

609. Dans son rapport au Conseil (E/3360, chap. III), la Commission de la condition de la femme a fait figurer une résolution aux termes de laquelle elle priait le Secrétaire général d'établir des plans et, le cas échéant, de fournir des experts pour aider les gouvernements, sur leur demande, à organiser, aux échelons national et local, des cycles d'étude sur la condition de la femme; elle l'invitait également à étudier les moyens d'utiliser les services d'organisations non gouvernementales en vue de la préparation de cycles d'étude nationaux complétant les cycles d'étude régionaux.

610. Des membres du Conseil ont estimé que l'organisation de cycles d'étude nationaux devrait incomber au gouvernement intéressé et que l'assistance des Nations Unies devrait être fournie dans le cadre du programme existant de services consultatifs.

611. Dans son rapport (E/3335, chap. II), la Commission des droits de l'homme a proposé au Conseil d'adopter deux projets de résolution recommandant, comme sujets souhaitables pour des cycles d'étude, les

droits de l'enfant ainsi que la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités.

612. Sans s'opposer aux projets de résolution, quelques membres du Conseil ont indiqué qu'il était préférable non de formuler de telles recommandations, mais de laisser le choix du sujet au pays hôte. Bien qu'il pût être utile d'appeler l'attention sur la Déclaration des droits de l'enfant que l'Assemblée générale avait adoptée tout récemment, d'autres sujets pouvaient être jugés aussi importants et il fallait tenir compte des besoins de l'ensemble du programme. On a souligné qu'un cycle d'étude consacré aux droits de l'enfant devrait rechercher avant tout comment en assurer le respect effectif. On a fait aussi observer que les institutions spécialisées étudiaient déjà beaucoup de ces droits et qu'il fallait éviter tout chevauchement des efforts.

613. Il a été tenu compte de ces divers points dans la résolution 773 A (XXX), par laquelle le Conseil a appelé l'attention des gouvernements des Etats Membres sur les droits proclamés dans la Déclaration des droits de l'enfant, dont certains pourraient être des sujets souhaitables pour des cycles d'étude, et a invité le Secrétaire général à fournir l'assistance qui pourrait être nécessaire, compte tenu des besoins d'ensemble du programme de services consultatifs et de la compétence des institutions spécialisées intéressées.

614. Par sa résolution 773 B (XXX), le Conseil a appelé l'attention des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sur les possibilités d'organiser des cycles d'étude consacrés à l'examen des divers aspects techniques de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, y compris des cycles d'étude consacrés aux causes des préjugés sous toutes leurs formes et aux mesures propres à les éliminer.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Trentième session

Société antiesclavagiste:

Rapport de la Commission des droits de l'homme (E/C.2/SR.182).

Comité consultatif mondial de la Société des amis:

Rapport de la Commission des droits de l'homme (E/C.2/SR.182).

Conseil international des femmes:

Rapport de la Commission de la condition de la femme (E/C.2/SR.183).

Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc:

Rapport de la Commission de la condition de la femme (E/C.2/SR.182).

Congrès juif mondial:

Rapport de la Commission des droits de l'homme (E/C.2/SR.182).

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Union internationale de la presse catholique:

E/C.2/549. Question d'une déclaration sur la liberté de l'information.

Congrès juif mondial:

E/C.2/551. Question d'une déclaration sur la liberté de l'information.

Comité de liaison des grandes associations internationales féminines:

E/C.2/557. Rapport de la Commission de la condition de la femme.

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales:

E/C.2/558. Rapport de la Commission de la condition de la femme.

Fédération internationale des femmes diplômées des universités:

E/C.2/564. Egalité des possibilités en matière d'éducation pour les femmes et mesures discriminatoires raciales.

Alliance internationale des femmes — droits égaux, responsabilités égales:

E/C.2/566. Age du mariage, consentement au mariage et enregistrement des mariages.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Ligue internationale des droits de l'homme:

E/CN.4/Sub.2/NGO/12. Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses; étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques; mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois.

Bureau international catholique de l'enfance, Pax Romana et Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques :

E/CN.4/Sub.2/NGO/13. Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses.

Conseil consultatif d'organisations juives :

E/CN.4/Sub.2/NGO/14. Observations sur les travaux de la deuxième Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination.

Congrès juif mondial :

E/CN.4/Sub.2/NGO/15. Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses.

Ligue internationale des droits de l'homme :

E/CN.4/Sub.2/NGO/16. Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques.

Fédération internationale des femmes diplômées des universités :

E/CN.4/Sub.2/NGO/17. Mesures à prendre pour mettre fin à toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la haine ou à la violence, ou aux deux à la fois.

Fédération internationale des femmes diplômées des universités :

E/CN.4/Sub.2/NGO/18. Mesures adoptées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en vue d'établir une réglementation internationale concernant la discrimination dans l'enseignement.

Fédération mondiale des anciens combattants :

E/CN.4/Sub.2/NGO/19. Observations sur les travaux de la deuxième Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Ligue internationale des droits de l'homme :

E/CN.4/NGO/87. Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités.

Union internationale de l'humanisme et de l'éthique :

E/CN.4/NGO/88. Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités.

Ligue internationale des droits de l'homme :

E/CN.4/NGO/89. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.

Fédération internationale des femmes diplômées des universités :

E/CN.4/NGO/90. Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Société antiesclavagiste pour la protection des droits de l'homme :

E/CN.6/NGO/72. Condition de la femme en droit privé. Age du mariage, consentement au mariage et enregistrement des mariages.

Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est :

E/CN.6/NGO/73. Accès de la femme aux fonctions et services publics.

Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est :

E/CN.6/NGO/74. Programme de services consultatifs.

Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc :

E/CN.6/NGO/75. Condition de la femme en droit privé.

Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc :

E/CN.6/NGO/76. Condition de la femme en droit privé.

Alliance universelle des unions chrétiennes féminines :

E/CN.6/NGO/77. Condition de la femme en droit privé.

Comité de liaison des grandes organisations féminines internationales :

E/CN.6/NGO/78. Condition de la femme en droit privé.

Association mondiale des guides et des éclaireuses :

E/CN.6/NGO/79. Programme de services consultatifs.

Conseil international des femmes :

E/CN.6/NGO/80. Accès de la femme aux fonctions et services publics, accès de la femme aux études et condition de la femme en droit privé.

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales :

E/CN.6/NGO/81. Accès de la femme à la vie économique.

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales :

E/CN.6/NGO/82. Droits politiques de la femme.

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales :

E/CN.6/NGO/83. Programme de services consultatifs et égalité de salaire pour un travail égal.

Alliance internationale des femmes :

E/CN.6/NGO/84. Egalité de salaire pour un travail égal et accès de la femme à la vie économique.

Alliance internationale des femmes :

E/CN.6/NGO/85. Programme de services consultatifs.

Alliance internationale des femmes :

E/CN.6/NGO/86. Condition de la femme en droit privé.

Alliance internationale des femmes :

E/CN.6/NGO/87. Accès de la femme à l'éducation.

Fédération internationale des femmes juristes :

E/CN.6/NGO/88. Condition de la femme en droit privé.

Fédération internationale des femmes juristes :

E/CN.6/NGO/89. Condition de la femme en droit privé.

Fédération internationale des femmes juristes :

E/CN.6/NGO/90. Accès de la femme à l'éducation.

Fédération internationale des femmes juristes :

E/CN.6/NGO/91. Egalité de salaire pour un travail égal.

Union mondiale des organisations féminines catholiques :

E/CN.6/NGO/92. Condition de la femme en droit privé.

Jeunesse ouvrière chrétienne :

E/CN.6/NGO/93. Accès de la femme à l'éducation extra-scolaire.

Union catholique internationale de service social :

E/CN.6/NGO/94. Accès de la femme à l'éducation.

Association des femmes pakistanaïses :

E/CN.6/NGO/95. Programme de services consultatifs.

Association des femmes pakistanaïses :

E/CN.6/NGO/96. Accès de la femme à la vie économique.

Association des femmes pakistanaïses :

E/CN.6/NGO/97. Accès de la femme à la vie économique.

Association des femmes pakistanaïses :

E/CN.6/NGO/98. Accès de la femme à la vie économique.

Association des femmes pakistanaïses :

E/CN.6/NGO/99. Condition de la femme en droit privé.

Fédération internationale des femmes diplômées des universités :

E/CN.6/NGO/100. Accès de la femme à l'éducation ; accès de la femme à l'éducation extra-scolaire.

Fédération internationale des femmes diplômées des universités :

E/CN.6/NGO/101. Droits politiques de la femme ; programme de services consultatifs ; condition de la femme en droit privé ; accès de la femme à la vie économique ; accès de la femme à l'éducation ; accès de la femme à l'éducation extra-scolaire ; rapport des représentantes de la Commission de la condition de la femme aux dernières sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

QUESTIONS DE COORDINATION ET RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

615. Conformément à la procédure établie, le Conseil a entrepris à sa trentième session¹ un examen général du développement et de la coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Pour procéder à cet examen, le Conseil s'est fondé sur les documents suivants: le rapport d'ensemble (E/3347 et Corr.2²) que la Commission du Conseil chargée de l'évaluation des programmes avait présenté en application des résolutions 694 D (XXVI) et 743 D III (XXVIII) du Conseil, et les diverses évaluations préparées par l'ONU (E/3260³) comme suite à la résolution 743 D I (XXVIII) du Conseil, par l'OIT (E/3341⁴), la FAO (E/3342⁵), l'UNESCO (E/3343⁶), l'OMS (E/3344⁷), et l'OMM (E/3345⁸) comme suite à la résolution 694 D (XXVI) du Conseil, ainsi que par l'AIEA (E/3346 et Corr.1⁹) comme suite à la résolution 743 D II (XXVIII) du Conseil; le vingt-quatrième rapport du Comité administratif de coordination (E/3368¹⁰), les rapports annuels de l'OIT (E/3378 et Add.1¹¹), de la FAO (E/3377 et Add.1 et 2¹²), de l'UNEC (E/3388¹³), de l'OMS (E/3364

et Add.1¹⁴), de l'OACI (E/3380 et Add.1¹⁵), de l'UPU (E/3332¹⁶), de l'UIT (E/3390¹⁷), de l'OMM (E/3350¹⁸), de l'IMCO (E/3353¹⁹), et de l'AIEA (E/3365²⁰); les observations du Secrétaire général sur le programme de travail du Conseil dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3386²¹); un exposé du Secrétaire général intitulé "Etat récapitulatif des programmes de travail relatifs aux questions économiques et sociales et aux droits de l'homme" (E/3399); un rapport du Directeur général de l'UNESCO sur les "Relations et échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture", rédigé en exécution de la résolution 695 (XXVI) du Conseil et de la résolution 1397 (XIV) de l'Assemblée générale (E/3352 et Add.1); une "Etude sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, la diffusion des connaissances scientifiques et leur application à des fins pacifiques", rédigée en exécution de la résolution 1260 (XIII) de l'Assemblée générale (E/3362 et Corr.1 et E/3362/Add.1); et un rapport du Secrétaire général intitulé "Action internationale concertée dans le domaine de l'habitation et des installations collectives connexes" (E/3382), préparé en exécution de la résolution 731 B (XXVIII) du Conseil. Les rapports des commissions régionales et des commissions techniques, qui ont été examinés à propos d'autres points de l'ordre du jour du Conseil, ont été aussi utilisés comme documents de base.

616. Le Conseil a consacré une attention particulière aux questions suivantes: évaluation des programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme; méthodes et procédures de coordination; relations et échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la

¹ E/AC.24/SR.195 à 210; E/SR.1122 à 1126 et 1132.

² Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 60.IV.14.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

⁴ Organisation internationale du Travail, Evaluation du programme de l'OIT 1959-1964, Bulletin officiel, vol. XLIII, 1960, No 1, Genève, 1960.

⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Evaluation des programmes de la FAO, 1959-1964, Rome, 1959.

⁶ UNESCO, Evaluation des programmes de l'UNESCO à l'intention du Conseil économique et social, 11C/12.

⁷ Organisation mondiale de la santé, Evaluation du programme de l'Organisation mondiale de la santé pour la période 1959-1964.

⁸ Organisation météorologique mondiale, "Evaluation du programme de l'Organisation météorologique mondiale pour la période 1959-1964".

⁹ Agence internationale de l'énergie atomique, Evaluation du programme de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1959-1964.

¹⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

¹¹ Organisation internationale du Travail, Activités de l'OIT, 1959-1960. Rapport du Directeur général (2ème partie) à la quarante-quatrième session de la Conférence internationale du Travail, 1960; Quatorzième rapport de l'Organisation internationale du Travail aux Nations Unies, Genève, 1960; "Annexe au quatorzième rapport de l'Organisation internationale du Travail aux Nations Unies".

¹² "Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à la trentième session du Conseil économique et social"; "Rapport provisoire de la dixième session de la Conférence", dixième session, Rome, 31 octobre 1959; "Le travail de la FAO 1958-1959, rapport du Directeur général", C59/171.

¹³ "Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Rapport aux Nations Unies pour 1959-1960".

¹⁴ Organisation mondiale de la santé, Activités de l'OMS, 1959; rapport annuel du Directeur général à l'Assemblée mondiale de la santé et aux Nations Unies, Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé, No 98, Genève, mars 1960; "Rapport de l'Organisation mondiale de la santé, rapport supplémentaire".

¹⁵ Organisation de l'aviation civile internationale, Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1959 (doc. 8063 A13-P/1) et "Rapport complémentaire sur les activités de l'Organisation, 1er janvier-30 avril 1960".

¹⁶ Union postale universelle, "Rapport sur les activités de l'Union, 1959", Berne.

¹⁷ Secrétariat général de l'Union internationale des télécommunications, Rapport sur les activités de l'Union internationale des télécommunications pour l'année 1959, Genève, 1960.

¹⁸ Organisation météorologique mondiale, Rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale pour 1959 (OMM, No 92.RP.39), Genève, 1960.

¹⁹ "Rapport annuel pour 1960 de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime".

²⁰ "Rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique au Conseil économique et social pour 1959-1960", INFCIRC/17.

²¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

culture; et coordination des résultats de la recherche scientifique. Le Conseil a également examiné les observations que les secrétariats de l'ONU et des institutions spécialisées lui avaient présentées touchant la concentration de leurs activités ainsi que la question d'une action internationale concertée dans le domaine de l'habitation à bon marché et des installations collectives connexes²² et celle de la distribution des documents en temps voulu²³. Afin de faciliter la tâche du Conseil, le Comité de coordination du Conseil s'est réuni le 28 juin 1960, une semaine avant l'ouverture de la trentième session du Conseil, de façon à achever ou à mener le plus avant possible l'examen de certaines des questions mentionnées ci-dessus.

617. La discussion, au Conseil lui-même, s'est ouverte par une déclaration que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a faite au nom du Secrétaire général (E/L.877). Les directeurs généraux de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OACI, de l'UPU, de l'UIT, de l'OMM, de l'IMCO et de l'AIEA, ou leurs représentants, ont fait des déclarations dans lesquelles ils ont commenté les rapports annuels, ou, le cas échéant, les évaluations des programmes, de leurs organisations respectives.

Section I. — Evaluation des programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

618. Pour examiner les évaluations de la portée, des tendances et du coût des programmes de l'ONU, des institutions spécialisées et de l'AIEA dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, le Conseil s'est fondé sur le rapport d'ensemble (E/3347 et Corr.2²⁴) que sa Commission chargée de l'évaluation des programmes avait préparé comme suite aux résolutions 694 D (XXVI) et 743 D III (XXVIII) du Conseil, ainsi que les distinctes évaluations présentées par le Secrétaire général et par les directeurs généraux de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OMM et de l'AIEA. En communiquant le rapport d'ensemble au Conseil, le CAC avait exprimé sa gratitude à la Commission pour le soin avec lequel elle avait consulté, à chaque stade de l'élaboration du rapport, les représentants des organisations intéressées et avait déclaré qu'il partageait dans leurs grandes lignes les conclusions générales figurant dans le rapport.

619. Les membres du Conseil ont marqué leur satisfaction de trouver dans ce rapport un exposé d'ensemble de l'action économique et sociale menée par un grand nombre des organisations reliées à l'ONU, rapport qui indiquait jusqu'à quel point les activités des organisations intéressées avaient répondu à certains des problèmes appelant une action internationale et qui permettait d'envisager les divers programmes comme les éléments d'un tout. Le Conseil a exprimé sa satisfaction de pouvoir, grâce au rapport, examiner ces diverses activités dans leur juste perspective et saisir nettement l'orientation des divers programmes des organisations intéressées.

620. Quelques représentants ont estimé qu'une nouvelle évaluation générale pourrait être utilement entreprise dans quelques années et que d'ici là, les évaluations présentées pourraient être mises à jour. On a également

indiqué qu'il ne fallait pas perdre de vue l'intérêt que pourrait présenter une analyse par principaux domaines d'activité, et on a suggéré aussi que les institutions qui n'avaient pas jusque-là participé à cette tâche pourraient être associées à de nouvelles évaluations. Quelques délégations étaient d'avis que la Banque internationale, le Fonds monétaire international et la Société financière internationale, de même que l'Association internationale de développement, pourraient à l'avenir participer au travail d'évaluation, leur activité constituant un élément essentiel de toute évaluation globale des travaux d'ordre économique et social de l'ONU et de toutes les organisations qui lui sont reliées.

621. En examinant à la lumière du rapport les tendances des programmes de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées, un certain nombre de représentants se sont déclarés satisfaits de l'importance accordée aux travaux intéressant la mise en valeur des régions peu développées et se sont félicités à cet égard que les programmes tendent à devenir davantage opérationnels, bien que, comme on l'a fait observer, des programmes opérationnels obligent encore à faire une large place à la recherche; quelques représentants ont estimé qu'il y avait lieu de délimiter plus nettement les divers secteurs de la recherche et de coordonner plus étroitement les différentes activités entreprises dans ce domaine.

622. Les membres du Conseil ont dans l'ensemble appuyé l'importance accordée à la planification et à la programmation, ainsi que ses conséquences à l'égard des travaux des organisations internationales. Plusieurs représentants ont également noté avec satisfaction le souci croissant d'adopter des politiques internationales dans le domaine économique et social et d'harmoniser toutes les politiques nationales ou régionales. On a dit en revanche que le rapport n'avait pas fait une place suffisante au besoin et aux possibilités de coopération entre systèmes économiques différents.

623. Plusieurs représentants ont noté avec satisfaction que, sur le plan de l'action sociale internationale, les mesures de protection tendaient à céder le pas à des mesures positives en faveur du bien-être des populations. D'autres ont souligné l'utilité de plans nationaux de formation et de l'amélioration des services administratifs des divers pays.

624. Quelques membres ont déclaré appuyer la conclusion du rapport d'ensemble selon laquelle les aspects économiques, sociaux et culturels des programmes devraient être considérés comme étroitement interdépendants. On a fait valoir qu'en définitive l'objectif du développement était d'ordre social, à savoir le progrès du bien-être, au sens le plus large du mot. On a noté qu'un développement économique et social équilibré exigeait la coopération d'experts de bien des questions et, partant, la coopération étroite des organisations internationales dans les divers domaines de leur compétence.

625. On a estimé qu'en soulignant l'importance d'un développement économique et social équilibré, le rapport abordait comme il convenait le problème de l'élévation des niveaux de vie; on a également fait valoir que l'intérêt croissant attaché aux aspects sociaux du développement économique et qui avait déjà entraîné un élargissement du mandat de plusieurs commissions économiques régionales, pourrait exiger une réorientation des activités et des programmes sociaux des Nations Unies et une révision des travaux entrepris par la Commission des questions sociales. On pourrait, a-t-on dit, envisager

²² Voir chap. V, sect. I.

²³ Voir chap. Ier, par. 42.

²⁴ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue: 60.IV.14.

de réviser le mandat de cette commission afin de tenir compte de la mise au point de vastes programmes sociaux et de la nécessité de souligner davantage le rôle de coordination que la Commission pourrait jouer dans le domaine social.

626. Le Conseil a exprimé sa satisfaction des résultats obtenus par l'action concertée dans le domaine du développement communautaire, ainsi que de l'institution d'un programme concerté dans le domaine de l'habitation à bon marché et des installations collectives connexes; on a également indiqué que de nouveaux progrès devraient être accomplis en ce qui concerne la mise au point de programmes d'action concertée dans le domaine de l'urbanisation et que le moment était venu de prendre de nouvelles mesures en vue d'une action concertée dans le domaine de l'océanographie. Le Conseil a également examiné la possibilité de rendre plus efficace l'action de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées en ce qui concerne l'industrialisation et l'on a fait remarquer à ce propos que l'industrialisation constituait l'un des principaux facteurs du développement économique des pays sous-développés. On a exprimé l'espoir que le Comité du développement industriel²⁵ pourrait contribuer à la mise au point d'un programme d'action concertée dans ce domaine.

627. Dans sa résolution 791 (XXX), le Conseil a rappelé avoir fait observer qu'une étude d'ensemble sur les activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, ainsi que des prévisions concernant l'ampleur et l'orientation des programmes et des dépenses dans l'avenir contribueraient à accroître l'efficacité des travaux de ces organisations et seraient utiles aux gouvernements dans l'élaboration de leur politique à leur égard. Il a exprimé sa satisfaction aux organisations participantes, au Comité administratif de coordination et à la Commission chargée de l'évaluation des programmes pour leurs rapports et pour l'esprit de collaboration dans lequel ceux-ci avaient été préparés, et il a déclaré que les évaluations s'inscrivaient dans l'ensemble des efforts visant à accroître sans cesse l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en tant qu'elles servaient à aider les pays à progresser plus rapidement sur les plans économique et social. Le Conseil a transmis à l'Assemblée générale le rapport d'ensemble, dans la conviction que celui-ci permettrait de se rendre compte de ce qui avait été réalisé ou entrepris au moyen d'une action internationale et faisait mieux ressortir les liens existant entre les activités des diverses organisations. Il a chargé le Secrétaire général d'assurer au rapport d'ensemble la plus large diffusion possible, à l'intention des gouvernements, des institutions spécialisées et d'autres institutions s'intéressant à la collaboration internationale. Il a invité les commissions techniques et les commissions économiques régionales à étudier le rapport d'ensemble et à communiquer au Conseil, lors de sa trente-deuxième session, les observations qu'elles auraient à faire touchant le rapport, et notamment les problèmes particuliers exposés dans la quatrième partie du rapport et relevant de leurs domaines respectifs d'activité. Le Conseil a invité les institutions spécialisées et l'AIEA à soumettre le rapport d'ensemble à leurs organes directeurs ou à leurs conférences, selon le cas, pour examen et observations; il a invité en

outre les institutions qui avaient participé aux évaluations à inclure dans leurs rapports annuels une section indiquant dans quelle mesure les tendances et l'orientation de leurs programmes, telles qu'elles avaient été décrites dans leurs évaluations particulières, se développaient conformément aux prévisions; il a demandé aux institutions spécialisées qui n'avaient pas été appelées précédemment à élaborer des évaluations particulières d'inclure dans leurs rapports annuels une section dans laquelle elles formuleraient, compte tenu du rapport d'ensemble, leurs observations concernant les tendances dominantes de leurs activités et indiqueraient les liens existant entre ces activités et les travaux de l'Organisation des Nations Unies et des autres institutions. Enfin, le Conseil a invité le CAC à présenter le cas échéant, dans ses futurs rapports, des observations sur tous les faits nouveaux intéressant les problèmes traités dans le rapport d'ensemble.

PROGRAMMES D'ACTION CONCERTÉE

628. Dans sa résolution 792 (XXX), le Conseil a constaté que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées étaient en train de mettre au point un certain nombre de programmes d'action concertée et il a noté en outre qu'il ressortait du rapport d'ensemble (E/3347 et Corr.2) relatif à l'évaluation des programmes que le moment était venu de dresser des plans pratiques d'action concertée dans un certain nombre d'autres domaines. Dans la partie I de la résolution, le Conseil, après avoir reconnu le rôle important que les commissions économiques régionales jouaient dans le domaine de l'industrialisation ainsi que la nécessité de hâter le processus d'industrialisation des pays insuffisamment développés, a noté qu'en vertu de la résolution 751 (XXIX) le Comité du développement industriel présenterait au Conseil, à sa trente et unième session, des recommandations touchant un programme de travail pour l'industrialisation et l'élargissement ultérieur de ce programme. Le Conseil a reconnu en outre que, pour remporter un plein succès dans l'œuvre de promotion du développement industriel, les organisations compétentes des Nations Unies devraient poursuivre des objectifs communs et il a invité le Secrétaire général à élaborer, en consultation avec les chefs des secrétariats des institutions intéressées, des propositions en vue d'une action concertée dans le domaine de l'industrialisation qui seraient étudiées par le Comité du développement industriel.

629. En ce qui concerne l'urbanisation, le Conseil a, dans la partie II de sa résolution 792 (XXX), noté que le CAC étudiait depuis un certain temps l'action des diverses institutions dans ce domaine. Après avoir déclaré qu'il considérerait que le problème de l'urbanisation devait être abordé sous plusieurs angles en raison de la complexité des facteurs interdépendants d'ordre économique et social qui intéressaient le développement de l'agriculture et celui de l'industrie et en raison de l'évolution que subissaient les institutions sociales et les services sociaux, le Conseil a invité le Secrétaire général, agissant en consultation avec le CAC, à préparer à l'attention de la Commission des questions sociales pour la treizième session de celle-ci, un programme d'action concertée dans le domaine de l'urbanisation, sans perdre de vue les liens qui existaient entre l'urbanisation et les programmes à long terme d'action concertée intéressant le domaine du développement communautaire, celui de l'habitation à bon marché et des installations collectives connexes ainsi que celui de l'industrialisation.

²⁵ Voir plus haut, par. 219 à 228.

630. En ce qui concerne l'océanographie, le Conseil a, dans la partie III de sa résolution 792 (XXX), constaté que des consultations se déroulaient entre les institutions intéressées et s'est déclaré convaincu que le moment était venu de prendre de nouvelles mesures en vue d'une action concertée dans le domaine de l'océanographie. Il a invité les institutions intéressées à proposer des mesures pour l'élaboration d'un programme d'action concertée dans ce domaine, mesures qui seraient soumises à l'examen du CAC à sa session de l'automne de 1960, et il a invité le CAC à adresser au Conseil, pour sa trente-deuxième session, un rapport sur l'état d'avancement des travaux.

DÉCENTRALISATION DES ACTIVITÉS ET OPÉRATIONS

631. Par sa résolution 793 (XXX), le Conseil a pris note avec satisfaction de la section C de la troisième partie du rapport d'ensemble (E/3347 et Corr.2), section qui traitait de la décentralisation des activités et opérations, et il a noté en particulier que les travaux effectués au Siège tendaient à céder le pas aux activités menées sur le plan local. Ayant estimé que les programmes exécutés par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées devaient traduire comme il convenait cette orientation nouvelle et que les commissions économiques régionales étaient appelées à jouer un rôle de plus en plus important en contribuant à la mise au point, à l'exécution et à la coordination des programmes et activités d'ordre économique et social à l'échelon régional, y compris les projets appropriés d'assistance technique, le Conseil a appelé l'attention des gouvernements sur l'avantage qui s'attachait à tirer pleinement parti des services et moyens d'action des commissions économiques régionales en ce qui concernait les programmes de développement présentant un intérêt commun pour les pays qui appartenaient aux régions dont s'occupaient les diverses commissions. Il a prié le Secrétaire général d'avoir également recours, dans une mesure aussi complète que possible, aux services des commissions économiques régionales, particulièrement pour l'élaboration et l'exécution de programmes destinés à promouvoir le développement régional dans les domaines économique et social; en outre, il a prié le Secrétaire général d'encourager et d'intensifier la coopération entre les commissions économiques régionales par l'intermédiaire de leurs secrétariats respectifs.

ETUDE DES RÉPERCUSSIONS DE L'ACCROISSEMENT DES OPÉRATIONS DU PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU FONDS SPÉCIAL

632. Dans sa résolution 794 (XXX), le Conseil a considéré qu'il y avait lieu de prévoir un accroissement des activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA dans les domaines intéressant le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial. Il s'est déclaré convaincu que l'extension des tâches qui seraient imposées de ce fait à ces organisations risquait d'entraîner des remaniements dans l'organisation des services et la composition des programmes de travail, et qu'il était essentiel d'assurer le développement cohérent de leurs activités dans la limite des ressources disponibles. Le Conseil a invité le CAC à étudier les répercussions que pourrait avoir sur les activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA l'accroissement des opérations du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial au cours des

prochaines années, en ayant présente à l'esprit la nécessité d'assurer le développement coordonné de ces activités. Il a également invité le CAC à lui faire rapport à ce sujet à sa trente-deuxième session.

COORDINATION À L'ÉCHELON LOCAL

633. Dans sa résolution 795 (XXX), le Conseil a noté que le rapport d'ensemble (E/3347 et Corr.2) insistait sur la nécessité d'une coopération et d'une coordination étroites, à l'échelon national ainsi que sur le plan mondial et sur le plan régional, entre les organisations intergouvernementales qui fournissaient une assistance en vue du développement. Reconnaissant qu'il appartenait aux gouvernements de faire répondre l'assistance qu'ils recevaient, tant de sources multilatérales que d'autres sources, à leurs besoins et à leurs programmes en matière de développement, le Conseil s'est déclaré persuadé qu'en ce qui concerne les programmes d'assistance technique de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées, aussi bien que les projets financés par le Fonds spécial, les représentants résidents avaient un rôle important à jouer et que les conseils et l'appui que les représentants résidents étaient en mesure de donner pouvaient être particulièrement précieux dans les pays qui avaient récemment accédé à l'indépendance ou qui devaient y accéder sous peu. Le Conseil a noté que le CAC avait jugé qu'il était nécessaire d'avoir toujours des représentants de grande valeur et qu'il n'y avait pas lieu de modifier le mandat actuel des représentants résidents ni les règles suivies pour leur désignation, mais qu'il convenait d'apporter, dans certains cas, des améliorations à leur régime de rémunération et à leurs conditions de service. Le Conseil a considéré qu'avec le consentement des gouvernements intéressés, des représentants résidents devraient être mis aussi vite que possible à la disposition des pays devenus récemment indépendants et, le cas échéant, d'autres pays. Il a exprimé l'espoir que les gouvernements auraient pleinement recours aux services des représentants résidents accrédités auprès d'eux et il a prié le Secrétaire général et les chefs des secrétariats des organisations reliées à l'ONU de continuer à avoir pleinement recours aux services des représentants résidents et de leur accorder des pouvoirs adéquats pour la coordination, qu'ils assureraient de concert avec les gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités, de la mise au point et de l'exécution des programmes d'assistance, que ceux-ci fussent financés par des contributions volontaires ou sur les budgets ordinaires de leurs organisations. Le Conseil a été également d'avis de renforcer le personnel administratif des bureaux des représentants résidents, et d'examiner, toutes les fois que cela se révélerait nécessaire, la possibilité d'améliorer leur régime de rémunération et leurs conditions de service; enfin, il a prié le BAT de prendre les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs et de faire rapport à ce sujet au CAT.

EXAMEN DES PROGRAMMES RELATIFS À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

634. Dans sa résolution 796 (XXX), le Conseil a constaté qu'il était de plus en plus nécessaire de créer dans beaucoup de pays des services administratifs adéquats, et il a noté en outre que l'ONU et les organisations reliées à celle-ci concouraient à la création de services administratifs dans leurs domaines d'activité respectifs. Il a prié le Secrétaire général de passer en revue, en consultation avec le CAC et avec tous experts

auxquels il jugerait utile de faire appel, les divers programmes relatifs à l'administration publique et de faire rapport au Conseil, lors de sa trente-deuxième session, sur la portée de ces programmes en indiquant s'ils se révélaient suffisants, ainsi que sur les mesures qui permettraient de rendre plus efficace l'action internationale entreprise dans ce domaine, en précisant notamment si à ce stade il conviendrait de mettre au point un programme d'action concertée.

FORMATION DE PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

635. Dans sa résolution 797 (XXX), le Conseil a constaté l'importance accordée, dans le rapport d'ensemble (E/3347 et Corr.2), à l'évolution récente des programmes de formation de personnel à tous les degrés et à la nécessité d'intensifier les efforts concertés afin d'aider les pays sous-développés à améliorer leur système d'enseignement et à former rapidement des cadres suffisamment qualifiés, notamment dans le domaine de l'administration et dans celui de la technique. Il a constaté en outre que l'ONU et bon nombre des organisations qui lui étaient reliées avaient pleinement conscience de cette nécessité et prenaient déjà des mesures pour donner plus d'importance aux programmes élaborés dans ce domaine, et il a constaté aussi que le Fonds spécial et le Programme élargi d'assistance technique étaient prêts à aider, par l'entremise des institutions spécialisées, à créer des centres et des établissements de formation de personnel. Le Conseil a reconnu que les bourses d'études et les bourses de perfectionnement accordées dans ce domaine gardaient toute leur valeur, de même que les possibilités que le programme d'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (OPEX) offrait pour la formation de cadres nationaux destinés à assumer le plus tôt possible les responsabilités temporairement assignées au personnel recruté sur le plan international. Il a recommandé aux organes compétents de l'ONU, aux institutions spécialisées et à l'AIEA, agissant dans leurs domaines respectifs, d'inscrire, dans leurs travaux futurs, ces objectifs au nombre de ceux qui doivent être atteints par priorité. Il a invité les institutions spécialisées et l'AIEA à fournir au Conseil, dans leurs rapports annuels, des renseignements sur les progrès accomplis et les difficultés rencontrées. Il a demandé au CAC de se tenir au courant de l'évolution de la situation dans ce domaine et de signaler au Conseil les aspects particuliers au sujet desquels une action commune serait nécessaire, en particulier pour ce qui est du meilleur moyen d'utiliser, pour la formation d'experts, les maigres ressources dont on disposait, et il a exprimé l'espoir que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées seraient en mesure de donner une suite appropriée et favorable aux demandes d'aide formulées dans le cadre de tel ou tel programme de ces organisations, en vue de renforcer, grâce à la formation de cadres nationaux de spécialistes à tous les degrés, la structure administrative et technique des pays sous-développés.

Section II. — Méthodes et procédures de coordination.

PROBLÈMES DE COORDINATION

636. Lors de l'examen du rapport d'ensemble (E/3347 et Corr.2) sur les évaluations des programmes,

les membres du Conseil se sont particulièrement intéressés aux passages traitant des problèmes de coordination entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Plusieurs représentants ont signalé la nécessité tant de renforcer le CAC que de prendre, sur le plan de l'organisation des travaux du Conseil et de son Comité de coordination, des mesures propres à rendre leur action coordinatrice plus efficace. D'autres ont estimé que les méthodes et procédures étaient moins importantes que la substance même de la coopération et son esprit. Une certaine inquiétude s'est manifestée quant aux charges supplémentaires que pourrait entraîner l'adoption de nouvelles méthodes de travail. On a aussi exprimé la crainte que l'autonomie des institutions coopérantes ne se trouvât compromise et qu'un développement souhaitable ne souffrît du fait que l'on entraverait des initiatives créatrices visant à faire face à de nouveaux besoins et à de nouvelles situations. On a, d'autre part, estimé que l'expansion même des organisations internationales, ainsi que leur champ d'activité, leurs dimensions et leur nombre obligeaient à instituer un mécanisme central efficace de coordination.

637. Quelques représentants pensaient que le Conseil devait se préoccuper de donner des directives et de combler les lacunes plutôt que de s'attacher aux rouages prévus pour l'exécution des programmes, et il a été indiqué à cet égard que, dans bien des cas, on pourrait utilement chercher à assurer la coordination, ainsi comprise, secteur par secteur. On s'est accordé à reconnaître que cette façon d'aborder la question pourrait avoir son utilité si elle complétait l'examen général et la coordination des activités dont la responsabilité incombait au Conseil. Plusieurs membres du Conseil ont mentionné que les gouvernements devaient veiller à coordonner les travaux de leurs propres administrations afin d'assurer l'unité de vues de leurs représentants aux différents organes chargés de se prononcer sur les programmes et les ressources nécessaires.

638. Le Conseil a examiné diverses propositions visant à accroître l'efficacité de sa propre organisation, notamment en ce qui concerne la documentation relative à son examen général annuel du développement et de la coordination des programmes et des activités. Certains membres se sont déclarés en faveur de la création d'un organe spécial chargé d'établir une documentation qui pourrait être examinée en un temps raisonnablement court et sur la base de laquelle le Conseil pourrait décider des mesures à prendre. On a indiqué à ce propos que le CAC, agissant à titre consultatif auprès du Comité de coordination, pourrait faciliter cette tâche en déterminant et en exposant de façon succincte les problèmes qui, du point de vue de la coordination, exigeraient l'attention du Conseil. D'autres membres, cependant, ont déclaré craindre qu'il n'en résultât une confusion entre les attributions du CAC, qui représentait les secrétariats des organisations, et celles du Conseil en tant qu'organe chargé d'assurer le contrôle intergouvernemental. Selon d'autres membres enfin, il n'y avait pas lieu de prévoir de nouvelles méthodes, de nouvelles procédures ou une nouvelle documentation.

639. Au cours de l'examen des travaux du CAC, les membres du Conseil se sont en général accordés à reconnaître l'importance du rôle coordonnateur de ce comité. Un certain nombre de représentants ont dit que le CAC devrait prendre davantage d'initiatives quant à l'élaboration de la politique à suivre et que ses rap-

ports au Conseil devraient être plus complets et plus détaillés, notamment en ce qui concerne les points de désaccord entre ses membres; on a également fait valoir qu'il pourrait être nécessaire de renforcer le secrétariat du CAC. On a fait observer, en revanche, que du fait de sa nature même, le CAC n'avait pas de pouvoir de décision et que la méthode de consultation suivie pour les questions d'intérêt commun donnait des résultats satisfaisants.

640. Dans sa résolution 798 (XXX), le Conseil a indiqué qu'il avait éprouvé des difficultés de plus en plus grandes à s'acquitter pleinement de sa tâche de coordination par suite de la multiplicité des organisations, des politiques et des programmes qu'il était appelé à examiner et en raison de la complexité de leurs relations, et qu'aux fins de son examen général annuel il convenait d'améliorer ses propres méthodes de travail dans le domaine de la coordination. Il a en conséquence décidé de créer, pour une période d'une année, un groupe de travail spécial comprenant des représentants de six membres du Conseil qui seraient élus, à la reprise de sa trentième session, sur la base d'une répartition géographique équitable et qui devraient posséder une connaissance approfondie des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, dans celui des droits de l'homme et dans les domaines connexes, ainsi que des programmes et activités des organisations reliées à l'ONU et des méthodes et procédures de coordination entre ces organisations. Le Conseil a décidé en outre que ce groupe de travail aurait pour fonctions d'étudier les rapports du CAC, les rapports appropriés des organes de l'ONU, les rapports annuels des institutions spécialisées et de l'AIEA, ainsi que toute autre documentation pertinente, et de préparer, pour la session d'été du Conseil en 1961, un bref exposé des questions et problèmes dans le domaine de la coordination qui se posaient à la lumière de ces documents et qui appelaient l'attention spéciale du Conseil. Le Conseil a également décidé que le groupe de travail se réunirait, pour une période ne dépassant pas deux semaines, après la session de printemps de 1961 du CAC, étant entendu que les membres du Conseil qui ne feraient pas partie du groupe de travail pourraient prendre part à ses délibérations.

641. Dans sa résolution 799 A (XXX), le Conseil, après avoir rappelé les dispositions des Articles 58 et 60 de la Charte et les accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et celles des institutions spécialisées qui avaient reconnu le devoir que faisaient à l'Organisation des Nations Unies les Articles 58 et 63 de la Charte de formuler des recommandations en vue de coordonner les politiques et les activités de ces institutions, a rappelé également que le CAC avait été créé sur la demande du Conseil et chargé de prendre toutes mesures propres à assurer l'application la plus complète et la plus efficace des accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Il a pris acte des progrès accomplis par le CAC dans la mise au point et l'amélioration des dispositions prises en vue des consultations interorganisations à tous les stades de l'établissement des plans et de l'exécution des programmes d'intérêt commun, et a noté avec satisfaction que le CAC était disposé à faire un effort plus intense pour aider le Conseil à remplir de façon plus efficace les fonctions qui lui étaient dévolues aux termes des Articles 58 et 63 de la Charte. Le Conseil a invité le Secrétaire général, ainsi que les chefs des institutions

spécialisées et de l'AIEA, à prendre les mesures nécessaires pour que le CAC pût s'acquitter des responsabilités toujours plus lourdes qui lui incombait.

642. Dans la partie I de la résolution 799 B (XXX), le Conseil a pris acte du vingt-quatrième rapport du CAC (E/3368).

643. Dans la partie II de sa résolution 799 B (XXX), le Conseil a souligné qu'il avait besoin de renseignements précis sur les résultats obtenus ainsi que sur les problèmes et les difficultés qui se présentaient dans le domaine de la coordination. Le Conseil a exprimé le vœu qu'à l'avenir, le rapport du CAC comporterait, dans les cas appropriés, des suggestions particulières en vue des décisions que devrait prendre le Conseil et mettrait le plus clairement possible en relief les progrès réalisés et les difficultés rencontrées par le CAC au cours de ses travaux.

644. Pour ce qui est de la coordination dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, le Conseil a noté, dans la partie III de sa résolution 799 B (XXX), que les résultats obtenus par voie de coordination dans un cadre bilatéral et trilatéral pourraient utilement être complétés par un examen qu'effectuerait périodiquement le CAC. Il s'est déclaré convaincu qu'un examen multilatéral rendrait aussi plus facile l'étude du bien-fondé et de l'équilibre de l'ensemble des efforts internationaux dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et il a exprimé l'avis que l'examen périodique confié au CAC devrait s'effectuer annuellement et que les résultats en devraient être incorporés au rapport du CAC au Conseil.

CONSULTATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES*

645. Dans sa résolution 800 (XXX), le Conseil a rappelé que, dans son rapport à l'Assemblée générale à sa quatorzième session, il avait fait état de la décision prise par lui "d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'opportunité d'adopter une procédure analogue à celle qui est décrite à l'article 80 du règlement intérieur du Conseil"²⁶. Après avoir constaté l'intérêt que les institutions spécialisées portaient à cette question, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après:

"L'Assemblée générale,

"Constatant que le Conseil économique et social et la plupart des institutions spécialisées ont adopté un règlement intérieur qui prévoit des consultations préalables à toute décision relative à des questions qui sont d'intérêt commun,

"Décide, conformément à cet usage, avant d'adopter elle-même quelque projet ou proposition touchant des questions qui offrent un intérêt direct pour une ou plusieurs institutions spécialisées, de veiller à l'avenir à ce que des consultations préalables aient eu effectivement lieu avec ces institutions."

Section III. — Concentration des activités

646. En vue de l'examen de la concentration des activités, le Conseil était saisi d'un rapport du Secrétaire général contenant des observations sur le programme de travail du Conseil dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

* L'Assemblée générale doit se prononcer à ce sujet.

²⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Supplément No 3, par. 584.

(E/3386²⁷), d'un exposé du Secrétaire général intitulé "Etat récapitulatif des programmes de travail relatifs aux questions économiques et sociales et aux droits de l'homme" (E/3399), ainsi que des sections pertinentes des rapports des commissions techniques, des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées.

647. Dans sa résolution 801 (XXX), le Conseil a approuvé les efforts accomplis par le Secrétaire général et par les commissions du Conseil en vue d'utiliser de la manière la plus efficace les ressources disponibles par une plus grande concentration des activités, ainsi qu'il était indiqué dans le rapport du Secrétaire général; il a, d'autre part, exprimé la conviction que l'examen annuel du programme de travail s'était révélé utile tant pour le Secrétaire général que pour le Conseil. De même, il s'est déclaré convaincu que les institutions spécialisées et l'AIEA auraient intérêt à procéder au même examen, et a, en conséquence, exprimé l'espoir que ces institutions prendraient des dispositions en vue de procéder tous les ans à cet examen.

648. Dans une annexe à cette résolution le Conseil a faite sienne, une fois de plus, la déclaration du Secrétaire général selon laquelle la "rationalisation" n'avait pas essentiellement pour but d'assurer des économies, mais qu'il s'agissait d'un examen suivi et détaillé du programme de travail visant à tirer le meilleur parti possible des ressources limitées dont on disposait, compte tenu de l'évolution des besoins. Il a constaté avec satisfaction que des progrès avaient été réalisés dans l'utilisation et la concentration des ressources limitées du Secrétariat en vue d'accroître, par la recherche opérationnelle, le soutien technique prêté aux programmes d'action, ainsi que dans l'amélioration des techniques d'exécution. Toutefois, le Conseil a reconnu que la limite avait peut-être été atteinte dans certains secteurs et qu'il ne serait peut-être pas possible, dans ces secteurs, de transférer d'autres ressources du domaine de l'étude et de la recherche à celui de l'exécution et du contrôle directs.

649. En ce qui concerne les activités dans le domaine des droits de l'homme, le Conseil a pris acte²⁸ de la déclaration du représentant de l'UNESCO²⁹ selon laquelle, si l'UNESCO entendait soumettre à la Commission de la condition de la femme l'étude sur l'accès des jeunes filles à l'enseignement primaire, elle ne serait pas en mesure de la saisir en 1962 de l'étude sur l'éducation des femmes des régions rurales. Le Conseil s'est toutefois déclaré satisfait que l'UNESCO, reconnaissant l'importance de cette étude, ait accepté de la rédiger et de la présenter le plus tôt possible après 1962 mais pas plus tard que 1963.

650. Dans le domaine des stupéfiants, le Conseil a noté avec satisfaction³⁰ les efforts particuliers accomplis par la Commission des stupéfiants en vue du contrôle et de la limitation de la documentation dans le domaine des stupéfiants. Le Conseil a estimé souhaitable que d'autres commissions, lorsqu'elles procédaient à leur examen périodique de la question du contrôle et de la limitation de la documentation, s'efforcent de prendre de nouvelles mesures dans le même sens que la Commission des stupéfiants.

²⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

²⁸ Résolution 801 (XXX), annexe, par. 3.

²⁹ E/AC.24/SR.195.

³⁰ Résolution 801 (XXX), annexe, par. 4.

Section IV. — Relations et échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture

651. Le Conseil était saisi d'une étude sur les relations et les échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture (E/3352), préparée par l'UNESCO en collaboration avec l'ONU et les organisations reliées à celle-ci, et des observations du Conseil exécutif de l'UNESCO sur cette étude (E/3352/Add.1).

652. Dans sa résolution 803 (XXX), le Conseil a indiqué que les contacts entre les peuples et la connaissance réciproque de leurs modes de vie et de pensée étaient une condition nécessaire à l'épanouissement d'un climat de paix et à l'amélioration de la coopération internationale, et que les échanges dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture étaient un facteur essentiel du développement économique. Le Conseil a félicité l'UNESCO et les organisations qui l'avaient assistée de cette étude, qui pouvait contribuer à développer et à étendre encore les relations et les échanges internationaux dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture. Le Conseil a invité l'UNESCO à étudier la possibilité de formuler des principes qui pourraient servir d'idées directrices en vue de guider, sur les plans bilatéral, régional et international, l'action touchant les relations et les échanges dans ces domaines. Il a recommandé aux États Membres de l'ONU ou membres des organisations reliées à l'ONU de fournir à l'UNESCO toutes les informations pertinentes au sujet des activités consécutives à des accords bilatéraux sur les relations et les échanges internationaux auxquels ils participaient dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Il a invité l'UNESCO à examiner les mesures qui étaient encore nécessaires pour favoriser une coordination efficace entre les programmes bilatéraux et multilatéraux concernant ces relations et échanges y compris, par exemple, la préparation par le Directeur général de l'UNESCO de rapports périodiques à la Conférence générale, rapports contenant des informations sur les activités nationales, bilatérales et régionales. Il a en outre invité l'UNESCO, en consultation avec l'ONU et les organisations intéressées qui lui sont reliées, à étudier les mesures de caractère pratique et technique qui permettraient de répondre aux objectifs indiqués dans l'étude, notamment: a) développer l'enseignement des langues vivantes et la traduction des textes rédigés dans ces langues; b) adapter l'éducation aux exigences de la compréhension internationale; c) souligner l'importance des programmes culturels comme complément à l'assistance technique et économique; d) normaliser la documentation scientifique et organiser une meilleure diffusion de l'information scientifique; e) encourager les échanges de personnes dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture; f) faciliter les échanges de matériel éducatif, scientifique et culturel, à la lumière de nouvelles études techniques sur les dispositions nationales entravant la libre circulation d'un tel matériel et sur les moyens d'éliminer les obstacles existants. Le Conseil a présumé que l'UNESCO, en examinant les suggestions contenues dans l'étude, souhaiterait considérer les activités proposées comme une partie de l'ensemble de son programme, et il a invité l'UNESCO à lui faire rapport, en temps opportun, sur les progrès accomplis.

Section V. — Recherche scientifique

653. Pour ce qui est de la recherche scientifique, le Conseil était saisi d'une étude sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, la diffusion des connaissances scientifiques et leur application à des fins pacifiques (E/3362 et Corr.1), qui avait été préparée par un consultant spécial en application de la résolution 1260 (XIII) de l'Assemblée générale, ainsi que des observations du Conseil exécutif de l'UNESCO sur cette étude (E/3362/Add.1).

654. Par sa résolution 804 A (XXX), le Conseil a pris note des recommandations concernant la documentation scientifique contenues dans cette étude, des renseignements figurant à ce sujet dans l'étude sur les relations et échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture (E/3352), ainsi que de l'appel à la collaboration internationale formulé par la Conférence internationale sur l'information scientifique. Ayant estimé que, dans le domaine scientifique et technique, de nombreuses lacunes concernant la documentation existaient en face de doubles emplois, et qu'une amélioration, pour être effective, devait être envisagée à l'échelle internationale, le Conseil a rappelé que, conformément à l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'Acte constitutif de l'UNESCO, la documentation, les résultats des recherches scientifiques et les progrès techniques devaient être rendus généralement accessibles et qu'un échange dans ces domaines présentait le plus grand intérêt pour la communauté internationale. Le Conseil a estimé également que, pour assurer un meilleur rendement des efforts déployés et des crédits utilisés dans les services de résumés analytiques à travers le monde, il importait de mieux connaître l'organisation et le fonctionnement de ces services. Il a jugé nécessaire que fût élaborée une étude sur l'organisation et le fonctionnement des services de résumés analytiques dans les différentes disciplines scientifiques et techniques pour servir de base à l'action ultérieure éventuelle dans ce domaine, et il a prié l'UNESCO de préparer cette étude, en consultation avec l'ONU et les organisations intéressées reliées à celle-ci, pour la trente-quatrième session du Conseil.

655. Dans sa résolution 804 B (XXX), le Conseil s'est déclaré persuadé que l'étude sur les tendances

principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles, la diffusion des connaissances scientifiques et leur application à des fins pacifiques (E/3362 et Corr.1) devrait être diffusée aussi largement que possible dans le monde entier et que la question des mesures qu'il conviendrait de prendre à la suite de cette étude devrait faire l'objet d'un examen approfondi, tant de la part du Conseil que des autres organismes intergouvernementaux intéressés. Il a exprimé sa satisfaction au Secrétaire général, à l'UNESCO et au consultant spécial, ainsi qu'aux autres organisations qui avaient participé à l'élaboration de l'étude, et il a chargé le Secrétaire général, agissant de concert avec le Directeur général de l'UNESCO, de faciliter la diffusion de l'étude. Le Conseil a décidé en outre de transmettre l'étude à l'Assemblée générale et, sous réserve des mesures que celle-ci jugerait utile de prendre en la matière, d'examiner l'étude en détail à sa trente-deuxième session, en tenant compte de l'opinion que pourrait exprimer à son sujet la Conférence générale de l'UNESCO. Il a également invité le Secrétaire général, agissant de concert avec le Directeur général de l'UNESCO, à recueillir les observations des institutions spécialisées compétentes et de l'AIEA ainsi que des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions qui lui sont reliées, sur les questions soulevées par l'étude, et à présenter au Conseil, lors de sa trente-deuxième session, un rapport sur ces observations.

Section VI. — Demande d'admission du Koweït à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

656. Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO, la demande d'admission du Koweït à l'UNESCO (E/3363/Add.2³¹) avait été portée à l'attention du Conseil³². Le Conseil a décidé, par sa résolution 774 (XXX), d'informer l'UNESCO qu'il n'avait aucune objection à faire à l'admission du Koweït à cette organisation.

³¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes*, point 23 de l'ordre du jour.

³² E/SR.1129.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE CONSEIL OU SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 86 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL

Trentième session

Confédération internationale des syndicats libres:

Evaluation de la portée, des tendances et du coût des programmes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/AC.24/SR.203).

EXPOSÉS ORAUX FAITS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL

Trentième session

Union mondiale des organisations féminines catholiques:

Action internationale concertée dans le domaine de l'habitation à bon marché et des installations collectives connexes (E/C.2/SR.183).

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Union catholique internationale de service social:

E/C.2/561. Evaluation des programmes de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

Chapitre VIII

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Section I. — Liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif

657. Au cours de la période considérée, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a examiné¹ six demandes nouvelles ou renouvelées d'admission au statut consultatif auprès du Conseil présentées par des organisations non gouvernementales, et il a rendu compte au Conseil, à sa vingt-neuvième session (E/3329²). Le Conseil a étudié³ le rapport du Comité. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a décidé [résolution 755 (XXIX)] de donner suite à la demande d'admission au statut consultatif de la catégorie B de trois organisations internationales ainsi qu'à la demande d'inscription au registre présentée par une organisation internationale. Le Conseil a décidé de différer d'un an l'examen de la demande d'admission au statut consultatif de la catégorie A présentée par une organisation internationale. En outre, il a décidé de ne pas donner suite à la demande d'inscription au registre présentée par une autre organisation non gouvernementale.

658. On trouvera ci-après la liste des organisations non gouvernementales auxquelles, à la date du 1er août 1960, le Conseil avait accordé le statut consultatif, conformément à l'Article 71 de la Charte. Dix d'entre elles appartiennent à la catégorie A et 119 à la catégorie B. En outre, 205 organisations sont inscrites au registre du Secrétaire général pour être consultées sur des questions précises, conformément au paragraphe 17 de la résolution 288 B (X). Ces organisations sont toutes internationales, sauf indication contraire.

Catégorie A

Alliance coopérative internationale;
Chambre de commerce internationale;
Confédération internationale des syndicats chrétiens;
Confédération internationale des syndicats libres;
Fédération internationale de producteurs agricoles;
Fédération mondiale des anciens combattants;
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies;
Fédération syndicale mondiale;
Organisation internationale des employeurs;
Union interparlementaire.

Catégorie B

All India Women's Conference (Inde);
Alliance européenne des agences de presse;
Alliance internationale de tourisme;
Alliance internationale des femmes — droits égaux, responsabilités égales;
Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines;
Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens;

Armée du salut;
Assemblée mondiale de la jeunesse;
Association du transport aérien international;
Association des femmes pakistanaïses (Pakistan);
Association du transport aérien international;
Association fiscale internationale;
Association interaméricaine de la presse;
Association internationale de droit pénal;
Association internationale des écoles de service social;
Association internationale des Lions Clubs;
Association internationale des magistrats de la jeunesse;
Association internationale pour la protection de la propriété industrielle;
Association internationale pour le progrès social;
Association pour l'étude du problème mondial des réfugiés;
Bureau international catholique de l'enfance;
Bureau international pour la répression de la traite des personnes;
CARE (Co-operative for American Relief Everywhere, Inc.) [Etats-Unis d'Amérique];
Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique (Etats-Unis d'Amérique);
Comité consultatif mondial de la Société des amis;
Comité de coordination d'organisations juives;
Comité de liaison des grandes associations internationales féminines;
Comité international de l'organisation scientifique;
Comité international de la Croix-Rouge;
Commission des églises pour les affaires internationales;
Commission internationale catholique pour les migrations;
Commission internationale contre le régime concentrationnaire;
Commission internationale de juristes;
Commission internationale des irrigations et du drainage;
Confédération internationale du crédit populaire;
Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante;
Conférence internationale de service social;
Conférence internationale des charités catholiques;
Conférence mondiale de l'énergie;
Congrès internationaux d'architecture moderne;
Congrès juif mondial;
Conseil consultatif d'organisations juives;
Conseil interaméricain du commerce et de la production;
Conseil international des femmes;
Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation;
Dotation Carnegie pour la paix internationale (Etats-Unis d'Amérique);
Entraide ouvrière internationale;
Fédération abolitionniste internationale;
Fédération interaméricaine des clubs d'automobile;
Fédération internationale de l'automobile;
Fédération internationale des droits de l'homme;
Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications;

¹ E/C.2/SR.180.

² Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-neuvième session, Annexes, point 15 de l'ordre du jour.

³ E/SR.1108.

Fédération internationale de femmes de carrières libérales et commerciales;
 Fédération internationale des femmes diplômées des universités;
 Fédération internationale des femmes juristes;
 Fédération internationale des journalistes;
 Fédération internationale des *settlements*;
 Fédération internationale des travailleurs sociaux;
 Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires;
 Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques;
 Fédération mondiale des sourds;
 Fédération routière internationale;
 Guilde internationale des coopératrices;
 Indian Council of World Affairs (Inde);
 Institut interaméricain de statistique;
 Institut international africain;
 Institut international de finances publiques;
 Institut international de l'épargne;
 Institut international de statistique;
 Institut international des sciences administratives;
 Institut sud-américain du pétrole;
 Inter-American Press Association;
 International Bar Association;
 Jeune chambre internationale;
 Jeunesse ouvrière chrétienne;
 Ligue des sociétés de la Croix-Rouge;
 Ligue Howard pour la réforme pénale (Royaume-Uni);
 Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté;
 Ligue internationale des droits de l'homme;
 Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples;
 Mouvement mondial des mères;
 National Association of Manufacturers (Etats-Unis d'Amérique);
 Nouvelles équipes internationales — Union internationale des démocrates chrétiens;
 Organisation internationale de normalisation;
 Organisation internationale de police criminelle — INTERPOL;
 Organisation internationale des femmes sionistes;
 Organisation internationale économique islamique;
 Organisation mondiale Agudas Israël;
 Organisation mondiale pour la protection sociale des aveugles;
 Pan Pacific South-East Asia Women's Association;
 Pax Romana — Mouvement international des étudiants catholiques;
 Mouvement international des intellectuels catholiques;
 Rotary International;
 Service social international;
 Société antiesclavagiste (Royaume-Uni);
 Société belge d'études et d'expansion (Belgique);
 Société de législation comparée (France);
 Société interaméricaine d'urbanisme;
 Société internationale de criminologie;
 Société internationale de défense sociale;
 Société internationale pour la protection des invalides;
 Union catholique internationale de service social;
 Union internationale d'assurances transports;
 Union internationale de la jeunesse socialiste;
 Union internationale de la navigation fluviale;
 Union internationale de la presse catholique;
 Union internationale de protection de l'enfance;
 Union internationale des architectes;
 Union internationale des chemins de fer;
 Union internationale des organismes familiaux;
 Union internationale des organismes officiels de tourisme;

Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique;
 Union internationale des transports publics;
 Union internationale des transports routiers;
 Union internationale des villes et pouvoirs locaux;
 Union internationale pour l'étude scientifique de la population;
 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources;
 Union mondiale chrétienne des femmes abstinentes;
 Union mondiale des femmes rurales;
 Union mondiale des organisations féminines catholiques;
 Union mondiale pour un judaïsme libéral.

Registre

Académie internationale de la céramique;
 Académie internationale de médecine légale et de médecine sociale;
 Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc;
 American Foreign Insurance Association (Etats-Unis d'Amérique);
 American Jewish Joint Distribution Committee, Inc. (Etats-Unis d'Amérique);
 Association Aéromédicale;
 Association catholique internationale pour la radiodiffusion et la télévision;
 Association des écoles internationales;
 Association des maisons internationales;
 Association interaméricaine de génie sanitaire;
 Association interaméricaine de radiodiffusion;
 Association internationale d'information scolaire universitaire et professionnelle;
 Association internationale d'océanographie physique;
 Association internationale d'orientation professionnelle;
 Association internationale de gérontologie;
 Association internationale de l'équipement électrique;
 Association internationale de la fertilité;
 Association internationale de la science du sol;
 Association internationale de pédiatrie;
 Association internationale de prophylaxie de la cécité;
 Association internationale de recherches sur le revenu et la fortune;
 Association internationale de science politique;
 Association internationale de sociologie;
 Association internationale des arts plastiques;
 Association internationale des critiques d'art;
 Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés;
 Association internationale des femmes médecins;
 Association internationale des intérêts radiomaritimes;
 Association internationale des producteurs de l'horticulture;
 Association internationale des professeurs et chargés de cours d'universités;
 Association internationale des sciences de l'éducation;
 Association internationale des sciences économiques;
 Association internationale des sciences juridiques;
 Association internationale des sociétés de microbiologie;
 Association internationale des universités;
 Association internationale du calendrier mondial;
 Association internationale du cinéma scientifique;
 Association internationale permanente des congrès de navigation;
 Association internationale pour l'échange d'étudiants de l'enseignement technique;
 Association internationale pour le christianisme libéral et la liberté religieuse;
 Association internationale soroptimiste;
 Association littéraire et artistique internationale;

Association médicale mondiale;
 Association mondiale des guides et éclaireuses;
 Association mondiale pour l'étude de l'opinion publique;
 Association mondiale vétérinaire;
 Association universelle d'aviculture scientifique;
 Association universelle d'espéranto;
 Bureau européen de la jeunesse et de l'enfance;
 Bureau international des containers;
 Bureau international du scoutisme;
 Bureau permanent international des constructeurs d'automobiles;
 Bureau permanent international des constructeurs de motocycles;
 Centre international du commerce de gros;
 Comité d'études économiques de l'industrie du gaz;
 Comité international catholique des infirmières et assistantes médico-sociales;
 Comité international d'aide aux intellectuels;
 Comité international de la radio-électricité;
 Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques;
 Comité international permanent de la conserve;
 Comité international pour la documentation des sciences sociales;
 Comité international radiomaritime;
 Comité international spécial des perturbations radio-électriques;
 Commission internationale de l'éclairage;
 Commission internationale de protection contre les radiations;
 Commission internationale des unités et mesures radiologiques;
 Commission internationale du génie rural;
 Commission mixte internationale pour les expériences relatives à la protection des lignes de télécommunication et des canalisations souterraines;
 Committee for Economic Development (Etats-Unis d'Amérique);
 Communauté internationale des associations de la librairie;
 Confédération européenne de l'agriculture;
 Confédération internationale des sages-femmes;
 Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs;
 Confédération internationale des travailleurs intellectuels;
 Confédération mondiale de physiothérapie;
 Conférence d'écoles à esprit international;
 Conférence internationale des grands réseaux électriques;
 Conférence permanente des agences bénévoles travaillant pour les réfugiés;
 Conférence permanente des hautes études internationales;
 Conseil des organisations internationales des sciences médicales;
 Conseil international de la musique;
 Conseil international de la philosophie et des sciences humaines;
 Conseil international des archives;
 Conseil international des employeurs du commerce;
 Conseil international des femmes social-démocrates;
 Conseil international des infirmières;
 Conseil international des musées;
 Conseil international des sciences sociales;
 Conseil international des unions scientifiques;
 Conseil international du film d'enseignement;
 Engineers Joint Council;
 Entraide universitaire mondiale;
 Expériences pour une façon de vivre internationale;
 Fédération aéronautique internationale;
 Fédération astronautique internationale;
 Fédération dentaire internationale;
 Fédération européenne de zootechnie;
 Fédération internationale d'oléiculture;
 Fédération internationale de documentation;
 Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique;
 Fédération internationale de l'enseignement ménager;
 Fédération internationale de l'industrie phonographique;
 Fédération internationale de la jeunesse catholique;
 Fédération internationale de la presse périodique;
 Fédération internationale de laiterie;
 Fédération internationale de médecine sportive;
 Fédération internationale des administrateurs de biens immobiliers;
 Fédération internationale des associations de bibliothécaires;
 Fédération internationale des associations de pilotes de lignes aériennes;
 Fédération internationale des associations de producteurs de films;
 Fédération internationale des associations pour l'éducation des travailleurs;
 Fédération internationale des associations touristiques ouvrières;
 Fédération internationale des collèges de chirurgie;
 Fédération internationale des communautés d'enfants;
 Fédération internationale des déménageurs internationaux;
 Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police;
 Fédération internationale des hôpitaux;
 Fédération internationale des industries textiles cotonnières et connexes;
 Fédération internationale des journalistes libres (de l'Europe centrale et orientale et des pays baltes et balkaniques);
 Fédération internationale des organisations de correspondance et d'échanges scolaires;
 Fédération internationale des clubs;
 Fédération internationale des professeurs de langues vivantes;
 Fédération internationale des radiotélégraphistes;
 Fédération internationale des traducteurs;
 Fédération internationale des transports aériens privés;
 Fédération internationale des travailleurs de la terre;
 Fédération internationale du bâtiment et des travaux publics (Confédération patronale);
 Fédération internationale du diabète;
 Fédération internationale du film d'art;
 Fédération internationale libre des déportés et internés de la Résistance;
 Fédération internationale pharmaceutique;
 Fédération internationale pour les auberges de la jeunesse;
 Fédération luthérienne mondiale;
 Fédération mondiale de la jeunesse démocratique;
 Fédération mondiale de neurologie;
 Fédération mondiale des ergothérapeutes;
 Fédération mondiale des sociétés d'anesthésiologie;
 Fédération mondiale pour la protection des animaux;
 Fédération mondiale pour la santé mentale;
 Fédération pour l'amitié mondiale;
 Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants;
 Fraternelle mondiale;
 Institut de droit international;
 Institut international d'études des classes moyennes;
 Institut international de droit public;
 Institut international des civilisations différentes;
 Institut international du théâtre;
 International Cargo Handling Co-ordination Association;
 International Chamber of Shipping;
 International Shipping Federation Ltd., The;
 International Union of Aviation Insurers;
 International Vegetarian Union;
 Internationale de la porte ouverte (pour l'émancipation économique de la travailleuse);
 Ligue internationale contre le rhumatisme;

Ligue internationale des sociétés dermatologiques;
 Ligue internationale pour l'éducation nouvelle;
 Mouvement international des faucons;
 Office catholique international du cinéma;
 Office international de l'enseignement catholique;
 Organisation internationale contre le trachome;
 Organisation internationale de radiodiffusion;
 Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire;
 Pacific Science Association;
 Secrétariat de coordination des unions nationales d'étudiants;
 Service civil international;
 Société africaine de culture;
 Société d'économétrie;
 Société de biométrie;
 Société européenne de culture;
 Société Hansard pour le gouvernement parlementaire;
 Société internationale d'hydatidologie;
 Société internationale de cardiologie;
 Société internationale de la lèpre;
 Société internationale de transfusion sanguine;
 Société internationale des industries laitières;
 Société internationale pour l'éducation artistique;
 Union arabe;
 Union astronomique internationale;
 Union des associations internationales;
 Union des associations techniques internationales;
 Union européenne de la carrosserie;
 Union européenne de radiodiffusion;
 Union géodésique et géophysique internationale;
 Union géographique internationale;
 Union internationale contre l'alcoolisme;
 Union internationale contre la tuberculose;
 Union internationale contre le cancer;
 Union internationale contre le péril vénérien et les tréponématoses;
 Union internationale de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises;
 Union internationale de l'humanisme et de l'éthique;
 Union internationale de l'industrie du gaz;
 Union internationale de psychologie scientifique;
 Union internationale des amateurs de la radio;
 Union internationale des éditeurs;
 Union internationale des instituts de recherches forestières;
 Union internationale des sciences de la nutrition;
 Union internationale pour l'éducation sanitaire de la population;
 Union internationale pour la liberté d'enseignement;
 Union internationale pour la protection de la moralité publique;
 Union libérale mondiale;
 Union mondiale des enseignants catholiques;
 Union mondiale des étudiants juifs;
 Union mondiale O.R.T.;
 Union mondiale O.S.E. pour la protection de l'enfance et de la santé des populations juives;
 Union radioscientifique internationale.

Section II. — Application des dispositions relatives aux consultations

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

659. Au cours de la période considérée, le Conseil ou ses commissions ont reçu de 34 organisations 64 exposés écrits présentés conformément aux paragraphes 22, 23, 28 et 29 de la résolution 288 B (X).

On trouvera, dans les annexes qui suivent chacun des chapitres du présent rapport, une liste indiquant le sujet des exposés écrits qui se rapportent aux questions traitées dans le chapitre et le nom des organisations non gouvernementales qui les ont présentés.

AUDITIONS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

660. Au cours des vingt-neuvième et trentième sessions du Conseil, cinq organisations dotées du statut consultatif de la catégorie A ont présenté, conformément à l'article 86 du règlement intérieur, des exposés oraux sur divers points de l'ordre du jour :

Vingt-neuvième session

Chambre de commerce internationale: point 5⁴;
 Confédération internationale des syndicats chrétiens: points 6, a, et 10⁵;
 Confédération internationale des syndicats libres: points 5 et 7⁶;
 Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies: point 13⁷.

Trentième session

Chambre de commerce internationale: point 4⁸;
 Confédération internationale des syndicats chrétiens: points 2, 4 et 8⁹;
 Confédération internationale des syndicats libres: points 2 et 4, 3, a, et 8¹⁰;
 Fédération syndicale mondiale: points 2 et 4, 7 et 8¹¹.

661. A la vingt-neuvième session, aucune organisation dotée du statut consultatif de la catégorie B ni aucune organisation inscrite au registre n'a demandé à être entendue par le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.

662. Au cours de la trentième session, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a entendu, conformément à l'article 85 du règlement intérieur, les représentants de neuf organisations dotées du statut consultatif de la catégorie B et d'une organisation inscrite au registre :

Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc: point 11¹²;
 Bureau international catholique de l'enfance: points 2, 4 et 6¹³;
 Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique: point 2¹⁴;
 Comité consultatif mondial de la Société des amis: point 10¹⁵;
 Commission internationale catholique pour les migrations: point 14¹⁶;

⁴ E/AC.6/SR.282.

⁵ E/AC.6/SR.276; E/SR.1107.

⁶ E/AC.6/SR.283; E/SR.1104.

⁷ E/SR.1097.

⁸ E/AC.6/SR.285.

⁹ E/AC.6/SR.285.

¹⁰ E/AC.6/SR.285 et 293; E/AC.24/SR.203.

¹¹ E/AC.6/SR.285 et 293; E/SR.1114.

¹² E/C.2/SR.182.

¹³ E/C.2/SR.183.

¹⁴ E/C.2/SR.182.

¹⁵ E/C.2/SR.183.

¹⁶ E/C.2/SR.183.

Conférence internationale des charités catholiques: point 22 ¹⁷;

Congrès juif mondial: point 10¹⁸;

Conseil international des femmes: point 11¹⁹;

Société antiesclavagiste: point 10²⁰;

Union mondiale des organisations féminines catholiques: point 3, f ²¹;

663. Le représentant de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies a été entendu par le Comité du Conseil des organisations non gouvernementales en sa qualité de président de la Conférence

¹⁷ E/C.2/SR.182.

¹⁸ E/C.2/SR.183.

¹⁹ E/C.2/SR.182.

²⁰ E/C.2/SR.182.

²¹ E/C.2/SR.183.

des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, conformément à l'article 84²².

664. Le Comité a également entendu de brèves déclarations de représentants d'organisations de la catégorie A sur les points de l'ordre du jour au sujet desquels le Conseil les a entendus par la suite²³.

665. Les commissions du Conseil, ainsi qu'il en a été fait mention dans les chapitres précédents et dans les rapports des commissions, ont entendu les représentants de nombreuses organisations non gouvernementales.

²² E/C.2/SR.182. On trouvera la liste de ces exposés oraux dans les annexes aux chapitres du présent rapport relatifs aux questions auxquelles les exposés ont trait.

²³ E/C.2/SR.181 et 182. On trouvera la liste de ces exposés oraux dans les annexes aux chapitres du présent rapport relatifs aux questions auxquelles les exposés ont trait.

Annexe

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX FAITS DEVANT LE COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 85 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Trentième session

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies:

Huitième Conférence générale des organisations consultatives non gouvernementales (E/C.2/SR.182).

Chapitre IX

INCIDENCES FINANCIERES DES MESURES PRISES PAR LE CONSEIL

666. Conformément à l'article 34 du règlement intérieur, le Secrétaire général a présenté au Conseil des exposés sur les incidences financières des propositions faites et des décisions prises à ses vingt-neuvième et trentième sessions.

667. En lui présentant l'état sommaire provisoire, et puis l'état sommaire définitif des incidences financières des mesures qu'il prenait (E/3414 et E/3414/Add.1/Rev.2¹), le Secrétaire général a appelé l'attention du Conseil sur la résolution 1449 (XIV) de l'Assemblée générale concernant les demandes de crédits additionnels pour des projets nouveaux ainsi que sur la résolution 1272 (XIII) concernant le contrôle et la limitation de la documentation.

668. Le Conseil était également saisi des documents suivants, qui sont établis annuellement : une analyse des dépenses prévues au budget de l'ONU, par grandes catégories d'activité dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/3414, annexe II) ; l'état récapitulatif des programmes de travail relatifs à ces domaines (E/3399) ; les observations du Secrétaire général sur les programmes de travail (E/3386²), et le calendrier des conférences pour 1961 (E/3415 et Corr.1).

669. Le Conseil a été informé que, sous réserve des observations qu'il pourrait présenter, les estimations contenues dans l'état provisoire et dans l'état définitif des incidences financières serviraient de base pour l'établissement des prévisions de dépenses révisées pour 1961, qui seraient soumises à l'Assemblée générale.

670. A sa trentième session, le Conseil était saisi du rapport d'ensemble préparé par sa Commission chargée de l'évaluation des programmes concernant la portée, les tendances et le coût des programmes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme pour les années 1959 à 1964 (E/3347/Rev.1³). Lorsque le Conseil a étudié⁴ les prochaines mesures à prendre pour faire suite aux travaux de la Commission chargée de l'évaluation des programmes on a indiqué qu'il fallait améliorer le fonctionnement du CAC et du Conseil lui-même et que l'on pourrait également rechercher s'il était souhaitable de faire d'autres études et évaluations semblables concernant les programmes de travail dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Plusieurs délégations ont relevé que la Commission chargée de l'évaluation des programmes avait déclaré : "Une stabilisation arbitraire du budget aux niveaux actuels n'est pas souhaitable. Les programmes et les activités qui ont été exposés

nécessitent incontestablement des fonds supplémentaires . . . On devrait et l'on pourrait consacrer utilement des sommes plus importantes aux programmes sans accroître beaucoup les frais d'administration. Des augmentations paraissent particulièrement nécessaires dans le cas de programmes d'exécution comme ceux qui bénéficient de l'aide du Programme élargi et du Fonds spécial." (E/3347/Rev.1, par. 371.) Certains membres se sont déclarés favorables à l'idée d'augmenter dans une mesure raisonnable les budgets ordinaires de l'ONU et des institutions spécialisées.

671. Le Conseil a adopté la résolution 799 (XXX) par laquelle il demande l'amélioration du fonctionnement du CAC et la résolution 796 (XXX) relative à l'examen des programmes relatifs à l'administration publique, avec le concours des experts auxquels on jugerait utile de faire appel. Par sa résolution 798 (XXX) le Conseil a également approuvé une recommandation tendant à créer, pour un an, un groupe de travail spécial composé des représentants de six membres du Conseil qui étudierait les rapports du CAC, les rapports des institutions spécialisées et de l'AIEA ainsi que toute autre documentation pertinente, et préparerait un bref exposé des questions et problèmes qui se posent dans le domaine de la coordination et qui exigent l'attention spéciale du Conseil. Le Conseil a décidé que ce groupe de travail se réunirait à New York, à moins que le Conseil n'en décide autrement à la reprise de sa trentième session.

672. On trouvera ci-après une liste des résolutions adoptées aux vingt-neuvième et trentième sessions qu'ont de nouvelles incidences financières sur le budget de l'ONU pour 1961 ou pour les années ultérieures :

Résolutions et objet	Estimation des dépenses supplémentaires	
	1961 (Dollars)	1962 (Dollars)
761 (XXIX). Troisième conférence cartographique des Nations Unies.....	5.300	7.400
777 (XXX). Projections	34.700	34.700 ^a
804 (XXX). Coordination des résultats de la recherche scientifique.....	7.750	—
768 (XXX). Possibilités de coopération internationale en faveur des nouveaux pays indépendants.....	b	a
779 (XXX). Conférence des Nations Unies sur les sources nouvelles d'énergie...	41.000 ^c	46.800
790 (XXX). Assistance technique en matière d'administration publique : envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration	d	d
763 A (XXX). Rapport de la Commission économique pour l'Europe.....	13.950	16.050 ^e
783 (XXX). Problèmes internationaux relatifs aux produits de base.....	—	23.000 ^b
765 (XXX). Rapport de la Commission de statistique	20.000	20.000 ^a
772 A (XXX). Rapport de la Commission des droits de l'homme.....	2.400	—

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

² Ibid., point 3, c, de l'ordre du jour.

³ Publication des Nations Unies, numéro de catalogue : 60.IV.14.

⁴ Voir chap. VII, sect. I.

Résolutions et objet	Estimation des dépenses supplémentaires	
	1961 (Dollars)	1962 (Dollars)
770 A (XXX). Contrôle international des stupéfiants	13.000	10.000 ^a
796 A (XXX). Examen des programmes relatifs à l'administration publique.....	7.000	—
799 (XXX). Activités du Comité administratif de coordination.....	27.000	27.000 ^a
792 (XXX). Programmes d'action concertée	2.000	2.000 ^a
TOTAL	174.100	186.950

^a Des crédits appropriés devront être ouverts dans les budgets au cours des années suivantes.

^b Une estimation précise sera fournie à l'Assemblée générale.

^c Certaines recettes compenseront en partie les dépenses.

^d Les crédits nécessaires sont compris dans ceux qui se rapportent à la résolution 768 (XXX) sur les possibilités de coopération internationale en faveur des nouveaux pays indépendants.

^e En outre, on devra faire 4.000 dollars de frais d'impression en 1963.

673. Parmi les autres décisions du Conseil, il convient de signaler la résolution 766 (XXX) relative aux mesures à prendre à l'occasion des tremblements de terre au Chili; dans cette résolution, le Conseil a constaté qu'un programme d'assistance technique d'urgence aux fins de reconstruction et de développement économique du Chili avait été élaboré par le gouvernement de ce pays, et que le coût global de ce programme serait de 2.200.000 dollars pour les années 1960-1961 et 1962; il a prié le Secrétaire général, les directeurs des institutions spécialisées et du Fonds spécial ainsi que le Bu-

reau de l'assistance technique de tenir compte des besoins particuliers du Chili en matière d'assistance technique pendant les années 1960-1961 et 1962 et de faire ce qui est en leur pouvoir pour satisfaire ces besoins, sans porter préjudice au niveau général des programmes prévus à l'intention d'autres pays au cours des années en question. Par la même résolution, le Conseil a également exprimé l'espoir que les gouvernements des pays qui participent au Programme élargi d'assistance technique tiendront compte des besoins particuliers du Chili en versant des contributions supplémentaires au Compte spécial dans la mesure où les ressources actuelles ne suffisent pas à satisfaire ces besoins.

674. Le Secrétaire général a fait savoir au Conseil⁵ que les demandes d'assistance présentées par la République du Congo entraînaient déjà une lourde charge pour le budget du Secrétariat et que cette charge ne ferait probablement que s'accroître pendant les prochains mois. En conséquence, le Secrétaire général pensait qu'il serait peut-être nécessaire de revoir l'ordre de priorité des travaux du Secrétariat, ce qui, à son tour, nécessiterait une certaine souplesse dans l'exécution des diverses tâches confiées au Secrétariat dans les domaines économique et social. Tout en espérant que l'exécution des tâches principales dont le Secrétariat a été chargé n'en souffrirait pas trop, le Secrétaire général a prié le Conseil de faire preuve de compréhension en ce qui concerne les modifications à l'ordre de priorité et aux dates d'exécution des travaux que la situation d'urgence actuelle pourrait imposer.

⁵ E/SR.1132.

APPENDICES

Appendice I

Ordres du jour de la reprise de la vingt-huitième session et des vingt-neuvième et trentième sessions du Conseil

ORDRE DU JOUR

DE LA REPRISE DE LA VINGT-HUITIÈME SESSION^a

20. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
21. Elections.
22. Programme de travail du Conseil pour 1960.
23. Rapport du Comité de l'assistance technique donnant suite à la résolution 735 (XXVIII) du Conseil, relatif à l'élaboration des programmes à l'échelon national.
24. Demande présentée par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance afin que ses rapports soient examinés lors des sessions d'été du Conseil économique et social.
25. Organisation et fonctionnement du Conseil^b.

ORDRE DU JOUR DE LA VINGT-NEUVIÈME SESSION

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1960.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Rapport du Fonds monétaire international.
4. a) Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement;
b) Rapport de la Société financière internationale.
5. Courant international de capitaux privés.
6. Développement économique des pays sous-développés:
a) Industrialisation;
b) Ressources hydrauliques;
c) Ressources pétrolières;
d) Coopératives.
7. Question de la création d'une commission du développement industriel.
8. Coopération internationale en matière de cartographie.
9. Rapport de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.
10. Etude des possibilités de coopération internationale en faveur des territoires anciennement sous tutelle devenus indépendants.
11. Question d'une déclaration sur la liberté de l'information.
12. Procédure à suivre pour l'étude de la question de la peine capitale.

^a Les points 1 à 19 de l'ordre du jour de la vingt-huitième session ont été examinés durant la première partie de la session en question.

^b Question nouvelle, inscrite à l'ordre du jour du Conseil à sa 1090^{ème} séance, le 14 décembre 1959.

13. Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres.
14. Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
15. Organisations non gouvernementales.
16. Organisation et fonctionnement du Conseil.
17. Elections.
18. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
19. Incidences financières des mesures prises par le Conseil.
20. Examen de l'ordre du jour provisoire de la trentième session et détermination de la date à laquelle commencera l'examen de chaque question.
21. Mesures à prendre à la suite des tremblements de terre au Maroc^c.

ORDRE DU JOUR DE LA TRENTIÈME SESSION

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Situation économique mondiale.
3. Examen général du développement et de la coordination de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme:
a) Evaluation de la portée, des tendances et du coût du programme de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme;
b) Rapports du Comité administratif de coordination, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique;
c) Concentration des activités;
d) Relations et échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture;
e) Coordination des résultats de la recherche scientifique;
f) Action internationale concertée dans le domaine de l'habitation à bon marché et des installations collectives connexes.
4. Développement économique des pays sous-développés.
5. Rapport du Conseil d'administration du Fonds spécial.

^c Question supplémentaire.

6. Assistance technique:
 - a) Activités de l'Organisation des Nations Unies au titre du programme ordinaire et du Programme élargi;
 - b) Programme élargi;
 - c) Envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration.
7. Rapports des commissions économiques régionales.
8. Problèmes internationaux relatifs aux produits de base.
9. Rapport de la Commission de statistique.
10. Rapport de la Commission des droits de l'homme.
11. Rapport de la Commission de la condition de la femme.
12. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.
13. Contrôle international des stupéfiants.
14. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
15. Organisations non gouvernementales.
16. Calendrier des conférences pour 1961.
17. Incidences financières des mesures prises par le Conseil.
18. Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale.
19. Elections*.
20. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil**.
21. Programme de travail du Conseil pour 1961**.
22. Mesures à prendre à l'occasion des tremblements de terre au Chili^c.
23. Demande d'admission du Koweït à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture^c.

* L'examen de cette question sera poursuivi à la reprise de la trentième session.

** Question à examiner à la reprise de la trentième session.

Appendice II

Composition et sessions du Conseil et de ses organes subsidiaires

A. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

<i>Composition en 1959</i>	<i>Composition en 1960</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Afghanistan	Afghanistan	1961
Bulgarie	Brésil	1962
Chili	Bulgarie	1961
Chine	Chili*	1960
Costa Rica	Chine*	1960
Espagne	Costa Rica*	1960
Etats-Unis d'Amérique	Danemark	1962
Finlande	Espagne	1961
France	Etats-Unis d'Amérique ..	1961
Mexique	France*	1960
Nouvelle-Zélande	Japon	1962
Pakistan	Nouvelle-Zélande	1961
Pays-Bas	Pays-Bas*	1960
Pologne	Pologne	1962
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1962
Soudan	Soudan*	1960
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1962
Venezuela	Venezuela	1961

* Membres sortants.

REPRISE DE LA VINGT-HUITIÈME SESSION: 14 et 15 décembre 1959, New York (4 séances plénières).

VINGT-NEUVIÈME SESSION: du 5 au 21 avril 1960, New York (17 séances plénières);

Comité économique (10 séances);

Comité social (13 séances);

Comité chargé des organisations non gouvernementales (1 séance).

Total pour la session: 41 séances.

TRENTIÈME SESSION: du 5 juillet au 5 août 1960, Genève (23 séances plénières);

Comité économique (10 séances);

Comité social (12 séances);

Comité de coordination (12 séances^a);

Comité de l'assistance technique (14 séances^a);

Comité chargé des organisations non gouvernementales (2 séances);

Comité intérimaire du calendrier des conférences (1 séance);

Comité ou Conseil pour les questions relatives au Fonds spécial et au Programme élargi d'assistance technique (1 séance);

Comité chargé d'examiner les candidatures au siège vacant du Comité central permanent de l'opium (3 séances).

Total pour la session: 78 séances.

^a De plus, conformément à la décision que le Conseil avait prise à sa 1111^{ème} séance, le 21 avril 1960, le Comité de coordination s'est réuni le 28 juin et le Comité de l'assistance technique le 27 juin 1960. Le premier a tenu 4 séances, et le deuxième 5, avant l'ouverture de la session du Conseil.

B. — COMITÉS ET COMITÉS SPÉCIAUX DU CONSEIL^b

Comité de l'assistance technique

<i>Composition en 1959</i>	<i>Composition en 1960</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Afghanistan	Afghanistan	1961
Allemagne (République fédérale d')*	Allemagne (République fédérale d')*	1960
Brésil	Brésil	1962
Bulgarie	Bulgarie	1961
Chili	Chili	1960
Chine	Chine	1960
Costa Rica	Costa Rica	1960
Espagne	Danemark	1962
Etats-Unis d'Amérique	Espagne	1961
Finlande	Etats-Unis d'Amérique ..	1961
France	France	1960
Inde*	Haiti*	1961
Mexique	Israël*	1961
Nouvelle-Zélande	Japon	1962
Pakistan	Norvège*	1961
Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	1961
Pologne	Pays-Bas	1960
République arabe unie*	Pologne	1962
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République arabe unie* ..	1960
Soudan	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1962
Suède*	Soudan	1960
Tchécoslovaquie*	Tchécoslovaquie*	1960
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1962
Venezuela	Venezuela	1961

* Etats non membres du Conseil.

Séances:

Du 23 au 27 novembre, et le 7 décembre 1959, New York (6 séances);

Du 27 juin au 1^{er} août 1960, Genève (19 séances).

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Composition en 1960: Chine, Costa Rica, Etats-Unis d'Amérique, France, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques^c.

Séances:

29 février 1960, New York (1 séance);

6 avril 1960, New York (1 séance);

7 et 13 juillet 1960, Genève (2 séances).

Comité intérimaire du calendrier des conférences

Composition: Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Séances: 27 juillet 1960, Genève (1 séance).

^b A l'exclusion des comités que le Conseil constitue pendant ses sessions.

^c Elus à la 1090^{ème} séance du Conseil (E/SR.1090).

**Comité chargé d'examiner les candidatures
au Comité central permanent de l'opium**

Composition^a: Afghanistan, Brésil, Bulgarie, Danemark, Nouvelle-Zélande.

Séances: 13, 21 et 25 juillet 1960, Genève (3 séances).

**Comité exécutif du programme du Haut Commissaire
des Nations Unies pour les réfugiés**

Composition: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Iran, Israël, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Venezuela et Yougoslavie.

Séances:

Du 6 au 9 octobre 1959, Genève (6 séances);

Du 7 au 13 avril 1960, Genève (8 séances).

Commission de l'évaluation des programmes

Composition: M. Daniel Cosío Villegas (Mexique), M. George F. Davidson (Canada), M. Walter Kotschnig (Etats-Unis d'Amérique), M. Sergije Makiedo (Yougoslavie), M. Mohammed Mir Khan (Pakistan).

Séances:

3 et 4 août 1959, Genève;

Du 26 au 28 octobre 1959, New York;

Du 7 au 13 mars 1960, New York.

**Commission provisoire de coordination des ententes
internationales relatives aux produits de base**

Composition: M. L. K. Jha (Président), M. Georges Peter, M. Walter Müller, M. Robert C. Tetro, M. Paul E. Callanan (suppléant).

Séances: du 16 au 20 mai 1960, New York (7 séances).

C. — COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSION TECHNIQUES

Commission de statistique

<i>Composition en 1960</i>	<i>Composition en 1961</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Australie	Australie	1963
Brésil	Brésil	1963
Chine	Chine	1961
Cuba*	Cuba**	1964
Danemark*	Etats-Unis d'Amérique ..	1961
Etats-Unis d'Amérique	France**	1964
France*	Inde	1963
Inde	Irlande	1961
Irlande	Norvège***	1964
Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande	1963
Pays-Bas	Pays-Bas	1961
Roumanie*	Roumanie**	1964
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**	1964
Ukraine (République socialiste soviétique d')	Ukraine (République socialiste soviétique d') ..	1961
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1963

* Etat désignateur sortant.

** Etat désignateur réélu.

*** Etat désignateur nouvellement élu.

Onzième session, New York, du 20 avril au 5 mai 1960 (20 séances).

^a Constitué à la 1112ème séance du Conseil (E/SR.1112).

Commission de la population

<i>Composition en 1960</i>	<i>Composition en 1961</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Argentine*	Belgique**	1964
Belgique*	Ceylan***	1964
Brésil*	Chine	1963
Canada*	Etats-Unis d'Amérique ..	1961
Chine	France	1963
Etats-Unis d'Amérique	Italie	1963
France	Japon	1961
Italie	Mexique***	1964
Japon	Norvège	1963
Norvège	République arabe unie** ..	1964
République arabe unie*	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1961
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Salvador	1961
Salvador	Ukraine (République socialiste soviétique d') ..	1963
Ukraine (République socialiste soviétique d')	Union des Républiques socialistes soviétiques ...	1961
Union des Républiques socialistes soviétiques	Uruguay***	1964

* Etat désignateur sortant.

** Etat désignateur réélu.

*** Etat désignateur nouvellement élu.

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée.

Commission des questions sociales

<i>Composition en 1960</i>	<i>Composition en 1961</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Australie	Albanie***	1964
Brésil	Australie	1961
Biélorussie (République socialiste soviétique de)*	Brésil	1963
Chine*	Canada***	1964
Equateur*	Chine**	1964
Espagne*	Equateur**	1964
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique ..	1961
Finlande	Finlande	1963
France	France	1961
Indonésie	Indonésie	1961
Italie	Israël***	1964
Nouvelle-Zélande*	Italie	1961
Pays-Bas*	République arabe unie ...	1963
République arabe unie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1963
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Soudan***	1964
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques ...	1961
Uruguay	Uruguay	1963
Yougoslavie	Yougoslavie	1963

* Etat désignateur sortant.

** Etat désignateur réélu.

*** Etat désignateur nouvellement élu.

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée.

Commission des droits de l'homme

<i>Composition en 1960</i>	<i>Composition en 1961</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Argentine	Afghanistan***	1963
Autriche	Argentine	1962
Belgique*	Autriche	1962
Chine*	Chine**	1963
Danemark	Danemark	1962
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique ..	1962
France	France	1961
Inde	Inde	1961

<i>Composition en 1960</i>	<i>Composition en 1961</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Irak	Irak	1961
Liban*	Pakistan	1962
Mexique*	Panama***	1963
Pakistan	Pays-Bas***	1963
Philippines	Philippines	1961
Pologne*	Pologne**	1963
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**	1963
Ukraine (République socialiste soviétique d')	Ukraine (République socialiste soviétique d') ..	1961
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques ...	1961
Venezuela	Venezuela	1962

* Etat désignateur sortant.

** Etat désignateur réélu.

*** Etat désignateur nouvellement élu.

Seizième session, Genève, du 29 février au 18 mars 1960 (24 séances).

Commission de la condition de la femme

<i>Composition en 1960</i>	<i>Composition en 1961</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc.</i>
Argentine*	Argentine**	1963
Canada*	Australie***	1963
Chine*	Chine**	1963
Colombie	Colombie	1962
Cuba	Cuba	1962
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique ...	1961
Finlande	Finlande	1962
France	France	1962
Grèce	Grèce	1961
Israël	Israël	1961
Japon*	Japon**	1963
Mexique	Mexique	1962
Pakistan*	Pays-Bas	1961
Pays-Bas	Philippines***	1963
Pologne	Pologne	1962
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1961
Tchécoslovaquie*	Tchécoslovaquie**	1963
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1961

* Etat désignateur sortant.

** Etat désignateur réélu.

*** Etat désignateur nouvellement élu.

Quatorzième session, Buenos Aires, du 28 mars au 14 avril 1960 (25 séances).

Commission des stupéfiants

Etats Membres élus à la neuvième session du Conseil pour une durée indéfinie

Canada
Chine
Etats-Unis d'Amérique
France
Inde
Pérou
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Turquie
Union des Républiques socialistes soviétiques
Yougoslavie

Etats Membres élus à la septième session du Conseil pour une durée de trois ans

Hongrie
Iran
Mexique
Pays-Bas
République arabe unie

Quinzième session, Genève, du 25 avril au 13 mai 1960 (22 séances).

Commission du commerce international des produits de base

<i>Composition en 1960</i>	<i>Composition en 1961</i>	<i>Mandat expirant le 31 déc</i>
Argentine	Argentine	1962
Australie*	Belgique	1961
Belgique	Brésil	1962
Brésil	Bulgarie***	1963
Canada	Canada	1961
Chili	Ceylan***	1963
Etats-Unis d'Amérique*	Chili	1961
France	Etats-Unis d'Amérique** ..	1963
Grèce*	France	1961
Inde	Inde	1961
Indonésie*	Malaisie (Fédération de)***	1963
Pakistan	Nouvelle-Zélande***	1963
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Pakistan	1962
Soudan*	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1962
Tchécoslovaquie	Suède***	1963
Union des Républiques socialistes soviétiques	Tchécoslovaquie	1962
Uruguay	Union des Républiques socialistes soviétiques	1962
Yougoslavie*	Uruguay	1961

* Etat désignateur sortant.

** Etat désignateur réélu.

*** Etat désignateur nouvellement élu.

Huitième session, New York, du 2 au 13 mai 1960 (12 séances).

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Composition du 1er janvier 1960 au 31 décembre 1962

M. Abdel Hamid Abdel-Ghani (République arabe unie);
M. Mohamed Ahmed Abu Rannat (Soudan)*;
M. Charles D. Ammoun (Liban);
M. Andreï Andronovitch Fomine (Union des Républiques socialistes soviétiques);
M. Philip Halpern (Etats-Unis d'Amérique);
M. C. Richard Hiscocks (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
M. José D. Inglés (Philippines);
M. Pierre Juvigny (France);
M. Wojciech Ketrzynski (Pologne);
M. Arcot Krishnaswami (Inde);
M. Franz Matsch (Autriche);
Le Pr Enrique Rodríguez Fabregat (Uruguay)*;
M. Vieno Voitto Saario (Finlande);
M. Hernán Santa Cruz (Chili).

Douzième session, New York, du 11 au 30 janvier 1960 (31 séances).

D. — COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Commission économique pour l'Europe

Membres

Albanie	Danemark
Allemagne (République fédérale d')	Espagne
Autriche	Etats-Unis d'Amérique
Belgique	Finlande
Biélorussie (République socialiste soviétique de)	France
Bulgarie	Grèce
	Hongrie
	Irlande

*Elu à la 1090ème séance du Conseil, conformément à la résolution 728 E (XXVIII).

Commission économique pour l'Europe (suite)

Islande	Suède
Italie	Tchécoslovaquie
Luxembourg	Turquie
Norvège	Ukraine (République socialiste soviétique d')
Pays-Bas	Union des Républiques socialistes soviétiques
Pologne	Yougoslavie
Portugal	
Roumanie	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	

La Suisse participe à titre consultatif aux travaux de la Commission.

Quinzième session^f, Genève, du 20 avril au 7 mai 1960 (27 séances).

Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

Membres

Afghanistan	Laos
Australie	Malaisie (Fédération de)
Birmanie	Népal
Cambodge	Nouvelle-Zélande
Ceylan	Pakistan
Chine	Pays-Bas
Corée (République de)	Philippines
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
France	Thaïlande
Inde	Union des Républiques socialistes soviétiques
Indonésie	Viet-Nam (République du)
Iran	
Japon	

Membres associés

Brunéi	Sarawak et Bornéo du Nord
Hong-kong	Singapour

Seizième session^g, Bangkok, du 9 au 21 mars 1960 (17 séances).

Commission économique pour l'Amérique latine

Membres

Argentine	Mexique
Bolivie	Nicaragua
Brésil	Panama
Chili	Paraguay
Colombie	Pays-Bas
Costa Rica	Pérou
Cuba	République Dominicaine
Equateur	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Salvador
France	Uruguay
Guatemala	Venezuela
Haïti	
Honduras	

Membres associés

Antilles	Guyane britannique
----------	--------------------

Comité plénier^h:

Santiago, 28 et 29 mars 1960 (3 séances);
New York, du 28 au 30 juin 1960 (4 séances).

^f On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 3*.

^g *Ibid.*, Supplément No 2.

^h *Ibid.*, Suppléments Nos 4 et 4A.

Commission économique pour l'Afrique

Membres¹

Belgique	Maroc
Espagne	Portugal
Ethiopie	République arabe unie
France	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Ghana	Soudan
Guinée	Tunisie
Libéria	Union sud-africaine
Libye	

Membres associés²

Gambie	Ruanda-Urundi
Kénya et Zanzibar	Sierra Leone
Nigéria (Fédération de)	Tanganyika
Ouganda	

Deuxième session^k, Tanger, du 26 janvier au 6 février 1960 (19 séances).

E. — FONDS SPÉCIAL

Conseil d'administration

Composition en 1959	Composition en 1960	Mandat expirant le 31 déc.
Argentine	Argentine	1961
Canada	Canada	1962
Chili	Chili*	1960
Danemark	Etats-Unis d'Amérique	1961
Etats-Unis d'Amérique	France	1961
France	Ghana*	1960
Ghana	Inde	1961
Inde	Italie*	1960
Italie	Japon	1962
Japon	Mexique	1961
Mexique	Pakistan	1962
Pakistan	Pays-Bas*	1960
Pays-Bas	République arabe unie*	1960
Pérou	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1961
République arabe unie	Suède*	1960
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Thaïlande	1962
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1962
Yougoslavie	Yougoslavie	1962

* Membre sortant.

Troisième session, du 8 au 10 décembre 1959, New York (5 séances);

Quatrième session, du 25 au 27 mai 1960, New York (6 séances).

F. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Conseil d'administration

Composition en 1960	Composition en 1961	Mandat expirant le 31 déc.
Allemagne (République fédérale d')	Afghanistan***	1963
Australie	Allemagne (République fédérale d')	1961

¹ L'Italie, qui était membre de la Commission lors de la deuxième session, a cessé de l'être étant donné qu'elle n'a plus la responsabilité d'aucun territoire en Afrique.

² Le Congo belge, la Somalie (Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne) et le Protectorat de Somalie, qui étaient membres associés de la Commission lors de sa deuxième session, ont accédé depuis à l'indépendance.

^k On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 10*.

Composition
en 1960Composition
en 1961Mandat
expirant
le 31 déc.

Belgique	Australie	1961
Brésil*	Belgique	1961
Bulgarie	Brésil**	1963
Chili	Bulgarie	1961
Chine*	Chili	1961
Equateur	Chine**	1963
Etats-Unis d'Amérique*	Equateur	1962
France*	Etats-Unis d'Amérique**	1963
Grèce	France**	1963
Inde*	Grèce	1962
Indonésie	Indonésie	1962
Iran	Iran	1962
Italie	Italie	1961
Mexique	Japon***	1963
Nouvelle-Zélande	Mexique	1962
Pakistan	Nouvelle-Zélande	1961
Philippines*	Pakistan	1961
Pologne*	Pologne**	1963
République Dominicaine	République Dominicaine..	1961
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1962
Salvador*	Salvador**	1963
Suède	Suède	1962
Suisse	Suisse	1962
Tunisie*	Tunisie**	1963
Turquie	Turquie	1962
Union des Républiques socialistes soviétiques*	Union des Républiques socialistes soviétiques**	1963
Viet-Nam (République du)	Viet-Nam (République du)	1962
Yougoslavie	Yougoslavie	1961

* Membre sortant.

** Etat réélu.

*** Etat nouvellement élu.

Sessions:

Du 1er au 4 et les 10 et 11 septembre 1959, New York (11 séances);

11 décembre 1959, New York (2 séances);

Du 14 au 22 mars 1960, New York (14 séances).

G. — AUTRES ORGANES

Comité central permanent de l'opium

M. Ibrahim El Tersawi (République arabe unie)¹;
 Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
 Le Pr George Joachimoglu (Grèce);
 M. Vladimir Kusević (Yougoslavie);
 Le Dr Estefanus Loocho (Indonésie);
 M. Herbert L. May (Etats-Unis d'Amérique);
 Le Pr Décio Parreiras (Brésil);
 Le Pr Paul Reuter (France).

Soixante-quinzième session: Genève, du 26 au 30 octobre; les 3 et 6 novembre 1959;

Soixante-seizième session: Genève, du 30 mai au 30 juin 1960.

Organe de contrôle des stupéfiants

Le Pr George Joachimoglu (Grèce), désigné par l'OMS;
 Le Pr Décio Parreiras (Brésil), désigné par l'OMS;
 M. Charles Vaille (France), désigné par la Commission des stupéfiants;
 M. Vladimir Kusević (Yougoslavie), désigné par le Comité central permanent de l'opium.

Cinquante-deuxième session: Genève, le 5 et du 9 au 13 novembre 1959;

Cinquante-troisième session: Genève, le 7 juin 1960.

Comité central permanent de l'opium
et organe de contrôle des stupéfiants

Vingt-deuxième session commune: Genève, du 2 au 4 novembre 1959;

Vingt-troisième session commune: Genève, du 8 au 10 juin 1960.

¹ M. El Tersawi a remis sa démission avec effet du 25 janvier 1960. Le Conseil, à sa 1131ème séance, a élu M. E. S. Krishnamoorthy pour le remplacer.

Appendice III

Répartition des sièges au Conseil et dans ses commissions techniques

		Représentés aux organes suivants			Autorisés à désigner des membres				
Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies	Conseil [composé d'Etats Membres] (18 membres)	Commissions techniques, y compris la Commission des stupéfiants et la Commission internationale des produits de base	Commission des stupéfiants [Commission technique composée d'Etats Membres] (15 membres)	Commission du commerce international des produits de base [Commission technique composée d'Etats Membres] (18 membres)	Commission de la statistique (15 membres)	Commission des questions sociales (18 membres)	Commission des droits de l'homme ^a (18 membres)	Commission de la condition de la femme ^a (18 membres)	
(Sauf indication contraire, le mandat expire le 31 décembre)									
Afghanistan	1961	1	-	-	-	-	1963	-	
Albanie	-	1	-	-	-	-	-	-	
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-	-	
Argentine	-	3	-	1962	-	-	1962	1963	
Australie	-	3	-	-	1963	1961	-	1963	
Autriche	-	1	-	-	-	-	1962	-	
Belgique	-	2	-	1961	-	1964	-	-	
Biélorussie (République socia- liste soviétique de)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Birmanie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bolivie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Brésil	1962	3	-	1962	1963	1963	-	-	
Bulgarie	1961	1	-	1963	-	-	-	-	
Cambodge	-	-	-	-	-	-	-	-	
Canada	-	3	Non déterminé	1961	-	1964	-	-	
Ceylan	-	2	-	1963	-	-	-	-	
Chili	1960	1	-	1961	-	-	-	-	
Chine	1960	6	Non déterminé	-	1961	1964	1963	1963	
Colombie	-	1	-	-	-	-	-	1962	
Costa Rica	1960	2	-	-	1964	-	-	-	
Cuba	-	2	-	-	-	-	-	-	
Danemark	1962	1	-	-	-	-	1962	-	
Equateur	-	1	-	-	-	1964	-	-	
Espagne	1961	-	-	-	-	-	-	-	
Etats-Unis d'Amérique	1961	7	Non déterminé	1963	1961	1961	1962	1961	
Ethiopie	-	2	-	-	-	-	-	-	
Finlande	-	2	-	-	-	1963	-	1962	
France	1960	7	Non déterminé	1961	1964	1961	1961	1962	
Ghana	-	1	-	-	-	-	-	-	
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	1961	
Guatemala	-	-	-	-	-	-	-	-	
Guinée	-	-	-	-	-	-	-	-	
Haiti	-	-	-	-	-	-	-	-	
Honduras	-	-	-	-	-	-	-	-	
Hongrie	-	1	*	-	-	-	-	-	
Inde	-	4	Non déterminé	1961	1963	-	1961	-	
Indonésie	-	1	-	-	-	1961	-	-	
Irak	-	1	-	-	-	-	1961	-	

